

**AVANT - PROJET DE DÉCRET PORTANT ASSENTIMENT À L'ACCORD DE COOPÉRATION DU
..... ENTRE L'ÉTAT FÉDÉRAL, LA RÉGION FLAMANDE, LA RÉGION WALLONNE ET LA
RÉGION DE BRUXELLES - CAPITALE RELATIF À L'EXÉCUTION ET AU FINANCEMENT DE
L'ASSAINISSEMENT DU SOL DES STATIONS-SERVICE ET DES CITERNES DE GASOIL À
DES FINS DE CHAUFFAGE**

Le Gouvernement wallon,

Sur proposition du Ministre-Président et du Ministre de l'Environnement,

ARRÊTE :

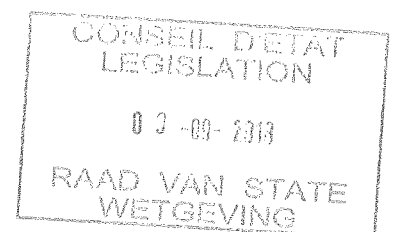
Le Ministre-Président et le Ministre de l'Environnement, présentent au Parlement wallon le projet de décret dont la teneur est la suivante :

Article unique. Assentiment est donné à l'accord de coopération du entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles - Capitale relatif à l'exécution et au financement de l'assainissement du sol des stations-service et des citernes de gasoil à des fins de chauffage.

Namur, le

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,



W. BORSUS

Le Ministre de l'Environnement,

C. DI ANTONIO

**AVANT - PROJET DE DÉCRET PORTANT ASSENTIMENT À L'ACCORD DE COOPÉRATION DU
..... ENTRE L'ÉTAT FÉDÉRAL, LA RÉGION FLAMANDE, LA RÉGION WALLONNE ET LA
RÉGION DE BRUXELLES - CAPITALE RELATIF À L'EXÉCUTION ET AU FINANCEMENT DE
L'ASSAINISSEMENT DU SOL DES STATIONS-SERVICE ET DES CITERNES DE GASOIL À
DES FINS DE CHAUFFAGE**

Commentaire de l'article unique.

L'avant projet de décret portant assentiment de l'accord de coopération relatif à l'exécution et au financement de l'assainissement du sol des stations-service et des citernes de gasoil à des fins de chauffage comporte un article unique pour porter assentiment à l'accord de coopération entre l'État fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale relatif à l'exécution et au financement de l'assainissement du sol des stations-service et des citernes de gasoil à des fins de chauffage.

Projet d'accord de coopération du **//2017 entre l'État fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale relatif à l'exécution et au financement de l'assainissement du sol des stations-service et des citernes de gasoil à des fins de chauffage**

Ontwerp van samenwerkingsakkoord van **//2017 tussen de Federale Staat, het Vlaams Gewest, het Waals Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de uitvoering en financiering van de bodemsanering van tankstations en gasolietanks voor verwarmingsdoeleinden**

EXPOSÉ DES MOTIFS

MEMORIE VAN TOELICHTING

I. COMMENTAIRE GÉNÉRAL

Par souci de protection environnementale, les trois régions ont créé un cadre législatif qui a, entre autres, obligé les Exploitants et Propriétaires de stations-service à assainir le sol en cas de pollution. Pour accompagner cette procédure, un Fonds d'assainissement du sol des stations-service a été créé par les trois régions et l'État fédéral, par le biais d'un Accord de coopération adopté en 2002 et modifié en 2007¹ (l'Accord de coopération 2002). Tel que prévu dans cet accord, la Commission interrégionale d'Assainissement du Sol a agréé l'ASBL BOFAS (ci-après BOFAS), qui gère ce Fonds depuis 2004, et elle contrôle également ce Fonds. BOFAS pourvoit tant en un soutien opérationnel que financier de l'assainissement du sol des terrains pollués.

Jusqu'au 31 décembre 2016, 5029 demandes d'intervention de BOFAS ont été recueillies dans le cadre des modalités prévues par l'Accord de coopération du 13 décembre 2002, et par l'Accord de coopération modifié du 9 février 2007. La possibilité d'introduire une demande a pris fin en mars 2008. De ces demandes, 3791 ont été déclarées recevables. La répartition des demandes au 31 décembre 2016 en nombre, par région et par type de demande, est la suivante:

I. ALGEMENE BESPREKING

Vanuit een bezorgdheid voor de bescherming van het leefmilieu, hebben de drie gewesten een wettelijk kader gecreëerd dat onder andere Exploitanten of Eigenaars van Tankstations verplichtte de bodem te saneren bij vervuiling. Om deze procedure te begeleiden, werd er een Bodemsaneringsfonds voor Tankstations opgericht door de drie gewesten en de federale staat, via een Samenwerkingsakkoord dat werd aangenomen in 2002 en gewijzigd in 2007² (het 2002 Samenwerkingsakkoord). Zoals bepaald in dat akkoord heeft de Interregionale Bodemsaneringscommissie, vzw BOFAS (hierna BOFAS), die het Fonds sinds 2004 beheert, erkend en controleert ze het fonds. BOFAS voorziet zowel in een operationele als in een financiële ondersteuning voor de Bodemsanering van de vervuilde terreinen.

Tot 31 december 2016 werden 5029 aanvragen voor tussenkomst van BOFAS ontvangen in het kader van de modaliteiten voorzien in het Samenwerkingsakkoord van 13 december 2002, en het gewijzigde Samenwerkingsakkoord van 9 februari 2007. De mogelijkheid tot indiening van een aanvraag is afgelopen in maart 2008. Hiervan zijn 3791 aanvragen ontvankelijk verklaard.. De indeling van de aanvragen per 31 december 2016 in aantal, per gewest en volgens soort is als volgt:

¹ Accord de coopération du 13 décembre 2002 entre l'État fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale relatif à l'exécution et au financement de l'assainissement du sol des stations-service et des citernes de gasoil à des fins de chauffage, tel que modifié par l'Accord de Coopération du 9 février 2007 (l'« **Accord de coopération 2002** »)

² Samenwerkingsakkoord van 13 december 2002 tussen de Federale Staat, het Vlaams Gewest, het Waals Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de uitvoering en financiering van de Bodemsanering van Tankstations, zoals gewijzigd door het Samenwerkingsakkoord van 9 februari 2007 (het «**2002 Samenwerkingsakkoord**»)

Besluit	Gewest	Sluiting	Sluiting Retro	Verder-zetting	Verderzet-ting Retro	Totaal
Ontvankelijk	Brussel Vlaanderen Wallonië	94 1210 660	18 187 25	62 723 453	47 226 86	221 2346 1224
Totaal		1964	230	1238	339	3791
In behandeling	Brussel Vlaanderen Wallonië	0 0 0	0 0 0	0 0 0	0 0 0	0 0 0
Totaal		0	0	0	0	0
Onontvankelijk of geannuleerd	Brussel Vlaanderen Wallonië	55 416 379	4 46 7	21 125 115	8 49 13	88 636 514
Totaal		850	57	261	70	1238
31/12/2016		2814	287	1499	429	5029

Van de 5029 aanvragen is 75,4% ontvankelijk.

Décision	Région	Fermeture	Fermeture mesure transitoire	Poursuite	Poursuite mesure transitoire	Total
Recevable	Bruxelles Flandre Wallonie	942 1210 660	18 118794 25	62 723 453	47 226 86	221 2346 1224
Total		1964	230	1238	339	3791
En cours	Bruxelles Flandre Wallonie	0 0 0	0 0 0	0 0 0	0 0 0	0 0 0
Total		0	0	0	0	0
Irrecevable ou annulée	Bruxelles Flandre Wallonie	55 416 379	4 46 7	21 125 115	8 49 13	88 636 514
Total		850	57	261	70	1238
31/12/2016		2814	287	1499	429	5029

Des 5029 demandes, 75,4% sont recevables.

Une grande partie des assainissements des sites signalés auprès de BOFAS ont déjà été exécutés. Un nombre très limité de travaux d'assainissement seront encore en cours au 26 mars 2019, date de la fin de l'agrément du Fonds BOFAS. Le financement des tâches exécutées par BOFAS est assuré par une cotisation par litre d'essence et diesel pour véhicules.

Celle-ci avait été initialement déterminée à 5,2 euros pour l'essence et à 3,2 euros pour le diesel pour 1 000 litres de carburant. Le principe de base du financement est de faire participer le secteur pétrolier et le consommateur final chacun pour la moitié (responsabilité partagée pour la pollution causée). Ce principe est réalisé par la

Een groot deel van de saneringen voor de locaties aangemeld bij BOFAS zijn reeds uitgevoerd. Een heel beperkt aantal saneringswerken zullen nog in uitvoering zijn op 26 maart 2019, de einddatum van de erkenning van het Fonds BOFAS. De financiering van de door BOFAS uitgevoerde taken, wordt verzekerd via een bijdrage per liter benzine en diesel voor voertuigen.

Deze werden initieel vastgelegd op: voor 1.000 liter brandstof 5,2 euro voor benzine en 3,2 euro voor diesel. Het basisprincipe van de financiering is dat de helft wordt bijgedragen door de oliesector en de helft door de eindgebruiker (gedeelde verantwoordelijkheid voor de ontstane vervuiling). Dit principe wordt gerealiseerd door verrekening

comptabilisation des cotisations sur la base du *Contrat de Programme relatif aux prix maximums des produits pétroliers*. Le secteur cède une part de sa marge de distribution, et le consommateur final paie une cotisation sur le carburant concerné.

Sur la base d'estimations des besoins de financement pour couvrir les derniers travaux d'assainissement jusqu'en 2019, il a été constaté qu'en continuant à percevoir les cotisations au tarif actuel dans les années à venir, d'importants excédents seraient générés. C'est la raison pour laquelle en mai 2016 la direction de BOFAS a introduit auprès de la Commission interrégionale d'Assainissement du Sol une demande en diminution des cotisations à 0 euro. L'Accord de coopération prévoit en effet une procédure légale qui permet d'adapter les cotisations à la condition de ne pas compromettre les moyens financiers du Fonds BOFAS.

Cette adaptation en diminution de la cotisation a également été décidée du fait que l'Accord de coopération et les Statuts ne contiennent pas de dispositions au sujet de l'éventuelle destination des réserves financières lors de la dissolution de l'ASBL. La législation sur les ASBL dispose qu'en pareil cas, ces réserves pourront être affectées uniquement à une autre ASBL ayant un objet similaire. En juin 2016 la Commission interrégionale d'Assainissement du Sol a soumis à l'approbation des gouvernements régionaux et du ministre fédéral ayant l'économie et l'énergie dans ses attributions, cette demande de diminution des cotisations, ainsi que l'avis positif qu'elle avait émis au sujet de cette demande.

Cette demande de réduction des cotisations à 0 euro a été approuvée en 2017 par les gouvernements régionaux et les ministres fédéraux ayant l'économie et l'énergie dans leurs attributions. Et, ce à partir du 1^{er} janvier 2018.

Bien que les précédentes périodes d'introduction offrent déjà suffisamment de possibilités d'introduire une demande d'intervention chez BOFAS, il semble qu'il y ait encore un certain nombre de dossiers pour lesquels aucune demande n'ait été soumise auprès de BOFAS. C'est pourquoi il a été décidé de prévoir une nouvelle période d'introduction pour ceux qui souhaitent introduire une demande chez BOFAS.

En parallèle au mécanisme BOFAS destiné à l'assainissement du sol des stations-service, les autorités et acteurs privés tentent depuis 2000 de créer un Fonds pour l'assainissement du sol lié aux citernes de gasoil. Des considérations

van de bijdragen via de *Programmaovereenkomst inzake de maximumprijzen voor aardolieproducten*. De sector staat een deel van haar distributiemarge af en de eindgebruiker betaalt een bijdrage op de betrokken motorbrandstoffen.

Op basis van ramingen van de financieringsbehoeften om de laatste saneringswerken tot het jaar 2019 te dekken werd vastgesteld dat, wanneer de inning van de bijdragen aan het huidige tarief zou worden voortgezet, er de komende jaren aanzienlijke overschotten zouden ontstaan. Daarom heeft de raad van bestuur van BOFAS in mei 2016 bij de Interregionale Bodemsaneringscommissie een aanvraag ingediend tot vermindering van de bijdragen tot 0 Euro. Het Samenwerkingsakkoord voorziet namelijk in een wettelijke procedure die het mogelijk maakt de bijdragen aan te passen op voorwaarde dat de financiële draagkracht van het Fonds BOFAS niet in gevaar komt.

Deze aanpassing tot vermindering van de bijdrage werd ook ingegeven door het feit dat noch in het Samenwerkingsakkoord, noch in de statuten bepaald wordt wat de bestemming zou kunnen zijn van de financiële reserves bij het ontbinden van de vzw. De wetgeving op de vzw's bepaalt in dergelijke gevallen dat deze reserves alleen kunnen worden toegewezen aan een andere vzw met een gelijkaardig doel. In juni 2016 heeft de Interregionale Bodemsaneringscommissie deze aanvraag om de bijdragen te verminderen, alsook het positieve advies dat ze over deze aanvraag had uitgebracht, ter goedkeuring voorgelegd aan de gewestregeringen en de federale minister bevoegd voor economie en energie behoren.

Deze aanvraag tot vermindering van de bijdragen tot 0 Euro werd in 2017 goedgekeurd door de gewestregeringen en de federale ministers tot wiens bevoegdheid Economie en Energie behoren. Dit met ingang van 1 januari 2018.

Hoewel met de vorige aanmeldingsperiodes reeds voldoende mogelijkheid werd voorzien om een aanvraag voor tussenkomst bij BOFAS in te dienen, blijkt dat toch nog voor een aantal potentiële dossiers geen aanvraag bij BOFAS werd ingediend. Daarom wordt er voor geopteerd om een nieuwe bijkomende termijn in te voeren voor zij die zich bij BOFAS wensen aan te melden.

Parallel met het BOFAS-mechanisme bestemd voor de Bodemsanering bij Tankstations, proberen overheden en privéactoren sinds 2000 een Fonds op te zetten voor de Bodemsanering verbonden aan Gasolietanks. Vanuit milieuoverwegingen

environnementales mènent les autorités à vouloir instaurer ou étendre les obligations relatives à l'utilisation de citernes de gasoil, ainsi que l'obligation de prévenir et d'assainir toute pollution du sol qu'elle causerait. De telles obligations, qui diffèrent selon les régions, existent déjà à ce jour, par exemple concernant le constat d'une réelle pollution du sol. L'éventuel coût lié à ces obligations peut avoir pour conséquence une situation personnelle dramatique pour les particuliers, au cas où il n'y aurait pas d'intervention financière de la part des autorités. Ceci est d'autant plus le cas, qu'il est aujourd'hui très difficile de faire couvrir par une assurance le risque de pollution du sol par une citerne de gasoil.

En mai 2005, un protocole entre les trois régions et le niveau fédéral a été signé par les ministres régionaux de l'Environnement et le ministre fédéral de l'Énergie. Ce protocole avait pour objectif de dégager les lignes directrices et les modalités de la création d'un tel Fonds pour les citernes de gasoil. Les négociations qui y ont fait suite les années ultérieures, n'ont toutefois pas immédiatement mené à des résultats.

Toutefois, le 31 mars 2011, la Conférence interministérielle de l'Environnement élargie a confirmé son intention d'introduire un mécanisme de financement tant pour la prévention que pour l'assainissement des sols pollués par des citernes de gasoil utilisées pour le chauffage des bâtiments. Cette intention a à nouveau été confirmée lors de la Conférence interministérielle de l'Environnement élargie du 30 mars 2012.

Cette Conférence interministérielle de l'Environnement élargie du 30 mars 2012 a en plus chargé le ministre bruxellois de l'Environnement de reprendre les activités du groupe de travail, pour rencontrer les responsables du secteur et arriver à un accord avec eux au sujet d'un mécanisme de financement et du fonctionnement du Fonds, pour le 31 décembre 2012. Des accords qui pourront ensuite être formalisés dans un nouvel Accord de coopération entre les trois régions et le niveau fédéral.

Le Fonds d'Assainissement du Sol des stations-service BOFAS dispose en tous les cas d'excédents financiers, qui d'une manière ou d'une autre devront être affectés à une destination similaire à l'objet social de BOFAS.

Une solution possible pour lancer les activités d'assainissement du sol liées aux citernes de gasoil, est d'étendre le champ d'application ainsi que les statuts de BOFAS, de sorte à pouvoir

vertonen de overheden ook de wil om de verplichtingen met betrekking tot het gebruik van Gasolietanks, alsook de verplichting om de eruit voortvloeiende Bodemverontreiniging te voorkomen en te saneren, in te stellen of uit te breiden. Dergelijke verplichtingen, die van gewest tot gewest verschillen, bestaan vandaag de dag al, bijvoorbeeld met betrekking tot de vaststelling van een daadwerkelijke Bodemverontreiniging. Gezien de eventuele kosten die aan zulke verplichtingen verbonden zijn, komen particulieren soms in een dramatische persoonlijke situatie terecht wanneer er geen financiële tegemoetkoming van de overheid is. Dat is des te meer het geval aangezien het vandaag de dag erg moeilijk is om het risico op Bodemverontreiniging door een Gasolietank te laten dekken door de verzekering.

In mei 2005 is een protocol tussen de drie gewesten en het federale niveau ondertekend door de gewestelijke ministers van Leefmilieu en de federale minister van Energie. Het doel daarvan was om de krachtlijnen en de modaliteiten voor de creatie van een dergelijk Fonds voor Gasolietanks vorm te geven. De onderhandelingen die er de volgende jaren uit voortvloeiden, hebben echter niet onmiddellijk tot resultaten geleid.

Op 31 maart 2011 heeft de uitgebreide Interministeriële Conferentie Leefmilieu evenwel haar intentie bevestigd om een financieringsmechanisme in te voeren voor zowel de preventie als de sanering van Bodemverontreiniging veroorzaakt door Gasolietanks voor verwarming van gebouwen. Die intentie werd opnieuw bevestigd tijdens de uitgebreide Interministeriële Conferentie Leefmilieu van 30 maart 2012.

De uitgebreide Interministeriële Conferentie Leefmilieu van 30 maart 2012 heeft bovendien de Brusselse minister van Leefmilieu ermee belast de werkzaamheden van de werkgroep opnieuw op te starten, om de vertegenwoordigers van de sector te ontmoeten en het vóór 31 december 2012 met elkaar eens te worden over een financieringsmechanisme en over de werking van het Fonds. Afspraken die vervolgens kunnen worden vastgelegd in een nieuw Samenwerkingsakkoord tussen de drie gewesten en het federale niveau.

Het Bodemsaneringsfonds voor Tankstations BOFAS beschikt in elk geval over financiële overschotten, die hoe dan ook een bestemming moeten krijgen die aanleunt bij het sociale doel van BOFAS.

Een mogelijke oplossing om de activiteiten van Bodemsanering verbonden aan Gasolietanks te lanceren, strekt ertoe de draagwijdte van het Fonds BOFAS alsook de statuten van BOFAS uit

utiliser l'expérience de l'ASBL existante et à accélérer le lancement de cette nouvelle activité.

Mais ce n'est pas la seule; une autre ASBL pourrait par exemple être fondée pour prendre en charge ces activités liées aux citernes de gasoil.

Sur la base de l'expérience de BOFAS, une estimation prudente a été faite des besoins financiers pour le lancement des activités liées aux citernes de gasoil. Ceci signifie, qu'en premier lieu a été prise en considération la prise en charge de l'assainissement (volet curatif) d'un nombre significatif de citernes de gasoil pour le chauffage de bâtiments à usage d'habitation.

Ce premier volet nécessite un budget estimé à environ 110 millions d'euros, compte tenu de la récupération de la TVA par l'ASBL BOFAS. Cela suppose que l'ASBL BOFAS soit assujettie à la TVA au sens de l'article 4 du Code de la TVA, ce qui lui permet de déduire la TVA pour les services prestés au sens de l'article 18 du Code de la TVA. En établissant le budget, il faudra tenir compte de la TVA à charge de l'ASBL BOFAS pour l'assainissement des sols liés aux citernes de gasoil de personnes non assujetties ou de contribuables sans droit à la déduction (ex. citernes de gasoil dans les bâtiments à usage d'habitation).

Avec une réduction des cotisations sur l'essence et le diesel à 0 euro à partir du 1^{er} janvier 2018, il y aurait, en tenant compte des fonds nécessaires pour une troisième période d'introduction, un montant disponible d'environ 110 millions d'euros. Sur la base d'estimations de coûts, ce budget de 110 millions d'euros pourrait financer l'activité du Fonds pendant 8 à 10 ans.

Ce premier financement des activités d'assainissement du sol liées aux citernes de gasoil est uniquement destiné au Volet curatif. Le plan budgétaire actuel du Fonds ne comporte pas de partie préventive (attribution d'une prime-citerne). Cet aspect pourrait être réglé et financé par le secteur lui-même. L'ASBL peut prendre en charge la gestion du financement du volet préventif, si ce financement est mis en place.

L'information réunie pendant la période d'introduction de 3 années et pendant les premiers assainissements servira à préciser les besoins financiers complémentaires pour pouvoir couvrir le mécanisme dans son ensemble. À cet effet des rapports intermédiaires réguliers devront

te breiden, zodat de ervaring van de bestaande vzw kan worden benut en de lancering van deze nieuwe activiteiten kan worden versneld.

Maar het is niet de enige oplossing; er zou bijvoorbeeld ook een andere vzw kunnen worden opgericht om deze activiteiten met betrekking tot Gasolietanks op zich te nemen.

Gezien de ervaring met BOFAS werd er een voorzichtige raming gemaakt van de financiële behoeften voor de lancering van activiteiten met betrekking tot Gasolietanks. Dat wil zeggen dat in eerste instantie rekening werd gehouden met de tenlasteneming van de sanering (curatief luik) van een significant aantal Gasolietanks voor de verwarming van gebouwen met een woonfunctie.

Dit eerste luik vereist een budget dat geschat wordt op ongeveer 110 miljoen euro, rekening houdend met een recuperatie van de BTW door BOFAS/de vzw. Dit veronderstelt dat BOFAS/de vzw een belastingplichtige voor BTW-doeleinden is in de zin van artikel 4 van het BTW-Wetboek met een recht op aftrek van btw omwille van de diensten die ze levert in de zin van artikel 18 van het BTW-Wetboek. Bij het bepalen van het budget zal rekening gehouden moeten worden met de btw die ten laste van BOFAS/de vzw zal vallen voor de Bodemsanering van Gasolietanks van niet-belastingplichtigen of belastingplichtigen zonder recht op aftrek (bv. Gasolietanks verbonden aan gebouwen met een woonfunctie).

Met een vermindering van de bijdragen op benzine en diesel tot 0 Euro vanaf 1 januari 2018 zou, rekening houdende met de noodzakelijke middelen voor een derde aanmeldingsperiode, een bedrag beschikbaar zijn van circa 110 miljoen Euro.. Op basis van kostenramingen zou dit budget van 110 miljoen euro de werking van het Fonds voor 8 à 10 jaar kunnen financieren.

Deze eerste financiering van de Bodemsaneringsactiviteiten verbonden aan Gasolietanks is enkel bestemd voor het Curatieve luik. In het huidige budgettaire plan van het Fonds is er geen preventief onderdeel (toekennen van een tankpremie) opgenomen. Dit aspect zou door de sector zelf kunnen worden geregeld en gefinancierd. De vzw kan het beheer van de financiering van het preventieve luik voor haar rekening nemen indien die financiering op punt wordt gezet.

De informatie die zal worden verzameld tijdens de aanmeldingsperiode van 3 jaar en tijdens de eerste saneringen zal ervoor zorgen dat de verdere financiële behoeften om het volledige mechanisme te kunnen dekken, kunnen worden gepreciseerd. Er zullen hiervoor regelmatig

être faits aux autorités.

Après la fin de la période d'introduction de 3 années, le Fonds devra rendre compte en détail à la Commission interrégionale d'Assainissement du Sol sur ses recettes et dépenses attendues sur la période de reconnaissance restante.

Cela doit permettre à la Commission interrégionale d'Assainissement du Sol d'établir ensuite une première fois un dossier documenté au plus tard après 6 mois et de le soumettre pour décision aux gouvernements régionaux et aux ministres fédéraux compétents.

Si la conclusion du premier dossier documenté indique que les fonds financiers sont insuffisants, un second mécanisme de financement sera mis en marche par le biais d'une cotisation obligatoire sur le gasoil de chauffage, qui sera prélevée par le Fonds auprès des entreprises soumises à accises. Initialement, le montant de cette cotisation est de 0 euro (0,00 euro par litre de combustible consommé).

Le dossier documenté que la Commission interrégionale d'Assainissement du Sol transmet pour décision aux gouvernements régionaux et aux ministres fédéraux compétents, comprend une proposition de modification de la cotisation obligatoire sur le gasoil de chauffage (en cas de déficits, mais également en cas d'excédents).

Il appartient donc aux gouvernements régionaux et aux ministres fédéraux compétents de prendre une décision concernant la modification de la cotisation obligatoire (proposée par la Commission interrégionale d'Assainissement du Sol), in casu la hausse de la cotisation obligatoire en cas de déficits.

Si les gouvernements régionaux et les ministres fédéraux compétents ne prennent (toutefois) pas de décision unanime, il y aura une modification automatique de la cotisation obligatoire sur le gasoil de chauffage. Cet ajustement automatique se fait chaque fois par le biais d'une hausse ou une baisse de 0,002 euro par litre de carburant (gasoil de chauffage), respectivement en cas de déficits ou d'excédents.

Instaurer une cotisation sur le gasoil de chauffage est en ligne avec ce qui est prévu actuellement à l'annexe technique du Contrat de Programme. L'article 21 § 3 de l'annexe technique prévoit en

tussentijdse rapporten aan de overheden moeten worden overgemaakt.

Vanaf het einde van de aanmeldingsperiode van 3 jaar dient het Fonds aan de Interregionale Bodemsaneringscommissie op gedetailleerde wijze te rapporteren over zijn te verwachten inkomsten en uitgaven over de resterende periode van de erkenning.

Dit moet de Interregionale Bodemsaneringscommissie toelaten ten laatste 6 maanden nadien een eerste maal een gedocumenteerd dossier op te stellen en dit ter beslissing voor te leggen aan de gewestregeringen en aan de bevoegde federale ministers.

Indien de conclusie van het eerste gedocumenteerd dossier aangeeft dat er onvoldoende financiële middelen zijn, dan zal een tweede financieringsmechanisme in werking treden via een verplichte bijdrage op gasolie verwarming die door het Fonds wordt geheven lastens de Accijnsplichtige ondernemingen. Initieel bedraagt de hoogte van deze bijdrage nul (0,00 euro per liter brandstof die tot verbruik wordt uitgeslaan).

Het gedocumenteerd dossier dat de Interregionale Bodemsaneringscommissie ter beslissing aan de gewestregeringen en aan de bevoegde federale ministers overmaakt, bevat een voorstel van aanpassing van de verplichte bijdrage op gasolie verwarming (bij tekorten, maar ook bij overschotten).

Het komt dus aan de gewestregeringen en de bevoegde federale ministers toe om over de (door de Interregionale Bodemsaneringscommissie) voorgestelde aanpassing van de verplichte bijdrage een beslissing te nemen, in casu over de verhoging van de verplichte bijdrage in geval van tekorten.

Indien de gewestregeringen en de bevoegde federale ministers (echter) geen unanieme beslissing nemen, dan treedt er een automatische aanpassing van de verplichte bijdrage op gasolie verwarming in werking. De automatische aanpassing gebeurt telkens via een verhoging of een verlaging van 0,002 euro per liter brandstof (gasolie verwarming), bij respectievelijk tekorten of overschotten.

Het instellen van een bijdrage op de gasolie-verwarming is in lijn met wat actueel in de technische bijlage van de Programma-Overeenkomst is opgenomen. Artikel 21, §3 van

effet que lors de la création d'un tel Fonds, une cotisation éventuelle serait intégrée automatiquement dans la structure de prix maxima. Quoi qu'il en soit, le financement complémentaire précis devra être fixé par l'Accord de coopération, au cas où il s'agirait d'instaurer une nouvelle cotisation ou une cotisation modifiée.

II STRUCTURE

Le présent projet d'Accord de coopération vaut comme remplacement de l'Accord de coopération 2002 existant. Les modifications dans le projet d'Accord de coopération actuel, vis-à-vis de l'Accord de coopération 2002, sont doubles. D'une part, une nouvelle période d'introduction est prévue pour introduire une demande d'intervention chez BOFAS et la diminution déjà approuvée de l'obligation de cotisation est insérée dans le présent projet d'Accord de coopération. D'autre part, il y a des dispositions qui sont prévues pour permettre l'agrément d'un Fonds en vue de financer des assainissements de sol des sols pollués par des citernes de gasoil. En raison de l'analogie entre BOFAS et le nouveau Fonds à agréer, il a été décidé de reprendre ce règlement dans l'Accord de coopération existant.

En raison de l'importance des modifications à l'Accord de coopération 2002 existant et de la nouvelle énumération des articles, il était opportun, du point de vue juridique, de mettre fin à l'Accord de coopération existant et de le remplacer par un nouvel Accord de coopération.

L'Accord de coopération est donc structuré comme suit:

Titre I.

de technische bijlage voorziet namelijk dat bij een oprichting van een dergelijk Fonds, een eventuele bijdrage automatisch verwerkt zal worden in de maximum prijsstructuur. Hoe dan ook, de precieze bijkomende financiering zal moeten worden bepaald door het Samenwerkingsakkoord indien het zou gaan om het instellen van een nieuwe of gewijzigde retributie.

II STRUCTUUR

Voorliggend ontwerp van Samenwerkingsakkoord geldt als vervanging van het bestaande 2002 Samenwerkingsakkoord. De wijzigingen in het voorliggend voorstel van Samenwerkingsakkoord, ten opzichte van het bestaande 2002 Samenwerkingsakkoord zijn tweemaal. Enerzijds wordt een nieuwe termijn voorzien om een aanvraag in te dienen voor tussenkomst bij BOFAS en wordt de reeds goedgekeurde verlaging van de bijdrageverplichting ingevoegd in het voorliggend ontwerp van samenwerkingsakkoord. Anderzijds wordt voorzien in bepalingen die toelaten een Fonds te erkennen om de Bodemsanering van door Gasolietanks Verontreinigde gronden te financieren. Vanwege de analogie tussen BOFAS en het nieuw te erkennen Fonds werd ervoor geopteerd deze regeling mee op te nemen in het bestaande Samenwerkingsakkoord.

Omwille van de omvang van de wijzigingen aan het bestaande 2002 Samenwerkingsakkoord, en de nieuwe nummering van de artikelen, was het vanuit wetgevingstechnisch oogpunt aangewezen om het bestaande samenwerkingsakkoord op te heffen en te vervangen door een nieuw Samenwerkingsakkoord

De structuur van het Samenwerkingsakkoord is als volgt opgebouwd:

Titel I.

Sous le titre I est reprise une série de définitions et de règles d'interprétation. Vu que de nombreuses définitions ont trait tant aux dispositions relatives aux stations-service qu'à celles relatives aux citernes de gasoil, il est préférable d'utiliser un unique ensemble de définitions, d'application au titre II comme au titre III. Des termes pouvant couvrir des notions différentes sous les titres II et III, peuvent également être repris au titre I. Leur définition pourra préciser que ce terme, à la lecture du titre II, doit être compris comme "..." et à la lecture du titre III, doit être compris comme "....". Vu le nombre important de définitions identiques, cette manière de procéder bénéficiera tant à l'ampleur de la présente proposition qu'à sa lisibilité.

Titre II.

Sous le Titre II seront reprises les dispositions spécifiques à l'exécution et au financement de l'assainissement du sol dans le cas des stations-service.

Titre III.

Sous le Titre III seront reprises les dispositions relatives en particulier à l'assainissement du sol des citernes de gasoil utilisé pour le chauffage.

Titre IV.

Les dispositions suivantes seront reprises concrètement au Titre IV "Dispositions générales":

- Les dispositions relatives à une adaptation de la cotisation des sociétés soumises à accises.
- Les dispositions relatives au contrôle sur le paiement des cotisations par le Fonds pour l'Analyse des Produits pétroliers.
- Les dispositions relatives à la procédure de demande d'agrément.
- Les dispositions relatives au contrôle du Fonds.

Titre V.

Enfin, un Titre V. reprendra un nombre de dispositions générales relatives entre autres, au passage de l'actuel Accord de coopération au nouveau et à l'entrée en vigueur de ce dernier.

Onder titel I worden een reeks definities en interpretatieregels opgenomen. Gezien vele definities zowel betrekking hebben op de bepalingen omtrent de Tankstations als de bepalingen omtrent de Gasolietanks, verdient één set definities die van toepassing is op zowel titel II als titel III de voorkeur. Begrippen die toch een andere lading zouden dekken in titel II dan in titel III kunnen eveneens in deze titel I worden opgenomen. In de definities kan dan worden gesteld dat dit begrip voor de lezing van titel II zal moeten worden begrepen als "..." en voor de lezing van titel III zal moeten worden begrepen als "...". Gelet op het grote aantal identieke definities zal deze werkwijze de omvang van het voorliggend voorstel en dus ook de leesbaarheid enkel ten goede komen.

Titel II.

Onder Titel II worden die bepalingen ondergebracht die specifiek zijn aan de uitvoering en de financiering van Bodemsanering bij Tankstations.

Titel III.

Onder Titel III worden die bepalingen ondergebracht die specifiek zijn aan de Bodemsanering van Gasolietanks voor verwarmingsdoeleinden.

Titel IV.

In concreto worden de volgende bepalingen opgenomen onder titel IV "Algemene bepalingen":

- De bepalingen inzake een aanpassing van de bijdrage van de Accijnsplichtige ondernemingen.
- De bepalingen inzake de controle op het betalen van de bijdragen door het Fonds voor de Analyse van Aardolieproducten.
- De bepalingen omtrent de procedure voor aanvraag van de erkenning.
- De bepalingen inzake controle op het Fonds.

Titel V.

Tot slot wordt een titel V opgenomen met een aantal algemene bepalingen inzake onder meer de overgang van het bestaande naar het nieuwe Samenwerkingsakkoord en de inwerkingtreding.

Projet d'accord de coopération du **//2017 entre l'État fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale relatif à l'exécution et au financement de l'assainissement du sol des stations-service et des citernes de gasoil utilisé pour le chauffage**

Ontwerp van samenwerkingsakkoord van **//2017 tussen de Federale Staat, het Vlaams Gewest, het Waals Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de uitvoering en financiering van de bodemsanering van tankstations en gasolietanks voor verwarmingsdoeleinden**

COMMENTAIRE DES ARTICLES

Comme déjà stipulé, les dispositions dans le présent projet d'Accord de coopération qui se rapportent à l'exécution et au financement de l'assainissement du sol des stations-service, sont reprises de manière presque identique de l'Accord de coopération 2002, avec néanmoins une nouvelle numérotation. Pour l'examen de ces articles, on peut se référer à l'exposé des motifs de l'Accord de coopération du 13 décembre 2002 entre l'État fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale relatif à l'exécution et au financement de l'assainissement du sol des stations-service, et à l'exposé des motifs de l'Accord de coopération du 9 février 2007 entre l'État fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale modifiant l'Accord de coopération du 13 décembre 2002 relatif à l'exécution et au financement de l'assainissement du sol des stations-service. Pour plus de clarté, un tableau de corrélation a été joint.

Titre I.

CHAMP D'APPLICATION, DÉFINITIONS ET RÈGLES D'INTERPRÉTATION.

Article 1^{er}.

Au moyen de ce projet d'Accord de coopération, les Régions ont pour objectif d'exercer en commun les matières qui leur sont attribuées (Assainissement du sol). Il a été opté pour la participation de l'État fédéral à cet Accord de coopération, en raison de sa compétence en matière d'accises, de politique du prix, des contingents et des agréments et des tarifs de l'énergie (voir article 170 de la Constitution; voir article 1 de la loi "non bis in idem" du 23 janvier 1989 relatif à la compétence fiscale visée à l'article 110, §§1 et 2 de la Constitution; voir article 6, §1, VI, al. 5, 3°, 8° et VII, al. 2, d) de la loi spéciale du 8 août 1980 de réforme des institutions), et parce que l'application des dispositions de ce projet d'Accord de coopération

TOELICHTING BIJ DE ARTIKELEN

Zoals reeds aangegeven zijn de bepalingen opgenomen in voorliggend ontwerp van Samenwerkingsakkoord die betrekking hebben op de uitvoering en financiering van Bodemsanering bij Tankstations, nagenoeg identiek overgenomen uit het bestaande 2002 Samenwerkingsakkoord, echter wel met hernummering. Voor de bespreking van deze artikelen kan verwezen worden naar de memorie van toelichting bij het Samenwerkingsakkoord van 13 december 2002 tussen de Federale Staat, het Vlaams Gewest, het Waals Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de uitvoering en financiering van de Bodemsanering van Tankstations en de memorie van toelichting bij Samenwerkingsakkoord van 9 februari 2007 tussen de Federale Staat, het Vlaams Gewest, het Waals Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot wijziging van het samenwerkingsakkoord van 13 december 2002 betreffende de uitvoering en financiering van bodemsanering van tankstations. Ter verduidelijking werd een concordantietabel toegevoegd.

Titel I.

TOEPASSINGSGBIED, DEFINITIES EN INTERPRETATIEREGELS

Artikel 1.

Met dit ontwerp van Samenwerkingsakkoord beogen de Gewesten de materies die tot hun bevoegdheid behoren (Bodemsanering) op gezamenlijke wijze uit te oefenen. Aangezien de federale Overheid bevoegd is inzake accijnzen, het prijsbeleid, de contingenten en vergunningen en de energietarieven (zie artikel 170 van de Grondwet; zie artikel 1 van de "non bis in idem"-wet van 23 januari 1989 betreffende de in artikel 110, §§1 en 2, van de Grondwet bedoelde belastingsbevoegdheid; zie artikel 6, §1, VI, lid 5, 3°, 8° en VII, lid 2, d) van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen) en de naleving van de bepalingen van dit ontwerp van Samenwerkingsakkoord een controle op de Accijnsplichtige ondernemingen noodzaakt, werd

nécessite un contrôle des sociétés soumises à accises.

Afin de parvenir à une application uniforme, l'accord comprend des dispositions d'application directe, c'est-à-dire des dispositions liant directement les justiciables. Le Conseil d'État, dans son avis du 24 octobre 1995 sur le projet d'Accord de coopération relatif à la prévention et à la gestion des déchets d'emballage (*voir e.a. Gedr. St., Vlaams Parlement, Nr. 400 (1995-1996), Nr. 1, p. 82*) a déjà insisté sur le fait que rien n'empêche qu'un Accord de coopération ait une telle application. Suite à l'application directe, les dispositions de l'accord obligent les Belges en tant qu'individu. Conformément à l'article 92 bis de la loi spéciale du 8 août 1980 de réforme des institutions, cet accord n'entrera en vigueur qu'après approbation par les trois législateurs régionaux et l'État belge.

Ce projet d'Accord de coopération ne porte pas préjudice à l'application de la législation régionale en matière d'assainissement du sol. Le projet d'Accord de coopération ne modifie donc pas les droits et obligations résultant de la législation régionale d'assainissement du sol. Il a pour objectif principal de pourvoir d'une part, à la mise en place d'une nouvelle période d'introduction pour introduire une demande d'intervention de BOFAS, et d'une réduction de la cotisation conformément aux décisions des gouvernements régionaux et des ministres fédéraux ayant l'économie et l'énergie dans leurs attributions ; et d'autre part, de fournir une solution pour la pollution du sol causée par l'exploitation d'une citerne de gasoil à des fins de chauffage. Ce mécanisme contribuera donc à la réalisation des objectifs des législations régionales en matière d'assainissement du sol, sans intervenir de manière unilatérale dans la structure du marché du secteur concerné.

Par exploitation d'une citerne de gasoil, on entend également le remplissage de la citerne de gasoil avec du gasoil de chauffage. Par conséquent, seront prises en considération pour une intervention éventuelle du Fonds non seulement les pollutions du sol causées par la fuite d'une citerne de gasoil ou de sa conduite d'alimentation, mais également celles causées par le débordement d'une citerne de gasoil lors de son remplissage.

Article 2.

L'article 2 comprend les définitions des termes nécessaires à la bonne compréhension du projet d'Accord de coopération.

er voor geopteerd om de federale Overheid bij het Samenwerkingsakkoord te betrekken.

Teneinde deze uniformiteit te bewerkstelligen, omvat het akkoord bepalingen van directe werking, d.w.z. bepalingen die de rechtsonderhorigen rechtstreeks binden. Zoals de Raad van State het reeds in zijn advies van 24 oktober 1995 betreffende het ontwerp van samenwerkingakkoord betreffende de preventie en het beheer van verpakkingsafval (*zie o.m. Gedr. St., Vlaams Parlement, Nr. 400 (1995-1996), Nr. 1, p. 82*) heeft benadrukt, verhindert niets dat een Samenwerkingsakkoord een dergelijke werking heeft. Ingevolge de directe werking, verbinden de bepalingen van het akkoord de Belgen als individu. Overeenkomstig artikel 92bis van de bijzondere wet van 8 augustus tot hervorming der instellingen zal dit akkoord pas na goedkeuring door de drie regionale wetgevers en de Belgische Staat uitwerking hebben.

Dit ontwerp van Samenwerkingsakkoord doet geen afbreuk aan de toepassing van de regionale wetgeving inzake Bodemsanering. Het ontwerp van Samenwerkingsakkoord wijzigt de rechten en verplichtingen die uit de regionale wetgeving inzake Bodemsanering voortvloeien dus niet. Het beoogt voornamelijk te voorzien in enerzijds het invoeren van een nieuwe bijkomende termijn om een aanvraag in te dienen voor tussenkomst bij BOFAS, een verlaging van de bijdragen overeenkomstig de beslissingen van de gewestregeringen en de federale ministers tot wiens bevoegdheid Economische zaken en energie behoren. Anderzijds een oplossing te bieden voor de Bodemverontreiniging veroorzaakt ten gevolge van de exploitatie van een gasolietank voor verwarmingsdoeleinden. Dit mechanisme zal aldus bijdragen tot de realisatie van de doelstellingen van de gewestelijke wetgevingen inzake Bodemsanering, zonder eenzijdig in de marktstructuur van de betrokken sector in te grijpen.

Met de exploitatie van een gasolietank wordt ook het vullen van de gasolietank met gasolieverwarming mee in rekening gebracht. Aldus komen bijvoorbeeld niet alleen Bodemverontreinigingen ontstaan door lekkage van een Gasolietank of toevoerleiding, maar ook bijv. Bodemverontreinigingen ontstaan door een overvulling van een Gasolietank, mee in aanmerking voor mogelijke tussenkomst van het Fonds.

Artikel 2.

Artikel 2 omvat de definities van de begrippen die noodzakelijk zijn om het ontwerp van Samenwerkingsakkoord goed te begrijpen.

D'une part, l'article 2 fait référence à un certain nombre de termes tels qu'ils sont définis dans une ou plusieurs législations régionales et/ou fédérales. Le projet d'Accord de coopération se limite à confirmer que ces termes doivent être compris dans ce sens-là. Au cas où la législation régionale relative à l'assainissement du sol ne comprendrait pas de définition des termes précités, ils seront à interpréter dans leur sens usuel.

D'autre part, l'article 2 comprend une série de définitions propres au projet d'Accord de coopération.

Le texte qui suit traite en détail des définitions importantes pour la bonne compréhension du Titre III du projet d'Accord de coopération.

L'article 2, 2° définit ainsi le terme « assainissement du sol » au sens large comme étant l'ensemble des mesures de traitement des pollutions des sols telles que définies dans les législations régionales, afin de pouvoir appliquer dans les 3 régions les procédures actuelles et futures.

Si nous prenons à titre d'exemple la législation flamande sur les sols, tombent sous le sens usuel de « l'assainissement du sol » à la fois la procédure prévue au chapitre V du Titre III du Décret Sols – découlant de la définition de l'assainissement du sol comme étant le traitement d'une pollution des sols par l'élaboration d'un projet d'assainissement du sol, la réalisation de travaux d'assainissement du sol et la mise en place d'une étude d'évaluation finale -, mais également la procédure prévue à la 'section VI : Traitement des dommages' du chapitre V du même titre du Décret Sols. Le traitement des dommages constitue aussi, au sens usuel du terme, de l'assainissement des sols : le rapport d'évaluation d'un dommage comprend les mesures mises en œuvre pour le traitement (ou 'l'assainissement du sol') du dommage. Si elles peuvent être entendues au sens usuel du terme comme de l'assainissement du sol, les mesures préventives sont également comprises dans la définition.

En outre, le traitement de la pollution du sol comprend aussi la mesure de l'ampleur de la pollution et l'évaluation des risques. Actuellement, en Flandre, cela se fait au moyen d'une étude descriptive des sols, mais cela pourrait aussi prendre la forme, par exemple, d'un autre rapport d'examen des sols.

Enfin, il est prévu d'introduire, en ce qui concerne

Enerzijds wordt in artikel 2 verwezen naar een aantal begrippen zoals die in één of meerdere gewestelijke wetgevingen en/of de federale wetgeving gedefinieerd werden. Het ontwerp van Samenwerkingsakkoord beperkt er zich toe te bevestigen dat die begrippen in die zin te begrijpen zijn. Zo er in de gewestelijke wetgeving betreffende de Bodemsanering geen definitie van voornoemde begrippen voorhanden is, dan moeten zij in hun spraakgebruikelijke betekenis worden geïnterpreteerd.

Anderzijds bevat artikel 2 een aantal definities die eigen zijn aan het ontwerp van Samenwerkingsakkoord.

In onderliggende tekst wordt verder ingegaan op de definities van belang om titel III van het ontwerp van Samenwerkingsakkoord goed te begrijpen.

Zo wordt in artikel 2, 2° het begrip "bodemsanering" ruim gedefinieerd als alle maatregelen ter behandeling van bodemverontreiniging zoals in de wetgeving van de Gewesten gedefinieerd, om in de 3 gewesten van toepassing zijnde huidige en toekomstige procedures te kunnen toepassen.

Als we als voorbeeld de Vlaamse bodemwetgeving nemen, vallen onder de spraakgebruikelijke betekenis van 'bodemsanering' zowel de procedure die opgenomen is in hoofdstuk V van Titel III van het Bodemdecreet – volgend uit de definitie van bodemsanering als behandelen van bodemverontreiniging via opstellen van een bodemsaneringsproject, het uitvoeren van bodemsaneringswerken en het opstellen van een eindevaluatieonderzoek-, maar tevens de procedure opgenomen in 'afdeling VI: behandeling van schadegevallen' van hoofdstuk V van dezelfde titel van het Bodemdecreet. Ook de behandeling van schadegevallen is bodemsanering in de spraakgebruikelijke betekenis: een evaluatierapport over een schadegeval omvat de uitgevoerde maatregelen ter behandeling (of 'bodemsanering') van het schadegeval. Ook voorzorgsmaatregelen als deze als bodemsanering in de spraakgebruikelijke betekenis aanzien kunnen worden, zijn inbegrepen in de definitie.

Daarnaast moet onder behandeling van bodemverontreiniging tevens het in kaart brengen van de omvang van de verontreiniging en de risico-evaluatie ervan worden begrepen. Dit gebeurt op dit moment in Vlaanderen via een beschrijvend bodemonderzoek, maar kan bvb. ook een ander verslag van bodemonderzoek zijn.

l'assainissement du sol par le Fonds, une nouvelle procédure simplifiée dans le Décret Sols. À cette fin, une 'section VI bis. Pollution du sol par des citernes de gasoil, signalée au Fonds' sera ajoutée au chapitre VI du Titre III du Décret Sols. Cette nouvelle procédure sera suivie pour tous les dossiers introduits auprès du Fonds. Par analogie avec l'exemple ci-dessus de la Région flamande, tomberont également sous le sens usuel de l'assainissement du sol en Région wallonne et en Région de Bruxelles-Capitale toutes les procédures antérieures, actuelles et futures.

Ainsi, l'article 2, 5° définit-il le terme "citerne de gasoil". Ce terme désigne toutes les citernes (tant les citernes enterrées que les aériennes) utilisées pour le stockage de gasoil de chauffage destiné au chauffage de bâtiments. Cette définition comprend donc aussi bien les bâtiments à usage d'habitation (les habitations et les appartements en font partie) que tous les bâtiments ayant une fonction autre qu'une fonction d'habitation.

L'idée sous-jacente est le chauffage des personnes dans les bâtiments. Sont visés les bâtiments résidentiels (particuliers, appartements) et les bâtiments administratifs.

Tombent dans le champ d'application (liste non exhaustive), entre autres :

- le chauffage des maisons privées, des immeubles d'appartements
- le chauffage des bureaux des autorités et des entreprises, les écoles, les hôpitaux, les maisons de retraite...
- le chauffage partagé maison privée/cabinet médical, maison/boulangerie, maison/boucherie, etc.

Tombe hors du champ d'application le chauffage des bâtiments destinés à l'industrie et/ou à des processus de production.

Tombent hors du champ d'application (liste non exhaustive), entre autres :

- le chauffage de l'atelier de production d'une entreprise
- le chauffage de serres, d'étables, etc.

Lors de sa demande d'agrément, le Fonds est tenu de fournir un cadre de détermination définissant les paramètres déterminants du terme « fonction d'habitation ». Ce cadre de détermination prévoit des instruments mesurables sur la base de sources réalistes par paramètre, qui peuvent être démontrés de manière réaliste par le demandeur. La proposition tient compte du moment où les paramètres s'appliquent et de situations mixtes. Les projets d'accords à soumettre doivent tenir compte du cadre de

Tenslotte is het de bedoeling om ten aanzien van bodemsanering door het fonds een nieuwe vereenvoudigde procedure in het Bodemdecreet in te voeren. Daartoe zal in hoofdstuk VI van titel III van het Bodemdecreet een 'Afdeling VIbis. Bodemverontreiniging ingevolge gasolietanks, aangemeld bij het Fonds' ingevoegd worden. Deze nieuw in te stellen procedure zal gevolgd kunnen worden voor alle bij het fonds aangemeld dossiers. Naar analogie met bovenstaand voorbeeld voor het Vlaams Gewest dienen ook voor het Waals en het Brussel Hoofdstedelijk Gewest alle vroegere, huidige en toekomstige procedures inbegrepen te zijn voor bodemsanering in de spraakgebruikelijke betekenis.

Zo wordt in artikel 2, 5° het begrip "gasolietank" gedefinieerd. Met dit begrip worden alle tanks (zowel ondergrondse als bovengrondse tanks) ten behoeve van opslag van gasolieverwarming voor verwarming van gebouwen bedoeld. Deze definitie omvat dus zowel de gebouwen met een woonfunctie: hieronder vallen woningen en appartementen. Ook alle gebouwen met een andere dan woonfunctie worden hierin gevat.

De achterliggende gedachte is de verwarming van mensen in gebouwen. Bedoeld wordt gebouwen voor wonen (particulieren, appartementen) en administratieve gebouwen.

Vallen binnen de scope (niet-limitatieve lijst), o.a.:

- Verwarming van particulieren woningen, appartementsgebouwen
- Verwarming van kantoorgebouwen van overheden en ondernemingen, scholen, ziekenhuizen, rusthuizen, ...
- gedeelde verwarming huis/dokterspraktijk, huis/bakkerij/slagerij, ..

Buiten de scope valt verwarming van gebouwen voor industriële toepassingen en/of productieprocessen.

Vallen buiten de scope (niet-limitatieve lijst), o.a.:

- verwarming van een productiehal van een bedrijf
- verwarming van serres, veestallingen, ...

Het Fonds is gehouden bij haar erkenningsaanvraag een determinatiekader aan te leveren waarin de bepalende parameters omtrent het begrip "woonfunctie" worden gedefinieerd. Het voornoemde determinatiekader voorziet in meetbare instrumenten op basis van realistische bronnen per parameter, die op een realistische wijze bewijsbaar zijn door de aanvrager. Het voorstel houdt rekening met het ogenblik waarop de parameters van toepassing zijn/waren en met gemengde situaties. De voor te leggen

détermination proposé.

Il n'est pas requis que la citerne de gasoil soit toujours exploitée au moment de l'entrée en vigueur. Les citernes de gasoil exploitées par le passé et hors d'usage actuellement, sont donc visées par la définition. La capacité de la citerne n'est pas limitée non plus. Font également partie de la citerne, les canalisations de et vers la citerne et les raccordements à l'installation de chauffage. Il n'est nullement prévu que le stockage de gasoil à des fins de distribution ultérieure, ce que l'on appelle les « dépôts de carburant », relève de cette définition.

Par le terme "Conversion" (article 2,6°) est visé le remplacement du gasoil de chauffage comme source d'énergie principale pour le chauffage du bâtiment, par une autre source d'énergie primaire pour le chauffage du bâtiment, tel le gaz ou l'électricité par exemple. La date de publication de l'Accord de coopération au Moniteur belge a été choisie comme date charnière.

Les définitions d'un "site pollué" et d'un "terrain pollué" (article 2, 7° et 8°) sont également importantes. Le "terrain pollué" est celui sur lequel la citerne de gasoil est exploitée par l'Exploitant, utilisée par l'Utilisateur et/ou est la propriété du Propriétaire au sens du projet d'Accord de coopération. Le "site pollué" est le « terrain pollué » et les parcelles attenantes où la pollution du sol, causée par l'exploitation ou l'utilisation de la citerne de gasoil, s'est répandue. L'Exploitant, l'Utilisateur ou le Propriétaire au sens du présent projet d'Accord de coopération peut en effet être tenu, sur la base de la législation régionale relative à l'assainissement du sol, de procéder à l'examen ou l'assainissement du sol des terrains attenants.

Les définitions de l'article 2, 12°, 13° et 14° du projet d'Accord de coopération définissent les catégories de personnes concernées par le fonctionnement du Fonds.

Il s'agit des Exploitants, Utilisateurs ou Propriétaires des terrains pollués ou de la citerne de gasoil :

- les Exploitants de dépôts de gasoil à chauffage dans des citernes à utiliser pour chauffer des bâtiments, soumis à autorisation et/ou notification obligatoire; l'Exploitant peut également être le Propriétaire du terrain pollué, mais ceci n'est pas requis;

ontwerpovereenkomsten moeten rekening houden met het voorgestelde determinatiekader.

Het is niet vereist dat de gasolietank op het ogenblik van de inwerkingtreding nog steeds in exploitatie is. Gasolietanks die in het verleden werden uitgebaat en nu buiten gebruik zijn, vallen dus onder de definitie. Ook het inhoudsvermogen van de tank is niet gelimiteerd. Tot de Gasolietank behoren tevens de leidingen van en naar de tank en aansluitingen met de verwarmingsinstallatie. Het is geenszins de bedoeling dat de opslag van gasolie voor verdere distributie, de zogenaamde "oliedepots" ook onder deze definitie vallen.

Met "overschakeling" (artikel 2, 6°) wordt bedoeld het vervangen van gasolieverwarming als basisenergiebron voor verwarming van het gebouw door een andere primaire energiebron voor verwarming van het gebouw, zoals gas of electriciteit. Als scharnierdatum werd hier gekozen voor de datum van publicatie van het Samenwerkingsakkoord in het Belgisch Staatsblad.

Van belang zijn ook de definities "Verontreinigde site" en "Verontreinigd terrein" (artikel 2, 7° en 8°). Met "Verontreinigd terrein" wordt bedoeld het terrein waarop de gasolietank door de Exploitant wordt geëxploiteerd, door de Gebruiker gebruikt wordt en/of eigendom is van de Eigenaar in de zin van het ontwerp van Samenwerkingsakkoord. Met "Verontreinigde site" wordt bedoeld het "Verontreinigd terrein" én de aanpalende percelen waarop de Bodemverontreiniging, afkomstig van de exploitatie of het gebruik van de Gasolietank, zich heeft verspreid. De Exploitant, Gebruiker of Eigenaar in de zin van huidig ontwerp van Samenwerkingsakkoord kan immers op grond van de gewestelijke wetgeving betreffende de Bodemsanering gehouden zijn tot bodemonderzoek of -sanering van de aanpalende terreinen.

De definities van artikel 2, 12°, 13° en 14° van het ontwerp van Samenwerkingsakkoord definiëren de categorieën van personen die bij de werking van het Fonds betrokken zullen worden.

Het gaat daarbij om de Exploitanten, de Gebruikers of de Eigenaars van de Verontreinigde terreinen of de Gasolietank:

- de Exploitanten van vergunnings- en/of meldingsplichtige opslag van gasolieverwarming in reservoirs voor gebruik als verwarming van gebouwen; de Exploitant kan ook Eigenaar van het Verontreinigd terrein zijn, maar niet noodzakelijk;

- ceux qui, hormis les Exploitants précités, détiennent pour leur propre compte le contrôle factuel du terrain pollué ou de la citerne de gasoil (p.ex. des locataires, etc.); l'Utilisateur est toujours à distinguer du Propriétaire;
- les Propriétaires des terrains pollués ou de la citerne de gasoil.

Les situations concrètes dans lesquelles les catégories de personnes précitées pourront être impliquées dans le fonctionnement du Fonds, sont traitées plus à fond (voir l'exposé aux articles 18 (en cas d'intervention curative d'un assainissement du sol encore à exécuter) et 21 (en cas d'intervention curative par mesure transitoire)).

Le Fonds (article 2, 15°) vise la personne morale agréée comme telle conformément soit à l'article 4, soit à l'article 14. La mission telle que définie à l'article 4 comprend l'exécution et le financement de l'assainissement du sol de stations-service. La mission définie à l'article 14 comprend l'exécution et le financement de l'assainissement du sol des citernes de gasoil à utilisation de chauffage, ainsi que l'élaboration et l'implémentation d'un système rendant possible la conclusion de contrats d'assurance pour couvrir les dommages d'éventuelles futures pollutions (pollutions qui se sont produites après la période d'introduction). Dans le cadre de l'assainissement du sol des citernes de gasoil aux fins de chauffage, ceci comprend, dans le cas d'une intervention curative dans un assainissement du sol à exécuter, en nom propre, mais pour le compte d'une société pétrolière enregistrée, la réalisation de l'assainissement du site pollué et son financement. En cas d'intervention curative par mesure transitoire, le financement de l'assainissement du site pollué concerné, tout ceci selon les modalités déterminées dans le projet d'Accord de coopération. La disposition "en nom propre, mais pour le compte d'une société pétrolière enregistrée" ne signifie nullement que l'obligation d'assainissement soit reprise par le Fonds.

Dans le cas d'une intervention curative lors d'un assainissement du sol à exécuter (art. 2, 21°), le Demandeur donne au fonds le mandat d'entreprendre toutes les démarches par rapport à l'assainissement du sol.

Dans le cas d'une intervention curative lors d'un assainissement du sol par mesure transitoire (art. 2, 23°), le Demandeur prend lui-même, tout en étant certes accompagné par le Fonds, toutes les mesures d'assainissement. Ce n'est qu'après que

- diegenen die, anders dan de voornoemde Exploitanten, voor eigen rekening de controle over het Verontreinigde terrein of de Gasolietank hebben (bijv. huurders, enz.); de Gebruiker is steeds te onderscheiden van de Eigenaar;
- de Eigenaars van Verontreinigde terreinen of Gasolietank.

Op de concrete omstandigheden waaronder voornoemde categorieën van personen bij de werking van het Fonds kunnen betrokken worden, wordt verder ingegaan (zie de toelichting bij de artikelen 18 (in geval van Curatieve tussenkomst bij een nog uit te voeren Bodemsanering) en 21 (in geval van Curatieve tussenkomst bij wijze van overgangsmaatregel)).

Met het Fonds (artikel 2, 15°) wordt bedoeld de rechtsperso(n)en die hetzij overeenkomstig artikel 4 hetzij overeenkomstig artikel 14 als zodanig worden erkend. Overeenkomstig artikel 4 omvat deze taakstelling de uitvoering en financiering van de Bodemsanering van Tankstations. Overeenkomstig artikel 14 omvat de taakstelling de uitvoering en financiering van de Bodemsanering van Gasolietanks voor verwarmingsdoeleinden, evenals het uitwerken en implementeren van een systeem wat het mogelijk maakt om verzekeringscontracten te sluiten tot dekking van schade die uit toekomstige verontreiniging kan ontstaan (verontreinigingen ontstaan na de aanmeldingsperiode). In het kader van de Bodemsanering van Gasolietanks voor verwarmingsdoeleinden omvat dit in geval van Curatieve tussenkomst bij een nog uit te voeren Bodemsanering, in eigen naam maar voor rekening van de Geregistreerde Aardoliemaatschappij, de sanering van de betrokken Verontreinigde site bewerkstelligen en financieren. In geval van Curatieve tussenkomst bij wijze van overgangsmaatregel, de sanering van de betrokken Verontreinigde site financieren, dit alles volgens de modaliteiten bepaald in dit ontwerp van Samenwerkingsakkoord. De bepaling "in eigen naam maar voor rekening van de Geregistreerde Aardoliemaatschappij" betekent geenszins dat de saneringsplicht door het Fonds wordt overgenomen.

In het geval van Curatieve tussenkomst bij een nog uit te voeren Bodemsanering (art. 2, 21°) verleent de aanvrager aan het fonds het mandaat om alle stappen te ondernemen in verband met de Bodemsanering.

In het geval van Curatieve tussenkomst bij een Bodemsanering bij wijze van overgangsmaatregel (art. 2, 23°) neemt de aanvrager daarentegen zelf weliswaar onder begeleiding van het Fonds, alle saneringsmaatregelen. Het Fonds komt slechts

le Fonds intervient financièrement, après que le Demandeur aura financé l'assainissement lui-même.

Par Rapport de recherche (art. 2, 22°), on entend tout document contenant des indications en vertu desquelles on peut déduire une présomption de pollution du sol, à la suite de l'exploitation d'une citerne de gasoil. Ce Rapport de recherche est un document émanant des autorités ou d'une personne mandatée et doit être déposé par le Demandeur lors de la demande en intervention. La démonstration d'une présomption suffisante de pollution du sol peut être faite par voie d'analyses (au moyen de résultats d'analyses), de manière organoleptique (odeur dérangeante, pollution par hydrocarbures visuellement clairement perceptible...). D'autres documents émanant des autorités ou d'une personne mandatée (tels que la déclaration d'un expert environnemental ou d'un fonctionnaire d'un service public lié à l'environnement, un PV établi par la police (de l'environnement) ou, éventuellement, une attestation du sol non vierge) peuvent également être déterminants.

Par Demandeur (art. 2, 24°), on entend tant l'Exploitant actuel ou ancien, que le Propriétaire ou l'Utilisateur, ou son mandataire.

Par Permis d'environnement (art. 2, 27°), on entend toute autorisation administrative préalable permettant d'exploiter des "établissements" (activités et installations) classés incommodants, de première ou deuxième classe, telles que définies dans les législations régionales.

Article 3.

L'article 3 reprend plusieurs règles d'interprétation. Ainsi, les titres repris au projet d'Accord de coopération n'ont pas de portée juridique, mais ils ne servent qu'à rendre plus aisée la lecture du projet d'Accord de coopération.

Titre II. DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES RELATIVES AU FONDS POUR L'EXÉCUTION ET LE FINANCEMENT DE L'ASSAINISSEMENT DU SOL DES STATIONS-SERVICE.

nadien financieel tussen, nadat de Aanvrager eerst de sanering zelf zal gefinancierd hebben.

Met een Onderzoeksverslag (art. 2, 22°) wordt elk document bedoeld dat aanwijzingen bevat waaruit een vermoeden van Bodemverontreiniging ingevolge de exploitatie van een gasolietank kan worden afgeleid. Dit Onderzoeksverslag is een document uitgaande van de overheid of een bevoegd persoon en dient bij de aanvraag tot tussenkomst te worden aangeleverd door de Aanvrager. Het aantonen van een voldoende vermoeden van Bodemverontreiniging kan gebeuren op analytische wijze (via analyseresultaten), op organoleptische wijze (geurhinder, duidelijke visueel waarneembare gasolieverontreiniging, ...). Ook andere documenten uitgaande van de overheid of een bevoegd persoon (bijv. een verklaring van een milieudeskundige, milieumambtenaar, of van een PV van vaststelling door de (milieu)politie, of eventueel een niet-blanco bodemattest) kunnen afdoende zijn als onderzoeksverslag.

Met de Aanvrager (art. 2, 24°) wordt zowel de huidige als de voormalige Exploitant, Eigenaar of Gebruiker bedoeld, of zijn gemandateerde.

Met Milieuvergunning (art. 2, 27°) wordt bedoeld elke voorafgaande administratieve toestemming om als hinderlijk ingedeelde inrichting of activiteit van de eerste of tweede klasse te mogen exploiteren, zoals in de wetgeving van de Gewesten gedefinieerd.

Artikel 3.

In artikel 3 worden een aantal Interpretatieregels opgenomen. Zo hebben bijvoorbeeld de titels opgenomen in het ontwerp van Samenwerkingsakkoord geen juridische draagwijdte maar dienen ze enkel om de lezing van het ontwerp van Samenwerkingsakkoord te vergemakkelijken.

Titel II. SPECIFIEKE BEPALINGEN AANGAANDE HET FONDS VOOR DE UITVOERING EN FINANCIERING VAN DE BODEMSANERING VAN TANKSTATIONS

À l'Accord de coopération du 13 décembre 2002 entre l'État fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale relatif à l'exécution et au financement de l'assainissement du sol des stations-service, tel que modifié par l'Accord de coopération du 9 février 2007, des modifications ont été apportées, au niveau du contenu, en ce qui concerne le montant de la contribution (art. 5), l'introduction d'un nouveau délai pour soumettre une demande d'intervention du Fonds, l'objet statutaire de la personne morale agréée (art. 24), et plus de clarté concernant la prolongation de l'agrément du Fonds (art. 37). Ces derniers articles sont contenus dans le nouvel Accord de coopération sous le Titre IV « Dispositions communes aux Titres II et III ».

Article 5.

Conformément au paragraphe 1, les entreprises soumises à accises sont tenues d'effectuer les versements au Fonds, nécessaires à la réalisation de sa mission et à la couverture de ses frais de fonctionnement. Cette disposition est inspirée de l'article 79 de la loi du 9 juillet 1975 sur le contrôle des entreprises d'assurance. La cotisation obligatoire doit être considérée comme un "impôt-rétribution" au sens de l'article 173 de la Constitution.

Le paragraphe 2 détermine le montant de la cotisation obligatoire.

L'Accord de coopération du 13 décembre 2002 entre l'État fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale fixe le montant de la cotisation à :

- a) essences pour véhicules: 0,0052 euro par litre de carburant mis à la consommation ou constaté manquant ;
- b) gasoil diesel pour véhicules routiers: 0,0032 euro par litre de carburant mis à la consommation ou constaté manquant ;

Après des années d'activité d'assainissement de stations-service fermées et de suivi administratif de remboursements des dossiers dans le cadre des poursuites et des activités rétro, BOFAS a analysé les résultats en termes de dépenses dans le passé, pour pouvoir faire une projection pour l'avenir, en fonction des projets et remboursements qui restent à réaliser.

Cette étude exhaustive donne une évaluation des

Aan het Samenwerkingsakkoord van 13 december 2002 tussen de Federale staat, het Vlaams Gewest, het Waals Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de uitvoering en de financiering van de Bodemsanering van Tankstations, zoals gewijzigd door het Samenwerkingsakkoord van 9 februari 2007, werden inhoudelijk wijzigingen doorgevoerd rond de hoogte van de bijdrage (art. 5), het invoeren van een nieuwe bijkomende termijn om een aanvraag in te dienen voor tussenkomst bij het Fonds, het statutair doel van de rechtspersoon dat erkend wordt (art. 24) en duidelijkheid rond het verlengen van de erkenning van het Fonds (art. 37). Deze laatste artikelen zijn in het nieuwe Samenwerkingsakkoord terug te vinden in Titel IV "Bepalingen gemeen aan Titels II en III".

Artikel 5.

Luidens paragraaf 1 zijn de Accijnsplichtige ondernemingen gehouden aan het Fonds de stortingen te verrichten die nodig zijn voor het volbrengen van zijn opdracht en voor de dekking van zijn werkingskosten. Die bepaling is geïnspireerd uit artikel 79 van de wet van 9 juli 1975 betreffende de controle der verzekeringsondernemingen. De verplichte bijdrage is als een "belasting-retributie" in de zin van artikel 173 van de grondwet te beschouwen.

In paragraaf 2 wordt de hoogte van de verplichte bijdrage bepaald.

In het Samenwerkingsakkoord van 13 december 2002 tussen de federale staat, het Vlaams Gewest, het Waals Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest werd de hoogte van de bijdrage vastgelegd op:

- a) benzines voor motorvoertuigen: 0,0052 euro per liter brandstof die in verbruik wordt gesteld of waarvan een tekort wordt vastgesteld;
- b) gasolie diesel voor wegvoertuigen: 0,0032 euro per liter brandstof die in verbruik wordt gesteld of waarvan een tekort wordt vastgesteld.

Door BOFAS werd, na jaren activiteit rond het saneren van gesloten Tankstations en het administratief opvolgen van terugbetalen van aanmeldingen in het kader van verderzettingen en retro-activiteit, onderzocht wat de resultaten zijn op het vlak van uitgaven in het verleden en dit om een projectie te kunnen maken naar de toekomst toe in functie van de nog te realiseren projecten en terugbetalingen.

Deze uitvoerige studie geeft een schatting van de

frais d'assainissement à prévoir, pour ce qui concerne les dossiers de Fermeture de stations-service, les dossiers de Poursuite d'activité, et les dossiers (de fermeture/poursuite) par mesure transitoire.

En outre, une évaluation a été faite des frais de fonctionnement à prévoir jusqu'au 26 mars 2019, date à laquelle prend fin l'agrément de BOFAS, et des revenus à prévoir sur la base de l'estimation de la consommation d'essence et de diesel.

Sur la base des calculs détaillés, le Conseil d'administration de BOFAS a décidé qu'une diminution de la cotisation était possible. Sur la base des cotisations actuelles, et compte tenu d'une période de perception conforme à son agrément jusqu'en 2019, BOFAS aurait, en cas de politique et de cotisations inchangées, un excédent estimé de 199 millions d'euros (données de juin 2017).

La procédure de diminution des cotisations est prévue dans l'Accord de coopération du 13 décembre 2002 entre l'État fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale tel que modifié par l'Accord de coopération du 9 février 2007. Il a également été prévu que chaque modification de la cotisation impliquerait une modification de l'article 4 §2 de l'Accord de coopération. La décision de réduire la cotisation à zéro est de la compétence des ministres fédéraux ayant l'Économie et l'Énergie dans leurs attributions, et des gouvernements régionaux. Le cas échéant, le législateur ne doit pas intervenir, ce qui simplifie et accélère la procédure d'approbation.

Une telle demande de diminution des cotisations a été introduite par BOFAS auprès de la Commission interrégionale de l'assainissement du sol en date du 20 mai 2016.

Après délibération la Commission interrégionale de l'assainissement du sol a émis en date du 30 octobre 2016 un avis positif quant à la demande de diminution des cotisations à 0 euro. En juillet 2016, la Commission interrégionale de l'assainissement du sol a transmis le dossier de demande à l'approbation des gouvernements régionaux et du Ministre fédéral ayant l'Économie et l'Énergie dans ses attributions.

En 2017, le dossier de demande de baisse des cotisations à 0 euro a été approuvé par les gouvernements régionaux et le ministre fédéral ayant l'Économie et l'Énergie dans ses attributions.

En parallèle à la problématique de l'approche de

nog te verwachten saneringskosten en dit voor wat betreft de dossiers in het kader van de Sluiting van de Tankstations, de dossiers met betrekking tot de verderzetting van de activiteiten en de dossiers bij wijze van overgangsmaatregel.

Daarnaast werd een schatting gemaakt van de nog te verwachten werkingskosten tot 26 maart 2019, de einddatum van de erkenning van BOFAS, en de te verwachten inkomsten op basis van het geschatte verbruik van benzine en diesel.

Op basis van de gedetailleerde berekeningen werd door de Raad van Bestuur van BOFAS beslist dat een verlaging van de bijdrage mogelijk is. Bij ongewijzigd beleid en bijdragen, zou BOFAS op basis van de huidige bijdragen en rekening houdende met een inningsperiode conform haar erkenning tot 2019, een overschot hebben van naar schatting 199 miljoen euro (gegevens juni 2017).

De procedure tot verlaging van de bijdragen is voorzien in het Samenwerkingsakkoord van 13 december 2002 tussen de federale staat, het Vlaams Gewest, het Waals Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest zoals gewijzigd door het Samenwerkingsakkoord van 9 februari 2007. Zo is ook voorzien dat elke wijziging van de bijdrage aanleiding geeft tot een wijziging van artikel 4, §2 van het Samenwerkingsakkoord. De beslissing om de bijdrage te verminderen naar nul, is de bevoegdheid van de federale ministers tot wiens bevoegdheid Economische zaken en Energie behoren en de gewestregeringen. In voorkomend geval dient de wetgever niet tussen te komen, wat de procedure van goedkeuring vereenvoudigt.

Dergelijke aanvraag tot verlaging van de bijdragen werd door BOFAS ingediend bij de Interregionale Bodemsaneringscommissie op 20 mei 2016.

Na beraadslaging werd op 30 juni 2016 door de Interregionale Bodemsaneringscommissie een positief advies uitgebracht met betrekking tot de vraag tot verlaging van de bijdragen tot 0 Euro. In juli 2016 werd door de Interregionale Bodemsaneringscommissie het aanvraagdossier ter goedkeuring doorgestuurd naar de gewestregeringen en de federale Minister bevoegd voor Economie en Energie.

In 2017 werd het aanvraagdossier tot verlaging van de bijdragen tot 0 Euro goedgekeurd door de gewestregeringen en de federale Minister bevoegd voor Economie en Energie.

Parallel met de problematiek rond de aanpak van

la pollution du sol des stations-service, des discussions au sujet de l'approche de la pollution du sol par des citernes de gasoil à des fins de chauffage sont en cours depuis l'année 2000. En mai 2005, un protocole a été conclu entre les ministres régionaux compétents en matière d'Environnement et le ministre fédéral de l'Énergie pour déterminer les lignes directrices et les modalités du Fonds.

Le Fonds pour l'assainissement des stations-service, BOFAS, prévoit un excédent de moyens financiers, qui conformément à la législation sur les ASBL, doit être utilisé dans un but similaire.

La proposition évoquée dans le présent projet d'Accord de coopération, prévoit une diminution de la cotisation financière sur l'essence et le diesel à 0 euro. Cette modification de l'article 5 du présent Accord de coopération est conforme aux décisions des gouvernements régionaux et des ministres fédéraux ayant l'Économie et l'Énergie dans leurs attributions. Moyennant une telle diminution, il y aurait d'abord un budget disponible pour l'assainissement des stations-service qui s'inscriraient dans le cadre de la nouvelle période d'inscription. Il y aurait, d'autre part, un budget d'environ 110 millions d'euros, montant avec lequel on vise, pour démarrer, l'assainissement d'environ 50% des citernes de gasoil pour le chauffage de bâtiments à usage d'habitation, pour lesquels l'introduction d'un dossier est prévue.

Le projet d'Accord de coopération fixe donc le montant de la cotisation, à :

- a) essences pour véhicules: 0,000 euro par litre de carburant mis à la consommation ou constaté manquant ;
- b) gasoil diesel pour véhicules routiers: 0,000 euro par litre de carburant mis à la consommation ou constaté manquant ;

Avec l'approbation de l'Accord de coopération, on répond à la demande de diminution de la cotisation.

Article 7.

Aucune modification n'est apportée aux conditions d'intervention afin d'assurer une égalité de traitement par rapport aux périodes d'introduction antérieures. Ainsi, les stations-service doivent avoir démarré leurs activités au plus tard 6 mois après l'entrée en vigueur de l'Accord de coopération 2002. Les stations-service qui ont

de Bodemverontreiniging bij Tankstations zijn reeds sedert 2000 besprekingen lopende rond de aanpak van de Bodemverontreiniging van Gasolietanks voor verwarmingsdoeleinden. In mei 2005 werd een protocol afgesloten tussen de gewestelijke ministers bevoegd voor Leefmilieu en de federale minister bevoegd voor Energie om de krachtlijnen en modaliteiten van het Fonds vast te leggen.

Het Fonds voor de sanering van de Tankstations, BOFAS, voorziet in een overschot aan financiële middelen die overeenkomstig de wetgeving op de vzw voor een gelijkaardig doel dient aangewend te worden.

Het voorstel zoals voorzien in voorliggend ontwerp van Samenwerkingsakkoord voorziet in een verlaging van de financiële bijdrage op benzine en diesel en dit tot 0 Euro. Deze aanpassing in artikel 5 van voorliggend samenwerkingsakkoord is conform de beslissingen van de gewestregeringen en de federale ministers bevoegd voor Economie en Energie. Met dergelijke verlaging zou een budget voorhanden zijn voor enerzijds de sanering van tankstations dewelke zich aanmelden in het kader van de nieuwe aanmeldingsperiode. Anderzijds een budget van ongeveer 110 miljoen euro waarmee intussen als opstart er naar gestreefd wordt ongeveer 50% van de voorziene aanmeldingen van Gasolietanks voor de verwarming van gebouwen met een woonfunctie te saneren.

In het ontwerp van Samenwerkingsakkoord werd de hoogte van de bijdrage aldus vastgelegd op:

- a) benzines voor motorvoertuigen: 0,000 euro per liter brandstof die tot verbruik wordt uitgeslaan of waarvan een tekort wordt vastgesteld;
- b) gasolie diesel voor wegvoertuigen: 0,000 euro per liter brandstof die tot verbruik wordt uitgeslaan of waarvan een tekort wordt vastgesteld.

Met de goedkeuring van het samenwerkingsakkoord wordt invulling gegeven aan de vraag tot verlaging van de bijdrage.

Artikel 7.

Aan de voorwaarden voor tussenkomst worden geen wijzigingen aangebracht teneinde zekerheid te bieden naar gelijkheid toe met de vorige aanmeldingsperiodes. Zo dient de activiteit van het tankstation uiterlijk 6 maanden te rekenen vanaf de inwerkingtreding van het 2002 Samenwerkingsakkoord opgestart te zijn. Tankstations die hun activiteiten hebben opgestart

commencé leurs activités après cette date et qui auraient provoqué une pollution des sols après cette date, n'entrent pas en ligne de compte pour une intervention du Fonds.

Article 8.

Dans le présent projet d'Accord de coopération, par rapport à l'Accord de coopération 2002, un nouveau délai d'introduction complémentaire est prévu pour effectuer une demande de fermeture. Les demandeurs disposent en effet d'un délai de 6 mois, à compter de la date de la publication du présent Accord de coopération au Moniteur belge. Cette date de publication est également la date à laquelle le présent Accord de coopération entre en vigueur.

Le nouveau délai complémentaire vaut pour toutes les stations-service, indépendamment de leur date de fermeture. Que la station-service ait maintenant été fermée en 1978 ou en 1998 n'a pas d'importance; dans les deux cas, une demande peut encore être introduite au Fonds, en cas de fermeture, pendant 6 mois, à compter de la date de l'entrée en vigueur du présent Accord de coopération. Cette entrée en vigueur est stipulée à l'article 43 de cet Accord de coopération.

Il est expressément stipulé dans le présent Accord de coopération que ce délai est prescrit sous peine de déchéance. Cela signifie que toute demande introduite en dehors de cette période de 6 mois, que ce soit avec un jour de retard ou trois semaines, sera déclarée irrecevable. Afin d'éviter tout malentendu sur les conséquences d'un dépassement de ce délai de six mois, il est explicitement stipulé que ce délai est prescrit sous peine de déchéance.

Il est également indiqué qu'aucune intervention n'est possible si le terrain pollué ou le site pollué fait déjà l'objet ou a déjà fait l'objet d'une demande complète et recevable. Cette disposition a été incluse afin d'éviter que pour l'assainissement d'une station-service donnée, il puisse être fait appel à plusieurs interventions. Bien entendu, les stations-service qui se situent dans les environs du site pollué par une autre station-service, peuvent quant à elles introduire une demande d'intervention éventuelle.

Article 9.

Aucune modification n'est apportée aux conditions

na deze datum en een bodemverontreiniging zouden veroorzaakt hebben na deze datum, komen niet in aanmerking voor tussenkomst van het Fonds.

Artikel 8.

In voorliggend ontwerp van Samenwerkingsakkoord wordt, ten opzichte van het 2002 Samenwerkingsakkoord, een nieuwe bijkomende termijn ingevoerd om een aanvraag tot sluiting in te dienen. Met name krijgen de aanvragers 6 maanden de tijd, te rekenen vanaf de datum van publicatie van voorliggend Samenwerkingsakkoord in het Belgisch Staatsblad. Deze datum van publicatie is immers ook de datum waarop voorliggend Samenwerkingsakkoord in werking treedt.

De nieuwe, bijkomende termijn geldt voor alle tankstations, dus ongeacht de datum van sluiting ervan. Of het tankstation nu gesloten is in 1978 dan wel in 1998 maakt niet uit; in beide gevallen kan nog een aanvraag in geval van sluiting ingediend worden bij het Fonds gedurende 6 maanden, te rekenen vanaf de datum van inwerkingtreding van voorliggend Samenwerkingsakkoord. Deze inwerkingtreding wordt bepaald in artikel 43 van dit Samenwerkingsakkoord.

In voorliggend Samenwerkingsakkoord wordt wel uitdrukkelijk bepaald dat deze termijn voorgeschreven is op straffe van verval. Dit betekent dat elke aanvraag die buiten deze termijn van 6 maanden ingediend wordt, weze het één dag te laat dan wel drie weken, niet ontvankelijk zal verklaard worden. Om alle misverstanden te vermijden over de gevolgen van het overschrijden van deze termijn van zes maanden wordt uitdrukkelijk bepaald dat de termijn voorgeschreven is op straffe van verval.

Tevens is opgenomen dat geen tussenkomst mogelijk is indien het Verontreinigd terrein of Verontreinigde site reeds het voorwerp uitmaakt of heeft uitgemaakt van een ontvankelijke en volledige aanvraag. Deze bepaling werd opgenomen om te voorkomen dat voor de Bodemsanering van één welbepaald Tankstation aanspraak zou kunnen gemaakt worden op meerdere tussenkomsten. Uiteraard kunnen Tankstations die gelegen zijn binnen de contouren van een Verontreinigde site van een ander Tankstation wel aanspraak maken op mogelijke tussenkomst.

Artikel 9.

d'intervention afin d'assurer une égalité de traitement par rapport aux périodes d'introduction antérieures. Ainsi, en vue d'une demande d'intervention en cas de fermeture d'une station-service, la station-service doit avoir terminé ses activités au plus tard le 26 mars 2006 (art. 9, §2, 1°, 4). Il s'agit de la même date que dans l'Accord de coopération 2002.

Article 11.

L'article 11, §1 de l'Accord de coopération 2002 détermine le délai dans lequel une demande doit être introduite auprès du Fonds en cas de poursuite ou de renouvellement de l'exploitation et en cas d'assainissement par mesure transitoire.

Un nouveau délai de 6 mois est maintenant introduit, par rapport à l'Accord de coopération 2002. Ce délai commence à la date de l'entrée en vigueur du présent Accord de coopération.

Afin d'éviter toute discussion sur l'introduction à temps ou non d'une demande, il est expressément stipulé que cette demande doit être introduite par lettre recommandée. Il est également explicitement stipulé qu'il s'agit d'un délai sous peine de déchéance. Toute demande introduite en dehors de ce délai de 6 mois n'entre plus en ligne de compte.

Ce nouveau délai de 6 mois s'applique à toute personne qui poursuit l'exploitation d'une station-service et procède à un assainissement du sol, que ce soit par mesure transitoire ou non.

Il est également indiqué qu'aucune intervention n'est possible si le terrain pollué ou le site pollué fait déjà l'objet ou a déjà fait l'objet d'une demande complète et recevable. Cette disposition a été incluse afin d'éviter que pour l'assainissement d'une station-service donnée, il puisse être fait appel à plusieurs interventions. Bien entendu, les stations-service qui se situent dans les environs du site pollué par une autre station-service, peuvent quant à elles introduire une demande d'intervention éventuelle.

Article 12.

Aucune modification n'est apportée aux conditions d'intervention afin d'assurer une égalité de traitement par rapport aux périodes d'introduction antérieures. Ainsi, les stations-service doivent avoir démarré leurs activités au plus tard 6 mois après l'entrée en vigueur de l'Accord de

Aan de voorwaarden voor tussenkomst worden geen wijzigingen aangebracht teneinde zekerheid te bieden naar gelijkheid toe met de vorige aanmeldingsperiodes. Zo dient bijvoorbeeld voor een aanmelding in het kader van sluiting van het tankstation, de activiteit van het tankstation uiterlijk op 26 maart 2006 beëindigd te zijn (art 9, §2, 1°, 4). Wat dezelfde datum is van het 2002 Samenwerkingsakkoord.

Artikel 11.

Artikel 11, § 1 van het 2002 Samenwerkingsakkoord bepaalt de termijn waarbinnen een aanvraag bij het Fonds moet worden ingediend in geval van voortzetting of hernieuwing van de uitbating en in geval van een sanering bij wijze van overgangsmaatregel.

Thans wordt een nieuwe termijn van 6 maanden ingevoerd, ten opzichte van het 2002 Samenwerkingsakkoord. Deze termijn start op datum van inwerkingtreding van voorliggend Samenwerkingsakkoord.

Om alle discussies over al dan niet tijdige aanvragen te vermijden, wordt uitdrukkelijk bepaald dat deze aanvraag moet ingediend worden bij aangetekend schrijven. Tevens wordt uitdrukkelijk bepaald dat het om een vervaltermijn gaat. Elke aanvraag die ingediend wordt buiten de voormelde termijn van 6 maand komt niet meer in aanmerking.

Deze nieuwe termijn van 6 maanden geldt voor iedereen die de uitbating van een tankstation verder zet en een bodemsanering uitvoert, al dan niet bij wijze van overgangsmaatregel.

Tevens is opgenomen dat geen tussenkomst mogelijk is indien het Verontreinigd terrein of Verontreinigde site reeds het voorwerp uitmaakt of heeft uitgemaakt van een ontvankelijke en volledige aanvraag. Deze bepaling werd opgenomen om te voorkomen dat voor de Bodemsanering van één welbepaald Tankstation aanspraak zou kunnen gemaakt worden op meerdere tussenkomsten. Uiteraard kunnen Tankstations die gelegen zijn binnen de contouren van een Verontreinigde site van een ander Tankstation wel aanspraak maken op mogelijke tussenkomst.

Artikel 12.

Aan de voorwaarden voor tussenkomst worden geen wijzigingen aangebracht teneinde zekerheid

coopération 2002. Les stations-service qui ont commencé leurs activités après cette date et qui auraient provoqué une pollution des sols après cette date, n'entrent pas en ligne de compte pour une intervention du Fonds. En conséquence, en cas de demande d'intervention, il y a lieu de joindre la preuve que l'exploitation a commencé au plus tard 6 mois après l'entrée en vigueur de l'Accord de coopération 2002.

Article 13.

L'article stipule que, pendant une période de 15 ans, aucun permis d'environnement ne peut être délivré concernant l'exploitation d'une station-service sur un terrain pour lequel il y eu une demande d'intervention recevable dans le cadre d'une fermeture (par mesure transitoire ou non).

Par demande de permis d'environnement visé au paragraphe 2, on entend une demande visant à obtenir un permis d'environnement au sens de l'article 2, 27°.

Titre III. DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES AU FONDS POUR L'EXÉCUTION ET LE FINANCEMENT DE L'ASSAINISSEMENT DU SOL DES SOLS POLLUÉS PAR DES CITERNES DE GASOIL À DES FINS DE CHAUFFAGE

Article 14.

Le paragraphe 1 de cette disposition définit la mission du Fonds.

La première et principale mission comprend l'intervention dans l'assainissement du sol et la pollution du sol causée par l'exploitation de citernes de gasoil. C'est la raison pour laquelle cette intervention est décrite comme intervention curative, plus avant dans le texte. Une distinction est faite entre l'intervention curative dans un assainissement du sol encore à exécuter, et l'intervention curative par mesure de transition. La manière dont elles sont, chacune, exécutées, est décrite dans les articles 17 à 22 y compris.

La seconde mission du Fonds est d'élaborer et

te bieden naar gelijkheid toe met de vorige aanmeldingsperiodes. Zo dient de activiteit van het tankstation uiterlijk 6 maanden te rekenen vanaf de inwerkingtreding van het 2002

Samenwerkingsakkoord opgestart te zijn.

Tankstations die hun activiteiten hebben opgestart na deze datum en een bodemverontreiniging zouden veroorzaakt hebben na deze datum, komen niet in aanmerking voor tussenkomst van het Fonds. Bij de aanvraag tot tussenkomst dient dan ook het bewijs te worden toegevoegd dat de uitbating is opgestart uiterlijk 6 maanden te rekenen vanaf de inwerkingtreding van het 2002 Samenwerkingsakkoord.

Artikel 13.

In het artikel wordt gesteld dat er gedurende een periode van 15 jaar geen Milieuvergunning mag worden afgeleverd voor de uitbating van een Tankstation op een terrein waarvoor er een ontvankelijke aanvraag tot tussenkomst in het kader van Sluiting (al of niet bij wijze van overgangsmaatregel) is gebeurd.

Met de in paragraaf 2 vermelde milieuvergunningsaanvraag wordt een aanvraag bedoeld tot het bekomen van een Milieuvergunning, zoals in artikel 2, 27° gedefinieerd is.

Titel III. SPECIFIEKE BEPALINGEN INZAKE HET FONDS VOOR DE UITVOERING EN FINANCIERING VAN BODEMSANERING VAN BODEMVERONTREINIGING DOOR GASOLIETANKS VOOR VERWARMINGSDOELEINDEN

Artikel 14.

Paragraaf 1 van deze bepaling bepaalt de taakstelling van het Fonds.

De eerste en belangrijkste taak omvat het tussenkomen in Bodemsanering van Bodemverontreiniging veroorzaakt door de exploitatie van Gasolietanks. Deze tussenkomst wordt in de tekst om die reden verder omschreven als een Curatieve tussenkomst. Er wordt onderscheid gemaakt tussen een Curatieve tussenkomst bij een nog uit te voeren Bodemsanering en een Curatieve tussenkomst bij wijze van overgangsmaatregel. De wijze waarop beide gebeuren wordt verder omschreven in artikelen 17 tot en met 22.

Ten tweede dient het Fonds een systeem uit te

d'implémenter un système qui rende possible la conclusion de contrats d'assurance pour couvrir le risque de dommages d'éventuelles futures pollutions du sol, pouvant être causées par l'exploitation d'une citerne de gasoil. Par future pollution du sol, sont ici visées toutes pollutions du sol qui se sont produites après la fin de la période d'introduction. En effet, le Demandeur a une période de 3 ans pour introduire sa demande d'intervention curative auprès du Fonds, à compter du jour de la publication de l'agrément du Fonds au Moniteur belge.

Pendant cette période d'introduction, le Demandeur éventuel doit s'assurer qu'il a une présomption suffisante qu'une pollution du sol est en cours, ou s'est produite, à la suite d'une exploitation (éventuellement passée) d'une citerne de gasoil.

Le Fonds élabore un système concernant les conditions auxquelles l'intéressé doit satisfaire. Ceci se fera en concertation étroite avec le secteur de l'assurance. Le système doit avoir pour objectif, à terme, de minimiser le plus possible le risque d'une future pollution du sol. Le but est de voir le traitement de toute future pollution du sol couvert par une police d'assurance.

Le paragraphe 2 prévoit que la Commission interrégionale d'assainissement du sol agréé un Fonds aux conditions définies aux articles 24 et 37.

Article 15.

Tel que déjà mentionné à l'article 5, le Fonds disposera dès sa mise en œuvre des moyens nécessaires pour préparer la réalisation de sa mission, pour exécuter au minimum ses premières années de fonctionnement, ainsi que pour couvrir ses frais de fonctionnement initiaux. L'ASBL, ayant l'agrément de Fonds au sens du titre II du présent projet d'Accord de coopération dispose notamment de suffisamment d'excédents pouvant servir aussi de premier financement pour la réalisation de la mission visée au titre III.

Pour le budget du financement complet du Fonds pour l'assainissement du sol des citernes de gasoil à utilisation de chauffage, une évaluation a été faite du nombre de citernes de gasoil en Belgique, de leur degré de pollution, du nombre de sites ayant déjà fait l'objet d'un assainissement et du prix de revient moyen de l'assainissement d'une citerne de gasoil polluée.

Pour le chauffage des bâtiments, on utilise en

werken en te implementeren dat het mogelijk maakt om verzekeringscontracten te kunnen sluiten tot dekking van de schade die uit eventuele toekomstige Bodemverontreiniging door de exploitatie van een Gasolietank kan ontstaan. Met een toekomstige Bodemverontreiniging wordt hier bedoeld een Bodemverontreiniging die tot stand is gekomen na de afloop van de aanmeldingsperiode. Er wordt de Aanvrager namelijk 3 jaar de tijd gegeven om zijn aanvraag tot Curatieve tussenkomst bij het Fonds in te dienen, te rekenen vanaf de datum van publicatie in het Belgisch Staatsblad van de erkenning van het Fonds.

Tijdens deze aanmeldingsperiode dient de potentiële Aanvrager zich ervan te vergewissen of hij een voldoende vermoeden heeft dat er zich een Bodemverontreiniging voordoet of heeft voorgedaan ten gevolge van een (al of niet eerdere) exploitatie van een Gasolietank.

Het Fonds werkt met betrekking tot de modaliteiten waaraan de betrokkene dient te voldoen een systeem uit. Dit gebeurt in nauw overleg met de verzekeringssector. Het systeem dient erop gericht te zijn om op termijn het risico op toekomstige Bodemverontreiniging zo veel als mogelijk te minimaliseren. Het doel is dat voor elke toekomstige Bodemverontreiniging de behandeling ervan gedekt wordt door een verzekeringspolis.

Paragraaf 2 voorziet dat de Interregionale Bodemsaneringscommissie onder de voorwaarden bepaald in de artikelen 24 en 37, een Fonds erkent.

Artikel 15.

Zoals reeds vermeld in artikel 5, zal het Fonds bij opstart beschikken over de nodige middelen om de volbrenging van zijn opdracht voor te bereiden, minimaal de eerste opstartjaren uit te voeren en hiervoor ook zijn initiële werkingskosten te dekken. De vzw die erkend is als Fonds zoals bedoeld onder Titel II van huidig ontwerp van Samenwerkingsakkoord beschikt namelijk over voldoende overschotten om tevens als eerste financiering te dienen voor de volbrenging van de onder Titel III bedoelde opdracht.

Voor de begroting van de totale financiering van het Fonds voor de Bodemsanering van Gasolietanks voor verwarmingsdoeleinden werd een inschatting gemaakt van het aantal Gasolietanks in België, hun verontreinigingsgraad, het aantal sites dat reeds het voorwerp heeft uitgemaakt van een sanering, en de gemiddelde kostprijs van een sanering van een Verontreinigde Gasolietank.

In België worden voor de verwarming van

Belgique 1,3 million de citernes de gasoil, dont environ 700.000 qui sont enterrées. Une grande partie de celles-ci date des années 70, 80 et 90. Il ressort de l'étude PREMAZ, effectuée pour les citernes de gasoil pour le chauffage de bâtiments à usage d'habitation, que 3,5% d'entre elles ne sont plus étanches, dont 0,8% provoquent (ont provoqué) une pollution du sol.

On s'attend à pouvoir faire pression sur le prix de revient moyen de l'assainissement par économie d'échelle et par l'instauration d'une directive spécifique simplifiée pour un assainissement efficace/économique de telles pollutions.

Les nombreuses données chiffrées disponibles en Belgique et à l'étranger ont montré que la fixation anticipée du coût moyen d'un assainissement du sol fait l'objet d'une grande incertitude.

Le monitoring à effectuer pendant la période d'introduction, devra également fournir des informations supplémentaires au sujet du prix de revient moyen d'un assainissement, afin que les frais globaux nécessaires à l'exécution de l'ensemble des tâches, puissent être mieux évalués.

En outre, on part du scénario de mise en œuvre suivant, frais de fonctionnement afférents compris, basés sur des données de BOFAS :

Pendant les trois premières années, on retient 2 millions d'euros par an de frais de fonctionnement ; ceux-ci augmenteront jusqu'à 3 millions d'euros à la quatrième année et à 3,5 millions d'euros par an à partir de la cinquième année de fonctionnement et pendant toute la période opérationnelle. Les frais de fonctionnement baissent à nouveau au cours des dernières années.

Pour le déroulement annuel des assainissements, on part des estimations suivantes :

- environ 100 assainissements pendant la première année,
- environ 300 assainissements pendant la deuxième année,
- pendant la troisième année, environ 650 assainissements,
- pendant la quatrième année, environ 950 assainissements
- et à partir de la cinquième année, les assainissements se dérouleront à vitesse de croisière.

À vitesse de croisière, environ 1050 citernes de gasoil peuvent être assainies par an. Le nombre

gebouwen 1,3 miljoen Gasolietanks gebruikt waarvan ongeveer 700.000 ondergrondse. Een groot deel daarvan dateert uit de jaren 70, 80 en 90. Uit de PREMAZ-studie uitgevoerd bij Gasolietanks voor de verwarming van gebouwen met een woonfunctie blijkt dat 3,5% niet meer dicht is waarvan 0,8% Bodemverontreiniging (heeft) veroorzaakt.

Men verwacht dat de gemiddelde kostprijs van saneringen kan worden gedrukt door schaalvergroting en door het opzetten van een specifieke vereenvoudigde richtlijn voor het efficiënt/kostenbesparend saneren van dergelijke verontreinigingen.

De vele cijfergegevens van binnen- en buitenland hebben wel aangetoond dat het vooropstellen van een gemiddelde kost voor een Bodemsanering aan een grote onzekerheid onderworpen is.

De monitoring die dient te gebeuren tijdens de aanmeldingsperiode zal ook op het vlak van de gemiddelde kostprijs van een sanering bijkomende informatie moeten opleveren, teneinde de globale kosten die nodig zijn om het volledig takenpakket te kunnen uitvoeren, beter geraamd kunnen worden.

Er wordt tevens uitgegaan van volgend opstartscenario met bijhorende werkingskosten, gebaseerd op gegevens van BOFAS:

Als werkingskost wordt de eerste drie jaren 2 MIO euro per jaar genomen, stijgend tot 3 MIO euro het vierde jaar en vanaf het vijfde werkingsjaar gedurende de volledige operationele periode 3,5 MIO euro per jaar. De laatste jaren worden de werkingskosten terug minder.

Voor het jaarlijks verloop van de saneringen worden volgende ramingen vooropgesteld:

- ca. 100 saneringen het eerste jaar,
- ca. 300 saneringen in het tweede jaar,
- het derde jaar ca. 650 saneringen,
- het vierde jaar ca. 950 saneringen
- en vanaf het vijfde jaar op kruissnelheid.

Op kruissnelheid kunnen ca. 1050 Gasolietanks per jaar gesaneerd worden. De laatste 4 jaren zal

annuel des assainissements pourra diminuer au cours des 4 dernières années.

De cette manière, l'assainissement de toutes les citernes de gasoil polluées sera étalé sur les 20 prochaines années.

Seront prioritairement assainies/financées les citernes de gasoil destinées au chauffage des bâtiments à fonction d'habitation.

Compte tenu de l'évaluation des excédents que l'ASBL BOFAS aura à sa disposition, on vise à assainir avec les premiers moyens financiers environ 50% des citernes de gasoil destinées au chauffage des bâtiments à fonction d'habitation. Cela représente une période opérationnelle de 8 à 10 ans.

Le Fonds a l'obligation (voir article 16 3°), notamment pendant la phase de démarrage et la période d'introduction, de faire régulièrement rapport à la Commission interrégionale de l'assainissement du sol sur les demandes reçues et sur le coût des assainissements de sol exécutés et à exécuter.

À compter de la fin de la période d'introduction de 3 ans, le Fonds devra faire rapport de manière détaillée à la Commission interrégionale de l'assainissement du sol sur les revenus et les dépenses à escompter au cours de la période restante de l'agrément.

Cela devrait permettre à la Commission interrégionale de l'assainissement du sol d'élaborer au plus tard 6 mois par après un premier dossier documenté et de le soumettre pour décision aux gouvernements régionaux et aux ministres fédéraux compétents. L'article 15, §6 indique quelles données ce dossier documenté doit contenir. En tout cas, ce dossier documenté comprend une conclusion qui indiquera si le Fonds dispose de moyens financiers suffisants, insuffisants ou excédentaires pour pouvoir exécuter ses tâches jusqu'à la fin de la période d'agrément.

Si la conclusion du premier dossier documenté indique que les moyens financiers sont insuffisants, un second mécanisme de financement entrera en vigueur.

Les paragraphes 2 et 3 de cet article prévoient une cotisation obligatoire sur le gasoil de chauffage qui est prélevée par le Fonds auprès des entreprises soumises à accises. Initialement, le montant de cette cotisation est de 0 euro (0,00 euro par litre de carburant consommé).

Le dossier documenté que la Commission interrégionale d'Assainissement du Sol transmet pour décision aux gouvernements régionaux et aux ministres fédéraux compétents, comprend

men het jaarlijks aantal saneringen kunnen afbouwen.

Op die manier worden alle te saneren tanks uitgesmeerd over de volgende 20 jaar.

Prioritair worden de Gasolietanks voor verwarming van gebouwen met een woonfunctie gesaneerd/gefinancierd.

Rekening houdend met de raming van de overschotten die vzw BOFAS ter beschikking zal hebben, wordt er naar gestreefd met deze eerste financieringsmiddelen ca. 50% van de Gasolietanks voor de verwarming van gebouwen met een woonfunctie te saneren. Dit betekent een operationele periode van 8 à 10 jaar.

Het Fonds heeft onder meer als verplichting (zie artikel 16 3°) om tijdens de opstartfase en de aanmeldingsperiode op regelmatige basis aan de Interregionale Bodemsaneringscommissie te rapporteren over de ontvangen aanvragen en over de kostprijs van de uitgevoerde en uit te voeren bodemsaneringen.

Vanaf het einde van de aanmeldingsperiode van 3 jaar dient het Fonds aan de Interregionale Bodemsaneringscommissie op gedetailleerde wijze te rapporteren over zijn te verwachten inkomsten en uitgaven over de resterende periode van de erkenning.

Dit moet de Interregionale Bodemsaneringscommissie toelaten ten laatste 6 maanden nadien een eerste maal een gedocumenteerd dossier op te stellen en dit ter beslissing voor te leggen aan de gewestregeringen en aan de bevoegde federale ministers. In artikel 15, §6 wordt aangegeven welke gegevens dit gedocumenteerd dossier bevat. In elk geval bevat dit gedocumenteerd dossier een conclusie die aangeeft of het Fonds over voldoende, onvoldoende of te veel financiële middelen beschikt om haar taken tot het eind van haar erkenningsperiode te kunnen uitoefenen.

Indien de conclusie van het eerste gedocumenteerd dossier aangeeft dat er onvoldoende financiële middelen zijn, dan zal een tweede financieringsmechanisme in werking treden.

Paragrafen 2 en 3 van dit artikel 15 voorzien in een verplichte bijdrage op gasolie verwarming die door het Fonds wordt geheven lastens de Accijnsplichtige ondernemingen. Initieel bedraagt de hoogte van deze bijdrage nul (0,00 euro per liter brandstof die tot verbruik wordt uitgeslaan). Het gedocumenteerd dossier dat de Interregionale Bodemsaneringscommissie ter beslissing aan de gewestregeringen en aan de bevoegde federale

également une proposition de modification de la cotisation obligatoire sur le gasoil de chauffage (en cas de déficits, mais également en cas d'excédents).

Il appartient donc aux gouvernements régionaux et aux ministres fédéraux compétents de prendre une décision concernant la modification de la cotisation obligatoire (proposée par la Commission interrégionale d'Assainissement du Sol), in casu la hausse de la cotisation obligatoire en cas de déficits. Le délai raisonnable stipulé dans cet article pour la prise de décision concernant la modification de la cotisation sur le gasoil de chauffage est de 6 mois suivant la date à laquelle la Commission interrégionale d'assainissement du sol a transmis le dossier documenté. Comme date de transmission du dossier, on entend la date ou la date du dateur figurant sur la lettre (d'introduction) qui accompagne le dossier documenté.

Les gouvernements régionaux et les ministres fédéraux compétents ont donc la possibilité de décider unanimement d'adopter ou de rejeter la conclusion et la proposition correspondante d'ajustement de la cotisation obligatoire sur le gasoil de chauffage ou de prévoir un ajustement différent de la proposition d'ajustement de la cotisation.

Si les gouvernements régionaux et les ministres fédéraux compétents ne prennent (toutefois) pas de décision unanime, un ajustement automatique de la cotisation obligatoire sur le gasoil de chauffage entre en vigueur. Cet ajustement automatique se fait chaque fois par le biais d'une augmentation ou diminution de 0,002 euro par litre de carburant (gasoil de chauffage), respectivement en cas de déficits ou d'excédents. Si la conclusion du dossier documenté indique que les moyens sont suffisants, il n'est naturellement pas nécessaire d'ajuster la cotisation sur le gasoil de chauffage prévue dans l'article 15, §3 et le dossier documenté de la Commission interrégionale d'assainissement du sol le mentionnera également.

La Commission interrégionale d'assainissement du sol actualisera le dossier documenté tous les deux ans, sur la base des rapports détaillés qui lui sont transmis par le Fonds, concernant les revenus et les dépenses à escompter au cours de la période restante de l'agrément.

Tous les deux ans, la Commission interrégionale d'assainissement du sol transmettra pour décision aux gouvernements régionaux et aux ministres fédéraux compétents le dossier documenté actualisé.

Le caractère automatique de l'ajustement de la cotisation obligatoire sur le gasoil de chauffage

ministres overmaakt, bevat tevens een voorstel van aanpassing van de verplichte bijdrage op gasolie verwarming (bij tekorten, maar ook bij overschotten).

Het komt dus aan de gewestregeringen en de bevoegde federale ministers toe om over de (door de Interregionale Bodemsaneringscommissie) voorgestelde aanpassing van de verplichte bijdrage een beslissing te nemen, in casu over de verhoging van de verplichte bijdrage in geval van tekorten. De redelijke termijn die in dit artikel is opgenomen voor het nemen van deze beslissing over de aanpassing van de bijdrage op gasolie verwarming bedraagt 6 maanden na datum van het doorsturen door de Interregionale Bodemsaneringscommissie van het gedocumenteerd dossier. Als datum van doorsturen wordt de datum of datumstempel genomen die vermeld is op de (begeleidende) brief waarmee het gedocumenteerd dossier verstuurd wordt.

De gewestregeringen en de bevoegde federale ministers kunnen dus beslissen om de conclusie en het bijhorend voorstel van aanpassing van de verplichte bijdrage op gasolie verwarming unaniem aan te nemen, te verwerpen, of een andere dan voorgestelde aanpassing van de bijdrage te voorzien.

Indien de gewestregeringen en de bevoegde federale ministers (echter) geen unanieme beslissing nemen, dan treedt er een automatische aanpassing van de verplichte bijdrage op gasolie verwarming in werking. De automatische aanpassing gebeurt telkens via een verhoging of een verlaging van 0,002 euro per liter brandstof (gasolie verwarming), bij respectievelijk tekorten of overschotten.

Indien de conclusie van het gedocumenteerd dossier aangeeft dat er voldoende financiële middelen zijn, is er uiteraard geen noodzaak tot aanpassing van de in artikel 15, §3 vermelde bijdrage op gasolie verwarming en zal het gedocumenteerd dossier van de Interregionale Bodemsaneringscommissie dit ook aangeven.

De Interregionale Bodemsaneringscommissie zal het gedocumenteerd dossier elke 2 jaar actualiseren, gebaseerd op de door het Fonds aan haar overgemaakte gedetailleerde rapportering over haar te verwachten inkomsten en uitgaven betreffende de resterende periode van haar erkenning.

Elke 2 jaar maakt de Interregionale Bodemsaneringscommissie het geactualiseerd gedocumenteerd dossier ter beslissing over aan de gewestregeringen en aan de bevoegde federale ministers.

Het automatisme met betrekking tot de

garantit l'augmentation de la cotisation jusqu'à l'obtention de moyens financiers suffisants pour garantir le fonctionnement du Fonds pour la période restante de l'agrément.

L'ajustement automatique de la cotisation permet également, après un certain temps, de réduire ladite cotisation en cas d'éventuels excédents.

La comptabilisation de cette cotisation via le Contrat-Programme est également prévue dans l'article 15, §4, étant donné que ce point est également repris dans l'annexe technique du Contrat-Programme.

Pour une explication de la procédure d'ajustement et d'entrée en vigueur de la cotisation, nous renvoyons à l'explication de l'article 35 de l'Accord de coopération.

...

Article 16.

Indépendamment des obligations générales telles que reprises dans les dispositions de l'article 25, le Fonds pour l'assainissement du sol des Citernes de gasoil destinées au chauffage est soumis à un certain nombre d'obligations particulières.

Les premières obligations (article 16, 1° et 2°) ont trait à l'intervention curative. Il est fondamental de faire la distinction entre l'intervention du Fonds dans le cas d'un assainissement du sol encore à exécuter et une intervention par mesure transitoire, où les travaux d'assainissement des sols sont déjà terminés ou tout au moins mis en œuvre dans un délai de 3 mois après la publication au Moniteur belge de l'agrément du Fonds.

Dans le cas d'une intervention curative dans un assainissement du sol encore à exécuter, le demandeur confère au Fonds le mandat pour entreprendre toutes les démarches liées à l'assainissement du sol. Dans ce cas, le Fonds se verra facturer les coûts de l'assainissement du sol.

Dans le cas d'une intervention curative par mesure transitoire, c'est au contraire le demandeur qui prend en principe toujours lui-même les mesures d'assainissement, avec, il est

aanpassing van de verplichte bijdrage op gasolie verwarming garandeert dat de bijdrage verhoogd wordt tot zolang er voldoende financiële middelen zijn om de werking van het Fonds over de resterende periode van de erkenning te garanderen.

De automatische aanpassing van de bijdrage laat ook toe om na verloop van tijd de bijdrage terug te kunnen verlagen indien zich bepaalde overschotten zouden voordoen.

De verrekening van deze bijdrage via de Programma-overeenkomst wordt eveneens in de bepalingen van artikel 15, §4 opgenomen, daar dit ook in de technische bijlage van de Programma-overeenkomst is opgenomen.

Voor toelichting bij de procedure waarmee de bijdrage wordt aangepast en in voege treedt, kan worden verwezen naar de artikelsgewijze toelichting bij artikel 35 van het Samenwerkingsakkoord.

Artikel 16.

Onverminderd de algemene verplichtingen zoals opgenomen in de bepalingen van artikel 25 heeft het Fonds voor de Bodemsanering van Gasolietanks voor verwarmingsdoeleinden een aantal bijzondere verplichtingen.

De eerste verplichtingen (artikel 16, 1° en 2°) hebben betrekking op de Curatieve tussenkomst. Fundamenteel is het onderscheid tussen de tussenkomst van het Fonds in geval van een nog uit te voeren Bodemsanering en een tussenkomst bij wijze van overgangsmaatregel, waarbij de Bodemsaneringswerken reeds beëindigd zijn, of minimaal gestart binnen een periode van 3 maanden na bekendmaking in het Belgisch Staatsblad van de erkenning van het Fonds.

In het geval van Curatieve tussenkomst bij een nog uit te voeren Bodemsanering verleent de Aanvrager aan het Fonds het mandaat om alle stappen te ondernemen in verband met Bodemsanering. In dit geval zal het Fonds gefactureerd worden voor de kosten van Bodemsanering.

In het geval van een Curatieve tussenkomst bij wijze van overgangsmaatregel neemt de Aanvrager daarentegen in principe zelf steeds, weliswaar onder begeleiding van het Fonds, alle

vrai, l'assistance du fonds. Le Fonds n'intervient financièrement que lorsque le demandeur aura d'abord financé lui-même l'assainissement. Dans ce cas, le Demandeur se verra facturer directement les coûts de l'assainissement du sol.

Dans les deux cas il est prévu un maximum de 200.000,00 euros par terrain pollué ou par site pollué, en cas d'intervention pour des Citernes de gasoil pour le chauffage de bâtiments à usage d'habitation et un maximum de 100.000,00 euros par terrain pollué ou par site pollué pour des Citernes de gasoil pour le chauffage de bâtiments ayant une autre fonction que d'habitation et les dispositions n'entreront en vigueur que si le Fonds dispose d'assez de moyens.

L'article 16, 3° prévoit que pendant la période d'introduction de 3 ans, le Fonds rassemble des informations détaillées sur le nombre des inscriptions (et ce, pour les différentes catégories), les assainissements du sol déjà exécutés et les assainissements du sol à exécuter avec estimation de leur prix de revient. Ces informations doivent être présentées trimestriellement à la Commission interrégionale de l'assainissement du sol et il convient de veiller à ce que les besoins financiers ultérieurs pour couvrir le processus tout entier, puissent être évalués.

L'article 16, 4° prévoit que le Fonds élaborera un schéma décisionnel concernant l'établissement des priorités et les critères préférentiels complémentaires, qu'il devra présenter à approbation à la Commission interrégionale de l'assainissement du sol dans le mois après la publication de l'agrément du Fonds au Moniteur belge. Lors de l'élaboration, il convient de tenir compte des éléments suivants. Les Citernes de gasoil à utilisation de chauffage de bâtiments à fonction d'habitation sont assainies en priorité.

Dans cette priorité, il est possible de déterminer des critères préférentiels, tenant compte des risques pour la santé, des nécessités environnementales et de considérations socio-économiques. En outre, il convient de tenir compte de l'article 17, §1 2°, qui offre au demandeur la possibilité de procéder lui-même à l'assainissement du sol si le demandeur souhaite assainir plus tôt que la priorité ne l'exige.

L'article 16, 5° prévoit que le Fonds fasse rapport, tous les six mois, à la Commission interrégionale de l'assainissement du sol sur les progrès du développement et de l'implémentation d'un système qui permet de conclure des contrats d'assurance pour couvrir le dommage qui pourrait résulter de la pollution future par les Citernes de gasoil, comme le prévoit la mission assignée au

saneringsmaatregelen. Het Fonds komt slechts nadien financieel tussen, nadat de Aanvrager eerst de sanering zal gefinancierd hebben. In dit geval zal de Aanvrager rechtstreeks gefactureerd worden voor de kosten van de Bodemsanering.

In beide gevallen is er een maximum voorzien van 200.000,00 euro per verontreinigd terrein of verontreinigde site in geval van tussenkomst voor Gasolietanks voor verwarming van gebouwen met een woonfunctie en een maximum van 100.000,00 euro per verontreinigd terrein of verontreinigde site in geval van tussenkomst voor Gasolietanks voor verwarming van gebouwen met een andere dan woonfunctie en worden de verplichtingen slechts van kracht indien het Fonds over voldoende middelen beschikt.

In artikel 16, 3° is voorzien dat het Fonds gedurende de aanmeldingsperiode van 3 jaar gedetailleerde informatie verzamelt rond het aantal aanmeldingen (dit voor de verschillende categorieën), reeds uitgevoerde Bodemsaneringen en uit te voeren Bodemsaneringen met raming van hun kostprijs. Deze informatie dient driemaandelijks te worden voorgelegd aan de Interregionale Bodemsaneringscommissie en dient er voor te zorgen dat de verdere financiële behoeften om het volledige mechanisme te dekken kunnen worden begroot.

In artikel 16, 4° is voorzien dat het Fonds met betrekking tot de prioriteitstelling en de bijkomende voorrangscriteria een beslissingsschema uitwerkt en ter goedkeuring dient voor te leggen aan de Interregionale Bodemsaneringscommissie binnen 1 maand na publicatie van de erkenning van het Fonds in het Belgisch Staatsblad. Bij de uitwerking dient rekening te worden gehouden met de volgende elementen. Gasolietanks voor de verwarming van gebouwen met een woonfunctie worden prioritair gesaneerd.

Binnen deze prioriteit is het mogelijk bijkomende voorrangscriteria te bepalen rekening houdende met de gezondheidsrisico's, de milieunoodzaak en socio-economische overwegingen. Tevens dient rekening te worden gehouden met artikel 17, §1 2° waarbij de mogelijkheid geboden wordt dat de Aanvrager zelf overgaat tot Bodemsanering indien de Aanvrager eerder wenst te saneren dan volgens de prioriteit vereist is.

In artikel 16, 5° is voorzien dat het Fonds zesmaandelijks aan de Interregionale Bodemsaneringscommissie dient te rapporteren rond de voortgang van de uitwerking en implementatie van een systeem dat het mogelijk maakt om verzekeringscontracten te sluiten tot dekking van de schade die uit toekomstige verontreiniging door Gasolietanks kan ontstaan,

Fonds par l'article 14, §1 2°. L'élaboration de ce système doit être effectuée en étroite concertation avec le secteur des assurances et le système doit viser à terme à réduire autant que possible la pollution future des sols.

Dans l'article 16, 6° est prévu que le Fonds doit présenter les conditions auxquelles le demandeur doit satisfaire pour pouvoir procéder lui-même à l'assainissement du sol à la Commission interrégionale de l'assainissement du sol dans le mois après publication de la reconnaissance du Fonds dans le Moniteur belge.

Dans l'article 16, 7° est prévu que le Fonds doit mentionner clairement sur son site internet et dans toutes ses autres communications relatives aux opérations du Fonds ainsi que sur les accusés de réception et le cas échéant lors de la demande d'intervention recevable que l'intervention du Fonds soit effectuée selon les modalités et les conditions de l'Accord de coopération, en vigueur à la date de la demande sur base de la liste des priorités du Fonds et en fonction et tout au plus des moyens financiers disponibles du Fonds.

Article 17.

L'article 17, §1 soumet l'intervention du Fonds à un certain nombre de conditions communes.

On part du principe que l'intervention effective du Fonds est limitée à l'assainissement de terrains et/ou de sites pollués, c.-à-d. pollués à la suite de l'exploitation normale d'une Citerne de gasoil. L'intervention effective est exclue pour toute autre pollution.

Il est donc important de faire une distinction entre "l'intervention" du Fonds en tant que telle et son "intervention effective".

Sur la base d'une décision administrative de la Direction centrale de l'Administration I/7 du 15 décembre 2011³ obtenue par BOFAS, on pourrait arguer que dans le cas d'une intervention effective pour un assainissement du sol encore à effectuer, les coûts relatifs à l'assainissement du sol doivent être facturés au Fonds. La TVA due pour ces coûts pourra être déduite par le Fonds. Étant donné que le Fonds agit pour le compte de l'Exploitant, de l'Utilisateur ou du Propriétaire (ou son mandataire), le Fonds devra en principe à son tour facturer à ces derniers les coûts de

zoals voorzien in de taakstelling van het Fonds onder artikel 14, §1 2°. De uitwerking van dit systeem dient in nauw overleg met de verzekeringssector te gebeuren en het systeem dient er op gericht te zijn om op termijn het risico op toekomstige Bodemverontreiniging zo veel als mogelijk te minimaliseren.

In artikel 16, 6° is voorzien dat het Fonds de voorwaarden waaraan de Aanvrager moet voldoen om zelf over te gaan tot Bodemsanering, dient voor te leggen voor de Interregionale Bodemsaneringscommissie binnen 1 maand na publicatie van de erkenning van het Fonds in het Belgisch Staatsblad.

In artikel 16, 7° is voorzien dat het Fonds op haar website en op al haar mededelingen duidelijk vermeldt dat de tussenkomst van het Fonds plaatsvindt onder de voorwaarden en bedingen van het Samenwerkingsakkoord, zoals deze van kracht is op datum van de aanvraag, op basis van de prioriteitenlijst van het Fonds en in functie en tot beloop van de beschikbare financiële middelen van het Fonds.

Artikel 17.

In artikel 17, §1 wordt de tussenkomst van het Fonds aan een aantal gemeenschappelijke voorwaarden onderworpen.

Uitgangspunt is dat de effectieve tussenkomst van het Fonds beperkt is tot de sanering van Verontreinigde terreinen en/of sites, dit wil zeggen terreinen of sites die Verontreinigd werden ten gevolge van een normale exploitatie van een Gasolietank. Elke andere verontreiniging wordt van effectieve tussenkomst uitgesloten.

Van belang is dus dat een onderscheid gemaakt wordt tussen de "tussenkomst" van het Fonds als dusdanig en zijn "effectieve tussenkomst".

Op basis van een door BOFAS bekomen administratieve beslissing van de Centrale Administratie Directie I/7 van 15 december 2011⁴, zou kunnen verdedigd worden dat in het geval van effectieve tussenkomst van een nog uit te voeren Bodemsanering de kosten betreffende de Bodemsanering worden aangerekend aan het Fonds. De BTW die verschuldigd is over deze kosten, zal door het Fonds kunnen worden afgetrokken. Aangezien het Fonds optreedt voor rekening van de Exploitant, Gebruiker of Eigenaar (of zijn gemandateerde) zal het Fonds op zijn

³ Décision E.T. 106.861 du 15 décembre 2011.

⁴ Beslissing E.T. 106.861 dd. 15 december 2011.

l'assainissement du sol. Ces frais encourus par le Fonds seront réputés être déjà payés par les cotisations des entreprises soumises aux accises par le biais du système tiers payant. Le Fonds pourrait alors être exonéré de toute obligation de facturation à l'Exploitant, l'Utilisateur ou le Propriétaire (ou son mandataire), mais être tenu de rédiger un document interne faisant référence à la facture portant sur les coûts d'assainissement du sol et aux coordonnées du projet d'assainissement sous-jacent et de l'Exploitant, de l'Utilisateur ou du Propriétaire concerné (ou son mandataire). Le Fonds est en outre en droit de déduire la TVA portant sur les coûts facturés à l'Exploitant, l'Utilisateur ou le Propriétaire (ou son mandataire) dans sa propre déclaration de TVA à condition que l'Exploitant, l'Utilisateur ou le Propriétaire (ou son mandataire) soit assujetti au sens de l'article 4 du Code de la TVA ou avait droit à la déduction aux fins de TVA. Dans la mesure où l'Exploitant, l'Utilisateur ou le Propriétaire (ou son mandataire) n'est ou n'était pas assujetti au sens de l'article 4 du Code de la TVA ou assujetti sans droit à déduction, la TVA ne peut toutefois pas être récupérée et doit être considérée comme une partie des coûts d'assainissement.

L'article 20, § 1 prévoit en effet qu'en cas d'intervention curative, le Fonds assainisse (et préfinance) également, suivant des modalités déterminées, la pollution du sol ne résultant pas de l'exploitation d'une Citerne de gasoil, parce qu'il s'agit d'une pollution du sol qui n'est pas techniquement séparable de la Pollution résultant de l'exploitation d'une Citerne de gasoil et qu'un assainissement collectif fait économiser des frais et que c'est la raison pour laquelle l'Exploitant, l'Utilisateur ou le Propriétaire (ou leurs mandataires) demande l'intervention du Fonds pour l'assainissement d'une pollution qui ne résulte pas de l'exploitation de la Citerne de gasoil. Dans ce cas, l'Exploitant, l'Utilisateur ou le Propriétaire doit également rembourser ces frais supplémentaires au Fonds. En d'autres termes, il est vrai que dans ce cas le Fonds préfinancera l'assainissement supplémentaire, mais il ne le prendra pas à sa charge à titre définitif. Le Fonds intervient pour la pollution globale, mais en fin de compte son intervention effective sera limitée à la pollution du sol qui est la conséquence de l'exploitation de la Citerne de gasoil. ... En cas d'intervention, le Fonds facturera ces coûts supplémentaires avec TVA à l'Exploitant, l'Utilisateur ou le Propriétaire (ou son mandataire).

L'Exploitant, l'Utilisateur ou le Propriétaire (ou son

beurt in principe moeten factureren aan deze laatste voor de kosten van de Bodemsanering. Deze kosten van het Fonds zullen reeds geacht worden te zijn betaald door de bijdragen van de Accijnsplichtige Ondernemingen via het derdebetalerssysteem. Het Fonds zou dan ontheven kunnen worden van enige facturatieverplichting aan de Exploitant, Gebruiker of Eigenaar (of zijn gemandateerde), maar wel verplicht zijn een intern document op te maken met verwijzing naar de factuur voor de kosten van de Bodemsanering en naar de coördinaten van het onderliggend saneringsproject en de betrokken Exploitant, Gebruiker of Eigenaar (of zijn gemandateerde). Het Fonds is tevens gerechtigd om de BTW over de kosten gefactureerd aan de Exploitant, Gebruiker of Eigenaar (of zijn gemandateerde) in aftrek te nemen in de eigen BTW-aangifte op voorwaarde dat de Exploitant, Gebruiker of Eigenaar (of zijn gemandateerde) belastingplichtig in de zin van artikel 4 van het BTW-Wetboek is of was voor BTW-doeleinden met recht op aftrek. In de mate dat de Exploitant, Gebruiker of Eigenaar (of zijn gemandateerde) geen belastingplichtige zijn of waren in de zin van artikel 4 van het BTW-Wetboek of belastingplichtige zonder recht op aftrek, kan de BTW evenwel niet gerecupereerd worden en moet de BTW als onderdeel van de saneringskost beschouwd worden.

In artikel 20, §1 is voorzien dat het Fonds in geval van Curatieve tussenkomst, volgens bepaalde modaliteiten, ook de Bodemverontreiniging saneert (en pre-financiert) die niet afkomstig is van de exploitatie van een Gasolietank, omdat het gaat om een Bodemverontreiniging die technisch niet-afsplitsbaar is van de verontreiniging die het gevolg is van de exploitatie van de Gasolietank, en een gezamenlijke sanering kostenbesparend werkt en de Exploitant, Gebruiker of Eigenaar (of zijn gemandateerde) daarom om tussenkomst van het Fonds verzoekt voor de sanering van de verontreiniging die niet afkomstig is van de exploitatie van de Gasolietank. In dit geval moet de Exploitant, Gebruiker of Eigenaar evenwel die bijkomende kosten aan het Fonds terugbetalen. Met andere woorden, in dat geval zal het Fonds weliswaar de bijkomende sanering pre-financieren, maar niet ten definitieve titel ten laste nemen. Het Fonds komt tussen voor de globale verontreiniging, maar finaal zal de effectieve tussenkomst beperkt zijn tot de Bodemverontreiniging die het gevolg is van de exploitatie van de Gasolietank. Het Fonds zal bij een tussenkomst de Exploitant, Gebruiker of Eigenaar (of zijn gemandateerde) voor deze bijkomende kosten factureren met BTW.

mandataire) ayant déjà cessé ses activités économiques peut récupérer ladite TVA sur les coûts facturés par le biais d'une demande de remboursement introduite auprès de l'Administration de la TVA, dans la mesure où l'Exploitant, l'Utilisateur ou le Propriétaire (ou son mandataire) avait droit à la déduction de la TVA en raison de ses activités économiques d'exploitation d'une citerne à gasoil. Le remboursement de la TVA ne peut être demandé en cas d'absence d'activités économiques donnant droit à la déduction de la TVA.

...

Dans le cas d'une Intervention curative pour un Assainissement du sol encore à exécuter, l'intervention effective ne couvrira pas toujours la totalité des frais de l'assainissement du sol. Il est appliqué au demandeur une franchise dont le montant dépend de la fonction du bâtiment qui est ou a été chauffé au moyen d'une Citerne de gasoil.

S'il s'agit d'un bâtiment à fonction d'habitation, le montant de la franchise sera moins élevé. Le but prioritairement poursuivi par le présent Fonds est en effet d'intervenir dans les frais pour l'Assainissement du sol résultant de Citerne à gasoil appartenant à des particuliers, étant donné qu'en général, les particuliers ne disposent pas des moyens nécessaires pour supporter de tels frais. En outre, la franchise sera différente suivant la source d'énergie utilisée pour le chauffage. Étant donné que le financement du Fonds est basé sur une cotisation sur les produits pétroliers, il n'est pas prévu de franchise pour ceux qui contribuent au financement du Fonds (en continuant à ou en se remettant à se chauffer au gasoil). Pour ceux qui se convertissent (à une autre source d'énergie), une franchise est portée en compte, sans perdre de vue que l'introduction d'une demande doit rester accessible à tous.

Pour l'intervention curative par mesure transitoire, il n'est pas prévu de franchise, étant donné que ces demandeurs se sont déjà conformés, en bon père de famille, à la réglementation régionale concernant l'assainissement des sols et qu'ils ont satisfait à leur obligation.

Les demandeurs se voient offrir la possibilité d'exécuter eux-mêmes, l'assainissement du sol, certes aux conditions à fixer par le Fonds (article 17, §1 2°) et à approuver par la Commission interrégionale de l'assainissement du sol. Cette possibilité laissée au demandeur (principalement

De Exploitant, Gebruiker of Eigenaar (of zijn gemandateerde) die reeds hun economische activiteiten hebben stopgezet, kunnen deze BTW over de gefactureerde kosten recupereren middels een aanvraag tot teruggaaf bij de BTW-administratie in de mate dat Exploitant, Gebruiker of Eigenaar (of zijn gemandateerde) een recht op aftrek van BTW had wegens hun economische activiteit van exploitatie van een Gasolietank. Indien er geen economische activiteit plaatsvond dat recht op aftrek van BTW verleende, kan de BTW niet worden teruggevraagd.

In geval van een Curatieve tussenkomst bij een nog uit te voeren Bodemsanering zal de effectieve tussenkomst niet altijd de volledige kost van de Bodemsanering bedragen. Er geldt voor de Aanvrager een franchise waarvan de hoogte afhankelijk is van de functie van het gebouw waarmee via een Gasolietank verwarmd wordt of werd.

Indien het een gebouw met woonfunctie betreft, wordt de franchise lager gehouden. Het prioritaire doel van onderhavig Fonds is namelijk tussen te komen in kosten voor Bodemsanering ten gevolge van particuliere Gasolietanks, aangezien particulieren in het algemeen niet over de financiële middelen beschikken om dergelijk kosten te dragen. Verder is een onderscheid gemaakt in franchise naar de energiebron waarmee de verwarming gebeurt. Aangezien de financiering van het Fonds gebaseerd is op een bijdrage op petroleumproducten, is er voor degenen die bijdragen aan de financiering van het Fonds (door het verder verwarmen met gasolie of het hernieuwd verwarmen op gasolie) geen franchise voorzien. Voor de overschakelaars (naar een andere energiebron) wordt een franchise aangerekend, zonder dat de laagdrempeligheid om een aanvraag in te dienen uit het oog wordt verloren.

Voor de Curatieve tussenkomst bij wijze van overgangsmaatregel wordt er geen franchise voorzien, gezien deze Aanvragers als goede huisvader reeds de gewestelijk regelgeving aangaande Bodemsanering hebben gevolgd en hun verplichting hebben voldaan.

De mogelijkheid wordt geboden dat de Aanvrager zelf de Bodemsanering uitvoert, weliswaar onder de voorwaarden die door het Fonds te bepalen zijn (artikel 17, §1 2°) en goed te keuren door de Interregionale Bodemsaneringscommissie. De reden om toe te laten dat de Aanvrager

des particuliers) de procéder lui-même à l'assainissement vise essentiellement à éviter autant que possible les conflits liés au timing proposé par le particulier, par exemple dans le cadre de la rénovation d'une habitation. Le but est de permettre au Fonds d'y satisfaire au maximum et d'en tenir compte. Par ailleurs, il sera peut-être nécessaire de procéder à un certain nombre d'assainissements plus rapidement que prévu une fois que toutes les demandes seront connues et qu'on en aura évalué la priorité. Une autre raison réside dans le grand nombre de dossiers qui devront être traités au cours de la période opérationnelle de 20 ans. Bien que le Fonds doive s'organiser de manière à ce que toutes les demandes puissent effectivement bénéficier d'une intervention effective du Fonds, il peut s'avérer nécessaire de traiter de manière pragmatique la spécificité du marché du logement particulier, l'exécution des transformations par des particuliers et les opportunités logiques que cela offre certainement en termes d'assainissements du sol plus efficaces, plus effectives et plus économiques. Il est notoire que la présence des bâtiments en soi est une condition préalable pour pouvoir prévoir le concept d'assainissement considéré comme variante préférentielle, à savoir l'excavation des terres polluées.

L'article 17, § 2 énumère un certain nombre de coûts qui n'entrent pas en ligne de compte pour une intervention effective du Fonds. C'est ainsi qu'en cas d'exécution d'un assainissement du sol, ne pourront bénéficier de l'intervention, que la mise hors service, l'enlèvement et/ou l'inertage préalables de la citerne de gasoil, considérés comme nécessaires à cet effet.

L'intervention du Fonds est en outre limitée à l'assainissement effectif de la pollution du sol, qui est survenue avant l'introduction. Étant donné qu'il n'est pas où à peine possible de faire la distinction entre cette pollution et une éventuelle pollution diffuse qui aurait encore eu lieu après l'introduction, c'est toutefois uniquement la pollution accidentelle survenue après la demande d'intervention, qui sera exclue de toute intervention du Fonds. Cette règle vise aussi à éviter les interminables contestations juridiques concernant le montant précis de l'intervention du Fonds.

Sont en outre exclus les frais qui sont la conséquence soit d'une pollution provoquée intentionnellement, pollution pour laquelle un responsable a été désigné, ou dont les frais (d'assainissement) font partie de la couverture par une assurance.

L'article 17, § 3 du projet d'Accord de coopération détermine les bénéficiaires du droit à intervention.

(voornamelijk particulieren) zelf saneert, is om zo weinig mogelijk in conflict te komen met timingen die de particulier vooropstelt naar bijvoorbeeld verbouwingen aan de woning. Het is de bedoeling dat het Fonds hierop maximaal kan inspelen en hiermee rekening houdt. Het is ten andere wellicht noodzakelijk dat een aantal saneringen reeds vroeger worden uitgevoerd dan door de prioriteit die aan de dossiers zal worden gegeven nadat alle aanvragen gekend zijn. Een andere reden is het groot aantal dossiers dat tijdens de 20 jaar operationele periode behandeld zullen moeten worden. Alhoewel het Fonds zich in die mate dient te organiseren dat alle aanvraagdossiers ook een effectieve tussenkomst door het Fonds genieten, kan het noodzakelijk zijn om op een pragmatische manier om te gaan met de specificiteit van de particuliere woningmarkt en het uitvoeren van verbouwingen door particulieren en de logische opportuniteiten die dit zeker biedt naar een meer efficiënte, effectieve en kostenbesparende Bodemsanering. Het is namelijk gekend dat de aanwezigheid van de gebouwen op zich een belangrijke randvoorwaarde is naar het kunnen voorzien van het saneringsconcept dat als voorkeursvariant wordt aanzien, namelijk de uitgraving van de Bodemverontreiniging.

In artikel 17, §2 worden een aantal kosten opgesomd die niet in aanmerking komen voor een effectieve tussenkomst door het Fonds. Zo zal in geval van het uitvoeren van de Bodemsanering enkel de hiervoor noodzakelijk geachte voorafgaandelijke buitengebruikstelling, verwijdering en/of inertisatie van de Gasolietank van tussenkomst kunnen genieten.

De tussenkomst van het Fonds is voorts beperkt tot de effectieve sanering van de Bodemverontreiniging die is ontstaan vóór de aanmelding. Aangezien het onderscheid tussen deze verontreiniging en de eventuele diffuse verontreiniging die nog na de aanmelding zou hebben plaatsgegrepen, vaak niet of nauwelijks kan worden gemaakt, is evenwel enkel de accidentele verontreiniging die ná het verzoek tot tussenkomst plaatsgrijpt, van elke tussenkomst van het Fonds uitgesloten. Deze regeling beoogt ook oeverloze juridische betwistingen te vermijden in verband met de precieze hoogte van de tussenkomst van het Fonds.

Verder zijn kosten uitgesloten die ofwel het gevolg zijn van met opzet veroorzaakte verontreiniging, verontreiniging waarvoor een aansprakelijke werd aangeduid, of waarvan de kosten onderdeel uitmaken van dekking door een verzekering.

In artikel 17, §3 van het ontwerp van Samenwerkingsakkoord worden de begunstigden

Le projet d'Accord de Coopération arrête à cet égard une réglementation qui est fondée sur la nécessité de prendre des mesures complémentaires en matière de Pollution du sol, conformes à la législation régionale relative à l'assainissement du sol. Dans le cadre de l'Intervention curative par mesure transitoire, il convient par conséquent de pouvoir prouver qu'on a exposé des frais pour le traitement de la Pollution des sols pour laquelle il existait une nécessité d'assainissement sur base de la législation régionale.

Afin que le système d'intervention du Fonds demeure opérationnel, il est exigé que l'intervention soit limitée à un seul bénéficiaire.

L'article 17, § 4 stipule ensuite que l'Intervention curative est limitée à un montant maximum de 200.000,00 euros par Terrain ou Site pollué en cas d'intervention pour des Citernes de gasoil pour le chauffage de bâtiments à usage d'habitation et un maximum de 100.000,00 euros par terrain pollué ou par site pollué pour des Citernes de gasoil pour le chauffage de bâtiments ayant une autre fonction que d'habitation. Il est important de faire observer qu'en l'occurrence, on entend par frais les frais réellement exposés.

Il est en outre prévu qu'aucune intervention n'est possible si le terrain ou le site pollué fait déjà l'objet d'une demande (recevable et complète). Cette disposition a été prévue afin d'éviter qu'il soit possible de demander plusieurs interventions pour l'assainissement du sol d'une seule citerne à gasoil. Les citernes à gasoil situées dans le périmètre du site pollué d'une autre citerne à gasoil peuvent naturellement faire l'objet d'une demande d'intervention.

Article 18.

Dans le cas d'une intervention dans un assainissement du sol encore à exécuter, le paragraphe 1 prévoit que l'Exploitant, l'Utilisateur ou le Propriétaire, ou son mandataire introduise une demande d'intervention auprès du Fonds dans un délai de 3 ans, prenant cours à partir de la date de publication au Moniteur belge de l'agrément du Fonds. Ce délai a été instauré afin de pouvoir programmer convenablement et à temps les activités d'assainissement et le financement y afférent, et en même temps pour laisser suffisamment de temps au demandeur

van het recht op tussenkomst bepaald.

Het ontwerp van Samenwerkingsakkoord voorziet dienaangaande in een regeling die gesteund is op de noodzaak tot het nemen van verdere maatregelen inzake Bodemverontreiniging overeenkomstig de gewestelijke wetgeving betreffende de Bodemsanering. In het kader van de Curatieve tussenkomst bij wijze van overgangsmaatregel dient men bijgevolg te kunnen bewijzen dat men kosten heeft gemaakt voor behandeling van Bodemverontreiniging waarvoor er volgens de gewestelijke wetgeving een saneringsnoodzaak bestond.

Teneinde het systeem van tussenkomst van het Fonds werkbaar te houden, is het vereist dat de tussenkomst beperkt is tot slechts één begunstigde.

Verder wordt onder artikel 17, §4 gesteld dat de Curatieve tussenkomst per Verontreinigd terrein of site wordt beperkt tot een maximumbedrag van 200.000,00 euro in geval van tussenkomst voor Gasolietanks voor verwarming van gebouwen met een woonfunctie, en met een maximum van 100.000,00 euro in geval van tussenkomst voor Gasolietanks voor verwarming van gebouwen met andere dan een woonfunctie. Van belang hierbij is aan te merken dat met kosten de reële kosten worden bedoeld.

Tevens is opgenomen dat geen tussenkomst mogelijk is indien het Verontreinigd terrein of Verontreinigde site reeds het voorwerp uitmaakt van een (ontvankelijke en volledige) aanvraag. Deze bepaling werd opgenomen om te voorkomen dat voor de Bodemsanering van één welbepaalde Gasolietank aanspraak zou kunnen gemaakt worden op meerdere tussenkomsten. Uiteraard kunnen Gasolietanks die gelegen zijn binnen de contouren van een Verontreinigde site van een andere Gasolietank wel aanspraak maken op mogelijke tussenkomst.

Artikel 18.

Paragraaf 1 voorziet, in geval van tussenkomst bij een nog uit te voeren Bodemsanering, voor de Exploitant, Gebruiker of Eigenaar, of zijn gemandateerde in een vervaltermijn van 3 jaar, te rekenen vanaf de datum van publicatie in het Belgisch Staatsblad van de erkenning van het Fonds, om een verzoek tot tussenkomst bij het Fonds in te dienen. Die vervaltermijn werd ingevoerd teneinde de saneringswerkzaamheden en bijhorende financiering goed en tijdig te kunnen plannen, maar tegelijk de Aanvrager voldoende tijd te geven om een aanvraagdossier voor te

pour préparer son dossier de demande (pour pouvoir encore éventuellement y joindre les contrôles ou constats nécessaires en matière de pollution des sols ou bien pour faire établir et introduire un Rapport de recherche à cet effet).

Il est également prévu que le demandeur puisse s'adresser au Fonds par voie électronique, via un guichet électronique. À cet effet, le Fonds élaborera une méthodologie et un procédé pour pouvoir régler cela de manière pratique et accessible. On peut éventuellement prendre exemple sur l'actuel Tax-on-web pour l'introduction électronique des déclarations fiscales. Les données d'identification du demandeur pourront ainsi être enregistrées simplement de manière électronique (ce qui permettra d'éviter que quelqu'un fasse indûment une demande pour un tiers) et les annexes éventuellement nécessaires (voir paragraphe 2) pourront être téléchargées.

Le paragraphe 2 énumère les éléments auxquels devra satisfaire la demande d'intervention dans le cas d'une intervention curative pour un assainissement du sol encore à exécuter. Doivent ainsi être joints à la demande d'intervention :

- un contrat signé concernant les modalités de l'intervention. Il s'agit en l'occurrence d'un contrat dont le modèle aura été approuvé lors de l'agrément de la personne morale;
- un Rapport de recherche ; ce document doit contenir des indications desquelles peut être déduite une supposition de pollution du sol, à la suite de l'exploitation d'une Citerne de gasoil
- un questionnaire complété avec des informations concernant aussi bien la nouvelle Citerne de gasoil que celle mise hors service. Le modèle de questionnaire sera établi par le Fonds et mis à la disposition des demandeurs éventuels ;

Ce paragraphe décrit ensuite le déroulement et le traitement de la procédure d'introduction.

Le paragraphe 3 détermine le contenu minimal du contrat à conclure entre le demandeur et le Fonds. Y sont chaque fois décrites les obligations du demandeur qui souhaite bénéficier de l'intervention du Fonds, ainsi que celles du Fonds. Rien n'interdit de reprendre également dans le contrat des obligations allant plus loin. Il convient cependant que le modèle de contrat soit préalablement approuvé par la Commission interrégionale de l'assainissement du sol.

bereiden (waaronder mogelijk nog de nodige controles of vaststellingen inzake Bodemverontreiniging te kunnen doen, of om hiertoe een Onderzoeksverslag te laten opstellen en in te dienen).

Er is tevens voorzien dat de Aanvrager zich bij het Fonds kan aanmelden op een elektronische manier, via een e-loket. Daartoe zal het Fonds een methodologie en werkwijze dienen uit te werken om dit op een praktische en toegankelijke manier te kunnen regelen. Er kan eventueel een voorbeeld genomen worden aan het bestaande Tax-on-web voor indienen van elektronische belastingaangifte. Zo zullen de identificatie gegevens van de Aanvrager op een elektronische manier eenvoudig geregistreerd worden (en kan vermeden worden dat iemand voor derden een onrechtmatige aanvraag doet), en kunnen de eventuele noodzakelijke bijlagen (zie paragraaf 2) opgeladen worden.

Paragraaf 2 somt de elementen op waaraan de aanvraag tot tussenkomst in geval van Curatieve tussenkomst bij een nog uit te voeren Bodemsanering moet voldoen. Moeten aldus bij de aanvraag tot tussenkomst worden gevoegd:

- een ondertekende Overeenkomst betreffende de modaliteiten van tussenkomst. Het gaat daarbij om de Overeenkomst waarvan het model bij de erkenning van de rechtspersoon zal zijn goedgekeurd;
- een Onderzoeksverslag; Dit document dient aanwijzingen te bevatten waaruit een vermoeden van Bodemverontreiniging ingevolge de exploitatie van een Gasolietank kan worden afgeleid.
- een ingevulde vragenlijst met informatie betreffende de nieuwe als de buitengebruik gestelde Gasolietank. Het model voor de vragenlijst wordt door het Fonds opgesteld en ter beschikking gesteld aan mogelijke Aanvragers.

In deze paragraaf wordt vervolgens het verloop en de afhandeling van de aanmeldingsprocedure beschreven.

In paragraaf 3 wordt de minimale inhoud bepaald van de Overeenkomst te sluiten tussen de Aanvrager en het Fonds. Daarbij worden telkens de verbintenissen van de Aanvrager die van de tussenkomst van het Fonds wenst te genieten, en deze van het Fonds beschreven. Niets belet dat evenwel verdergaande verbintenissen worden opgenomen in de Overeenkomst. Wel dient de modelovereenkomst voorafgaandelijk te worden goedgekeurd door de Interregionale Bodemsaneringscommissie.

Il est important en l'occurrence que :

- Le non-respect des obligations contractuelles par l'Exploitant, l'Utilisateur ou le Propriétaire, en leur qualité de mandant et d'ayant-droit, donne lieu, en résumé, à l'arrêt de l'intervention du Fonds et au remboursement de tous les frais exposés, y compris les frais de gestion et les intérêts légaux.
- Pour l'installation de gasoil qui reste encore en service/continue à être exploitée, le demandeur est tenu de conclure un contrat d'assurance pour couvrir le dommage qui pourrait résulter d'une future pollution du sol causée par la Citerne de gasoil (article 18, §4).

Article 19.

L'article 19 stipule que le Fonds intervient directement dans tous les frais, d'assainissement du sol, y compris dans les frais de démantèlement des installations de gasoil souterraines (si le démantèlement est nécessaire dans le cadre de l'exécution de l'assainissement du sol), sous réserve des limitations de l'article 17.

L'assainissement des sols se fait toujours dans le respect du principe BATNEEC.

L'article 19 prévoit des directives spécifiques pour le concept d'assainissement par excavation qui est proposé en variante préférentielle.

L'intervention en matière de suivi subséquent est limitée aux frais du suivi pendant une période de 5 ans.

Article 20.

Dans les paragraphes 1 à 5 inclus, plusieurs modalités d'intervention du Fonds ont été prévues en cas de "pollution mixte", c.-à-d. une pollution qui n'est pas uniquement provoquée par l'exploitation de la Citerne de gasoil, mais également par une pollution d'origine étrangère.

Dans le commentaire de l'article 17, la distinction entre "intervention" et "intervention effective" du Fonds a déjà été mise en exergue.

En effet, il n'a pas toujours été considéré souhaitable et même parfois a-t-il été considéré impossible de limiter l'intervention du Fonds à la pollution provoquée par l'exploitation de la Citerne de gasoil. Ce sera le cas si la pollution étrangère ne peut techniquement pas être séparée de la

Van belang is daarbij dat:

- De niet-naleving van de contractuele verbintenissen door de Exploitant, de Gebruiker of de Eigenaar, in hun hoedanigheid van mandante en rechthebbende, geven, samengevat, aanleiding tot de stopzetting van de interventie van het Fonds en terugvordering van alle gemaakte kosten, met inbegrip van de beheerkosten en de wettelijke interest.
- Voor de gasolie-installatie die nog in gebruik blijft/verder in exploitatie blijft, de Aanvrager gehouden is een verzekeringscontract te sluiten tot dekking van schade die uit een toekomstige Bodemverontreiniging door de Gasolietank kan voorkomen (artikel 18, §4).

Artikel 19.

Artikel 19 bepaalt dat het Fonds rechtstreeks tussenkomt in alle kosten voor Bodemsanering, met inbegrip van de ontmanteling van ondergrondse gasolie-installaties (indien ontmanteling noodzakelijk is in het kader van de uitvoering van de Bodemsanering), onverminderd de beperkingen van artikel 17.

Bodemsanering gebeurt steeds met in acht name van het BATNEEC-principe.

Artikel 19 voorziet in specifieke richtlijnen voor het saneringsconcept van ontgraving dat als voorkeursvariant wordt vooropgesteld.

De tussenkomst inzake nazorg is beperkt tot kosten voor nazorg gedurende een periode van 5 jaar.

Artikel 20.

In paragrafen 1 tot en met 5 werden een aantal modaliteiten van tussenkomst van het Fonds voorzien in geval van "vermengde verontreiniging", d.w.z. verontreiniging die niet enkel veroorzaakt is door de exploitatie van de Gasolietank, maar ook vreemde verontreiniging.

In de toelichting bij artikel 17 werd reeds gewezen op het onderscheid tussen de "tussenkomst" en de "effectieve tussenkomst" van het Fonds.

Het werd immers niet steeds wenselijk en soms zelfs onmogelijk geacht om de tussenkomst van het Fonds te beperken tot de verontreiniging die is ontstaan ten gevolge van de exploitatie van de Gasolietank. Dit zal het geval zijn indien de vreemde verontreiniging technisch niet kan

pollution qui a été provoquée par l'exploitation de la Citerne de gasoil et qu'un assainissement du sol séparé de celui de la pollution d'origine étrangère conduirait à des frais supplémentaires importants et que dans l'intérêt de l'efficacité de l'assainissement du sol, le demandeur souhaite les entreprendre ensemble et en conséquence, demande également l'intervention du Fonds à ce niveau (article 20, §1). D'ailleurs, du point de vue environnemental, seul cet assainissement commun peut être recommandé.

Le demandeur est tenu de rembourser au Fonds (article 20, §2) les frais supplémentaires qui résultent de l'assainissement de la pollution étrangère et qui, en application de l'article 20, §1, sont préfinancés par le Fonds. Cependant, si les frais supplémentaires sont inférieurs à 2.500,00 euros, ces frais supplémentaires restent à charge du Fonds.

Le projet d'Accord de coopération prévoit un mécanisme de garantie qui doit éviter que les frais d'assainissement de la pollution étrangère, techniquement séparable ou non, ne tombent définitivement à charge du Fonds, si le demandeur ne respecte pas l'obligation qui lui est faite de rembourser ces frais supplémentaires.

Le demandeur est tenu de fournir une sûreté financière en faveur du Fonds en garantie de son obligation de remboursement (voir article 20, § 3 et suivants du projet d'Accord de coopération).

Article 21.

Pour la demande d'intervention curative par mesure transitoire, il est également prévu un délai d'inscription de 3 ans, à compter de la date de publication de l'agrément du Fonds au Moniteur belge.

Contrairement à l'intervention curative du Fonds à un assainissement du sol encore à exécuter (où il est vrai que le Fonds procède lui-même à l'assainissement en son nom propre, mais pour compte de la compagnie pétrolière enregistrée) l'intervention du Fonds se limite en l'occurrence pour l'essentiel au contrôle de l'assainissement du sol et au remboursement des frais.

Par analogie avec l'article 18, cet article prévoit la possibilité d'introduction par voie électronique, via un guichet électronique.

Le paragraphe 2 énumère les conditions auxquelles doit satisfaire la demande d'intervention en cas d'intervention curative par mesure transitoire. Doivent ainsi être joints à la demande d'intervention :

worden losgekoppeld van de verontreiniging die is ontstaan ten gevolge van de exploitatie van de Gasolietank en de afzonderlijke Bodemsanering van de vreemde verontreiniging tot aanzienlijke meerkosten zou leiden en de Aanvrager ter wille van de efficiëntie de Bodemsanering gezamenlijk wenst aan te pakken en dienvolgens ook op dat vlak om tussenkomst van het Fonds verzoekt (artikel 20, §1). Vanuit milieukundig oogpunt kan die gezamenlijke sanering trouwens alleen maar aanbevolen worden.

De Aanvrager is gehouden de meerkosten die het gevolg zijn van de sanering van de vreemde sanering en die, in geval van toepassing van artikel 20, §1, geprefinancierd worden door het Fonds, aan het Fonds terug te betalen (artikel 20, §2). Indien de meerkosten evenwel minder dan 2.500,00 euro bedragen, dan blijven die meerkosten ten laste van het Fonds.

Het ontwerp van Samenwerkingsakkoord voorziet in een garantiemechanisme dat moet vermijden dat de kosten voor de sanering van deze vreemde, al dan technisch afsplitsbare, verontreiniging, definitief ten laste van het Fonds zouden vallen, indien de Aanvrager zijn verplichting tot terugbetaling van die meerkosten niet naleeft.

De Aanvrager is gehouden ten gunste van het Fonds een financiële zekerheid te stellen tot garantie van zijn terugbetalingsplicht (zie artikel 20, §3 en volgende van het ontwerp van Samenwerkingsakkoord).

Artikel 21.

Ook voor de aanvraag tot Curatieve tussenkomst bij wijze van overgangsmaatregel is voorzien in een vervalt termijn van 3 jaar, te rekenen vanaf de datum van publicatie in het Belgisch Staatsblad van de erkenning van het Fonds.

In tegenstelling tot de Curatieve tussenkomst van het Fonds bij een nog uit te voeren Bodemsanering (waar het Fonds zelf doch weliswaar in eigen naam maar voor rekening van de Geregistreeerde Aardoliemaatschappij saneert) beperkt de tussenkomst van het Fonds zich hier in essentie tot de controle van Bodemsanering en de terugbetaling van de kosten.

Dit artikel voorziet naar analogie met artikel 18 in de mogelijkheid tot aanmelding op een elektronische manier, via een e-loket.

Paragraaf 2 somt de voorwaarden op waaraan de aanvraag tot tussenkomst in geval van Curatieve tussenkomst bij wijze van overgangsmaatregel moet voldoen. Moeten aldus bij de aanvraag tot tussenkomst worden gevoegd:

- Un contrat signé concernant les modalités de l'intervention. Il s'agit en l'occurrence d'un contrat dont le modèle aura été approuvé lors de l'agrément de la personne morale.
- La preuve de l'approbation du mode d'assainissement des sols par la Région concernée. Si elles sont disponibles, le demandeur devra également fournir les preuves de l'Assainissement du sol déjà exécuté, ou au minimum de la mise en œuvre des travaux d'assainissement au plus tard dans le délai de 3 mois après la publication au Moniteur belge de l'agrément du Fonds.
- Si déjà disponible(s) au moment de la demande, le/les rapport(s) établi(s) par un expert en assainissement du sol sur l'exécution des travaux d'assainissement du sol.
- Een ondertekende Overeenkomst betreffende de modaliteiten van tussenkomst. Het gaat daarbij om de Overeenkomst waarvan het model bij de erkenning van de rechtspersoon zal zijn goedgekeurd.
- Het bewijs van goedkeuring over de wijze van Bodemsanering door het betrokken gewest. Indien beschikbaar dient de Aanvrager tevens de bewijzen aan te leveren van het feit dat de Bodemsanering reeds is uitgevoerd, dan wel minimum de bodemsaneringswerken werden opgestart uiterlijk binnen een termijn van 3 maanden na bekendmaking van de erkenning van het Fonds in het Belgisch Staatsblad.
- Indien reeds voorhanden op moment van aanvraag, de door een erkend bodemsaneringsdeskundige opgestelde rapport(en) inzake de uitvoering van de bodemsaneringswerken.

Le paragraphe 3 décrit ensuite le déroulement et le traitement de la procédure d'introduction.

Le paragraphe 4 détermine le contenu minimal du contrat à conclure entre le demandeur et le Fonds. Y sont à chaque fois décrites les obligations du demandeur qui souhaite bénéficier de l'intervention du Fonds, ainsi que celles du Fonds. Rien n'interdit de reprendre également dans le contrat des obligations allant plus loin. Cependant, le modèle de contrat devra avoir été préalablement approuvé par la Commission interrégionale de l'Assainissement des Sols.

Pour les travaux d'assainissement du sol déjà mis en œuvre avant la publication au Moniteur belge de l'agrément du Fonds, il est prévu que leur exécution puisse être transférée au Fonds. À cet effet, il convient de prévoir un contrat spécial avec des obligations supplémentaires, comme stipulé aux articles 18-20.

Les modalités d'intervention du Fonds sont limitées aux frais qui concernent directement l'assainissement du site pollué.

Et enfin, le remboursement des frais a été soumis à des conditions strictes qui doivent garantir que l'intervention est justifiée du point de vue environnemental.

Article 22.

Le Fonds porte en compte des frais de gestion pour la gestion du dossier. Ces frais de gestion sont imputés au demandeur. Les frais de gestion

In paragraaf 3 wordt vervolgens het verloop en de afhandeling van de aanmeldingsprocedure beschreven.

In paragraaf 4 wordt dan de minimale inhoud bepaald van de Overeenkomst te sluiten tussen de Aanvrager en het Fonds. Daarbij worden telkens de verbintenissen van de Aanvrager die van de tussenkomst van het Fonds wenst te genieten, en het Fonds beschreven. Niets belet dat evenwel verdergaande verbintenissen worden opgenomen in de Overeenkomst. Wel zal de modelovereenkomst voorafgaandelijk goed te keuren zijn door de Interregionale Bodemsaneringscommissie.

Voor bodemsaneringswerken die reeds opgestart zijn voor de bekendmaking van de erkenning van het Fonds in het Belgisch Staatsblad, is voorzien dat de uitvoering ervan aan het Fonds overgedragen kunnen worden. Daartoe dient in een extra Overeenkomst te worden voorzien met bijkomende verbintenissen zoals bedoeld onder artikel 18-20.

De modaliteiten van tussenkomst van het Fonds zijn beperkt tot die kosten die rechtstreeks betrekking hebben op de sanering van de Verontreinigde site.

De terugbetaling van de kosten werd tot slot onderworpen aan strikte voorwaarden die moeten garanderen dat de tussenkomst milieukundig verantwoord is.

Artikel 22.

Voor het beheer van de dossier rekent het Fonds een beheerkost aan. Deze beheerkosten worden met de Aanvrager afgerekend. De beheerkosten

sont soumis à la TVA et constituent des frais supplémentaires pour le demandeur, en plus de la franchise, également soumise à la TVA, que le Fonds porte en compte, selon la situation dans laquelle se trouve le demandeur (pour la franchise, voir article 17 du projet d'Accord de coopération).

Si cela concerne un bâtiment à fonction d'habitation, les frais de gestion sont maintenus à un montant moins élevé (frais de gestion d'un maximum de 500,00 euros par dossier) que les frais de gestion concernant les demandes d'intervention pour des Citernes à gasoil destinées au chauffage de bâtiments avec une fonction autre que résidentielle (frais de gestion d'un maximum de 1.500,00 euros par demande).

Titre IV DISPOSITIONS COMMUNES AUX TITRES II ET III

Article 23.

La procédure de perception des cotisations obligatoires des entreprises assujetties à accises a été maintenue simple et se rapproche étroitement de la procédure de perception prévue dans le cadre de la législation relative au Fonds pour l'analyse des produits pétroliers (arrêté royal du 8 février 1995 portant les modalités de fonctionnement du Fonds pour l'analyse des produits pétroliers, M.B., 16 mars 1995). La pratique a montré que ce mécanisme de perception fonctionne convenablement.

Article 24.

La personne morale de droit privé chargée de l'exécution de la mission telle que décrite à l'article 4 ou 14 de l'Accord de coopération doit avoir été agréée par la Commission interrégionale de l'assainissement du sol. La conjonction « ou » n'exclut pas la signification du « et ». La situation dans le cadre de laquelle une personne morale de droit privé est chargée de l'exécution des deux missions (articles 4 et 14) est reprise ici.

L'article 24 énumère les conditions de base auxquelles la personne morale doit satisfaire pour être agréée.

En premier lieu, la personne morale doit avoir la forme juridique d'une association sans but lucratif (article 24, 1°). Les Régions sont notamment d'avis que la personne morale agréée ne peut en aucun cas poursuivre un enrichissement de ses membres, de sorte que d'autres formes juridiques n'entrent pas en ligne de compte (par exemple

zijn onderworpen aan BTW en zijn voor de Aanvrager een extra kost, bovenop de franchise die het Fonds aanrekent dat eveneens aan BTW onderworpen is, afhankelijk van de situatie waarin de Aanvrager zich bevindt (zie voor de franchise artikel 17 van het ontwerp van Samenwerkingsakkoord).

Indien het gebouw een woonfunctie betreft, wordt de beheerkost lager gehouden (maximale beheerkost van 500,00 euro per aanvraag) dan de beheerkost in het kader van aanvragen voor tussenkomst voor Gasolietanks voor verwarming van gebouwen met een andere dan woonfunctie (maximale beheerkost van 1.500,00 euro per aanvraag).

Titel IV BEPALINGEN GEMEEN AAN TITELS II EN III

Artikel 23.

De inningsprocedure van de verplichte bijdragen door de Accijnsplichtige ondernemingen werd eenvoudig gehouden en sluit nauw aan bij de inningsprocedure die in het kader van de wetgeving betreffende het Fonds voor de Analyse van Aardolieproducten (koninklijk besluit van 8 februari 1995 tot vaststelling van de modaliteiten van de werking van het Fonds voor de Analyse van Aardolieproducten, B.S., 16 maart 1995) voorzien is. De praktijk heeft uitgewezen dat dit inningsmechanisme naar behoren werkt.

Artikel 24.

De privaatrechtelijke rechtspersoon die gelast is met de uitvoering van de opdracht zoals omschreven in artikel 4 of 14 van het Samenwerkingsakkoord, moet door de Interregionale Bodemsaneringscommissie erkend zijn. Het voegwoord "of" sluit de betekenis van "en" niet uit. De situatie waarbij een privaatrechtelijk rechtspersoon gelast is met de uitvoering van beide opdrachten (artikel 4 en 14) wordt hierin meegenomen.

Artikel 24 somt de basisvoorwaarden op waaraan de rechtspersoon moet voldoen om te worden erkend.

Op de eerste plaats moet de rechtspersoon de rechtsvorm hebben van een vereniging zonder winstgevend doel (artikel 24, 1°). De Gewesten menen met name dat de erkende rechtspersoon in geen geval een verrijking van haar leden mag nastreven zodat andere rechtsvormen (bijv. naamloze vennootschap, vennootschap met

une société anonyme, une société à finalité sociale).

Dans l'Accord de coopération du 13 décembre 2002 entre l'État fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale, tel que modifié par l'accord de coopération du 9 février 2007, il était stipulé que cette personne morale agréée ne peut poursuivre qu'un seul but statutaire : en cas de fermeture, procéder à l'assainissement de sites ou terrains pollués, au nom et pour compte des Exploitants, des Utilisateurs de fait ou des Propriétaires et, en cas de poursuite de l'exploitation de la station-service, prodiguer conseil, faire le suivi administratif et contrôler l'assainissement du sol des sites ou terrains pollués concernés et rembourser partiellement les frais d'assainissement du sol y afférents, suivant les modalités prévues dans l'Accord de coopération.

Une modification a été apportée par l'article 24, 2°, qui doit rendre possible l'extension des activités de BOFAS, en lui assignant la mission d'assainissement des pollutions provoquées par des Citernes à gasoil utilisés pour le chauffage. Cela offrirait des avantages, en termes d'efficacité et d'efficacité, vu les longues années d'expérience de BOFAS en tant qu'organisation.

La personne morale visée à l'article 24, qui est en outre soumise aux conditions générales de base courantes, doit également disposer de suffisamment de moyens pour préparer l'accomplissement de sa mission et couvrir ses frais de fonctionnement initiaux (article 24, 4°). Rien n'empêche la personne morale de contracter à cet effet un crédit de financement. Au cas où BOFAS élargit son objet social statutaire, de sorte qu'elle satisfait également aux conditions mentionnées dans l'article 24, 2°, elle disposera de moyens suffisants pour préparer l'exécution de la mission relative à l'Assainissement du sol des Citernes à gasoil utilisées pour le chauffage et pour couvrir ses frais de fonctionnement initiaux.

Enfin, conformément à l'article 24, 5°, la personne morale doit être suffisamment représentative du secteur concerné par la mise en œuvre de l'Accord de coopération ; au sein de la personne morale, le secteur est représenté par les associations professionnelles représentatives.

Ce qui précède n'enlève rien au fait que la Commission interrégionale de l'assainissement du sol dispose d'un large pouvoir d'appréciation pour accorder ou refuser l'agrément. Pour étayer sa décision concernant le renouvellement de l'agrément, la Commission interrégionale de

sociaal oogmerk) niet in aanmerking komen.

In het Samenwerkingsakkoord van 13 december 2002 tussen de federale staat, het Vlaams Gewest, het Waals Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, zoals gewijzigd door het samenwerkingsakkoord van 9 februari 2007, was voorzien dat deze rechtspersoon die erkend is, slechts één enkel statutair doel kan nastreven: in geval van Sluiting, in naam en voor rekening van de Exploitanten, de Feitelijke gebruikers of Eigenaars, Verontreinigde sites of terreinen saneren en, in geval van voortzetting van de uitbating van het Tankstation, de Bodemsanering van de betrokken Verontreinigde sites of terreinen adviseren, administratief opvolgen, controleren en de bodemsaneringskosten ervan gedeeltelijk terugbetalen volgens de modaliteiten voorzien in het Samenwerkingsakkoord.

In art. 24, 2° werd in voorliggend ontwerp van Samenwerkingsakkoord ten opzichte van het bestaande 2002 Samenwerkingsakkoord een wijziging aangebracht die het mogelijk moet maken de activiteiten van BOFAS uit te breiden met de taakstelling van de sanering van de verontreiniging afkomstig van Gasolietanks voor verwarmingsdoeleinden. Dit zou voordelen bieden op het vlak van efficiëntie en effectiviteit gezien de jarenlange ervaring van BOFAS als organisatie.

De in artikel 24 bedoelde rechtspersoon die bovendien onderworpen is aan de algemeen gangbare basisvoorwaarden moet eveneens beschikken over voldoende middelen om, de volbrenging van zijn opdracht voor te bereiden en zijn initiële werkingskosten te dekken (artikel 24, 4°). Niets belet de rechtspersoon daartoe een financieringskrediet aan te gaan. In geval BOFAS haar statutair doel uitbreidt zodat ze tevens voldoet aan de voorwaarde die onder artikel 24, 2° is vermeld, zal zij beschikken over voldoende middelen om de uitvoering van de opdracht rond de Bodemsanering van Gasolietanks voor verwarmingsdoeleinden voor te bereiden en zijn initiële werkingskosten te dekken.

Tot slot moet overeenkomstig artikel 24, 5° de rechtspersoon voldoende representatief zijn voor de betrokken sector die bij de tenuitvoerlegging van het Samenwerkingsakkoord betrokken is; de sector is binnen de rechtspersoon vertegenwoordigd door de representatieve beroepsverenigingen.

Het voorgaande neemt niet weg dat de Interregionale Bodemsaneringscommissie over een ruime appreciatiebevoegdheid beschikt om de erkenning toe te kennen of te weigeren. Het staat de Interregionale Bodemsaneringscommissie vrij om ter ondersteuning van haar beslissing

l'assainissement du sol est libre de retenir tout fait se rapportant à l'observation des obligations antérieures par le candidat à un agrément. Un procès-verbal qui fait état d'irrégularités dans l'exécution d'obligations antérieures, peut à cet égard être suffisant pour refuser le renouvellement de l'agrément.

Article 25.

Cet article impose au Fonds une série d'obligations. S'il n'est pas satisfait à ces obligations, l'agrément du Fonds peut être supprimé, conformément aux dispositions de l'article 29.

Le Fonds doit ainsi à tout moment satisfaire à ses conditions d'agrément (article 25, 1°).

Le Fonds doit percevoir les cotisations des entreprises soumises à accises de manière à couvrir la totalité de ses coûts réels (article 25, 2°).

En outre, il a été disposé que les cotisations doivent être perçues de manière non discriminatoire et non individualisée. D'une part, toutes les entreprises soumises à accises qui mettent les produits pétroliers concernés sur le marché doivent être soumises aux modalités de paiement de manière uniforme. D'autre part, la perception des cotisations ne doit pas conduire à une situation où les membres du Fonds (les organisations représentatives des secteurs concernés) organiseraient ou même favoriseraient l'échange d'informations commercialement sensibles. En effet, étant donné que l'obligation de cotisation est calculée sur la base des quantités de produits pétroliers mis à la consommation, il pourrait s'ensuivre que des informations sont échangées concernant le chiffre d'affaires précis de chaque entreprise, sa position sur le marché, sa politique de prix, etc. Ceci pourrait toutefois être contraire à l'interdiction des cartels (article 85 du traité CE ; article 2 de la loi fédérale du 5 août 1991 sur la protection de la concurrence économique, MB du 11 octobre 1991).

Il incombe au Fonds d'organiser la perception des cotisations obligatoires. Il peut s'en charger lui-même ou bien faire appel à cet effet aux services d'un réviseur d'entreprise mandaté, à l'Administration fédérale qui a l'énergie dans ses attributions et dont relève le Fonds pour l'analyse des produits pétroliers (ci-après dénommée « Administration fédérale compétente ») – moyennant, évidemment, l'accord du Ministre fédéral concerné et du Secrétaire d'État à l'Économie et à l'Énergie, – ou aux deux, afin d'éviter que des informations commercialement

concernant la perception des cotisations obligatoires. Il peut s'en charger lui-même ou bien faire appel à cet effet aux services d'un réviseur d'entreprise mandaté, à l'Administration fédérale qui a l'énergie dans ses attributions et dont relève le Fonds pour l'analyse des produits pétroliers (ci-après dénommée « Administration fédérale compétente ») – moyennant, évidemment, l'accord du Ministre fédéral concerné et du Secrétaire d'État à l'Économie et à l'Énergie, – ou aux deux, afin d'éviter que des informations commercialement

Artikel 25.

Dit artikel legt een aantal verplichtingen op aan het Fonds. Indien aan deze verplichtingen niet voldaan wordt, dan kan de erkenning van het Fonds worden opgeheven, overeenkomstig de bepalingen van artikel 29.

Zo moet het Fonds ten alle tijde aan haar erkenningsvoorwaarden voldoen (artikel 25, 1°).

Het Fonds moet de bijdragen van de Accijnsplichtige ondernemingen op zulke wijze innen dat de reële en volledige kosten van het Fonds gedekt zijn (artikel 25, 2°).

Bovendien is bepaald dat de bijdragen op niet discriminerende en niet geïndividualiseerde wijze moeten worden geïnd. Enerzijds moeten alle Accijnsplichtige ondernemingen die de betrokken petroleumproducten op de markt brengen, op uniforme wijze onderworpen worden aan de betalingsmodaliteiten. Anderzijds mag de inning van de bijdragen er niet toe leiden dat de leden van het Fonds (de representatieve organisaties van de betrokken sectoren) de uitwisseling van commercieel gevoelige informatie tussen concurrerende ondernemingen zou organiseren of zelfs bevorderen. Aangezien de bijdrageplicht immers berekend wordt op basis van de hoeveelheden in verbruik gestelde petroleumproducten, zou zulks bijv. tot gevolg kunnen hebben dat informatie wordt uitgewisseld betreffende de precieze omzet van elke onderneming, haar marktpositie, haar prijspolitiek, enz. Zulks zou evenwel strijdig kunnen zijn met het kartelverbod (artikel 85 van het EG-verdrag; artikel 2 van de federale wet van 5 augustus 1991 betreffende de bescherming van economische mededinging, B.S., 11 oktober 1991).

Het wordt aan het Fonds overgelaten om de inning van de verplichte bijdragen te organiseren. Zij kan dit zelf doen dan wel daarvoor beroep doen op de diensten van een daartoe gemandateerd bedrijfsrevisor, de federale Administratie tot wiens bevoegdheid Energie behoort en waaronder het Fonds voor de Analyse van Aardolieproducten ressorteert (hierna "Bevoegde Federale Administratie") – uiteraard mits het akkoord van de betrokken federale Minister en Staatssecretaris bevoegd voor Economie en Energie -, of beiden, teneinde te voorkomen dat commercieel gevoelige

sensibles soient échangées entre entreprises concurrentes. L'administration fédérale compétente dispose des données requises pour permettre une détermination correcte de l'obligation de cotisation des entreprises soumises à accises. Les cotisations des entreprises soumises à accises au Fonds pour l'analyse des produits pétroliers, qui relève de la gestion de l'Administration fédérale compétente, sont en effet calculées de la même manière.

Le Fonds doit informer à temps et de façon satisfaisante les Exploitants, Utilisateurs et Propriétaires de terrains pollués ou de Citernes de gasoil sur la possibilité dont ils disposent de faire appel à son intervention (article 25, 3°). Ceci est nécessaire pour permettre à tous les intéressés de prendre une décision en temps utile concernant une intervention éventuelle du Fonds ainsi que des modalités de celle-ci (intervention curative, que ce soit ou non par mesure transitoire). La manière dont le Fonds doit transmettre ces informations n'a pas été déterminée. Le Fonds dispose en la matière d'un pouvoir d'appréciation souverain. À cet effet, il peut par exemple établir une brochure qu'il diffusera soit directement, soit par le biais des fédérations affiliées. Il peut également utiliser les médias classiques (presse écrite, radio et télévision), ou encore l'autoroute de l'information (Internet).

Conformément à l'article 25, 5°, le Fonds est tenu de désigner des réviseurs d'entreprise, d'une part pour contrôler la perception des cotisations obligatoires, d'autre part pour contrôler les bilans et les comptes annuels du Fonds. Si, conformément à l'article 25, 2°, le Fonds fait déjà appel aux services d'un réviseur d'entreprise pour la perception des cotisations obligatoires, le réviseur d'entreprise désigné conformément à l'article 25, 5° ne sera pas le même.

Conformément à l'article 25, 6°, le Fonds est tenu d'établir un programme d'assainissement annuel qui doit être soumis à l'approbation préalable de la Commission interrégionale de l'assainissement du sol. S'agissant du Fonds pour l'Assainissement du sol des Citernes de gasoil utilisées pour le chauffage, devront également être repris dans la liste des sites ou terrains pollués à assainir durant l'exercice d'exploitation, les sites ou terrains pollués à assainir par le demandeur. S'agissant de l'estimation du coût des assainissements à effectuer durant l'exercice d'exploitation, le coût des sites et terrains pollués à assainir par le demandeur doit également être repris dans la liste.

De cette manière, la Commission interrégionale

informative tussen concurrerende ondernemingen zou worden uitgewisseld. De Bevoegde Federale Administratie beschikt over de vereiste gegevens die een juiste bepaling van de bijdrageplicht van de Accijnsplichtige ondernemingen moet toelaten. De bijdragen van de Accijnsplichtige ondernemingen aan het Fonds voor de Analyse van Aardolieproducten, dat onder het beheer van de Bevoegde Federale Administratie valt, worden immers op dezelfde wijze berekend.

Het Fonds moet de betrokken Exploitanten, Gebruikers en Eigenaars van Verontreinigde terreinen of Gasolietanks, of hun gemandateerde, tijdig en afdoende informeren rond de mogelijkheid die voor hen opstaat om op zijn tussenkomst beroep te doen (artikel 25, 3°). Zulks is noodzakelijk om alle betrokkenen toe te laten tijdig een beslissing te treffen omtrent een eventuele tussenkomst van het Fonds alsmede de modaliteiten ervan (Curatieve tussenkomst al of niet bij wijze van overgangsmaatregel). Er is niet bepaald hoe het Fonds die informatie moet verstrekken. Dienaangaande beschikt het Fonds over een soevereine appreciatiebevoegdheid. Zij kan daartoe bijv. een brochure opmaken die zij rechtstreeks dan wel via de aangesloten federaties verspreidt. Zij kan tevens gebruik maken van de klassieke media (geschreven pers, radio en tv), dan wel van de informatiesnelweg (internet).

Overeenkomstig artikel 25, 5° is het Fonds gehouden bedrijfsrevisoren aan te stellen, enerzijds voor de controle van de inning van de verplichte bijdragen, anderzijds voor de controle van de balansen en de jaarrekeningen van het Fonds. Indien het Fonds overeenkomstig artikel 25, 2° voor de inning van de verplichte bijdragen reeds een beroep doet op de diensten van een bedrijfsrevisor, dan zal de overeenkomstig artikel 25, 5° aangestelde bedrijfsrevisor niet dezelfde zijn.

Overeenkomstig artikel 25, 6° is het Fonds gehouden een jaarlijks saneringsprogramma op te stellen dat ter voorafgaandelijke goedkeuring van de Interregionale Bodemsaneringscommissie moet worden voorgelegd. Voor het Fonds voor de Bodemsanering van Gasolietanks voor verwarmingsdoeleinden dienen in de lijst van de tijdens het werkingsjaar te saneren Verontreinigde sites of terreinen ook de door de Aanvrager te saneren Verontreinigde sites of terreinen te worden meegenomen in het overzicht. Ook in de raming van de kostprijs van de tijdens het werkingsjaar uit te voeren saneringen dient de kostprijs van de door de Aanvrager te saneren Verontreinigde sites of terreinen te worden meegenomen in het overzicht.

Aldus kan de Interregionale Bodemsanerings-

de l'assainissement du sol peut veiller à ce que le Fonds s'acquitte de la tâche qui lui a été assignée de manière correcte et équilibrée.

Le Fonds doit également communiquer chaque année certaines données financières (bilans et comptes de résultat, budget) à la Commission interrégionale de l'assainissement du sol (article 25, 7°).

En outre, le Fonds est tenu de communiquer périodiquement toutes les données ou pronostics utiles relatifs à l'exécution et au financement de l'assainissement du sol des sites ou terrains pollués (article 25, 8°). Ce devoir d'information est résiduaire par rapport au programme d'assainissement à déposer. Les informations qui font déjà partie du programme d'assainissement déposé ne doivent pas être à nouveau communiquées à la Commission interrégionale de l'assainissement du sol.

Le Fonds doit communiquer à la Commission interrégionale de l'assainissement du sol toute modification aux statuts et à la composition de l'assemblée générale ou du conseil d'administration (article 25, 9°). La Commission interrégionale de l'assainissement du sol peut ainsi juger si le Fonds est toujours représentatif pour les secteurs concernés (voir article 24, 5°).

Articles 26 à 29 inclus.

Conformément à l'article 26, les Régions créent une Commission interrégionale de l'assainissement du sol. Il s'agit d'une institution interrégionale, dotée d'une personnalité juridique. En application de l'article 9 de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, les régions peuvent en effet créer des institutions et leur conférer une personnalité juridique dans des matières qui relèvent de leur compétence.

La Commission interrégionale de l'assainissement du sol a été dotée d'une personnalité juridique pour lui permettre d'agir en justice.

Le fait que la Commission interrégionale de l'assainissement du sol possède une personnalité juridique est également important pour les tiers. Ceci leur permet de n'avoir à traiter qu'avec un seul interlocuteur, au lieu de trois Régions différentes.

Conformément à l'article 9, alinéa 2, in fine, de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, les Régions doivent, lorsqu'elles créent une institution interrégionale, en régler la formation, la composition, la compétence, le fonctionnement et le contrôle.

La composition de la Commission interrégionale

commissie erover waken dat het Fonds op een evenwichtige manier en naar behoren de haar opgedragen taak vervult.

Het Fonds moet jaarlijks aan de Interregionale Bodemsaneringscommissie ook bepaalde financiële gegevens (balansen en resultaatrekeningen, begroting) meedelen (artikel 25, 7°).

Daarnaast is het Fonds gehouden periodiek alle nuttige gegevens respectievelijk prognoses betreffende de uitvoering en de financiering van de Bodemsanering van Verontreinigde sites of terreinen mee te delen (artikel 25, 8°). Deze informatieplicht is residuaire ten opzichte van het neer te leggen saneringsprogramma. Informatie die reeds deel uitmaakt van het neergelegde saneringsprogramma, moet niet opnieuw aan de Interregionale Bodemsaneringscommissie worden meegedeeld.

Het Fonds moet elke wijziging van de statuten en de samenstelling van de algemene vergadering of raad van bestuur aan de Interregionale Bodemsaneringscommissie worden meegedeeld (artikel 25, 9°). Aldus kan de Interregionale Bodemsaneringscommissie oordelen of het Fonds nog steeds representatief is voor de betrokken sectoren (zie artikel 24, 5°).

Artikel 26 t.e.m. 29.

Overeenkomstig artikel 26 richten de Gewesten een Interregionale Bodemsaneringscommissie op. Het betreft een interregionale instelling, die rechtspersoonlijkheid heeft. In toepassing van artikel 9 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, kunnen de Gewesten immers, in aangelegenheden waarvoor zij bevoegd zijn, instellingen oprichten en hieraan rechtspersoonlijkheid toekennen.

Aan de Interregionale Bodemsaneringscommissie werd rechtspersoonlijkheid toegekend teneinde haar toe te laten om in rechte op te treden.

Het feit dat de Interregionale Bodemsaneringscommissie rechtspersoonlijkheid heeft, is eveneens van belang voor derden. Dit laat toe dat zij slechts te maken hebben met één enkele gesprekspartner in plaats van met drie verschillende Gewesten.

Overeenkomstig artikel 9, alinea 2, in fine, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, moeten de Gewesten, indien zij een interregionale instelling creëren, de vorming, de samenstelling, de bevoegdheid, de werking en de controle ervan regelen.

De samenstelling van de Interregionale

de l'assainissement du sol est déterminée par l'article 26 du projet d'Accord de coopération. Cette Commission est composée de six membres effectifs et de six membres suppléants désignés et dont la désignation peut être révoquée par les trois gouvernements régionaux. Chaque Gouvernement régional désigne deux membres effectifs et deux membres suppléants.

La Commission interrégionale de l'assainissement du sol se compose de fonctionnaires mis à disposition par les gouvernements régionaux.

L'autorité fédérale délègue un observateur au sein de la Commission interrégionale de l'assainissement du sol. Celui-ci sera désigné par le ministre fédéral qui a l'énergie dans ses attributions. Cet observateur doit être invité à chaque réunion de la Commission interrégionale de l'assainissement du sol. S'il n'est pas invité, la Commission interrégionale de l'assainissement du sol ne peut pas se réunir valablement.

Le statut des fonctionnaires régionaux demeure régi par les dispositions statutaires qui leur sont applicables. C'est ainsi que, entre autres, un fonctionnaire de l'OVAM qui serait désigné pour la prise en charge de tâches administratives auprès de la Commission interrégionale de l'assainissement du sol restera soumis aux dispositions statutaires qui lui sont applicables dans la Région flamande. Il en va de même pour les fonctionnaires de l'Institut bruxellois de la gestion de l'environnement ou de la « Direction générale Opérationnelle de l'Agriculture, des Ressources naturelles et de l'Environnement » dont le statut sera régi soit par celui de la Région de Bruxelles-Capitale, soit par celui de la Région wallonne.

Les règles de fonctionnement de la Commission interrégionale de l'assainissement du sol sont définies à l'article 27. Le président et le secrétaire de la Commission sont élus annuellement parmi les membres de ladite Commission, en respectant une alternance entre les régions. Chaque avis, proposition ou décision de la Commission interrégionale de l'assainissement du sol est pris par consensus pour autant que, au minimum, une représentation de chaque Région soit présente lors de la prise de décision.

Les compétences de la Commission interrégionale de l'assainissement du sol sont reprises à l'article 29. En résumé, la Commission interrégionale de l'assainissement du sol est compétente en matière d'attribution, de suspension et de suppression de l'agrément du Fonds, d'approbation ou de rejet de l'augmentation ou de la diminution de la cotisation obligatoire, de la supervision du financement du

Bodemsaneringscommissie wordt bepaald door artikel 26 van het ontwerp van Samenwerkingsakkoord. Deze Commissie is samengesteld uit zes effectieve leden en zes plaatsvervangende leden die aangeduid worden en waarvan de aanduiding kan worden ingetrokken door de drie gewestregeringen. Elke Gewestregering duidt twee effectieve en twee plaatsvervangende leden aan.

De Interregionale Bodemsaneringscommissie is samengesteld uit ambtenaren die ter beschikking gesteld worden door de gewestregeringen.

De federale overheid vaardigt een waarnemer af in de Interregionale Bodemsaneringscommissie. Deze zal worden aangeduid door de federale Minister die energie onder zijn bevoegdheid heeft. Deze waarnemer moet op elke vergadering van de Interregionale Bodemsaneringscommissie worden uitgenodigd. Wordt hij niet uitgenodigd dan kan de Interregionale Bodemsaneringscommissie niet rechtsgeldig vergaderen.

Het statuut van de gewestelijke ambtenaren blijft beheerst door de statutaire bepalingen die op hen van toepassing zijn. Zo onder meer zal een ambtenaar van de OVAM die zou aangewezen worden voor het vervullen van administratieve taken bij de Interregionale Bodemsaneringscommissie, onderworpen blijven aan de statutaire bepalingen die voor hem in het Vlaamse Gewest van toepassing zijn. Hetzelfde geldt voor de ambtenaren van het Brussels Instituut voor Milieubeheer of van "Direction générale Opérationnelle de l'Agriculture, des Ressources naturelles et de l'Environnement" waarvan het statuut zal geregeld worden hetzij door dit van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest, hetzij door dit van het Waalse Gewest.

De regelen van de werking van de Interregionale Bodemsaneringscommissie worden bepaald in artikel 27. De voorzitter en de secretaris van de Commissie wordt jaarlijks gekozen uit de leden van genoemde Commissie waarbij een beurtrol wordt gerespecteerd tussen elk gewest. Elk advies, voorstel of beslissing van de Interregionale Bodemsaneringscommissie wordt genomen bij consensus voor zover minstens een vertegenwoordiging van elk Gewest aanwezig is bij het nemen van de beslissing.

De bevoegdheden van de Interregionale Bodemsaneringscommissie zijn opgenomen in artikel 29. Samengevat is de Interregionale Bodemsaneringscommissie bevoegd inzake de toekenning, de schorsing en de opheffing van de erkenning van het Fonds, de goed- of afkeuring van de verhoging of verlaging van de verplichte bijdrage, het toezicht houden op de financiering van het Fonds en daartoe de nodige handelingen

fonds et des actions nécessaires y liées comme l'évaluation des données, la rédaction et la transmission des rapports nécessaires aux gouvernements régionaux et ministres compétents. Ainsi que l'évaluation du programme d'assainissement annuel et de surveillance.

Conformément à l'article 29, §4, la Commission interrégionale de l'assainissement du sol établit chaque année un rapport sur ses activités pour les besoins des gouvernements régionaux. Dans ce rapport doivent également figurer les rapports et l'évaluation conformément à l'article 15, §3.

Conformément à l'article 28, le budget annuel de la Commission interrégionale de l'assainissement du sol est mis à disposition annuellement par chaque Région.

Étant donné que les tâches de la Commission interrégionale de l'assainissement du sol existante dans le cadre de l'assainissement du sol des stations-service sont assez similaires aux tâches relatives à l'Assainissement du sol des Citernes de gasoil de chauffage, les deux types de tâches peuvent être pris en charge par une seule et même Commission interrégionale de l'assainissement du sol. L'ensemble des tâches de la Commission interrégionale de l'assainissement du sol qui existe déjà depuis plusieurs années, et dont les membres ont été désignés par les gouvernements régionaux respectifs et par le ministre fédéral de l'énergie, pourrait dès lors simplement être augmenté d'une série de tâches complémentaires dans le cadre de l'Assainissement du sol des Citernes de gasoil de chauffage.

Article 30.

En vertu de l'article 30 du projet d'Accord de coopération, les membres de la Commission interrégionale de l'assainissement du sol sont chargés de la surveillance des dispositions de l'accord.

Les membres de la Commission interrégionale de l'assainissement du sol peuvent en principe intervenir dans les trois Régions, indépendamment du fait qu'ils aient été mis à la disposition de la Commission par un gouvernement déterminé. Pour cette raison, les tâches de surveillance qui sont assurées par les membres de la Commission d'assainissement du sol seront principalement axées sur les activités de la personne morale agréée. Étant donné que le Fonds est tenu de mener ses activités sur le territoire des trois Régions, il paraît peu concevable que les activités du Fonds puissent uniquement être contrôlées par des fonctionnaires

stellen zoals evaluatie van gegevens, de opmaak en overmaken van de nodige rapporteringen aan de gewestregeringen en bevoegde ministers. Evenals de evaluatie van het jaarlijks saneringsprogramma en het toezicht.

Overeenkomstig artikel 29, §4 wordt door de Interregionale Bodemsaneringscommissie jaarlijks een rapport opgesteld over haar activiteiten ten behoeve van de gewestregeringen. In dit rapport dient ook de rapportering en de evaluatie overeenkomstig artikel 15, §5 te worden opgenomen.

Overeenkomstig artikel 28 wordt het jaarlijks budget van de Interregionale Bodemsaneringscommissie ter beschikking gesteld door elk Gewest.

Gezien de taken van de bestaande Interregionale Bodemsaneringscommissie in het kader van de Bodemsanering van Tankstations vrij gelijkaardig zijn aan de taken in het kader van de Bodemsanering van Gasolietanks voor verwarmingsdoeleinden, kunnen beide taken vervuld worden door eenzelfde Interregionale Bodemsaneringscommissie. Het takenpakket van de reeds jaren bestaande Interregionale Bodemsaneringscommissie, waarvoor de leden werden aangeduid door de respectievelijke gewestregeringen en de federaal minister bevoegd voor energie, zou dan eenvoudig kunnen worden uitgebreid met een aantal bijkomende taken in het kader van de Bodemsanering van Gasolietanks voor verwarmingsdoeleinden.

Artikel 30.

Luidens artikel 30 van het ontwerp van Samenwerkingsakkoord zijn de leden van de Interregionale Bodemsaneringscommissie belast met het toezicht op de bepalingen van het akkoord.

De leden van de Interregionale Bodemsaneringscommissie kunnen in beginsel optreden in de drie Gewesten, ongeacht dat zij door een welbepaalde regering ter beschikking van de Commissie zijn gesteld. Om deze reden zullen de toezichtstaken die verzekerd worden door de leden van de Bodemsaneringscommissie, voornamelijk gericht zijn op de activiteiten van de erkende rechtspersoon. Aangezien het Fonds verplicht is om zijn activiteiten over het grondgebied van de drie Gewesten uit te voeren, lijkt het weinig denkbaar dat de activiteiten van het Fonds enkel zouden kunnen gecontroleerd worden door ambtenaren van een welbepaald Gewest.

d'une Région déterminée.

Ce qui précède n'empêche pas que, par exemple, lorsque des tâches de surveillance et de contrôle sont effectuées concernant l'exploitation d'une Station-service ou d'une Citerne de gasoil située en Région flamande, c'est aux membres de la Commission interrégionale de l'assainissement du sol désignés par le Gouvernement flamand qu'il reviendra d'intervenir.

L'article 30 §4 permet à la Commission interrégionale de l'assainissement du sol, dans le cadre de ses compétences, de recueillir des informations auprès des réviseurs d'entreprises visés à l'article 25, 5°, des membres de la direction et des membres du personnel de la personne morale agréée, et de questionner ceux-ci. Dans l'éventualité où le Fonds aurait négligé de désigner un réviseur d'entreprise, la Commission interrégionale de l'assainissement du sol dispose de la compétence requise pour faire vérifier la comptabilité aux frais du Fonds par un réviseur qu'elle désignera à cet effet.

Article 31.

Cet article régit la procédure de suspension et de suppression de l'agrément octroyé à la personne morale chargée du financement et de l'accompagnement de l'assainissement des terrains et sites pollués.

L'agrément peut notamment être suspendu ou supprimé s'il n'est donné aucune suite satisfaisante à un premier avertissement, si le Fonds ne s'acquitte pas, ou pas correctement, de ses obligations définies à l'article 6, 16 ou 25, si le Fonds n'agit pas conformément aux lois, aux ordonnances ou à ses statuts et, enfin, si un détournement de fonds est constaté.

Afin de permettre à la personne morale agréée de se défendre dans le cadre de la procédure de suspension ou de suppression, il a été stipulé que les représentants de cette personne morale doivent être entendus au préalable par la Commission interrégionale de l'assainissement du sol.

Il a en outre été prévu que la Commission interrégionale de l'assainissement du sol peut prendre toutes les mesures appropriées pour préserver les droits des entreprises soumises à accises et des Exploitants, Utilisateurs, Propriétaires et parties lésées concernés, au cas où l'agrément de la personne morale concernée serait suspendu ou supprimé.

Het voorgaande belet niet dat, bij wijze van voorbeeld, indien taken van toezicht en controle worden uitgeoefend op de uitbating van een Tankstation of een Gasolietank gelegen in het Vlaams Gewest, het aan de leden van de Interregionale Bodemsaneringscommissie die werden aangeduid door de Vlaamse regering zal toekomen om op te treden.

Artikel 30 §4 laat de Interregionale Bodemsaneringscommissie toe om, binnen het kader van haar bevoegdheden, informatie in te winnen bij de bedrijfsrevisoren bedoeld in artikel 25, 5°, de beheersleden en de personeelsleden van de erkende rechtspersoon en deze te ondervragen. Mocht het Fonds nagelaten hebben een bedrijfsrevisor aan te duiden, dan beschikt de Interregionale Bodemsaneringscommissie over de bevoegdheid om op kosten van het Fonds de boekhouding te laten nazien door een revisor die zij aanstelt.

Artikel 31.

Dit artikel regelt de procedure van de schorsing en de opheffing van de erkenning, toegekend aan de rechtspersoon belast met de financiering en de begeleiding van de sanering van de Verontreinigde terreinen en sites.

De erkenning kan worden geschorst of opgeheven, onder meer indien geen voldoende gevolg wordt gegeven aan een eerste waarschuwing, indien het Fonds niet of onvoldoende voldoet aan haar verplichtingen bepaald in artikel 6, 16 of 25, indien het Fonds niet handelt overeenkomstig de wetten, verordeningen of haar statuten en, tot slot, indien afwijking van gelden wordt vastgesteld.

Teneinde de erkende rechtspersoon toe te laten zich in het kader van de procedure tot schorsing of opheffing te verdedigen, werd bepaald dat de vertegenwoordigers van deze rechtspersoon voorafgaandelijk door de Interregionale Bodemsaneringscommissie dienen te worden gehoord.

Er is tevens voorzien dat de Interregionale Bodemsaneringscommissie alle passende maatregelen kan nemen ter vrijwaring van de rechten van de Accijnsplichtige ondernemingen, de betrokken Exploitanten, Gebruikers en Eigenaars en de benadeelden, in geval de erkenning van de betrokken rechtspersoon wordt geschorst dan wel opgeheven.

Étant donné que l'obligation de cotisation est suspendue/supprimée au cas où l'agrément est lui-même suspendu/supprimé, toute décision à ce sujet doit être publiée dans le Moniteur belge.

Articles 32 à 34 inclus.

En vertu de l'article 32, §1 du projet d'Accord de coopération, il est prévu une amende administrative en cas de non-communication du programme d'assainissement annuel ou en cas de dépôt d'un programme d'assainissement à maintes reprises jugé manifestement insuffisant par la Commission interrégionale de l'assainissement du sol. En ce cas, l'amende administrative s'élève à 25.000,00 euros. En vertu de l'article 32, §2 du projet d'Accord de coopération, la Commission interrégionale de l'assainissement du sol peut également imposer une amende administrative si le Fonds ne respecte manifestement pas les autres obligations visées à l'article 6, 16 ou 25, ou pas en temps voulu. En ce cas, l'amende administrative s'élève à maximum 25.000,00 euros.

Dans les deux cas, il doit s'agir d'infractions manifestes, à la lumière du texte de loi et du principe d'équité, pour que l'amende administrative puisse être imposée.

La procédure qui s'applique aux amendes administratives est celle de la loi du 30 juin 1971 relative aux amendes administratives applicables en cas d'infraction à certaines lois sociales, telle que déjà modifiée à plusieurs reprises (voir l'article 33, §1 du projet d'Accord de coopération). L'article 33, §§2 et 3 du projet d'Accord de coopération dispose que l'amende administrative revient à la Commission interrégionale de l'assainissement du sol.

Si le Fonds souhaite contester l'amende administrative, il peut interjeter appel à l'encontre de celle-ci au tribunal de première instance conformément aux dispositions de l'article 8 de la loi du 30 juin 1971 relative aux amendes administratives applicables en cas d'infraction à certaines lois sociales. Par dérogation à cette dernière disposition, l'appel ne suspend toutefois pas l'exécution de la décision prise par le Fonds.

Article 35.

Dans le projet d'Accord de coopération, il appartient au Fonds (que ce soit le Fonds d'assainissement des stations-service ou le Fonds d'assainissement des citernes à gasoil) d'évaluer la nécessité d'une éventuelle augmentation ou diminution de la cotisation. Par cotisation, on entend soit la cotisation obligatoire sur l'essence

Aangezien de bijdrageplicht wordt geschorst/opgeheven indien de erkenning geschorst/opgeheven wordt, moet elke beslissing in dit verband in het Belgisch Staatsblad worden gepubliceerd.

Artikel 32 t.e.m. 34.

Krachtens artikel 32, §1 van het ontwerp van Samenwerkingsakkoord is een administratieve geldboete voorzien in geval van niet-mededeling van het jaarlijks saneringsprogramma of het neerleggen van een door de Interregionale Bodemsaneringscommissie bij herhaling kennelijk onvoldoende geacht saneringsprogramma. In dat geval bedraagt de administratieve geldboete 25.000,00 euro. Krachtens artikel 32, §2 van het ontwerp van Samenwerkingsakkoord kan de Interregionale Bodemsaneringscommissie tevens een administratieve geldboete opleggen indien het Fonds de overige verplichtingen bedoeld in artikel 6, 16 of 25 kennelijk niet of niet tijdig naleeft. In dat geval bedraagt de administratieve geldboete maximum 25.000,00 euro.

In beide gevallen moet het, in het licht van de wettekst en het redelijkheidsbeginsel, gaan om manifeste inbreuken opdat de administratieve geldboete kan worden opgelegd.

De procedure die van toepassing is op de administratieve geldboetes, is deze van de wet van 30 juni 1971 betreffende de administratieve geldboetes toepasselijk in geval van inbreuk op bepaalde sociale wetten, zoals reeds meermaals gewijzigd (zie artikel 33, §1 van het ontwerp van Samenwerkingsakkoord). Artikel 33, §§2 en 3 van het ontwerp van Samenwerkingsakkoord bepaalt dat de administratieve geldboete toekomt aan de Interregionale Bodemsaneringscommissie.

Indien het Fonds de administratieve geldboete wenst te betwisten, kan zij daartegen bij de rechtbank van eerste aanleg beroep aantekenen, overeenkomstig de bepalingen van artikel 8 van de wet van 30 juni 1971 betreffende de toepasbare administratieve geldbeten bij inbreuk op sommige sociale wetten. In afwijking van deze laatste bepaling, schorst het beroep evenwel niet de uitvoering van de beslissing genomen door het Fonds.

Artikel 35.

In het ontwerp van Samenwerkingsakkoord wordt het aan het Fonds (hetzij het Fonds voor sanering van tankstations, hetzij het Fonds voor sanering van gasolietanks) overgelaten om de noodzaak van een eventuele verhoging of verlaging van de bijdrage te beoordelen. Met de bijdrage wordt hetzij de verplichte bijdrage op benzine en diesel,

et le diesel, mentionnée dans l'article 5, §2 de l'Accord de coopération, soit la cotisation sur le gasoil de chauffage, en d'autres termes la cotisation obligatoire mentionnée dans l'article 15, 3. À cet effet, un dossier de demande est introduit auprès de la Commission interrégionale de l'assainissement du sol.

Si la Commission estime que la modification de cotisation proposée est fondée, elle transmet le dossier de demande avec son avis pour décision aux gouvernements régionaux et aux ministres fédéraux ayant l'Économie et l'Énergie dans leurs attributions.

Lorsque les gouvernements régionaux et les ministres fédéraux compétents ne parviennent pas à une décision unanime sur le dossier de demande (du Fonds) dans un délai jugé raisonnable de 6 mois après l'envoi du dossier de demande avec avis, un ajustement automatique des cotisations entre en vigueur et ce, comme suit :

La cotisation, soit sur l'essence et le diesel, soit sur le gasoil de chauffage, est diminuée automatiquement de 0.002 euro par litre de carburant en cas de demande de diminution de la cotisation respective. La cotisation, soit sur l'essence et le diesel, soit sur le gasoil de chauffage, est augmentée automatiquement de 0.002 euro par litre de carburant en cas de demande d'augmentation de la cotisation respective.

L'article 35, §6 stipule le délai dans lequel une augmentation ou diminution des cotisations entre en vigueur.

En cas de demande d'ajustement des cotisations à l'initiative du Fonds, l'augmentation ou la diminution de la cotisation sur l'essence et le diesel ou sur le gasoil de chauffage entre en vigueur soit par décision unanime des gouvernements régionaux et des ministres fédéraux compétents, soit par une augmentation ou diminution automatique, le premier jour du trimestre suivant un délai de six mois après la date d'envoi du dossier de demande avec avis (comme expliqué ci-dessus dans l'article 35). D'autre part, en cas d'augmentation ou de diminution de la cotisation sur le gasoil de chauffage sur la base du dossier documenté (actualisé) de la Commission interrégionale de l'assainissement du sol (voir explication sous l'article 15 de l'Accord de coopération), ladite augmentation ou diminution entre en vigueur le premier jour du trimestre suivant un délai de 6 mois après la date de l'envoi dudit dossier documenté, mentionné à l'article 15, §6.

La date de l'envoi est réputée être la date ou date du dateur mentionnée sur le courrier (d'introduction) accompagnant le dossier documenté ou le dossier de demande avec avis.

vermeld in artikel 5, §2 van het Samenwerkingsakkoord bedoeld, hetzij de bijdrage op gasolie verwarming, m.a.w. de verplichte bijdrage, vermeld in artikel 15, 3. Hiertoe wordt een aanvraagdossier ingediend bij de Interregionale Bodemsaneringscommissie.

Indien de Commissie de voorgestelde wijziging van de bijdrage gegrond acht, stuurt zij het aanvraagdossier met haar advies ter beslissing naar de gewestregeringen en de federale ministers bevoegd voor Economie en Energie.

Wanneer de gewestregeringen en de bevoegde federale ministers geen unanieme beslissing nemen over het aanvraagdossier (van het Fonds) binnen een als redelijk geachte periode van 6 maanden na doorsturen van het aanvraagdossier met advies, dan treedt een automatische aanpassing van de bijdragen in werking, en dit als volgt:

De bijdrage, hetzij op benzine en diesel, hetzij op gasolie verwarming, wordt automatisch verlaagd met 0,002 euro per liter brandstof bij een aanvraag tot verlaging van de respectievelijke bijdrage. De bijdrage, hetzij op benzine en diesel, hetzij op gasolie verwarming, wordt automatisch verhoogd met 0,002 euro per liter brandstof bij een aanvraag tot verhoging van de respectievelijke bijdrage.

Artikel 35, §6 geeft de termijn aan waarbinnen een verhoging of verlaging van bijdragen in werking treedt.

In geval van een aanvraag tot aanpassing van bijdragen op initiatief van het Fonds treedt de verhoging of verlaging van de bijdrage op benzine en diesel of op gasolie verwarming - hetzij door een unanieme beslissing van de gewestregeringen en de bevoegde federale ministers, hetzij door een automatische verhoging of verlaging - , in werking op de eerste dag van het kwartaal volgend op een periode van 6 maanden na datum van doorsturen van het aanvraagdossier met advies (zoals hoger toegelicht onder dit artikel 35).

Anderzijds treedt bij een verhoging of verlaging van de bijdrage op gasolie verwarming op basis van het (geactualiseerde) gedocumenteerd dossier van de Interregionale Bodemsaneringscommissie (zie toelichting onder artikel 15 van het Samenwerkingsakkoord), deze verhoging of verlaging in werking op de eerste dag van het kwartaal volgend op een periode van 6 maanden na datum van doorsturen van dit gedocumenteerd dossier bedoeld in artikel 15, §6. Als datum van doorsturen wordt de datum of datumstempel genomen die vermeld is op de (begeleidende) brief waarmee het gedocumenteerd dossier of het aanvraagdossier met advies verstuurd wordt.

La cotisation ajustée sera calculée par le biais du Contrat-programme visé à l'article 5, §3 respectivement de l'article 15, §4 suivant les modalités déterminées par les signataires du Contrat-programme.

L'article 35, §3 de l'Accord de coopération définit les éléments qui doivent être repris dans le dossier de demande de modification de la cotisation.

Dans l'article 35, §7, il est prévu que toute modification de la cotisation implique une modification de l'article 5, §2, respectivement de l'article 15, §3 de l'Accord de coopération.

Article 36.

L'article 36, §1 dispose que le Fonds pour l'analyse des produits pétroliers communique au Fonds, à la demande de celui-ci, toutes les données nécessaires dont il dispose devant permettre de vérifier si les entreprises soumises à accises s'acquittent de leur obligation de cotisation.

Cette vérification par le Fonds doit évidemment être effectuée dans le respect de ses obligations conformément à l'article 25, 2° (perception des cotisations de façon non discriminatoire et non individualisée). En effet, tout échange d'informations commerciales entre participants sur le marché belge du pétrole est à proscrire du point de vue de la concurrence.

Le Fonds pour l'analyse des produits pétroliers dispose de toutes les informations devant permettre de vérifier si toutes les entreprises soumises à accises satisfont à leur obligation de cotisation. En effet, l'obligation de cotisation, tout comme les accises, est liée à la quantité de produits pétroliers mise sur le marché belge.

S'il est constaté qu'une entreprise soumise à accises manque « gravement » à son obligation de cotisation, le ministre fédéral qui a les Finances dans ses attributions ou son suppléant, peut, à la demande du Fonds ou non, mais uniquement sur proposition de la Commission interrégionale de l'assainissement du sol, supprimer l'autorisation d'accises de l'entreprise concernée (article 36, §2). En effet, conformément à la législation fédérale en matière d'accises, une entreprise ne peut mettre à la consommation des produits soumis à accises que si elle est en possession d'une autorisation d'accises. La législation fédérale prévoit une sanction analogue si les entreprises soumises à accises ne satisfont

De aangepaste bijdrage zal verrekend worden via de Programma-Overeenkomst bedoeld in artikel 5, §3 respectievelijk in artikel 15, §4 volgens de modaliteiten die bepaald worden door de ondertekenaars van de Programma-Overeenkomst.

Artikel 35, §3 van het Samenwerkingsakkoord bepaalt welke elementen het aanvraagdossier tot wijziging van de bijdrage moet bevatten.

In artikel 35, §7 is voorzien dat elke wijziging van de bijdrage aanleiding geeft tot een wijziging van artikel 5, §2, respectievelijk artikel 15, §3 van het Samenwerkingsakkoord.

Artikel 36.

Artikel 36, §1 bepaalt dat het Fonds voor de Analyse van Aardolieproducten aan het Fonds, op zijn verzoek, alle noodzakelijke gegevens meedeelt waarover het beschikt die moeten toelaten te onderzoeken of de Accijnsplichtige ondernemingen aan hun bijdrageplicht voldoen.

Dit onderzoek door het Fonds dient, vanzelfsprekend, met inachtnahme van zijn verplichtingen overeenkomstig artikel 25, 2° (inning van de bijdragen op niet discriminerende en niet geïndividualiseerde wijze) te geschieden. Elke uitwisseling van commerciële informatie tussen deelnemers op de Belgische petroleummarkt is immers vanuit mededingingsstandpunt uit den boze.

Binnen het Fonds voor de Analyse van Aardolieproducten is alle informatie voorhanden die zou moeten toelaten te onderzoeken of alle betrokken Accijnsplichtige ondernemingen aan hun bijdrageplicht voldoen. De bijdrageplicht wordt immers, net zoals de accijnzen, gerelateerd aan de hoeveelheid petroleumproducten die op de Belgische markt wordt gebracht.

Indien vastgesteld wordt dat een Accijnsplichtige onderneming "op grove wijze" tekort schiet aan haar bijdrageverplichting, dan kan de federale Minister tot wiens bevoegdheid Financiën behoort of zijn afgevaardigde, al dan niet op verzoek van het Fonds doch enkel op voorstel van de Interregionale Bodemsaneringscommissie, de accijnsvergunning van de betrokken onderneming opheffen (artikel 36, §2). Overeenkomstig de federale wetgeving inzake accijnzen, kan een onderneming immers slechts accijnsplichtige producten in verbruik stellen indien zij over een accijnsvergunning beschikt. De federale wetgeving voorziet in een analoge sanctie indien de Accijnsplichtige ondernemingen aan bepaalde

pas à certaines obligations de nature fédérale (par exemple, défaut de paiement des cotisations de sécurité sociale).

Étant donné que la législation sur les accises relève de la compétence fédérale, c'est l'autorité fédérale qui prend la sanction, mais sur demande de la Commission interrégionale de l'assainissement du sol (en effet, ce sont les régions qui sont, à titre exclusif, compétentes en matière d'assainissement du sol : une infraction à l'obligation de paiement compromet le financement de l'Assainissement du sol des Citernes de gasoil).

Vu que la sanction est lourde, il est prévu qu'elle ne puisse être appliquée que dans des circonstances bien déterminées :

- il doit s'agir d'un manquement « grave » à l'obligation de cotisation, qui soit dûment constaté ; il ne suffit donc pas que l'on manque ponctuellement ou de façon limitée à l'obligation de paiement ; en revanche, le fait d'éluder l'obligation de paiement délibérément ou de façon frauduleuse est suffisant pour justifier la sanction ;
- la sanction doit être proposée par la Commission interrégionale de l'assainissement du sol ;
- l'entreprise soumise à accises concernée doit être entendue au préalable.

Pour autant que l'article 36, §2 du projet d'Accord de coopération ne déroge pas à la loi du 10 juin 1997 relative au régime général, à la détention, à la circulation et au contrôle des produits soumis à accises, les dispositions de la loi précitée s'appliquent aux modalités suivant lesquelles l'autorisation d'accises peut être supprimée. L'article 36, §2 du projet d'Accord de coopération et les prescriptions de la loi du 10 juin 1997 s'appliquent donc cumulativement à la suppression de l'autorisation d'accises.

Article 37.

Cette disposition régit la procédure d'agrément de la personne morale et les conditions formelles qui doivent être remplies. Le projet d'Accord de coopération dispose que la Commission interrégionale de l'assainissement du sol est habilitée à octroyer l'agrément. Ceci se justifie par le fait que la délivrance de trois agréments régionaux compromettrait fortement la cohérence du système de contrôle instauré.

verplichtingen, van federale aard, niet voldoet (bijv. niet betaling van sociale zekerheidsbijdragen).

Aangezien de wetgeving betreffende de accijnzen een federale materie betreft, is het de federale overheid die de sanctie treft, evenwel op verzoek van de Interregionale Bodemsaneringscommissie (de Gewesten zijn immers bij uitsluiting bevoegd inzake Bodemsanering: door de inbreuk op de betaalverplichting komt de financiering van de Bodemsanering van Gasolietanks in het gedrang).

Gelet op het zwaarwichtig karakter van de sanctie, is voorzien dat die sanctie slechts onder welbepaalde omstandigheden kan worden getroffen:

- het moet gaan om een "groe" tekortkoming aan de bijdrageplicht, die wordt vastgesteld; het volstaat dus niet dat op éénmalige of beperkte wijze aan de betaalverplichting wordt tekort geschoten; een moedwillige of frauduleuze ontduiking van de betaalverplichting volstaat anderzijds wel;
- de sanctie moet worden voorgesteld door de Interregionale Bodemsaneringscommissie;
- de betrokken Accijnsplichtige onderneming moet voorafgaandelijk gehoord worden.

In zoverre artikel 36, §2 van het ontwerp van Samenwerkingsakkoord niet afwijkt van de wet van 10 juni 1997 betreffende de algemene regeling voor accijnsproducten, het voorhanden hebben, het verkeer daarvan en de controle daarop, zijn de bepalingen van voornoemde wet van toepassing op de modaliteiten waaronder de accijnsvergunning kan worden opgeheven. Artikel 36, §2 van het ontwerp van Samenwerkingsakkoord en de voorschriften van de wet van 10 juni 1997 zijn dus cumulatief van toepassing op de opheffing van het accijnsvergunning.

Artikel 37.

Deze bepaling regelt de erkenningsprocedure van de rechtspersoon en de vormvoorwaarden die moeten vervuld zijn. Het ontwerp van Samenwerkingsakkoord bepaalt dat de Interregionale Bodemsaneringscommissie, gemachtigd is de erkenning toe te kennen. Dit wordt gerechtvaardigd door het feit dat de aflevering van drie regionale erkenningen de samenhang van het ingestelde controlesysteem sterk zou belemmeren.

La Commission interrégionale de l'assainissement du sol rend sa décision dans les quatre mois qui suivent la réception de la demande d'agrément, faute de quoi la demande est tacitement considérée comme acceptée. Il s'agit d'un délai d'expiration. La personne morale agréée doit toutefois se comporter en accord avec les données du dossier de demande qu'elle a introduit. À défaut, elle commet une infraction aux conditions d'agrément (article 25, 1°). La Commission interrégionale de l'assainissement du sol a néanmoins toujours la possibilité de demander des informations complémentaires si le dossier n'est pas complet (article 37, §3).

L'article 37, §2 du projet d'Accord de coopération énumère les conditions formelles auxquelles la demande d'agrément doit satisfaire pour être déclarée recevable et complète. La demande comprend la communication des statuts, un plan financier et un budget circonstanciés pour la durée de l'agrément, et les projets de modèles de contrats à conclure avec le demandeur aussi bien dans le cas d'une intervention curative pour un assainissement du sol restant à effectuer que dans le cas d'une intervention curative par mesure transitoire. Ces modèles de contrats détermineront les différentes modalités, notamment sur le plan financier, suivant lesquelles la personne morale agréée pourra intervenir. Comme il apparaîtra plus loin, ces modalités diffèrent selon que le Fonds intervient dans le cas d'une intervention curative pour un assainissement du sol restant à effectuer ou dans le cas d'une intervention curative par mesure transitoire.

L'agrément est valable pour le Fonds d'Assainissement du sol des Citernes de gasoil de chauffage pour une durée maximum de 20 ans. Si cela s'avère nécessaire, cet agrément peut être renouvelé plusieurs fois. Un délai maximum de cinq ans s'applique alors à chaque fois. En cas de nécessité, la Commission interrégionale de l'assainissement du sol peut soumettre l'agrément à des conditions (article 37, §4). L'agrément du Fonds, dans le sens de l'article 4, peut également, si cela s'avère nécessaire, être renouvelé plusieurs fois, chaque fois pour une durée maximale de 5 ans.

Article 38.

Cette disposition prévoit des sanctions pénales adaptées en cas d'infraction à une série de dispositions du projet d'Accord de coopération.

De Interregionale Bodemsaneringscommissie beslist binnen de vier maanden na ontvangst van de erkenningsaanvraag, bij gebreke waarvan de aanvraag geacht wordt stilzwijgend te zijn ingewilligd. Het betreft een vervalt termijn. Alsdan moet de erkende rechtspersoon zich wel gedragen naar de gegevens van het aanvraagdossier dat het heeft ingediend. Doet het zulks niet, dan begaat het een inbreuk op de erkenningsvoorwaarden (artikel 25, 1°). De Interregionale Bodemsaneringscommissie heeft wel steeds de mogelijkheid om aanvullende informatie te vragen indien het dossier niet volledig is (artikel 37, §3).

Artikel 37, §2 van het ontwerp van Samenwerkingsakkoord somt de vormvoorwaarden op waaraan de aanvraag tot erkenning moet voldoen, wil zij ontvankelijk en volledig worden verklaard. De aanvraag omvat de mededeling van de statuten, een omstandig financieel plan en begroting voor de duur van de erkenning, alsmede de ontwerpen van modelovereenkomst die door de erkende rechtspersoon, zowel in geval van Curatieve tussenkomst bij een nog uit te voeren Bodemsanering als in geval van een Curatieve tussenkomst bij wijze van overgangsmaatregel met de Aanvrager moet worden afgesloten. Die modelovereenkomsten zullen de verschillende modaliteiten, onder meer op financieel gebied, bepalen waaronder de erkende rechtspersoon kan interveniëren. Zoals verder zal blijken, verschillen deze modaliteiten naar gelang het Fonds tussenkomt in geval van Curatieve tussenkomst bij een nog uit te voeren Bodemsanering dan wel in geval van een Curatieve tussenkomst bij wijze van overgangsmaatregel.

De erkenning geldt voor het Fonds voor de Bodemsanering van Gasolietanks voor verwarmingsdoeleinden voor een maximumduur van 20 jaar. Zo de noodzaak daartoe blijkt, kan deze erkenning verschillende malen vernieuwd worden. Telkens geldt dan een maximumtermijn van 5 jaar. Zo nodig kan de Interregionale Bodemsaneringscommissie de erkenning aan voorwaarden onderwerpen (artikel 37, §4). Ook voor de erkenning van het Fonds in de zin van artikel 4 kan, indien de noodzaak daartoe blijkt, de erkenning verschillende malen vernieuwd worden voor telkenmale een maximumtermijn van 5 jaar.

Artikel 38.

Deze bepaling voorziet in aangepaste strafsancities in geval van overtreding van een aantal bepalingen van het ontwerp van

Les peines ont été déterminées en fonction de la gravité des faits délictueux. Les faits les plus graves sont punis d'un emprisonnement d'un mois à un an et/ou d'une amende de 25,00 euros à 50.000,00 euros. La peine qui a été prévue en cas d'infraction à l'article 5, §1 ou à l'article 15, §1 du projet d'Accord de coopération (non-paiement de la cotisation obligatoire) est accordée à la peine qui est prévue dans la législation sur les accises (voir article 23 de la loi du 22 octobre 1997 relative à la structure et aux taux des droits d'accise sur les huiles minérales (MB, 20 novembre 1997).

Article 39.

Cette disposition prévoit en la responsabilité civile de la personne physique ou morale en ce qui concerne les amendes et les coûts auxquels ont été condamnés ses préposés, gestionnaires, représentants, liquidateurs ou mandataires.

TITRE V DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 40.

L'article 40 dispose que les litiges en matière d'interprétation et d'exécution de l'Accord de coopération seraient réglés par une juridiction de coopération instituée conformément à l'article 92*bis* de la loi spéciale de réformes institutionnelles.

Conformément à l'article 92*bis*, §5, alinéa 8 de la loi spéciale de réformes institutionnelles, l'article 29, alinéa 2 détermine le règlement des coûts de fonctionnement de la juridiction de coopération. Ces coûts sont à charge des trois gouvernements régionaux conformément à la clé de répartition utilisée dans l'article 16*bis*, §1 de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions.

Étant donné que les tâches de la juridiction de coopération existante dans le cadre de l'Assainissement du sol des Stations-service sont très similaires aux tâches à effectuer dans le cadre de l'Assainissement du sol des Citernes de gasoil de chauffage, les deux types de tâches peuvent être pris en charge par une juridiction de coopération commune. L'ensemble des tâches de la juridiction de coopération existante pourrait alors parfaitement être augmenté d'une série de tâches complémentaires dans le cadre de l'Assainissement du sol des citernes de gasoil de

Samenwerkingsakkoord.

De strafmaten werden onderscheiden in functie van de ernst van de delictuele feiten. De meest ernstige feiten worden gestraft met een gevangenisstraf van één maand tot één jaar en/of met een geldboete van 25,00 euro tot 50.000,00 euro. De strafmaat die werd voorzien in geval van overtreding van artikel 5, §1 of artikel 15, §1 van het ontwerp van Samenwerkingsakkoord (niet betaling verplichte bijdrage) is afgestemd op de strafmaat die voorzien is in de Accijnswetgeving (zie artikel 23 van de wet van 22 oktober 1997 betreffende de structuur en de accijnstarieven inzake minerale olie (B.S., 20 november 1997).

Artikel 39.

Deze bepaling voorziet in de burgerrechtelijke aansprakelijkheid van de natuurlijke of rechtspersoon voor de geldboetes en kosten, waartoe zijn aangestelden, beheerders, vertegenwoordigers, vereffenaars of lasthebbers veroordeeld zijn.

TITEL V ALGEMENE BEPALINGEN

Artikel 40.

In artikel 40 is bepaald dat de betwistingen inzake de interpretatie en de uitvoering van het Samenwerkingsakkoord zouden beslecht worden door een samenwerkingsgerecht opgericht overeenkomstig artikel 92*bis* van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen.

Conform artikel 92*bis*, §5, alinea 8 van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen bepaalt artikel 29, lid 2 de regeling van de werkingskosten van het samenwerkingsgerecht. Deze kosten zijn ten laste van de drie gewestregeringen overeenkomstig de verdeelsleutel gebruikt in artikel 16*bis*, §1 van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten.

Gezien de taken van het bestaande samenwerkingsgerecht in het kader van de Bodemsanering van Tankstations vrij gelijkaardig zijn aan de taken in het kader van de Bodemsanering van Gasolietanks voor verwarmingsdoeleinden, kunnen beide taken vervuld worden door een gemeenschappelijk samenwerkingsgerecht. Het takenpakket van het bestaande samenwerkingsgerecht zou dan perfect kunnen uitgebreid worden met een aantal bijkomende taken in het kader van de Bodemsanering van Gasolietanks voor

chauffage.

Article 41.

Vu l'importance des modifications à l'Accord de coopération 2002 et la nouvelle énumération des articles, il est, de point de vue législatif technique opportun de supprimer l'Accord de coopération 2002 et de le remplacer par un nouveau l'Accord de coopération. L'article 41 détermine que l'Accord de coopération 2002 est supprimé.

Article 42.

Ces raisons techniques législatives ne peuvent pas avoir comme conséquence que la continuité du règlement concernant l'exécution et le financement de l'assainissement du sol de stations-service sera compromis. Article 42 contient quelques dispositions qui doivent assurer cette continuité.

Cette annulation ne porte pas atteinte à la reconnaissance de BOFAS sur base de l'article 3, §2 de l'Accord de coopération 2002, qui sera supprimé, en tant que Fonds auquel est accordé le devoir comme décrit dans l'article 3, §1 de l'Accord de coopération 2002. Cet agrément est accordé par la décision de l'agrément que la Commission interrégionale de l'assainissement du sol a signé le 3 mars 2004 et qui serait publié le 26 mars 2004 dans le Moniteur belge. Cet agrément est changé par décision du 8 novembre 2007 publié dans le Moniteur belge du 10 décembre 2007 et prolongée par décision du 29 juin 2009 publié dans le Moniteur belge du 2 septembre 2009. Le nouveau contrat de coopération gère la manière de travailler de BOFAS à partir du moment de son entrée en vigueur.

Sous l'Accord de coopération 2002 les régions ont fondé une Commission interrégionale de l'assainissement du sol, qui a une personnalité civile, à base de l'article 18 de l'Accord de coopération 2002. Afin d'éviter que l'annulation de l'Accord de coopération 2002 mène à la fin de cette personnalité civile, le deuxième alinéa du nouvel accord de coopération détermine que la Commission interrégionale de l'assainissement du sol continuera à exister comme personnalité civile après l'annulation et que l'article 26 du nouvel Accord de coopération constitue la base pour l'attribution de cette personnalité civile à partir du moment de l'entrée en vigueur.

Pour le bon ordre est déterminé également dans

verwarmingsdoeleinden.

Artikel 41.

Gelet op de omvang van de wijzigingen aan het 2002 Samenwerkingsakkoord en de nieuwe nummering van de artikelen is het vanuit wetgevingstechnisch oogpunt aangewezen om het 2002 Samenwerkingsakkoord op te heffen en te vervangen door een nieuw samenwerkingsakkoord. Het artikel 41 bepaalt dan ook dat het 2002 Samenwerkingsakkoord wordt opgeheven.

Artikel 42.

Deze wetgevingstechnische redenen mogen echter niet tot gevolg hebben dat de continuïteit van de regeling betreffende uitvoering en financiering van de bodemsanering van tankstations in het gedrang zou komen. Artikel 42 bevat dan ook een aantal bepalingen die deze continuïteit moeten verzekeren.

Deze opheffing doet echter geen afbreuk aan de erkenning van BOFAS op basis van artikel 3, §2 van het 2002 Samenwerkingsakkoord, dat zal worden opgeheven, als fonds waaraan de opdracht omschreven in artikel 3, §1 van het 2002 Samenwerkingsakkoord is toegekend. Deze erkenning is verleend door het erkenningsbesluit dat de Interregionale Bodemsaneringscommissie heeft ondertekend op 3 maart 2004 en op 26 maart 2004 gepubliceerd is in het Belgisch Staatsblad. Deze erkenning is gewijzigd bij besluit van 8 november 2007 gepubliceerd in het Belgisch Staatsblad van 10 december 2007 en verlengd bij besluit van 29 juni 2009 gepubliceerd in het Belgisch Staatsblad van 2 september 2009. Het nieuwe samenwerkingsakkoord beheerst wel de werkwijze van BOFAS vanaf zijn inwerkingtreding.

Onder het 2002 Samenwerkingsakkoord hebben de gewesten op basis van artikel 18 van het 2002 Samenwerkingsakkoord een Interregionale Bodemsaneringscommissie opgericht dat rechtspersoonlijkheid heeft. Om te vermijden dat de opheffing van het 2002 Samenwerkingsakkoord zou leiden tot een beëindiging van deze rechtspersoonlijkheid, bepaalt het tweede lid van het nieuw samenwerkingsakkoord dat de Interregionale Bodemsaneringscommissie als rechtspersoon blijft voortbestaan na de opheffing en dat artikel 26 van het nieuwe samenwerkingsakkoord vanaf de inwerkingtreding nu de rechtsgrondslag voor de toekenning van deze rechtspersoonlijkheid vormt.

Voor de goede orde wordt eveneens in dit artikel

cet article que la juridiction de coopération qui a été fondé à base de l'article 29 de l'Accord de coopération 2002, n'est pas annulé par la suppression de l'Accord de coopération 2002.

En plus, l'article 42 de l'Accord de coopération détermine que la suppression de l'Accord de coopération 2002 ne porte pas atteinte à la légitimité des décisions et des actes juridiques qui ont été pris, respectivement élaborés, sur la base de cet accord. La suppression ne mène pas non plus à la cessation des engagements en vigueur.

Article 43.

Aux termes de cet article, cet Accord de coopération entre en vigueur à la date de publication dans le Moniteur belge. Il a été convenu que les deux décrets régionaux, l'ordonnance régionale et la loi fédérale qui donnent leur approbation à cet Accord de coopération seront publiés en même temps que l'Accord de coopération.

bepaald dat het samenwerkingsgerecht dat op basis van artikel 29 van het 2002 Samenwerkingsakkoord opgericht is, niet wordt beëindigd door de opheffing van het 2002 Samenwerkingsakkoord.

Verder bepaalt artikel 42 van dit Samenwerkingsakkoord dat de opheffing van het 2002 Samenwerkingsakkoord geen afbreuk doet aan de rechtsgeldigheid van de besluiten en rechtshandelingen die op basis van dit akkoord genomen werden genomen respectievelijk gesteld. Evenmin leidt de opheffing tot de beëindiging van lopende verbintenissen.

Artikel 43.

Luidens dit artikel treedt dit Samenwerkingsakkoord in werking op de datum van publicatie in het Belgisch Staatsblad. Er is overeengekomen dat de twee gewestelijke decreten, de gewestelijke ordonnantie en de federale wet die de goedkeuring geven aan dit Samenwerkingsakkoord, gelijktijdig met het Samenwerkingsakkoord zullen gepubliceerd worden.

~~Projet~~ d'accord de coopération du **/**/****
entre l'État fédéral, la Région flamande, la
Région wallonne et la Région de Bruxelles-
Capitale relatif à l'exécution et au financement
de l'assainissement du sol des stations-
service et des citernes de gasoil à des fins de
chauffage

(«Accord de coopération»)

Vu l'article 173 de la Constitution coordonnée;

Vu la loi du 5 mai 1888 relative à l'inspection des
établissements dangereux, insalubres ou
incommodes, et à la surveillance des machines et
chaudières à vapeur, telle que modifiée par la loi
du 22 juillet 1974;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes
institutionnelles, telle que modifiée par la loi
spéciale du 8 août 1988;

Vu la loi organique du 27 décembre 1990 créant
des fonds budgétaires, en particulier la rubrique 32-
7 du tableau joint à cette loi, intégré à la loi du 24
décembre 1993;

Vu la loi spéciale du 16 juillet 1993 complétant la
structure de l'État fédéral, les articles 6, § 1, II, 1°,
2° et 3°, § 1, VI, alinéa 5, 8° et 92bis, § 1;

Vu la loi du 24 décembre 1993 créant des fonds
budgétaires et modifiant la loi organique du 27
décembre 1990 créant des fonds budgétaires,
article 2;

Vu la loi du 22 décembre 2009 relative au régime
général pour les produits soumis à accise, y
compris les quantités qui sont livrées à la
navigation aérienne internationale;

Vu le décret du 25 avril 2014 du Parlement flamand
relatif au permis d'environnement

Vu le décret du Conseil régional wallon du 11 mars
1999 relatif au permis d'environnement;

Vu le décret du Parlement flamand du 27 octobre
2006 relatif à l'assainissement du sol et à la
protection du sol;

Vu le décret du Conseil régional wallon du 5
décembre 2008 relatif à la gestion des sols;

Vu l'ordonnance du Conseil de la Région de
Bruxelles-Capitale du 5 juin 1997 relatif au permis
d'environnement;

~~Ontwerp~~ van samenwerkingsakkoord van
//**** tussen de federale staat, het Vlaams
gewest, het Waals gewest en het Brussels
Hoofdstedelijk Gewest betreffende de
uitvoering en financiering van de
bodemsanering van tankstations en
gasolietanks voor verwarmingsdoeleinden

(«Samenwerkingsakkoord»)

Gelet op artikel 173 van de gecoördineerde
Grondwet;

Gelet op de wet van 5 mei 1888, betreffende de
inspectie van de gevaarlijke, ongezonde en
hinderlijke inrichtingen en op stoomtuigen en
stoomketels, zoals gewijzigd bij de wet van 22 juli
1974;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot
hervorming der instellingen zoals gewijzigd bij de
bijzondere wet van 8 augustus 1988;

Gelet op de organieke wet van 27 december 1990
tot oprichting van begrotingsfondsen, in het
bijzonder rubriek 32-7 van de bij die wet gevoegde
tabel, ingevoegd bij de wet van 24 december 1993;

Gelet op de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot
vervollediging van de federale staatsstructuur, de
artikelen 6, § 1, II, 1°, 2° en 3°, § 1, VI, lid 5, 8° en
92bis, § 1;

Gelet op de wet van 24 december 1993 tot
oprichting van begrotingsfondsen en tot wijziging
van de organieke wet van 27 december 1990
houdende oprichting van begrotingsfondsen, artikel
2;

Gelet op de wet van 22 december 2009 betreffende
de algemene regeling voor accijnsproducten, met
inbegrip van de hoeveelheden die geleverd worden
aan de internationale luchtvaart;

Gelet op het decreet van het Vlaams Parlement van
25 april 2014 betreffende de omgevingsvergunning;

Gelet op het decreet van de Waalse Gewestraad
van 11 maart 1999 betreffende de
milieuvergunning;

Gelet op het decreet van het Vlaams Parlement van
27 oktober 2006 betreffende de Bodemsanering en
de bodembescherming;

Gelet op het decreet van de Waalse Gewestraad
van 5 december 2008 betreffende het
bodembeheer;

Gelet op de Ordonnantie van de Brusselse
Hoofdstedelijke Raad van 5 juni 1997 betreffende
de milieuvergunning;

Vu l'ordonnance du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale du 5 mars 2009 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols pollués;

Vu l'Accord de coopération du 13 décembre 2002 entre l'État fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale relatif à l'exécution et au financement de l'assainissement du sol des stations-service, tel que modifié par l'Accord de coopération du 9 février 2007 (l'« **Accord de coopération 2002** »);

Considérant qu'une personne de droit privé a été constituée, l'A.S.B.L. BOFAS, avec pour tâche, en cas de Fermeture d'une Station-service, au nom et pour compte de l'Exploitant, Utilisateurs de fait ou Propriétaires de Stations-service, de mettre en œuvre et de financer l'Assainissement du sol des Stations-service et, en cas de poursuite de l'exploitation de la Station-service, de conseiller, de suivre administrativement et de contrôler l'Assainissement du sol et d'en rembourser partiellement les frais d'assainissement du sol, le tout sur la base de cotisations obligatoires de toutes les entreprises soumises à accises qui débitent à des fins de consommation les essences pour véhicules à moteur et le gasoil diesel pour véhicules routiers.

Considérant que l'A.S.B.L. BOFAS a introduit le 20 mai 2016 une demande de réduction des cotisations auprès de la Commission interrégionale de l'assainissement du sol.

Considérant que la Commission interrégionale de l'assainissement du sol a émis le 30 juin 2016 un avis positif relatif à la demande de l'A.S.B.L. BOFAS de réduire les cotisations.

Considérant que la demande de réduction des cotisations BOFAS doit être approuvée aussi bien par les gouvernements régionaux que par les ministres fédéraux chargés de l'économie et de l'énergie.

Considérant que la décision de la Commission interrégionale de l'assainissement du sol a été notifiée le 14 juillet 2016 aux trois gouvernements régionaux par l'intermédiaire du ministre-président et des ministres de l'Environnement, ainsi qu'aux ministres fédéraux chargés de l'économie et de l'énergie.

Considérant que la demande de réduction des cotisations à 0 euro a été approuvée par les gouvernements régionaux et par les ministres fédéraux chargés de l'économie et de l'énergie. Et ce, à partir du 1^{er} janvier 2018.

Gelet op de Ordonnantie van de Brusselse Hoofdstedelijke Raad van 5 maart 2009 betreffende het beheer en de sanering van verontreinigde bodems ;

Gelet op het Samenwerkingsakkoord van 13 december 2002 tussen de Federale Staat, het Vlaams Gewest, het Waals Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de uitvoering en financiering van de Bodemsanering van Tankstations, zoals gewijzigd door het Samenwerkingsakkoord van 9 februari 2007 (het "**2002 Samenwerkingsakkoord**");

Overwegende dat een persoon van privaatrecht werd opgericht, de vzw BOFAS, met als taak, in geval van *Sluiting van een Tankstation*, in naam en voor rekening van de Exploitant, Feitelijke gebruikers of Eigenaars van Tankstations, de Bodemsanering van Tankstations te bewerkstelligen en te financieren en, in geval van verderzetting van de uitbating van het Tankstation, de Bodemsanering te adviseren, administratief op te volgen, te controleren en de Bodemsaneringskosten ervan gedeeltelijk terug te betalen, zulks op basis van verplichte bijdragen van alle Accijnsplichtige ondernemingen die benzines voor motorvoertuigen en gasolie diesel voor wegvoertuigen tot verbruik uitslagen;

Overwegende dat op 20 mei 2016 door de vzw Bofas een aanvraag tot verlaging van de bijdragen werd ingediend bij de Interregionale Bodemsaneringscommissie.

Overwegende dat door de Interregionale Bodemsaneringscommissie op donderdag 30 juni 2016 de door de vzw Bofas voorgestelde verlaging van de bijdragen positief werd geadviseerd.

Overwegende dat voor de voorgestelde verlaging van de BOFAS-bijdragen zowel de goedkeuring dient verkregen van de gewestregeringen als van de federale ministers tot wiens bevoegdheid Economie en energie behoren.

Overwegende dat de beslissing door de Interregionale Bodemsaneringscommissie op 14 juli 2016 werd betekend aan de drie gewestregeringen via de ministers-president en de ministers van leefmilieu, en aan de federale ministers tot wiens bevoegdheid Economie en Energie behoren.

Overwegende dat de aanvraag tot vermindering van de bijdragen tot 0 Euro werd goedgekeurd door de gewestregeringen en de federale ministers tot wiens bevoegdheid Economie en Energie behoren. Dit met ingang van 1 januari 2018.

Considérant que dans les trois Régions, des normes environnementales ont été introduites, ce qui, à l'avenir, devrait empêcher le sol d'être gravement pollué à cause d'une Citerne de gasoil;

Considérant que la Pollution des sols, survenue à cause d'une Citerne de gasoil à un moment où la réglementation préventive n'était pas encore suffisamment présente, représente une partie importante de la Pollution des sols et que l'assainissement de cette Pollution des sols peut entraîner des coûts financiers considérables;

Considérant que le principe « pollueur payeur » pour cette Pollution des sols ne peut pas être appliqué indépendamment;

Considérant qu'il est donc indiqué de financer l'Assainissement du sol de lieux de stockage ainsi pollués par du gasoil de chauffage de manière alternative, notamment par la création d'un Fonds d'assainissement du sol avec un caractère de droit privé, mais sous le contrôle de l'autorité publique;

Considérant qu'il est nécessaire de prendre, conjointement dans les trois Régions, des mesures relatives à l'Assainissement du sol des lieux de stockage pollués susdits de gasoil de chauffage, de manière, d'une part, à prévenir les effets environnementaux de ces sources de pollution et de les réduire afin d'atteindre un haut niveau de protection environnementale sans que, d'autre part, l'union économique et l'unité monétaire belges soient perturbées;

Considérant que seul un accord de coopération ayant force de loi offre une garantie suffisante pour prendre un règlement uniforme sur l'ensemble du territoire belge;

Considérant que le présent texte remplace l'Accord de coopération 2002;

L'État fédéral, représenté par le Ministre de l'Économie, le Ministre des Finances et le Ministre de l'Énergie;

La Région flamande, représentée par le Gouvernement flamand, en la personne de son Ministre-Président et du Ministre flamand de l'Environnement, de la Nature et de l'Agriculture;

La Région wallonne, représentée par le Gouvernement wallon, en la personne de son Ministre-Président et du Ministre de l'Environnement;

La Région de Bruxelles-Capitale, représentée par le Gouvernement de Bruxelles-Capitale, en la personne de son Ministre-Président et du Ministre de l'Environnement;

Overwegende dat in de drie Gewesten milieunormen werden ingevoerd die in de toekomst moeten vermijden dat de bodem, ten gevolge van een Gasolietank, nog ernstig vervuild zou worden;

Overwegende dat Bodemverontreiniging tot stand gekomen ten gevolge van een Gasolietank op een ogenblik dat preventieve regelgeving nog niet afdoende voorhanden was, een belangrijk deel uitmaakt van de Bodemverontreiniging en de sanering van die Bodemverontreiniging tot aanzienlijke financiële kosten kan leiden;

Overwegende dat het beginsel "de vervuiler betaalt" voor deze Bodemverontreiniging niet onverminderd toepassing kan vinden;

Overwegende dat het derhalve aangewezen is om Bodemsanering van aldus verontreinigde opslagplaatsen van gasolie verwarming op alternatieve wijze te financieren, met name door de oprichting van een Bodemsaneringsfonds met privaatrechtelijk karakter, evenwel onder het toezicht van het openbaar gezag;

Overwegende dat het noodzakelijk is om in de drie Gewesten gezamenlijk maatregelen betreffende de Bodemsanering van voornoemde verontreinigde opslagplaatsen van gasolie verwarming te nemen teneinde, enerzijds, de milieueffecten van deze verontreinigingsbronnen te voorkomen en te verminderen zodat een hoog niveau van milieubescherming wordt bereikt zonder dat, anderzijds, de Belgische economische unie en monetaire eenheid wordt verstoord;

Overwegende dat alleen een samenwerkingsakkoord met kracht van wet een voldoende garantie biedt om over het ganse Belgische grondgebied een uniforme regeling te treffen;

Overwegende dat onderhavig Samenwerkingsakkoord het 2002 Samenwerkingsakkoord vervangt;

De Federale Staat, vertegenwoordigd door de Minister van Economie, de Minister van Financiën en de Minister van Energie;

Het Vlaams Gewest, vertegenwoordigd door de Vlaamse Regering, in de persoon van haar Minister-President en van de Vlaamse Minister van Omgeving, Natuur en Landbouw;

Het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door de Waalse Regering, in de persoon van haar Minister-President en van de Minister van Leefmilieu;

Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, vertegenwoordigd door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering in de persoon van haar

Conviennent de ce qui suit:

Komen het volgende overeen:

TABLE DE MATIERES

INHOUDSTAFEL

Titre I.: Champ d'application, définitions et règles d'interprétation.....	6
Titel I.: Toepassingsgebied, definities en interpretatieregels	6
Chapitre 1. - Champ d'application	6
Hoofdstuk 1. - Toepassingsgebied.....	6
Article 1. - Champ d'application	6
Artikel 1. - Toepassingsgebied.....	6
Chapitre 2. - Définitions et règles d'interprétation	6
Hoofdstuk 2. - Definities en interpretatieregels	6
Article 2. - Définitions	6
Artikel 2. - Definities	6
Article 3. - Règles d'interprétation.....	10
Artikel 3. - Interpretatieregels.....	10
Titre II.: Dispositions spécifiques concernant le fonds pour l'exécution et le financement de l'assainissement du sol de stations-service	11
Titel II.: Specifieke bepalingen aangaande het fonds voor de uitvoering en financiering van de bodemsanering van tankstations.....	11
Chapitre 1. - Assignment des tâches et obligation de cotisation.....	11
Hoofdstuk 1. - Taakstelling en bijdrageplicht	11
Article 4. - Assignment des tâches.....	11
Artikel 4. - Taakstelling.....	11
Article 5. - Obligation de cotisation	11
Artikel 5. - Bijdrageplicht	11
Article 6. - Obligations particulières	12
Artikel 6. - Bijzondere verplichtingen.....	12
Chapitre 2. - Fonctionnement du fonds.....	13
Hoofdstuk 2. - Werking van het fonds.....	13
Section 1.: Dispositions communes en cas d'intervention du Fonds	13
Afdeling 1.: Gemeenschappelijke bepalingen in geval van tussenkomst van het Fonds.....	13
Article 7. - Qui peut bénéficier de l'intervention du Fonds ?	13
Artikel 7. - Wie kan genieten van de tussenkomst van het Fonds?	13
Section 2.: Intervention du Fonds en cas de Fermeture	13
Afdeling 2.: Tussenkomst van het Fonds in geval van Sluiting.....	13
Article 8. - Importance de l'intervention du Fonds	14
Artikel 8. - Omvang van de tussenkomst van het Fonds	14
Article 9. - Demande d'intervention.....	17
Artikel 9. - Aanvraag tot tussenkomst.....	17
Section 3.: Intervention du Fonds en cas de poursuite ou de renouvellement de l'exploitation de la Station-service et pour tout assainissement à titre de mesure transitoire	20
Afdeling 3.: Tussenkomst van het Fonds in geval van voortzetting van de uitbating of de hernieuwing van de uitbating van het Tankstation en voor alle saneringen bij wijze van overgangsmaatregel	20
Article / Artikel 10.	20
Article / Artikel 11.	21
Article / Artikel 12.	23
Section 4.: Généralités	26
Afdeling 4.: Algemeen.....	26
Article / Artikel 13.	26

Titre III.: Dispositions spécifiques relatives au Fonds pour l'exécution et le financement de l'Assainissement de Citernes de gasoil à des fins de chauffage.....	27
Titel III.: Specifieke bepalingen inzake het Fonds voor de uitvoering en financiering van Bodemsanering van gasolietanks voor verwarmingsdoeleinden.....	27
Chapitre 1. - Tâches et financement du Fonds.....	27
Hoofdstuk 1. - Taakstelling en financiering van het Fonds.....	27
Article 14. - Tâches.....	27
Artikel 14. - Taakstelling.....	27
Article 15. - Financement.....	28
Artikel 15. - Financiering.....	28
Article 16. - Cas particuliers.....	30
Artikel 16. - Bijzondere verplichtingen.....	30
Chapitre 2. - Fonctionnement du Fonds.....	31
Hoofdstuk 2. - Werking van het Fonds.....	31
Section 2.: dispositions communes en cas d'intervention du Fonds.....	31
Afdeling 1.: gemeenschappelijke bepalingen in geval van tussenkomst van het Fonds.....	31
Artikel / Article 17.....	31
Section 2.: Intervention curative du Fonds pour un Assainissement de sol encore à exécuter.....	34
Afdeling 2.: Curatieve tussenkomst van het Fonds bij een nog uit te voeren Bodemsanering.....	34
Artikel / Article 18.....	34
Artikel / Article 19.....	36
Artikel / Article 20.....	37
Section 3.: Intervention curative en cas d'Assainissement des sols à titre transitoire.....	38
Afdeling 3.: Curatieve tussenkomst bij een Bodemsanering bij wijze van overgangsmaatregel.....	38
Artikel / Article 21.....	38
Section 4.: Frais de gestion pour le traitement des demandes.....	43
Afdeling 4.: Beheerkosten voor de behandeling van aanvragen.....	43
Artikel / Article 22.....	43
Titre IV. Dispositions communes aux titres II et III.....	44
Titel IV. Bepalingen gemeen aan titels II en III.....	44
Chapitre 1. - Perception des cotisations.....	44
Hoofdstuk 1. - Inning van de bijdragen.....	44
Article / Artikel 23.....	44
Chapitre 2. - Reconnaissance et obligations d'un fonds.....	44
Hoofdstuk 2. - Erkenning en verplichtingen van een fonds.....	44
Article 24. - Conditions d'agrément d'un Fonds.....	45
Artikel 24. - Erkenningsvoorwaarden voor een Fonds.....	45
Article 25. - Obligations générales d'un Fonds.....	45
Artikel 25. - Algemene verplichtingen van een Fonds.....	45
Chapitre 3. - La Commission interrégionale de l'assainissement du sol.....	47
Hoofdstuk 3. - De interregionale bodemsaneringscommissie.....	47
Article / Artikel 26.....	47
Article / Artikel 27.....	47
Article / Artikel 28.....	48
Article / Artikel 29.....	48
Chapitre 4. - Contrôle, suspension et retrait du Fonds et amendes administratives.....	49
Hoofdstuk 4. - Toezicht, schorsing en opheffing van het Fonds en administratieve geldboetes.....	49
Section 1: contrôle.....	49
Afdeling 1: toezicht.....	49
Article / Artikel 30.....	49
Section 2: suspension et retrait de l'agrément du Fonds.....	50
Afdeling 2: schorsing en opheffing van de erkenning van het Fonds.....	50
Article / Artikel 31.....	50
Section 3. Amendes administratives.....	51

Afdeling 3. Administratieve geldboeten	51
Article / Artikel 32.	51
Article / Artikel 33.	52
Article / Artikel 34.	53
Chapitre 5. - Adaptation des cotisations au Fonds	53
Hoofdstuk 5. - Aanpassing van de bijdragen aan het Fonds	53
Article / Article 35.	53
Article / Article 36.	54
Chapitre 6. - Procédure pour la demande d'agrément en tant que Fonds.	55
Hoofdstuk 6. - Procedure voor de aanvraag voor de erkenning als Fonds.	55
Article / Article 37.	55
Chapitre 7. - Dispositions pénales	57
Hoofdstuk 7. - Strafbepalingen.....	57
Article / Article 38.	57
Article / Article 39.	57
Titre V.: Dispositions générales	57
Titel V.: Algemene bepalingen.....	57
Article / Article 40.	57
Article / Article 41.	58
Article / Article 42	58
Article / Article 43.	59

TITRE I^{ER}. : CHAMP D'APPLICATION, DÉFINITIONS ET RÈGLES D'INTERPRÉTATION

Chapitre 1^{er}. - Champ d'application

Article 1^{er}. - Champ d'application

L'Accord de coopération s'applique à l'Assainissement du sol des Sites et Terrains pollués, et vise leur financement sans déroger, de quelque manière que ce soit, aux droits et obligations des sujets de droits et des autorités concernés tels que définis dans la législation des Régions. En particulier, l'Accord de coopération a trait à des sites qui ont été pollués par des Stations-service et des Citernes de gasoil.

Le présent Accord de coopération est applicable directement.

Chapitre 2. - Définitions et règles d'interprétation

Article 2. - Définitions

Pour l'application de l'Accord de coopération, les définitions suivantes sont utilisées:

TITEL I.: TOEPASSINGSGEBIED, DEFINITIES EN INTERPRETATIEREGELS

Hoofdstuk 1. - Toepassingsgebied

Artikel 1. - Toepassingsgebied

Het Samenwerkingsakkoord is van toepassing op de Bodemsanering van de Verontreinigde sites en terreinen, en beoogt hun financiering, zonder, op welke wijze ook, afbreuk te doen aan de rechten en verplichtingen van de betrokken rechtsonderhorigen en overheden zoals die in de wetgeving van de Gewesten worden bepaald. In het bijzonder heeft het Samenwerkingsakkoord betrekking op sites die verontreinigd zijn door Tankstations en Gasolietanks.

Huidig samenwerkingsakkoord is rechtstreeks toepasselijk.

Hoofdstuk 2. - Definities en interpretatieregels

Artikel 2. - Definities

Voor de toepassing van het Samenwerkingsakkoord worden de volgende definities gehanteerd:

- 1° **Pollution des sols:** la pollution des sols et de la nappe phréatique, telle que définie dans la législation des Régions;
- 2° **Assainissement du sol :** toutes les mesures pour le traitement de la Pollution des sols, telles que définies dans la législation des Régions;
- 3° **Station-service:** toute installation de distribution de carburant pour véhicules à moteur, étant une installation pour le remplissage de réservoirs de carburant de véhicules à moteur au moyen de carburants liquides destinés à l'alimentation de leurs moteurs, qui est exploitée ou l'a été comme point de vente pour le public;

Ne tombent pas sous la notion de « Station-service » toutes les installations de distribution de carburant qui sont ou ont été affectées à un autre usage, comme la distribution de carburants liquides pour un autre usage que pour le remplissage de réservoirs de carburant de véhicules à moteur et la distribution de carburants liquides pour véhicules à moteur à d'autres fins commerciales que la vente au public, comme la distribution de carburants liquides destinés à l'alimentation d'un parc de véhicules en régie propre ou pour usage propre;

- 4° **Fermeture:** la fin définitive de l'exploitation d'une Station-service sur un Terrain pollué;
- 5° **Citerne de gasoil:** chaque réservoir pour le stockage de gasoil de chauffage, quelle que soit la capacité de contenu, situé chez le consommateur final, qui est ou a été utilisé pour le chauffage de bâtiments. Ceci y compris toutes les tuyauteries d'entrée et de sortie du réservoir et les raccordements avec l'installation de chauffage;
- 6° **Reconversion:** le remplacement chez le consommateur final de gasoil de chauffage comme source principale d'énergie pour le chauffage de l'immeuble par une autre source d'énergie et ceci après la date de publication du présent accord de coopération au Moniteur belge;
- 7° **Site pollué:** une ou plusieurs parcelle(s) cadastrale(s) sur laquelle ou lesquelles une Station-service et/ou une Citerne de gasoil est ou était située, de même que les parcelles cadastrales attenantes dont le sol, en raison de l'exploitation de la Station-service et/ou de la Citerne de gasoil avant la demande d'intervention visée dans les articles 8, 11, 18

- 1° **Bodemverontreiniging:** de verontreiniging van de grond en het grondwater zoals in de wetgeving van de Gewesten gedefinieerd;
- 2° **Bodemsanering:** alle maatregelen ter behandeling van Bodemverontreiniging zoals in de wetgeving van de Gewesten gedefinieerd
- 3° **Tankstation:** elke brandstofverdeelinstallatie voor motorvoertuigen, zijnde een installatie voor het vullen van brandstoftanks van motorvoertuigen met vloeibare brandstoffen bestemd voor de voeding van hun motoren, die als verkooppunt voor het publiek wordt of werd uitgebaat;

Vallen niet onder het begrip "Tankstation": alle brandstofverdeelinstallaties die voor een ander gebruik worden of werden aangewend zoals de verdeling van vloeibare brandstoffen voor een ander gebruik dan voor het vullen van brandstoftanks van motorvoertuigen en de verdeling van vloeibare brandstoffen voor motorvoertuigen met het oog op andere handelsdoeleinden dan verkoop aan het publiek, zoals de verdeling van vloeibare brandstoffen bestemd voor de voeding van een wagenpark in eigen beheer of voor eigen gebruik;

- 4° **Sluiting:** het definitief beëindigen van de uitbating van een Tankstation op een Verontreinigd terrein;
- 5° **Gasolietank:** elke tank die bij de eindgebruiker ligt voor opslag van gasolie voor verwarming, ongeacht het inhoudsvermogen, die gebruikt wordt of werd voor de verwarming van gebouwen, met inbegrip van alle leidingen van en naar de tank en de aansluitingen op de verwarmingsinstallatie;
- 6° **Overschakeling:** het vervangen bij de eindverbruiker van gasolie verwarming als basis-energiebron voor de verwarming van het gebouw door een andere energiebron en dit na datum van publicatie in het Belgisch Staatsblad van het huidige Samenwerkingsakkoord;
- 7° **Verontreinigde site:** één of meerdere kadastrale percelen waarop een Tankstation en/of Gasolietank gelegen is of was, alsmede de aanpalende kadastrale percelen waarvan de bodem ten gevolge van de uitbating van het Tankstation en/of de Gasolietank vóór aanvraag tot tussenkomst bedoeld in de artikelen 8, 11,

et 21, a (ont) été polluée(s) de telle manière qu'un Assainissement du sol s'impose;

- 8° **Terrain pollué:** une ou plusieurs parcelle(s) cadastrale(s) sur laquelle ou lesquelles une Station-service et/ou une Citerne de gasoil est ou était située, qui, en raison de l'exploitation de la Station-service et/ou de la Citerne de gasoil, avant la demande d'intervention visée dans les articles 8, 11, 18 et 21, a (ont) été polluée(s) de telle manière qu'un Assainissement du sol s'impose;
- 9° **Entreprise soumise à accises:** toute personne physique ou morale qui propose des carburants ou combustibles à la consommation ou chez laquelle des pénuries de carburants ou combustibles sont constatées et, en cette qualité, est tenue au paiement d'accises conformément à la législation relative à l'accise;
- 10° **Étude indicative:** toute étude de sol qui, conformément à la législation régionale relative à l'assainissement du sol, est qualifiée respectivement de « orienterend bodemonderzoek » (Région flamande), « étude indicative » ou « étude d'orientation » (Région wallonne) et « étude prospective » ou « Reconnaissance de l'état du sol » (Région bruxelloise) et ne remonte pas à plus de deux ans à la date de la demande d'intervention;
- 11° **Étude indicative jugée suffisante:** toute Étude indicative dont les résultats, conformément à la législation régionale relative à l'assainissement du sol, sont généralement acceptés par les autorités régionales compétentes ou ont été acceptés après une évaluation individuelle;
- 12° **Exploitant:** l'Exploitant, tel que défini dans la législation des Régions;
- 13° **Propriétaire:** le Titulaire de droit réel d'un Terrain pollué ou d'une Citerne de gasoil;
- 14° **Utilisateur:** la personne, autre que l'Exploitant et le Propriétaire, qui, pour son compte propre, a le contrôle de fait sur le Terrain pollué ou la Citerne de gasoil;
- 15° **Fonds:** la personne morale qui est reconnue en tant que telle conformément aux articles 4 et 14;
- 16° **Convention:**
Pour l'application du titre II: la convention concernant les modalités d'intervention du

18 et 21, zodanig verontreinigd is dat een Bodemsanering zich opdringt;

- 8° **Verontreinigd terrein:** één of meerdere kadastrale percelen waarop een Tankstation en/of Gasolietank gelegen is of was, die, ten gevolge van de uitbating van het Tankstation en/of de Gasolietank vóór aanvraag tot tussenkomst bedoeld in de artikelen 8, 11, 18 en 21 zodanig verontreinigd is dat een Bodemsanering zich opdringt;
- 9° **Accijnsplichtige onderneming:** elke natuurlijke of rechtspersoon die brandstoffen tot verbruik uitslaat of bij wie tekorten van brandstoffen worden vastgesteld en in die hoedanigheid overeenkomstig de Accijnswetgeving gehouden is tot betaling van accijnzen;
- 10° **Oriënterend onderzoek:** elk bodemonderzoek dat overeenkomstig de gewestelijke wetgeving betreffende de bodemsanering respectievelijk als « orienterend bodemonderzoek » (Vlaams Gewest), « étude indicative » of « étude d'orientation » (Waals Gewest) en « prospectief onderzoek » of « verkennend bodemonderzoek » (Brussels Gewest) wordt gekwalificeerd en niet ouder is dan twee jaar op de datum van de aanvraag tot tussenkomst;
- 11° **Afdoende bevonden Oriënterend onderzoek:** elk Oriënterend onderzoek waarvan de resultaten overeenkomstig de gewestelijke wetgeving betreffende de bodemsanering door de bevoegde gewestelijke overheden algemeen aanvaard worden dan wel na individuele beoordeling aanvaard werden;
- 12° **Exploitant:** de Exploitant, zoals in de wetgeving van de Gewesten gedefinieerd;
- 13° **Eigenaar:** de houder van een zakelijk recht van een Verontreinigd terrein of Gasolietank;
- 14° **Gebruiker:** de persoon, andere dan de Exploitant en Eigenaar, die voor eigen rekening de feitelijke controle over het Verontreinigd terrein of de Gasolietank heeft;
- 15° **Fonds:** de rechtsperso(o)n(en) die hetzij overeenkomstig artikel 4 hetzij overeenkomstig artikel 14 als zodanig worden erkend;
- 16° **Overeenkomst:**
Voor de toepassing van titel II: de overeenkomst betreffende de modaliteiten

Fonds, passée entre l'Exploitant, l'Utilisateur et/ou le Propriétaire et le Fonds;

Pour l'application du titre III: la convention concernant les modalités d'intervention du Fonds, passée entre le Demandeur et le Fonds;

- 17° **Commission interrégionale de l'assainissement du sol:** la commission visée à l'article 26 de l'Accord de coopération et chargée de l'agrément et du contrôle du Fonds;
- 18° **Administration fédérale compétente:** l'Administration qui a l'Energie dans ses attributions et dont dépend le Fonds pour l'Analyse des Produits pétroliers;
- 19° **Fonds pour l'Analyse des Produits pétroliers:** le Fonds visé à l'article 2 de la loi du 24 décembre 1993 créant des fonds budgétaires et modifiant la loi organique du 27 décembre 1990 créant des fonds budgétaires;
- 20° **Assainissement à titre de mesure transitoire:** un Assainissement du sol de sites ou terrains pollués par des Stations-service sur lesquels les travaux d'assainissement du sol ont été entamés au plus tard le 26 septembre 2004 ou, si la Station-service a été fermée avant le 1^{er} janvier 1993, au moins six mois après l'entrée en application de l'Accord de coopération 2002;
- 21° **Intervention curative pour un Assainissement du sol encore à exécuter:** tout Assainissement du sol d'un Terrain potentiellement pollué par une Citerne de gasoil ou d'un Site potentiellement pollué où, sur base d'un Rapport de recherche, il ressort qu'il est nécessaire de prendre des mesures complémentaires en matière d'Assainissement du sol;
- 22° **Rapport de recherche:** un document, émis par les autorités ou une personne autorisée, qui contient des indications de pollution du sol par une Citerne de gasoil.
- 23° **Intervention curative pour un Assainissement du sol à titre de mesure transitoire:** tout Assainissement du sol d'un Terrain pollué par une Citerne de gasoil ou d'un Site pollué par une Citerne de gasoil où:

van tussenkomst van het Fonds, gesloten tussen Exploitant, Gebruiker en/of Eigenaar en het Fonds;

Voor de toepassing van titel III: de overeenkomst betreffende de modaliteiten van tussenkomst van het Fonds, gesloten tussen de Aanvrager en het Fonds;

- 17° **Interregionale Bodemsaneringscommissie:** de commissie bedoeld in artikel 26 van het Samenwerkingsakkoord en belast met de erkenning van en het toezicht op het Fonds;
- 18° **Bevoegde Federale Administratie:** de Administratie bevoegd voor Energie en waaronder het Fonds voor de Analyse van Aardolieproducten ressorteert;
- 19° **Fonds voor de Analyse van Aardolieproducten:** het Fonds bedoeld in artikel 2 van de wet van 24 december 1993 tot oprichting van begrotingsfondsen en tot wijziging van de organieke wet van 27 december 1990 houdende oprichting van begrotingsfondsen;
- 20° **Sanering bij wijze van overgangsmaatregel:** een Bodemsanering van door Tankstations Verontreinigde sites of terreinen waarop de bodemsaneringswerken ten laatste aangevat zijn op 26 september 2004, of indien het Tankstation gesloten is vóór 1 januari 1993, ten laatste zes maanden na de inwerkingtreding van het 2002 Samenwerkingsakkoord;
- 21° **Curatieve tussenkomst bij een nog uit te voeren Bodemsanering:** elke Bodemsanering van een door een Gasolietank Verontreinigd terrein of een Verontreinigde site waarbij op basis van een Onderzoeksverslag blijkt dat er een vermoeden is tot het nemen van verdere maatregelen inzake Bodemsanering;
- 22° **Onderzoeksverslag:** een document uitgaande van de overheid of een bevoegd persoon, dat aanwijzingen bevat waaruit een vermoeden van Bodemverontreiniging ingevolge de exploitatie van een Gasolietank kan worden afgeleid;
- 23° **Curatieve tussenkomst bij een Bodemsanering bij wijze van overgangsmaatregel:** elke Bodemsanering van een door een Gasolietank Verontreinigd terrein of een door een Gasolietank Verontreinigde site waarbij:

- a) un Rapport de recherche est disponible;
- b) et la preuve existe que l'Assainissement du sol conformément à la législation régionale applicable a déjà été exécuté, préalablement à la date de publication de l'agrément du Fonds approuvé conformément à l'article 14 au Moniteur belge, ou l'exécution des travaux pour le traitement de la Pollution des sols a débuté au plus tard trois mois après la date de publication de l'agrément du Fonds approuvé conformément à l'article 14 au Moniteur belge;
- 24° **Demandeur:** le Propriétaire, l'Utilisateur, l'Exploitant actuel ou précédent, ou son mandataire;
- 25° **Législation sur l'accise:** la loi du 22 décembre 2009 relative au régime général en matière d'accise et les arrêtés d'exécution pris dans son cadre;
- 26° **Entreprise pétrolière enregistrée:** toute personne physique ou morale qui, pour son compte propre, pour le compte de tiers ou pour ses propres besoins, produit, achète, importe ou introduit, débite, raffine, détient en stock, transforme, applique, distribue, offre en vente, vend, livre ou transporte du pétrole et/ou des produits pétroliers. Ces personnes sont enregistrées auprès de l'Administration fédérale compétente.
- 27° **Permis d'environnement:** toute autorisation administrative préalable pour être autorisé d'exploiter des "établissements" (activités et installations) de première et deuxième classe, telles que définies dans la législation des Régions
- a) een Onderzoeksverslag beschikbaar is;
- b) en het bewijs voorligt dat de Bodemsanering conform de van toepassing zijnde gewestelijke wetgeving reeds werd uitgevoerd voorafgaand aan de datum van publicatie van de erkenning van het Fonds erkend overeenkomstig artikel 14 in het Belgisch Staatsblad of de uitvoering van de werken ter behandeling van de Bodemverontreiniging uiterlijk van start is gegaan drie maanden na de datum van de publicatie van de erkenning van het Fonds erkend overeenkomstig artikel 14 in het Belgisch Staatsblad;
- 24° **Aanvrager:** de huidige of vroegere Eigenaar, Gebruiker, Exploitant, of zijn gemandateerde;
- 25° **Accijnswetgeving:** de wet van 22 december 2009 betreffende de algemene regeling inzake accijnzen en de in het raam hiervan genomen uitvoeringsbesluiten.
- 26° **Geregistreeerde Aardoliemaatschappij:** elke natuurlijke of rechtspersoon die voor eigen rekening, voor rekening van derden of voor eigen behoeften aardolie en/of aardolieproducten produceert, aankoopt, invoert of binnenbrengt, uitslaat, raffineert, in opslag houdt, verwerkt, aanwendt, verdeelt, te koop aanbiedt, verkoopt, levert of vervoert. Deze personen zijn geregistreerd bij de bevoegde Federale Administratie.
- 27° **Milieuvergunning:** elke voorafgaande administratieve toestemming om als hinderlijk ingedeelde inrichting of activiteit van de eerste of tweede klasse te mogen exploiteren, zoals in de wetgeving van de Gewesten gedefinieerd.

Article 3. - Règles d'interprétation

- §1^{er}. Les références à un article ou sous-article sont une référence à un article ou sous-article de l'Accord de coopération.
- §2. Les titres repris dans l'Accord de coopération n'ont pas de portée juridique. Ils servent uniquement à faciliter la lecture de l'Accord de coopération.
- §3. Les jours sont des jours de calendrier, sauf stipulation contraire expresse.
- §4. Sauf stipulation contraire, les concepts au singulier incluent aussi le pluriel.

Artikel 3. - Interpretatieregels

- §1. De verwijzingen naar een artikel of sub-artikel zijn een verwijzing naar een artikel of sub-artikel van het Samenwerkingsakkoord.
- §2. De in het Samenwerkingsakkoord opgenomen titels hebben geen juridische draagwijdte. Zij dienen enkel om de lezing van het Samenwerkingsakkoord te vergemakkelijken.
- §3. Dagen zijn kalenderdagen tenzij anders uitdrukkelijk bepaald.
- §4. Tenzij anders bepaald, omvatten de begrippen in het enkelvoud ook het meervoud.

§5. Les délais mentionnés dans le présent Accord de coopération sont calculés de minuit à minuit. Ils sont calculés à partir du jour qui suit celui de l'événement qui fait courir le délai. Le jour d'échéance est compris dans le délai. Un délai stipulé en mois ou en années est calculé du quantième jusqu'au jour qui précède le quantième. Si le dernier jour d'un délai expire un samedi, un dimanche ou un jour férié légal, le délai est prolongé jusqu'au premier jour ouvrable suivant.

**TITRE II.: DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES
CONCERNANT LE FONDS POUR L'EXÉCUTION ET
LE FINANCEMENT DE L'ASSAINISSEMENT DU SOL
DES STATIONS-SERVICE**

Chapitre 1^{er}. - Assignment des tâches et obligation de cotisation

Article 4. - Assignment des tâches

§1^{er}. La Commission interrégionale de l'assainissement du sol autorise, dans les conditions qu'elle détermine, un Fonds ayant pour mission, en cas de Fermeture, au nom et pour compte de l'Exploitant, de l'Utilisateur ou du Propriétaire, de réaliser et de financer l'Assainissement du sol du Site pollué ou du Terrain pollué concerné et, en cas de poursuite de l'exploitation de la Station-service, de conseiller, suivre administrativement et contrôler l'Assainissement du sol du Site pollué ou du Terrain pollué et d'en rembourser partiellement les frais d'assainissement du sol, le tout selon les modalités spécifiées dans les articles 7 à 12 compris.

En cas d'Assainissement à titre de mesure transitoire, la mission du Fonds reste limitée au remboursement des frais d'assainissement du sol sans préjudice des dispositions des articles 7 à 12 compris.

§2. La Commission interrégionale de l'assainissement du sol agréée, à cet effet, dans les conditions spécifiées dans les articles 24 et 37, un Fonds et exerce un contrôle sur ses activités conformément aux conditions stipulées dans les articles 29 et suivants.

Article 5. - Obligation de cotisation

§1^{er}. Les Entreprises soumises à accises sont tenues d'exécuter au Fonds les versements qui

§5. De in dit Samenwerkingsakkoord vermelde termijnen worden gerekend van middernacht tot middernacht. Ze worden gerekend vanaf de dag na die van de gebeurtenis die de termijn doet ingaan. De vervaldag is in de termijn inbegrepen. Een in maanden of in jaren bepaalde termijn wordt gerekend van de zoveelste tot de dag vóór de zoveelste. Indien de laatste dag van een termijn verstrijkt op een zaterdag, zondag of een wettelijke feestdag wordt de termijn verlengd tot de daaropvolgende kalenderdag.

**TITEL II.: SPECIFIEKE BEPALINGEN
AANGAANDE HET FONDS VOOR DE UITVOERING
EN FINANCIERING VAN DE BODEMSANERING VAN
TANKSTATIONS**

Hoofdstuk 1. - Taakstelling en bijdrageplicht

Artikel 4. - Taakstelling

§1. De Interregionale Bodemsaneringscommissie laat, onder de voorwaarden die zij bepaalt, een Fonds toe met als opdracht, in geval van Sluiting, in naam en voor rekening van de Exploitant, Gebruiker of Eigenaar de Bodemsanering van de betrokken Verontreinigde site of het Verontreinigd terrein te bewerkstelligen en te financieren en, in geval van verderzetting van de uitbating van het Tankstation, de Bodemsanering van de betrokken Verontreinigde site of het Verontreinigd terrein te adviseren, administratief op te volgen, te controleren en de bodemsaneringskosten ervan gedeeltelijk terug te betalen, dit alles volgens de modaliteiten bepaald in de artikelen 7 tot en met 12.

In het geval van een Sanering bij wijze van overgangsmaatregel blijft de opdracht van het Fonds beperkt tot de terugbetaling van de bodemsaneringskosten onverminderd de bepalingen van de artikelen 7 tot en met 12.

§2. De Interregionale Bodemsaneringscommissie erkent daartoe, onder de voorwaarden als bepaald in de artikelen 24 en 37, een Fonds en oefent controle uit op zijn activiteiten overeenkomstig de voorwaarden als bepaald in de artikelen 29 en volgende.

Artikel 5. - Bijdrageplicht

§1. De Accijnsplichtige ondernemingen zijn gehouden aan het Fonds de stortingen te

sont nécessaires pour l'exécution de sa mission et pour la couverture de ses frais de fonctionnement.

§2. La cotisation obligatoire qui est prélevée par le Fonds à charge des Entreprises soumises à accises s'élève pour:

- a) Essence pour véhicules à moteur (GN 2710 11 41 à 2710 11 59): 0,000 euro par litre de carburant qui est proposé à la consommation ou dont une pénurie est constatée;
- b) Gasoil diesel pour véhicules routiers (GN 2710 19 41 à 2710 19 49): 0,000 euro par litre de carburant qui est proposé à la consommation ou dont une pénurie est constatée.

§3. La cotisation visée dans l'article 5, § 2 est portée en compte au moyen du contrat de programme relatif à un régime des prix de vente des produits pétroliers.

Si, pour l'une ou l'autre raison, les prix maximum des produits pétroliers ne sont plus fixés par la Convention-programme, l'État fédéral prend les mesures nécessaires pour que les cotisations totales prévues pour le Fonds restent disponibles dans les conditions initiales qui résultent du § 3, alinéa 1^{er}, relatives au principe de la répartition cinquante-cinquante des charges entre le secteur et le consommateur.

Article 6. - Obligations particulières

Sans préjudice des obligations générales d'un Fonds agréé par la Commission interrégionale de l'assainissement du sol, telles que stipulées dans l'article 25, le Fonds, qui a été agréé du chef de l'article 4, doit tenir compte des obligations particulières suivantes:

En cas de Fermeture, le Fonds doit, au nom et pour compte des Exploitants, des Utilisateurs ou des Propriétaires, réaliser et financer l'Assainissement du sol des Sites pollués ou des Terrains pollués concernés de manière non discriminatoire et, en cas de poursuite de l'exploitation de la Station-service par l'Exploitant, suivre administrativement et contrôler l'Assainissement du sol des Sites pollués ou des Terrains pollués concernés de manière non discriminatoire, et en rembourser partiellement les frais d'assainissement du sol, le tout selon les modalités stipulées dans les articles 7 à 12 compris, étant entendu qu'en cas d'Assainissement à titre de mesure transitoire, la mission du Fonds reste limitée au remboursement des frais d'assainissement du sol sans préjudice des dispositions des articles 7 à 12 compris, étant entendu que cette obligation du remboursement des frais d'assainissement devient applicable dès

verrichten die nodig zijn voor het volbrengen van zijn opdracht en voor de dekking van zijn werkingskosten.

§2. De verplichte bijdrage die door het Fonds lastens de Accijnsplichtige ondernemingen wordt geheven, bedraagt voor:

- a) Benzine voor motorvoertuigen (GN 2710 11 41 tot 2710 11 59): 0,000 euro per liter brandstof die tot verbruik wordt uitgeslaan of waarvan een tekort wordt vastgesteld;
- b) Gasolie diesel voor wegvoertuigen (GN 2710 19 41 tot 2710 19 49): 0,000 euro per liter brandstof die tot verbruik wordt uitgeslaan of waarvan een tekort wordt vastgesteld.

§3. De in artikel 5, § 2, bedoelde bijdrage zal worden verrekend via de Programma-overeenkomst betreffende de regeling van de verkoopprijzen van de aardolieproducten.

Indien voor een of andere reden, de maximumprijzen van de aardolieproducten niet langer door de Programmaovereenkomst worden vastgelegd, treft de Federale Staat de nodige maatregelen opdat de totale bijdragen die voor het Fonds voorzien zijn, beschikbaar zouden blijven onder de aanvankelijke voorwaarden, die resulteren uit § 3, alinea 1, met respect van het principe van de fifty fifty-verdeling van de lasten tussen de sector en de consument.

Artikel 6. - Bijzondere verplichtingen

Onverminderd de algemene verplichtingen van een door de Interregionale Bodemsaneringscommissie erkend Fonds, zoals bepaald in artikel 25 moet het Fonds, dat erkend is uit hoofde van artikel 4 de volgende bijzondere verplichtingen in acht nemen:

Het Fonds moet in geval van Sluiting, in naam en voor rekening van de Exploitanten, Gebruikers of Eigenaars de Bodemsanering van de betrokken Verontreinigde sites of Verontreinigde terreinen op niet-discriminatoire wijze bewerkstelligen en financieren en, in geval van verderzetting van de uitbating van het Tankstation door de Exploitant, de Bodemsanering van de betrokken Verontreinigde sites of Verontreinigde terreinen op niet discriminatoire wijze administratief opvolgen, controleren en de Bodemsaneringskosten ervan gedeeltelijk terug betalen, dit alles volgens de modaliteiten bepaald in de artikelen 7 tot en met 12, met dien verstande dat in geval van een Sanering bij wijze van overgangsmaatregel de opdracht van het Fonds beperkt blijft tot de terugbetaling van de Bodemsaneringskosten onverminderd de bepalingen van de artikelen 7 tot en met 12, en

que le Fonds, moyennant la perception des cotisations, dispose des moyens financiers suffisants.

Chapitre 2. - Fonctionnement du fonds

Section 1^{re} : Dispositions communes en cas d'intervention du Fonds

Article 7. - Qui peut bénéficier de l'intervention du Fonds

§1^{er}. L'intervention effective du Fonds est limitée à l'Assainissement du sol de Sites pollués ou de Terrains pollués en raison de l'exploitation d'une station-service, lorsque cette exploitation a débuté au plus tard six mois après la date de l'entrée en application de l'Accord de coopération 2002.

Sans préjudice de ce qui est stipulé dans l'article 8, § 5, de l'Accord de coopération, n'entrent pas en ligne de compte pour l'intervention effective du Fonds:

- 1° Les frais d'assainissement du sol de la Pollution des sols qui est survenue à la suite d'un incident qui s'est produit après la demande d'intervention;
- 2° Les frais d'assainissement du sol de la Pollution des sols qui est étrangère à l'exploitation de la Station-service.

§2. Peuvent bénéficier de l'intervention du Fonds: l'Exploitant, le Propriétaire ou l'Utilisateur. Le Propriétaire peut uniquement bénéficier de l'intervention du Fonds à la condition qu'au moment de l'introduction de la demande d'intervention, aucune Station-service n'est exploitée sur le Terrain pollué.

En cas d'Assainissement à titre de mesure transitoire, combiné à une Fermeture, les Propriétaires précédents, les Exploitants précédents ou les Utilisateurs précédents peuvent introduire une demande d'intervention.

Section 2.: Intervention du Fonds en cas de Fermeture

met dien verstande dat de verplichting tot de terugbetaling van de Bodemsaneringskosten slechts van kracht wordt van zodra het Fonds, middels het innen van de bijdragen, over voldoende financiële middelen zal beschikken.

Hoofdstuk 2. - Werking van het fonds

Afdeling 1.: Gemeenschappelijke bepalingen in geval van tussenkomst van het Fonds

Artikel 7. - Wie kan genieten van de tussenkomst van het Fonds

§1. De effectieve tussenkomst van het Fonds is beperkt tot de Bodemsanering van Verontreinigde sites of Verontreinigde terreinen als gevolg van de uitbating van een tankstation, waarbij de uitbating van het tankstation ten laatste is gestart zes maanden na de datum van inwerkingtreding van het 2002 Samenwerkingsakkoord).

Onverminderd het bepaalde in artikel 8, §5, van het Samenwerkingsakkoord, komen niet in aanmerking voor effectieve tussenkomst van het Fonds:

- 1° De bodemsaneringskosten van de Bodemverontreiniging, die ontstaan is ten gevolge van een incident dat zich na de aanvraag tot tussenkomst heeft voorgedaan;
- 2° De bodemsaneringskosten van de Bodemverontreiniging, die vreemd is aan de uitbating van het Tankstation.

§2. Kunnen van de tussenkomst van het Fonds genieten: de Exploitant, de Eigenaar of de Gebruiker. De Eigenaar kan slechts van de tussenkomst van het Fonds genieten op voorwaarde dat op het moment van de indiening van de aanvraag voor tussenkomst op het Verontreinigde Terrein geen Tankstation wordt uitgbaat.

In geval van een Sanering bij wijze van overgangsmaatregel in combinatie met een Sluiting kunnen ook de vroegere Eigenaars, de vroegere Exploitanten of de vroegere Gebruikers een aanvraag tot tussenkomst indienen.

Afdeling 2.: Tussenkomst van het Fonds in geval van Sluiting

Article 8. - Importance de l'intervention du Fonds

§1^{er}. L'Exploitant, l'Utilisateur ou le Propriétaire qui souhaite faire usage de son droit à l'intervention du Fonds dispose, sous peine de déchéance, d'un délai de douze mois à compter du 26 mars 2004 pour introduire une demande d'intervention par courrier recommandé avec accusé de réception.

Les personnes visées à l'article 7, § 2 qui veulent faire valoir leur droit à l'intervention auprès du Fonds disposent d'un délai supplémentaire de six mois, à compter de l'entrée en application de l'Accord de coopération 2002, pour introduire une demande d'intervention auprès du Fonds par courrier recommandé avec accusé de réception. Ce délai est également prescrit sous peine de déchéance.

Les personnes telles que visées à l'article 7, § 2, qui souhaitent faire valoir leur droit à l'intervention auprès du Fonds, disposent d'un délai supplémentaire de six mois à compter de l'entrée en vigueur de l'Accord de coopération, pour introduire, par lettre recommandée avec accusé de réception, une demande d'intervention auprès du Fonds. Et ce, pour autant que le Terrain pollué ou le Site pollué ne fasse ou n'ait pas fait l'objet d'une demande recevable et complète. Ce délai est également prescrit sous peine de déchéance.

§2. Sans préjudice de l'article 7, le Fonds intervient directement dans tous les frais pour l'étude complémentaire obligatoire, le démantèlement des installations souterraines pour le stockage et la distribution de carburants, l'Assainissement du sol et l'entretien qui ont trait au Site pollué ou au Terrain pollué.

Tombent aussi sous les frais de l'étude complémentaire obligatoire les frais de l'Étude de sol indicative jugée suffisante dans la mesure où l'étude complémentaire a déjà été exécutée dans cette Étude de sol indicative; dans ce cas, l'intervention du Fonds est limitée aux frais de l'étude complémentaire qui dépassent 6.200,00 euros.

L'intervention du Fonds est toujours limitée aux frais réels qui sont nécessaires pour exécuter l'Assainissement du sol conformément au principe BATNEEC - Best Available Techniques Not Entailing Excessive Cost - repris dans les législations des Régions.

§3. Dans le cas où l'Assainissement d'un Site ou d'un Terrain pollué ne pourrait pas être

Artikel 8. - Omvang van de tussenkomst van het Fonds

§1. De Exploitant, Gebruiker of Eigenaar die van zijn recht op tussenkomst van het Fonds wenst gebruik te maken, beschikt, op straffe van verval, over een termijn van twaalf maanden, te rekenen vanaf 26 maart 2004, om per aangetekend schrijven met ontvangstbewijs een aanvraag tot tussenkomst in te dienen.

De personen zoals bedoeld in artikel 7, §2, die hun recht op tussenkomst bij het Fonds willen laten gelden, beschikken over een bijkomende termijn van zes maanden, te rekenen vanaf de inwerkingtreding van het 2002 Samenwerkingsakkoord, om per aangetekend schrijven met ontvangstbewijs een aanvraag tot tussenkomst bij het Fonds in te dienen. Deze termijn is eveneens voorgeschreven op straffe van verval.

De personen zoals bedoeld in artikel 7, § 2, die hun recht op tussenkomst bij het Fonds willen laten gelden, beschikken over een bijkomende termijn van zes maanden, te rekenen vanaf de inwerkingtreding van het Samenwerkingsakkoord, om per aangetekend schrijven met ontvangstbewijs een aanvraag tot tussenkomst bij het Fonds in te dienen. En dit voor zover het Verontreinigd terrein of Verontreinigde site niet het voorwerp uitmaakt of heeft uitgemaakt van een ontvankelijke en volledige aanvraag. Deze termijn is voorgeschreven op straffe van verval.

§2. Onverminderd artikel 7 komt het Fonds rechtstreeks tussen in alle kosten voor het verplicht aanvullend onderzoek, de ontmanteling van ondergrondse installaties voor opslag en verdeling van motorbrandstoffen, de Bodemsanering en de nazorg die betrekking hebben op de Verontreinigde site of het Verontreinigd terrein.

Onder de kosten van verplicht aanvullend onderzoek vallen ook de kosten van het afdoende bevonden Oriënterend bodemonderzoek in zoverre in dit Oriënterend bodemonderzoek reeds het aanvullend onderzoek werd uitgevoerd; in dat geval is de tussenkomst van het Fonds beperkt tot de kosten van het aanvullend onderzoek die meer dan 6.200,00 euro bedragen.

De tussenkomst van het Fonds is steeds beperkt tot de reële kosten die noodzakelijk zijn om de Bodemsanering uit te voeren overeenkomstig het in de wetgevingen van de Gewesten opgenomen BATNEEC - Best Available Techniques Not Entailing Excessive Cost - beginsel.

§3. In zoverre de Bodemsanering van de Verontreinigde site of het Verontreinigd terrein

techniquement dissocié de l'Assainissement d'une Pollution du sol étrangère à l'exploitation de la Station-service, le Fonds est tenu d'assainir simultanément l'ensemble des pollutions et d'avancer les frais d'assainissement y afférents.

§4. Dans la mesure où l'Assainissement du sol du Site pollué ou du Terrain pollué est dissociable techniquement de l'Assainissement du sol de la Pollution des sols qui est étrangère à l'exploitation de la Station-service et que son assainissement séparé entraîne des frais supplémentaires, le Fonds est uniquement tenu d'assainir cette pollution et d'avancer les frais supplémentaires qui en découlent si l'Exploitant, l'Utilisateur ou le Propriétaire demande expressément l'intervention du Fonds.

§5. Dans le cas où les §§ 3 et 4 du présent article sont applicables, le Fonds réclame les frais supplémentaires avancés de la Pollution des sols qui est étrangère à l'exploitation de la Station-service à l'Exploitant, à l'Utilisateur ou au Propriétaire. Si les frais supplémentaires sont toutefois inférieurs à 2 500,00 euros, ceux-ci restent à la charge du Fonds.

§6. Dans le cas où les §§ 3 et 4 du présent article sont applicables, le Fonds peut uniquement avancer les frais de l'assainissement du sol d'une pollution des sols qui est étrangère à l'exploitation de la Station-service si l'Exploitant, l'Utilisateur ou le Propriétaire a constitué au préalable au profit du Fonds une sûreté financière comme garantie du remboursement de ces frais et qui a été acceptée expressément par le fonds, conformément aux dispositions des §§ 7 à 12 compris du présent article (« **Sûreté Financière** »).

§7. La Sûreté Financière visée au § 6 du présent article peut adopter la forme suivante, séparément ou de manière combinée:

- 1° Une garantie irrévocable d'un établissement financier en vertu de laquelle celui-ci est tenu, après signification par courrier recommandé à la poste par le Fonds à l'établissement financier, de la constatation que l'Exploitant, l'Utilisateur ou le Propriétaire ne respecte pas ou ne respecte pas pleinement son obligation de remboursement des frais avancés visés dans les §3 et §4 du présent article, à première demande du Fonds de payer les factures produites par le Fonds en relation avec l'Assainissement du sol exécuté;
- 2° Un montant versé sur un compte auprès de la Caisse de dépôt et consignation en exécution d'une convention entre le Fonds, l'Exploitant, l'Utilisateur ou le Propriétaire selon laquelle la

technisch niet afsplitsbaar is van de bodemsanering van de bodemverontreiniging die vreemd is aan de uitbating van het Tankstation, is het Fonds gehouden beide verontreinigingen te saneren en de eruit voortkomende kosten voor te schieten.

§4. In zoverre de Bodemsanering van de Verontreinigde site of het Verontreinigd terrein technisch afsplitsbaar is van de bodemsanering van de bodemverontreiniging die vreemd is aan de uitbating van het Tankstation en de afzonderlijke bodemsanering ervan tot meerkosten leidt, is het Fonds enkel gehouden deze verontreiniging mee te saneren en de eruit voortkomende meerkosten voor te schieten indien de Exploitant, Gebruiker of Eigenaar uitdrukkelijk om de tussenkomst van het Fonds verzoekt.

§5. In geval §§3 en 4 van dit artikel toepasselijk zijn, vordert het Fonds de voorgeschoten meerkosten van de bodemverontreiniging die vreemd is aan de uitbating van het Tankstation, terug van de Exploitant, Gebruiker of Eigenaar. Indien de meerkosten evenwel minder dan 2 500,00 euro bedragen, dan blijven zij ten laste van het Fonds.

§6. Het Fonds kan, in geval §§ 3 en 4 van dit artikel toepasselijk zijn, de kosten van de bodemsanering van een verontreiniging die vreemd is aan de uitbating van het Tankstation, slechts voorschieten indien de Exploitant, Gebruiker of Eigenaar voorafgaandelijk ten voordele van het Fonds een financiële zekerheid heeft gesteld tot garantie van de terugbetaling van die kosten en die uitdrukkelijk door het Fonds aanvaard is overeenkomstig de bepalingen van § 7 tot en met 12 van dit artikel ("**Financiële Zekerheid**").

§7. De Financiële Zekerheid bedoeld in §6 van dit artikel kan de volgende vorm aannemen, afzonderlijk of in combinatie:

- 1° Een onherroepelijke garantie van een financiële instelling krachtens dewelke deze ertoe gehouden is om, na betekening bij een ter post aangetekend schrijven door het Fonds aan de financiële instelling van de vaststelling dat de Exploitant, Gebruiker of Eigenaar zijn verbintenis tot terugbetaling van de in §3 en §4 van dit artikel bedoelde voorgeschoten kosten niet of niet volledig nakomt, op eerste verzoek van het Fonds de door het Fonds overgelegde facturen in verband met de uitgevoerde Bodemsanering te betalen;
- 2° Een bedrag gestort op een rekening bij de Deposito- en Consignatiekas ter uitvoering van een overeenkomst tussen het Fonds, de Exploitant, Gebruiker of Eigenaar, volgens

Caisse de dépôt et consignation, sur première demande du Fonds et après production des factures, rembourse au Fonds les frais de l'Assainissement du sol exécuté par le Fonds visé au §§ 3 et 4 du présent article et après paiement desdites factures, rembourse le solde restant ainsi que les intérêts à l'Exploitant, à l'Utilisateur ou au Propriétaire.

Le Fonds a également la possibilité d'accepter comme Sûreté financière:

- 1° Un cautionnement;
- 2° Une hypothèque.

§8. La Sûreté financière doit se rapporter au montant des frais de l'Assainissement du sol visés dans les §§ 3 et 4 du présent article, tels que ceux-ci sont évalués par le Fonds.

§9. Le montant qui peut être exigé de celui qui a fourni la Sûreté Financière, pour autant qu'il s'agisse d'une autre personne que l'Exploitant, l'Utilisateur ou le Propriétaire même, est limité aux frais de l'Assainissement du sol visés aux §§ 3 et 4 du présent article, tels que ceux-ci sont évalués par le Fonds. Si les frais de l'assainissement du sol dépassent ce montant, l'Exploitant, l'Utilisateur ou le Propriétaire reste tenu de les supporter.

§10. L'Exploitant, l'Utilisateur ou le Propriétaire signifie, dans un délai de six mois après la demande du Fonds en ce sens par courrier recommandé avec accusé de réception, une proposition au Fonds par courrier recommandé à la poste avec accusé de réception concernant la nature et l'importance de la Sûreté Financière.

Le Fonds étudie sans retard la Sûreté Financière proposée et signifie à l'Exploitant, à l'Utilisateur ou au Propriétaire sa décision par courrier recommandé à la poste avec accusé de réception dans un délai d'un mois après réception de la proposition de l'Exploitant, de l'Utilisateur ou du Propriétaire. Le Fonds peut proposer des compléments ou des modifications. Si le Fonds rejette totalement ou partiellement la Sûreté Financière, le Fonds somme l'intéressé de constituer une Sûreté Financière appropriée dans le délai d'un mois. Il détermine ici la nature et la hauteur de la Sûreté Financière qui doit être constituée.

§11. En cas d'application du § 3 du présent article, tout droit à l'intervention de la part du Fonds est suspendu aussi longtemps que l'Exploitant, l'Utilisateur ou le Propriétaire n'a pas constitué de Sûreté Financière. Tout droit à l'intervention est

dewelke de Deposito- en Consignatiekas op eerste verzoek van het Fonds en na voorlegging van de facturen, aan het Fonds de kosten van de door het Fonds uitgevoerde Bodemsanering bedoeld in §§3 en 4 van dit artikel terugbetaalt en na betaling van deze facturen het overblijvend saldo evenals de intresten aan de Exploitant, Gebruiker of Eigenaar terugbetaalt.

Het Fonds heeft tevens de mogelijkheid om als Financiële Zekerheid te aanvaarden:

- 1° Een borgstelling;
- 2° Een hypotheek.

§8. De Financiële Zekerheid moet betrekking hebben op het bedrag van de kosten van de Bodemsanering bedoeld in §§3 en 4 van dit artikel, zoals deze door het Fonds geraamd worden.

§9. Het bedrag dat kan worden gevorderd van degene die de Financiële Zekerheid heeft verstrekt, voor zover het een andere persoon betreft dan de Exploitant, Gebruiker of Eigenaar zelf, is beperkt tot de kosten van de Bodemsanering bedoeld in §§3 en 4 van dit artikel, zoals deze door het Fonds geraamd worden. Wanneer de kosten van de bodemsanering dit bedrag overschrijden, blijft de Exploitant, Gebruiker of Eigenaar gehouden deze te dragen.

§10. De Exploitant, Gebruiker of Eigenaar betekent, binnen een termijn van zes maanden nadat het Fonds hem daartoe per aangetekend schrijven met ontvangstbewijs heeft verzocht, aan het Fonds bij ter post aangetekend schrijven tegen ontvangstbewijs een voorstel met betrekking tot de aard en de omvang van de Financiële Zekerheid.

Het Fonds onderzoekt de voorgestelde Financiële Zekerheid onverwijld en betekent de Exploitant, Gebruiker of Eigenaar zijn beslissing bij een ter post aangetekend schrijven met ontvangstbewijs binnen een termijn van een maand na ontvangst van het voorstel van de Exploitant, Gebruiker of Eigenaar. Het Fonds kan aanvullingen of wijzigingen voorstellen. Als het Fonds de Financiële Zekerheid geheel of gedeeltelijk verwerpt, maant het Fonds de betrokkene aan om binnen een maand aangepaste Financiële Zekerheid te stellen. Het bepaalt daarbij de aard en de hoogte van de Financiële Zekerheid die moet gesteld worden.

§11. In geval van toepassing van § 3 van dit artikel, wordt elk recht op tussenkomst vanwege het Fonds opgeschort zolang de Exploitant, Gebruiker of Eigenaar geen Financiële Zekerheid heeft gesteld. Elk recht op tussenkomst vervalt

déchu si l'Exploitant, l'Utilisateur ou le Propriétaire n'a pas constitué de proposition de Sûreté Financière dans le délai visé dans le § 10, alinéa 1, du présent article ou n'a pas constitué de Sûreté Financière appropriée dans le délai visé dans le § 10, alinéa 2 du présent article.

En cas d'application du § 4 du présent article, le droit à l'intervention de la part du Fonds concernant l'Assainissement du sol de la Pollution des sols qui est étrangère à l'exploitation de la Station-service est suspendu aussi longtemps que l'Exploitant, l'Utilisateur ou le Propriétaire n'a pas constitué de Sûreté Financière. Tout droit à l'intervention de la part du Fonds concernant l'Assainissement du sol de la Pollution des sols qui est étrangère à l'exploitation de la Station-service est déchu si l'Exploitant, l'Utilisateur ou le Propriétaire n'a pas émis de proposition de Sûreté Financière dans le délai visé dans le § 10, alinéa 1, du présent article ou n'a pas constitué de Sûreté Financière appropriée dans le délai visé dans le § 10, alinéa 2 du présent article.

§12. Les délais visés au § 10 du présent article commencent à courir le jour qui suit la réception du courrier recommandé visé dans ce même paragraphe.

Article 9. - Demande d'intervention

§1^{er}. L'Exploitant, l'Utilisateur ou le Propriétaire qui souhaite bénéficier de son droit à l'intervention du Fonds joint à sa demande d'intervention:

- 1° Le nombre exigé d'exemplaires signés de la Convention dont le modèle a été approuvé par la Commission interrégionale de l'assainissement du sol conformément à l'article 37 §2, 3° et §3;
- 2° Une Étude indicative jugée suffisante relative au Terrain pollué;
- 3° Un questionnaire complété avec l'énoncé des supports en service et des supports hors service à la date de l'avis, du type de produit par support, de la capacité, de l'âge des supports et des dernières attestations disponibles des essais de pression, si ces données n'ont pas été reprises dans l'Étude indicative jugée suffisante;
- 4° Une déclaration signée par l'Exploitant, l'Utilisateur ou le Propriétaire où il est fait mention de tous les incidents signalés aux autorités compétentes qui sont survenus après l'exécution de l'Étude de sol indicative et qui peuvent avoir donné lieu à la Pollution

indien de Exploitant, Gebruiker of Eigenaar geen voorstel van Financiële Zekerheid heeft gesteld binnen de in §10, lid 1, van dit artikel bedoelde termijn dan wel geen aangepaste financiële zekerheid heeft gesteld binnen de in §10, lid 2, van dit artikel bedoelde termijn.

In geval van toepassing van § 4 van dit artikel, wordt het recht op tussenkomst vanwege het Fonds betreffende de Bodemsanering van de Bodemverontreiniging die vreemd is aan de uitbating van het Tankstation opgeschort zolang de Exploitant, Gebruiker of Eigenaar geen Financiële Zekerheid heeft gesteld. Elk recht op tussenkomst vanwege het Fonds betreffende de Bodemsanering van de Bodemverontreiniging die vreemd is aan de uitbating van het Tankstation vervalt indien de Exploitant, Gebruiker of Eigenaar geen voorstel van Financiële Zekerheid heeft gesteld binnen de in §10, lid 1, van dit artikel bedoelde termijn dan wel geen aangepaste Financiële Zekerheid heeft gesteld binnen de in §10, lid 2, van dit artikel bedoelde termijn.

§12. De termijnen bedoeld in § 10 van dit artikel vangen aan de dag na de ontvangst van het in dezelfde paragraaf bedoelde aangetekend schrijven.

Artikel 9. - Aanvraag tot tussenkomst

§1. De Exploitant, Gebruiker of Eigenaar die van zijn recht op tussenkomst van het Fonds wenst te genieten, voegt bij zijn aanvraag tot tussenkomst:

- 1° Het vereiste aantal ondertekende exemplaren van de Overeenkomst, waarvan het model door de Interregionale Bodemsaneringscommissie werd goedgekeurd overeenkomstig artikel 37, §2, 3° en §3;
- 2° Een Afdoende bevonden Oriënterend onderzoek met betrekking tot het Verontreinigd terrein;
- 3° Een ingevulde vragenlijst met opsomming van de houders in dienst en houders uit dienst op dag van de melding, type product per houder, capaciteit, ouderdom der houders en de laatst beschikbare attesten van de druktesten, zo deze gegevens niet opgenomen werden in het Afdoende bevonden Oriënterend onderzoek;
- 4° Een door de Exploitant, Gebruiker of Eigenaar ondertekende verklaring waarbij melding wordt gemaakt van alle aan de bevoegde overheid gemelde incidenten die zijn voorgevallen na de uitvoering van het Oriënterend bodemonderzoek en aanleiding

des sols ou du fait qu'aucun incident ne s'est produit.

Le Fonds déclare la demande d'intervention recevable et complète dans un délai de trois mois après sa réception. Dans ce cas, le Fonds transmet le nombre exigé d'exemplaires, cosignés par ses soins, de la Convention à l'Exploitant, à l'Utilisateur ou au Propriétaire.

Si le Fonds déclare la demande d'intervention irrecevable et/ou incomplète, il en fournit les raisons par courrier recommandé à l'Exploitant, à l'Utilisateur ou au Propriétaire.

Si nécessaire, le Fonds octroie à l'Exploitant, à l'Utilisateur ou au Propriétaire un nouveau délai d'un mois dans lequel les pièces et/ou informations manquantes doivent être communiquées.

En l'absence de communication des pièces et/ou informations manquantes dans le délai susdit, la demande d'intervention du Fonds est jugée irrecevable et incomplète de plein droit.

Les délais visés dans les alinéas 2 et 3 du présent paragraphe commencent à courir le jour qui suit la réception du courrier recommandé.

§2. La Convention dont le modèle doit être approuvé par la Commission interrégionale de l'assainissement du sol conformément à l'article 37, §2, 3° et § 3 doit au moins comprendre des obligations suivantes:

1° Dans le chef de l'Exploitant, de l'Utilisateur ou du Propriétaire, qui souhaite faire usage de son droit à l'intervention du Fonds:

1. Le mandat spécifique en faveur du Fonds, pour, en son nom et pour son compte, faire toutes les démarches qui sont exigées pour la réalisation de l'Assainissement du sol;
2. L'obligation de rembourser au Fonds, dans le délai prévu à cet effet, en cas d'application de l'article 8, §§ 3 et/ou 4, les frais d'assainissement du sol de la Pollution des sols qui est étrangère à l'exploitation de la Station-service;
3. L'obligation, en cas d'application de l'article 8, §§ 3 et/ou 4, de constituer une Sûreté Financière au profit du Fonds en sûreté du remboursement des frais d'assainissement du sol de la Pollution des sols qui est étrangère à l'exploitation de la Station-

kunnen hebben gegeven tot Bodemverontreiniging of van het feit dat er geen incidenten zijn voorgevallen.

Het Fonds verklaart de aanvraag tot tussenkomst ontvankelijk en volledig binnen een termijn van drie maanden na ontvangst ervan. In dat geval maakt het Fonds het vereiste aantal door haar medeondertekende exemplaren van de Overeenkomst over aan de Exploitant, Gebruiker of Eigenaar.

Indien het Fonds de aanvraag tot tussenkomst onontvankelijk en/of onvolledig verklaart, deelt het de redenen daarvan, per aangetekend schrijven aan de Exploitant, Gebruiker of Eigenaar mee.

Zo nodig kent het Fonds aan de Exploitant, Gebruiker of Eigenaar een nieuwe termijn van één maand toe binnen dewelke de ontbrekende stukken en/of informatie moeten worden meegedeeld.

Bij gebrek aan mededeling van de ontbrekende stukken en/of informatie binnen de voornoemde termijn, wordt de aanvraag tot tussenkomst van het Fonds van rechtswege geacht onontvankelijk en onvolledig te zijn.

De termijnen bedoeld in leden 2 en 3 van deze paragraaf vangen aan de dag na ontvangst van het aangetekend schrijven.

§2. De Overeenkomst, waarvan het model door de Interregionale Bodemsaneringscommissie, overeenkomstig artikel 37, §2, 3° en §3 moet worden goedgekeurd, dient minstens de volgende verbintenissen te bevatten:

1° In hoofde van de Exploitant, Gebruiker of Eigenaar, die van zijn recht op tussenkomst van het Fonds gebruik wenst te maken:

1. Het uitdrukkelijk mandaat ten gunste van het Fonds om in zijn naam en voor zijn rekening alle stappen te zetten die vereist zijn voor de realisatie van de Bodemsanering;
2. De verbintenis om, in geval van toepassing van artikel 8, §§3 en/of 4, de bodemsaneringskosten van de bodemverontreiniging die vreemd is aan de uitbating van het Tankstation aan het Fonds terug te betalen, binnen de daartoe voorziene termijn;
3. De verbintenis om, in geval van toepassing van artikel 8, §§3 en/of 4, een Financiële Zekerheid te stellen ten voordele van het Fonds tot zekerheid van de terugbetaling van de bodemsaneringskosten van de Bodemverontreiniging die vreemd is aan

service, et ceci au plus tard dans les délais stipulés dans l'article 8, § 10;

4. L'obligation, dans les vingt-quatre mois au plus tard après le 26 mars 2004, de fermer sa Station-service et, à cet effet, dans les deux mois qui suivent la Fermeture, d'enlever toutes les installations au-dessus du sol de sa Station-service et de vider et de dégazer ses installations souterraines (notamment les supports, tuyauteries, égouts, capteurs d'huile...;
5. L'obligation de ne pas utiliser, ou faire utiliser, le Terrain pollué pour l'exploitation d'une Station-service pour une période de quinze ans à compter de la date de la Fermeture de la Station-service et de rendre cette obligation imposable à l'égard des tiers bénéficiaires au moyen d'une clause de reprise obligatoire. Si la demande concerne une Station-service qui a été fermée avant le 1er janvier 1993, la durée de quinze ans ne peut jamais arriver à expiration avant qu'ait été délivré un document établi par l'autorité régionale compétente telle que visée à l'article 12, § 3, 1°, 3, après avis non contraignant du Fonds mentionnant que l'exploitation d'une Station-service n'entrave pas l'Assainissement;
6. L'obligation de rembourser au Fonds tous les frais déjà exposés, y compris les frais de gestion, majorés des intérêts légaux dès qu'il met fin, pour quelque raison que ce soit, au mandat du Fonds. S'il est constaté que l'Exploitant, l'Utilisateur ou le Propriétaire n'a pas respecté en temps utile les obligations mentionnées dans le § 2, 1°, 3, en cas d'application de l'article 8, § 3, § 2, 1°, 4 et § 2, 1°, 5, du présent article, tout droit à l'intervention du Fonds est déchu et le mandat, s'il est éventuellement encore en exécution, est censé avoir pris fin de plein droit. Dans ce cas, le Fonds peut réclamer à l'Exploitant, à l'Utilisateur de fait ou au Propriétaire tous les frais déjà exposés, y compris les frais de gestion, majorés des intérêts légaux.

2° Dans le chef du Propriétaire:

L'engagement de ne pas utiliser, faire utiliser ou laisser utiliser le Terrain pollué après Assainissement du sol en vue de l'exploitation d'une Station-service pendant une période de

de uitbating van het Tankstation en zulks uiterlijk binnen de in artikel 8, §10, bepaalde termijnen;

4. De verbintenis om uiterlijk binnen vierentwintig maanden na 26 maart 2004 zijn Tankstation te sluiten en met het oog daarop binnen de twee maanden na de Sluiting alle bovengrondse installaties van zijn Tankstation te verwijderen en zijn ondergrondse installaties (met name houders, leidingen, rioleringen, olievangers,...) te ledigen en gasvrij te maken;
5. De verbintenis om het Verontreinigd terrein niet te gebruiken, te doen gebruiken of te laten gebruiken voor de uitbating van een Tankstation voor een periode van vijftien jaar, te rekenen vanaf de datum van de Sluiting van het Tankstation en die verbintenis ten aanzien van derde-verkrijgers afdwingbaar te maken middels een kettingsbeding. Indien de aanvraag betrekking heeft op een Tankstation dat gesloten werd vóór 1 januari 1993 kan de termijn van 15 jaar nooit verstrijken vóór een document werd afgeleverd, opgesteld door de bevoegde gewestelijke overheid zoals bedoeld in artikel 12, §3, 1°, 3, na een niet-bindend advies van het Fonds, waarin vermeld wordt dat de uitbating van een Tankstation de Bodemsanering niet hindert;
6. De verbintenis om alle reeds gemaakte kosten, m.i.v. de beheerskosten, vermeerderd met de wettelijke intrest, aan het Fonds terug te betalen van zodra hij, om welke reden ook, het mandaat van het Fonds beëindigt. Wanneer vastgesteld wordt dat de Exploitant, de Gebruiker of Eigenaar de verbintenissen bedoeld in §2, 1°, 3, in geval van toepassing van artikel 8, §3, §2, 1°, 4 en §2, 1°, 5, van dit artikel niet of niet tijdig heeft nageleefd, vervalt elk recht op tussenkomst van het Fonds en wordt het mandaat, indien het desgevallend nog in uitvoering is, van rechtswege geacht beëindigd te zijn. In dat geval kan het Fonds alle reeds gemaakte kosten, m.i.v. de beheerskosten, vermeerderd met de wettelijke interest, van de Exploitant, Gebruiker of Eigenaar terugvorderen.

2° In hoofde van de Eigenaar:

De verbintenis om het Verontreinigd terrein na Bodemsanering niet te gebruiken, te doen gebruiken of te laten gebruiken voor de uitbating van een Tankstation gedurende een

quinze ans à compter de la date de la Fermeture de la Station-service et de rendre cet engagement contraignant à l'égard de tiers-acquéreurs au moyen d'une clause de reprise obligatoire. Si la demande concerne une Station-service qui a été fermée avant le 1er janvier 1993, la durée de quinze ans ne peut jamais arriver à expiration avant qu'ait été délivré un document établi par l'autorité régionale compétente telle que visée à l'article 12, § 3, 1°, 3, après avis non contraignant du Fonds mentionnant que l'exploitation d'une Station-service n'entrave pas l'Assainissement.

3° Dans le chef du Fonds:

L'engagement d'entreprendre, dans le cadre du mandat qui lui a été donné à cet effet, au nom et pour compte de l'Exploitant, de l'Utilisateur ou du Propriétaire, toutes les démarches nécessaires à la réalisation de l'Assainissement du sol, moyennant le respect des dispositions de l'article 6.

§3. Tout Exploitant d'une Station-service qui est à nouveau exploitée sur un terrain assaini est tenu de souscrire un contrat d'assurance couvrant les dommages pouvant résulter de la pollution future.

Section 3.: Intervention du Fonds en cas de poursuite ou de renouvellement de l'exploitation de la Station-service et pour tout assainissement à titre de mesure transitoire

Article 10.

§1^{er}. Sans préjudice de l'article 7, l'intervention effective du Fonds pour l'Assainissement du Site ou du Terrain pollué si l'exploitation de la Station-service est poursuivie ou renouvelée, à titre de mesure transitoire ou non, est toujours limitée à un montant maximal de 62.000,00 euro.

Sans préjudice des dispositions de l'alinéa 1er, l'intervention effective du Fonds est toutefois limitée à un montant maximal de:

- 1° 37.200,00 euro, en ce qui concerne l'Assainissement du sol;
- 2° 37.200,00 euro, en ce qui concerne l'Assainissement de la nappe phréatique, étant entendu que ces dernières limitations ne sont pas d'application si l'assainissement d'une couche surnageante entraîne des frais spécifiques.

periode van vijftien jaar, te rekenen vanaf de datum van de Sluiting van het Tankstation en die verbintenis ten aanzien van derde-verkrijgers afdwingbaar te maken middels een kettingsbeding. Indien de aanvraag betrekking heeft op een Tankstation dat gesloten werd vóór 1 januari 1993 kan de termijn van vijftien jaar nooit verstrijken vóór een document werd afgeleverd, opgesteld door de bevoegde gewestelijke overheid zoals bedoeld in artikel 12, §3, 1°, 3, na niet bindend advies van het Fonds waarin vermeld wordt dat de uitbating van een Tankstation de Bodemsanering niet hindert.

3° In hoofde van het Fonds:

De verbintenis om, binnen het kader van het aan hem daartoe verleende mandaat, in naam en voor rekening van de Exploitant, Gebruiker of Eigenaar, alle stappen te zetten die vereist zijn voor de realisatie van de Bodemsanering, mits eerbiediging van hetgeen in artikel 6 is bepaald.

§3. Elke Exploitant die op het gesaneerde terrein opnieuw een Tankstation uitbaat is gehouden een verzekeringscontract te sluiten tot dekking van de schade die uit de toekomstige verontreiniging kan voortkomen.

Afdeling 3.: Tussenkoms van het Fonds in geval van voortzetting van de uitbating of de hernieuwing van de uitbating van het Tankstation en voor alle saneringen bij wijze van overgangsmaatregel

Artikel 10.

§1. Onverminderd artikel 7, is de effectieve tussenkoms van het Fonds voor de Bodemsanering van de Verontreinigde site of het Verontreinigd terrein indien de uitbating van het Tankstation wordt voortgezet of hernieuwd, al of niet bij wijze van overgangsmaatregel, steeds beperkt tot een maximumbedrag van 62.000,00 euro.

Onverminderd de bepalingen van lid 1, is de effectieve tussenkoms van het Fonds evenwel beperkt tot een maximumbedrag van:

- 1° 37.200,00 euro, wat de Bodemsanering van de grond betreft;
- 2° 37.200,00 euro, wat de Bodemsanering van het grondwater betreft, met dien verstande dat deze laatste beperkingen niet gelden indien de sanering van een drijfllaag specifieke kosten met zich brengt.

§2. Si la demande concerne un Assainissement à titre de mesure transitoire en combinaison avec une Fermeture, les dispositions de l'article 8, § 2, sont d'application. Pour que cette application soit effective, il est cependant exigé que le demandeur prouve l'existence d'un engagement de ne pas utiliser, faire utiliser ou laisser utiliser, après l'assainissement, le Site ou Terrain pollué pour lequel une intervention effective est demandée aux fins de l'exploitation d'une Station-service pendant une période de quinze ans, à compter de la date à laquelle la Station-service a été fermée. Cet engagement doit être rendu contraignant à l'égard de tiers-acquéreurs au moyen d'une clause de reprise obligatoire.

Si la demande concerne une Station-service qui a été fermée avant le 1er janvier 1993, la durée de quinze ans ne peut jamais arriver à expiration avant qu'ait été délivré un document établi par l'autorité régionale compétente telle que visée à l'article 12, § 3, 1°, 3, après avis non contraignant du Fonds mentionnant que l'exploitation d'une Station-service n'entrave pas l'Assainissement.

§3. Tous les frais doivent être soumis à l'approbation du Fonds. S'il estime que les frais ne sont pas conformes ou ne sont pas entièrement conformes à la réalité, le Fonds peut refuser son intervention, en indiquant les raisons de son refus.

§4. Pour les Assainissements à titre de mesure transitoire, seuls les frais relatifs aux travaux d'assainissement qui ont été réalisés après le 1er janvier 2000 entrent en ligne de compte pour un remboursement par le Fonds.

Article 11.

§1^{er}. L'Exploitant d'une Station-service qui souhaite faire valoir son droit à l'intervention du Fonds, dispose, sous peine de déchéance, d'un délai de vingt-quatre mois à compter du 26 mars 2004, pour introduire sa demande d'intervention par lettre recommandée avec accusé de réception.

Les personnes telles que visées à l'article 7, § 2, qui souhaitent faire valoir leur droit à intervention auprès du Fonds, disposent d'un délai supplémentaire de six mois, à compter de l'entrée en vigueur de l'Accord de coopération 2002, pour introduire par lettre recommandée avec accusé de réception une demande d'intervention auprès du Fonds. Ce délai est également prescrit sous peine de déchéance.

Les personnes telles que visées à l'article 7, § 2, qui souhaitent faire valoir leur droit à intervention

§2. Indien de aanvraag betrekking heeft op een Sanering bij wijze van overgangsmaatregel in combinatie met een Sluiting, zijn de bepalingen van artikel 8, §2, van toepassing. Opdat deze toepassing effectief zou zijn, is echter vereist dat de aanvrager het bestaan bewijst van een verbintenis om na sanering de Verontreinigde site of het Verontreinigde terrein waarvoor een effectieve tussenkomst wordt gevraagd, niet te gebruiken, te doen gebruiken of te laten gebruiken voor de uitbating van een Tankstation gedurende een periode van vijftien jaar, te rekenen vanaf de datum waarop het Tankstation werd gesloten. Deze verbintenis moet ten aanzien van derden-verkrijgers afdwingbaar worden gemaakt door middel van een kettingbeding.

Indien de aanvraag betrekking heeft op een Tankstation dat gesloten werd vóór 1 januari 1993 kan de termijn van 15 jaar nooit verstrijken vóór een document werd afgeleverd, opgesteld door de bevoegde gewestelijke overheid zoals bedoeld in artikel 12, §3, 1°, 3, na een niet-bindend advies van het Fonds, waarin vermeld wordt dat de uitbating van een Tankstation de Bodemsanering niet hindert.

§3. Alle kosten moeten ter goedkeuring van het Fonds worden voorgelegd. Deze kan zijn tussenkomst op gemotiveerde wijze weigeren, zo hij van oordeel is dat deze kosten niet of niet geheel aan de werkelijkheid beantwoorden.

§4. Voor Saneringen bij wijze van overgangsmaatregel komen enkel de kosten voor de bodemsaneringswerken die uitgevoerd werden na 1 januari 2000, in aanmerking voor terugbetaling door het Fonds.

Artikel 11.

§1. De Exploitant van een Tankstation die van zijn recht op tussenkomst van het Fonds wenst gebruik te maken, beschikt, op straffe van verval, over een termijn van vierentwintig maanden, te rekenen vanaf 26 maart 2004, om per aangetekend schrijven met ontvangstbewijs een aanvraag tot tussenkomst in te dienen.

De personen zoals bedoeld in artikel 7, §2, die hun recht op tussenkomst bij het Fonds willen laten gelden, beschikken over een bijkomende termijn van zes maanden, te rekenen vanaf de inwerkingtreding van het 2002 Samenwerkingsakkoord, om per aangetekend schrijven met ontvangstbewijs een aanvraag tot tussenkomst bij het Fonds in te dienen. Deze termijn is eveneens voorgeschreven op straffe van verval.

De personen zoals bedoeld in artikel 7, § 2, die hun recht op tussenkomst bij het Fonds willen

auprès du Fonds, disposent d'un délai supplémentaire de six mois, à compter de l'entrée en vigueur de l'Accord de coopération, pour introduire, par lettre recommandée avec accusé de réception, une demande d'intervention auprès du Fonds. Et ce, pour autant que le Terrain pollué ou le Site pollué ne fasse ou n'ait pas fait l'objet d'une demande recevable ou complète. Ce délai est également prescrit sous peine de déchéance.

§2. Le Fonds rembourse, dans les limites fixées à l'article 10, les frais de l'étude complémentaire obligatoire, d'Assainissement du sol et de surveillance qui concernent directement le Site ou le Terrain pollué, étant entendu que:

- sont aussi compris dans les frais de l'étude complémentaire obligatoire, les frais de l'Étude indicative jugée conforme, dans la mesure où cette Étude indicative comporte déjà des éléments de l'étude complémentaire; dans ce cas, l'intervention du Fonds se limite aux frais de l'étude complémentaire qui excèdent 6.200,00 euros;
- l'intervention du Fonds se limite toujours aux frais réels qui sont nécessaires pour exécuter l'Assainissement du sol conformément au principe BATNEEC - Best Available Techniques Not Entailing Excessive Cost - repris dans les législations régionales.

En cas d'Assainissement du sol par déblai et traitement des terres polluées, l'intervention du Fonds se limite en tout cas aux frais réels:

- 1° Du déblai de la terre polluée;
- 2° De transport et de traitement de la terre de déblai polluée vers et dans une installation de traitement de déchets agréée ou autorisée conformément à la législation des Régions.

Les frais de déblai de la terre polluée sont calculés sur base de la quantité de terre traitée et d'un prix unitaire par m³ de terre excavée, fixé préalablement par le Fonds. S'il est nécessaire, pour pouvoir traiter la terre polluée, d'enlever au préalable une quantité de terre pour laquelle aucune autre mesure n'est requise, un supplément par unité de terre enlevée qui ne doit pas être assainie, déterminé sur une base forfaitaire par le Fonds, peut être imputé au Fonds.

laten gelden, beschikken over een bijkomende termijn van zes maanden, te rekenen vanaf de inwerkingtreding van het Samenwerkingsakkoord, om per aangetekend schrijven met ontvangstbewijs een aanvraag tot tussenkomst bij het Fonds in te dienen. En dit voor zover het Verontreinigd terrein of Verontreinigde site niet het voorwerp uitmaakt of heeft uitgemaakt van een ontvankelijke en volledige aanvraag. Deze termijn is voorgeschreven op straffe van verval.

§2. Het Fonds betaalt, binnen de perken als bepaald in artikel 10, de kosten voor het verplicht aanvullend onderzoek, de Bodemsanering en de nazorg die rechtstreeks betrekking hebben op de Verontreinigde site of het Verontreinigd terrein, terug met dien verstande dat:

- onder de kosten van het verplicht aanvullend onderzoek ook de kosten van het Afdoende bevonden Oriënterend bodemonderzoek vallen in zoverre in dit Oriënterend bodemonderzoek reeds het aanvullend onderzoek werd uitgevoerd; in dat geval is de tussenkomst van het Fonds beperkt tot de kosten van aanvullend onderzoek die meer dan 6.200,00 euro bedragen;
- de tussenkomst van het Fonds steeds beperkt is tot de reële kosten die noodzakelijk zijn om de Bodemsanering uit te voeren overeenkomstig het in de wetgevingen van de Gewesten opgenomen BATNEEC - Best Available Techniques Not Entailing Excessive Cost - beginsel.

In geval van Bodemsanering door uitgraving en verwerking, is de tussenkomst van het Fonds in alle geval beperkt tot de reële kosten van:

- 1° Uitgraving van verontreinigde grond;
- 2° Vervoer naar en verwerking van de afgegraven verontreinigde grond in een daartoe overeenkomstig de wetgeving van de Gewesten erkende of vergunde afvalverwerkingsinrichting.

De kosten voor uitgraving van verontreinigde grond worden verrekend op basis van de hoeveelheid verwerkte grond en een vooraf door het Fonds vastgestelde eenheidsprijs per m³ uitgegraven grond. Indien een hoeveelheid grond waarvoor er geen verdere maatregelen nodig zijn, voorafgaandelijk moet afgegraven worden om de verontreinigde grond te kunnen verwerken, kan een door het Fonds op forfaitaire wijze bepaalde toeslag per eenheid afgegraven niet te saneren grond op het Fonds worden aangerekend.

En cas de surveillance, l'intervention du Fonds se limite aux frais de la surveillance pendant une période de 5 ans à compter de la notification de la déclaration de conformité du projet d'assainissement du sol, de l'approbation du plan d'assainissement ou du Permis d'environnement.

Le remboursement des frais s'effectue uniquement sur présentation:

- 1° De toutes les factures qui se rapportent à l'exécution de l'assainissement; les factures présentées devront toutes être justifiées à la lumière de l'état des dépenses détaillé établi par l'expert en assainissement du sol proposé;
- 2° D'une attestation, d'une déclaration de bonne fin ou d'un autre document établi par l'autorité régionale compétente, faisant apparaître que l'Assainissement du sol a été exécuté conformément aux législations et codes de bonne pratique applicables dans la Région concernée;
- 3° D'une déclaration, rédigée par un expert (en environnement) agréé conformément à la législation de la Région concernée, attestant que la Station-service renouvelée satisfait dorénavant à toutes les normes environnementales applicables dans la Région concernée. L'attestation n'est pas exigée pour les demandes d'assainissement en combinaison avec la Fermeture à titre de mesure transitoire.

Article 12.

§1^{er}. **A.** L'Exploitant d'une Station-service qui souhaite faire valoir son droit à l'intervention du Fonds, joint à sa demande d'intervention:

- 1° Le nombre requis d'exemplaires signés de la Convention, tel que fixé dans la convention-type approuvée par la Commission interrégionale de l'assainissement du sol conformément à l'article 37, § 2, 3° et § 3;
- 2° Une Étude indicative jugée conforme concernant le terrain concerné;
- 3° Un questionnaire complété avec une liste des réservoirs en service et des réservoirs hors service au jour de la demande en intervention, précisant: le type de réservoir, le produit contenu, la capacité et l'âge des réservoirs, les dernières attestations de test de mise sous pression disponibles, si ces données n'ont pas été reprises dans l'étude indicative jugée conforme;

De tussenkomst van het Fonds is, in geval van nazorg, beperkt tot de kosten van nazorg gedurende een periode van 5 jaar te rekenen vanaf de betekening van de conformverklaring van het bodemsaneringsproject, de goedkeuring van het saneringsplan of de Milieuvergunning.

De terugbetaling van de kosten vindt slechts plaats na voorlegging:

- 1° Van alle facturen die betrekking hebben op de uitvoering van de sanering; de voorgelegde facturen dienen allen verantwoord te zijn in het licht van een gedetailleerde rekeningstaat opgesteld door de aangestelde bodemsanerings-deskundige;
- 2° Van een attest, eindverklaring of akteneming, opgesteld door de bevoegde gewestelijke overheid, waaruit blijkt dat de Bodemsanering overeenkomstig de in het betrokken Gewest toepasselijke normen en codes van goede praktijk werd uitgevoerd;
- 3° Van een attest, opgesteld door een overeenkomstig de wetgeving van het betrokken Gewest erkend (milieu)deskundige, waaruit blijkt dat het hernieuwde Tankstation voortaan voldoet aan alle in het betrokken Gewest toepasselijke milieunormen. Het attest is niet vereist bij aanvragen tot Sanering in combinatie met de Sluiting bij wijze van overgangsmaatregel.

Artikel 12.

§1. **A.** De Exploitant van een Tankstation die van zijn recht op tussenkomst van het Fonds wenst te genieten, voegt bij zijn aanvraag tot tussenkomst:

- 1° Het vereiste aantal ondertekende exemplaren van de Overeenkomst, zoals bepaald in het model dat door de Interregionale Bodemsaneringscommissie wordt goedgekeurd overeenkomstig artikel 37, §2, 3° en §3;
- 2° Een Afdoende bevonden Oriënterend onderzoek;
- 3° Een ingevulde vragenlijst met opsomming van de houders in dienst en houders uit dienst op dag van de melding, type product per houder, capaciteit, ouderdom der houders en de laatst beschikbare attesten van de druktesten, zo deze gegevens niet opgenomen werden in het afdoende bevonden oriënterend onderzoek;

4° Une déclaration signée par l'exploitant de la Station-service faisant mention soit de tous les incidents de nature à générer une Pollution du sol survenus après la réalisation de l'étude indicative jugée conforme et notifiés aux autorités publiques compétentes, soit du fait qu'il n'y a pas eu d'incident;

5° La preuve que l'exploitation a débuté au plus tard six mois après la date d'entrée en vigueur de l'Accord de coopération 2002.

§1.B. L'Exploitant d'une Station-service qui souhaite faire valoir son droit à l'intervention du Fonds en cas d'Assainissement à titre de mesure transitoire, joint à sa demande d'intervention uniquement:

1° Le nombre requis d'exemplaires signés de la Convention, tel que fixé dans la convention-type approuvée par la Commission interrégionale de l'assainissement du sol conformément à l'article 37, §2, 3° et § 3;

2° Un projet d'assainissement du sol déclaré conforme, un plan d'assainissement approuvé et un Permis d'environnement pour autant que la réglementation régionale en vigueur l'exige;

3° Si elle est déjà disponible, une attestation déclarant que l'assainissement du sol a été effectué conformément au projet d'assainissement, au plan d'assainissement ou au Permis d'environnement pour autant que la réglementation régionale l'exige.

§2. Le Fonds déclare la demande d'intervention recevable et complète dans un délai de trois mois suivant sa réception. Dans ce cas, le Fonds communique à l'Exploitant de la Station-service le nombre requis d'exemplaires de la convention, dûment signés.

Si le Fonds déclare la demande d'intervention irrecevable et/ou incomplète, il en informera l'Exploitant de la Station-service par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le cas échéant, le Fonds accorde à l'Exploitant de la Station-service un délai d'un mois dans lequel les documents faisant défaut devront lui être soumis.

A défaut de présentation des documents faisant défaut dans le délai prévu, la demande d'intervention du Fonds est, de plein droit, réputée irrecevable.

4° Een door de Exploitant van een Tankstation ondertekende verklaring waarbij melding wordt gemaakt van alle aan de bevoegde overheid gemelde incidenten die zijn voorgevallen na de uitvoering van het oriënterend bodemonderzoek en aanleiding kunnen hebben gegeven tot Bodemverontreiniging of van het feit dat er geen incidenten zijn voorgevallen.

5° Het bewijs dat de uitbating is opgestart uiterlijk zes maanden na de datum van inwerking treden van het 2002 Samenwerkingsakkoord

§1.B. De Exploitant van een Tankstation die van zijn recht op tussenkomst van het Fonds voor een Sanering bij wijze van overgangsmaatregel wenst te genieten, voegt bij zijn aanvraag tot tussenkomst enkel:

1° Het vereiste aantal ondertekende exemplaren van de Overeenkomst, zoals bepaald in het model dat door de Interregionale Bodemsaneringscommissie wordt goedgekeurd overeenkomstig artikel 37, §2, 3° en §3;

2° Een conform verklaard bodemsaneringsproject, goedgekeurd saneringsplan en een Milieuvergunning voor zover de geldende gewestelijke regelgeving dit vereist;

3° Indien reeds beschikbaar een attest waaruit blijkt dat de Bodemsanering conform het Bodemsaneringsproject, het saneringsplan of de Milieuvergunning voor zover de geldende Milieuvergunning dit vereist, is uitgevoerd.

§2. Het Fonds verklaart de aanvraag tot tussenkomst ontvankelijk en volledig binnen een termijn van drie maanden na ontvangst ervan. In dat geval maakt het Fonds het vereiste aantal door haar medeondertekende exemplaren van de overeenkomst over.

Indien het Fonds de aanvraag tot tussenkomst onontvankelijk en/of onvolledig verklaart, deelt het de redenen daarvan, per aangetekend schrijven met ontvangstbewijs mee aan de Exploitant van het Tankstation.

Zo nodig kent het Fonds aan de Exploitant van het Tankstation een nieuwe termijn van één maand mee binnen dewelke de ontbrekende stukken moeten worden meegedeeld.

Bij gebrek aan mededeling van de ontbrekende stukken binnen de voorziene termijn, wordt de aanvraag tot tussenkomst van het Fonds van rechtswege geacht onontvankelijk te zijn.

Les délais prévus aux alinéas 1er et 3 du présent paragraphe prennent cours le jour suivant la réception de la lettre recommandée.

§3. La Convention, dont le modèle est approuvé par la Commission interrégionale de l'assainissement du sol conformément à l'article 37, § 2, 3° et § 3, doit comporter au moins les obligations suivantes:

1° Dans le chef de l'Exploitant de la Station-service:

1. L'obligation de procéder à l'Assainissement du sol conformément à la législation régionale sur l'assainissement du sol et, ce faisant, d'assainir le Site ou le Terrain pollué et de préfinancer l'assainissement. Cette obligation n'est pas d'application pour les demandes d'assainissement à titre de mesure transitoire;
2. L'engagement ou la preuve que les investissements requis ont été exécutés à ses frais, d'éviter toute nouvelle pollution du Site ou du Terrain pollué en vertu de la législation régionale applicable en la matière. Si la demande concerne un Assainissement à titre de mesure transitoire en combinaison avec une Fermeture, cet engagement ou cette preuve n'est pas d'application;
3. L'engagement d'autoriser le Fonds à contrôler la bonne exécution de l'Assainissement et, à cette fin, avant de transmettre l'étude descriptive, l'étude détaillée, l'étude de risque ou l'étude de caractérisation et le projet d'assainissement du sol ou le plan d'assainissement aux autorités compétentes régionales concernées pour approbation, de soumettre ceux-ci à l'approbation préalable du Fonds et de se conformer, le cas échéant, aux recommandations du Fonds. Si la demande concerne un assainissement à titre de mesure transitoire, cette approbation préalable n'est pas d'application.

2° Dans le chef du Fonds:

1. L'obligation d'assister et de conseiller au mieux de ses possibilités l'Exploitant de la Station-service dans la réalisation de l'Assainissement. Si la demande concerne un Assainissement à titre de mesure transitoire, cette obligation n'est pas exigée;

De termijnen bedoeld in leden 1 en 3 van deze paragraaf vangen aan de dag na ontvangst van het aangetekend schrijven.

§3. De Overeenkomst, waarvan het model door de interregionale Bodemsaneringscommissie, overeenkomstig artikel 37, §2, 3° en §3, wordt goedgekeurd, dient minstens de volgende verbintenissen te bevatten:

1° In hoofde van de Exploitant van het Tankstation:

1. De verbintenis om de Bodemsanering te realiseren overeenkomstig de gewestelijke wetgeving betreffende de bodemsanering en aldus de Verontreinigde site of het Verontreinigde terrein te saneren en de bodemsaneringskosten te pre-financieren. Indien het een aanvraag tot Sanering bij wijze van overgangsmaatregel betreft, vervalt deze verbintenis;
2. De verbintenis of het bewijs dat op eigen kosten de vereiste investeringen worden verricht die, in toepassing van de gewestelijke wetgeving, noodzakelijk zijn om nieuwe verontreiniging van de Verontreinigde site of het Verontreinigde terrein te vermijden. Indien de aanvraag een Sanering bij wijze van overgangsmaatregel betreft in combinatie met een Sluiting is deze verbintenis of bewijs niet van toepassing;
3. De verbintenis om controle vanwege het Fonds op de realisatie van de Bodemsanering toe te staan en met het oog daarop elk beschrijvend bodemonderzoek, nader onderzoek, risicostudie of karakterisatieonderzoek en elk bodemsaneringsproject of saneringsplan, vooraleer het voor goedkeuring aan de bevoegde gewestelijke overheid voor te leggen, ter voorafgaandelijke goedkeuring aan het Fonds voor te leggen en zo nodig de aanbevelingen van het Fonds op te volgen. Indien de aanvraag betrekking heeft op een Sanering bij wijze van overgangsmaatregel is deze voorafgaandelijke goedkeuring niet vereist.

2° In hoofde van het Fonds:

1. De verbintenis om de Exploitant van het Tankstation bij de realisatie van de Bodemsanering naar best vermogen bij te staan en te adviseren. Indien de aanvraag betrekking heeft op een Sanering bij wijze van overgangsmaatregel is deze verbintenis niet vereist;

2. L'obligation d'évaluer en temps utile et d'approuver ou de rejeter l'étude descriptive, l'étude détaillée, l'étude de risque ou l'étude de caractérisation et le projet d'assainissement ou le plan d'assainissement proposé par l'Exploitant de la Station-service, dans un délai de deux mois suivant la proposition des documents précités, à défaut de quoi il sera réputé approuvé tacitement. Si la demande concerne un assainissement à titre de mesure transitoire, cette obligation n'est pas d'application;
3. L'obligation de rembourser les frais réels d'Assainissement du Site ou du Terrain pollué, dans les limites fixées aux articles 10 et 11, dans les trois mois suivant la réception des attestations prévues à l'article 11, § 2, quatrième tiret. Ce délai est de six mois pour les demandes d'Assainissement à titre de mesure transitoire.

§4. La Convention doit comprendre les modalités appropriées de contrôle de l'exécution des obligations par l'Exploitant de la Station-service, afin de limiter l'intervention du Fonds au remboursement des frais d'assainissement réels et acceptés dans les limites fixées aux articles 10 et 11.

Section 4.: Généralités

Article 13.

§1^{er}. Pendant la période visée aux articles 9, § 2, 1°, 5, et 2° et 10, § 2, aucun Permis d'environnement ne peut être octroyé ou mis en œuvre pour l'exploitation d'une Station-service sur un terrain pour lequel une demande d'intervention recevable dans le cadre de la fermeture d'une Station-service, à titre de mesure transitoire ou non, a été introduite.

Toutefois, cette interdiction ne vaut plus lorsque le mandat du Fonds prend fin avant que l'assainissement soit terminé ou lorsque l'agrément du Fonds est retiré.

§2. A la demande de permis d'environnement pour l'exploitation d'une Station-service doit être jointe une attestation du Fonds, sauf lorsque cette demande porte sur une extension, un ajout ou une modification d'un permis existant pour l'exploitation d'une Station-service.

2. De verbintenis om het door de Exploitant van het Tankstation voorgelegde beschrijvend bodemonderzoek, nader onderzoek, risicostudie of karakterisatie-onderzoek en het voorgestelde bodemsaneringsproject of saneringsplan tijdig te beoordelen en goed of af te keuren, en zulks uiterlijk binnen een termijn van twee maanden na de voorlegging van voornoemde documenten, bij gebreke waarvan het geacht wordt stilzwijgend te zijn goedgekeurd. Deze verbintenis vervalt indien het een Sanering bij wijze van overgangsmaatregel betreft;
3. De verbintenis om, binnen het kader van de grenzen bepaald in artikelen 10 en 11, de reële kosten van Bodemsanering van de Verontreinigde site of het Verontreinigd terrein terug te betalen binnen een termijn van drie maanden na ontvangst van de attesten bedoeld in artikel 11, § 2, vierde streepje. Voor aanvragen tot Sanering bij wijze van overgangsmaatregel bedraagt deze termijn zes maanden.

§4. De Overeenkomst dient te voorzien in aangepaste modaliteiten van controle op de naleving van de verbintenissen van de Exploitant van het Tankstation, opdat de tussenkomst van het Fonds beperkt is tot de vergoeding van de reële en aanvaarde Bodemsaneringskosten, binnen de grenzen van de artikelen 10 en 11.

Afdeling 4.: Algemeen

Artikel 13.

§1. Gedurende de periode, zoals bedoeld in de artikelen 9, §2, 1°, 5, en 2° en 10, §2, mag geen enkele Milieuvergunning voor de uitbating of indienstelling van een Tankstation afgeleverd worden op een terrein waarvoor een ontvankelijke aanvraag tot tussenkomst in het kader van Sluiting, al dan niet bij wijze van overgangsmaatregel, werd ingediend.

Evenwel geldt dit verbod niet indien het mandaat van het Fonds eindigt alvorens de sanering beëindigd is of wanneer de erkenning van het Fonds opgeheven wordt.

§2. Aan een milieuvergunningsaanvraag voor de uitbating van een Tankstation dient een attest van het Fonds toegevoegd te zijn, behalve indien deze aanvraag een uitbreiding, een toevoeging of een wijziging beoogt van een bestaande uitbatingsvergunning voor een Tankstation.

L'attestation du Fonds précise si le terrain concerné a fait l'objet d'une demande d'intervention recevable dans le cadre de la Fermeture d'une Station-service, et le cas échéant la période couverte par l'interdiction visée au § 1er.

Toute demande d'attestation du Fonds doit être introduite par lettre recommandée avec accusé de réception. Le Fonds délivre l'attestation par lettre recommandée au demandeur dans un délai de trente jours calendrier à dater de la réception de la demande.

TITRE III.: DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES RELATIVES AU FONDS POUR L'EXÉCUTION ET LE FINANCEMENT DE L'ASSAINISSEMENT DU SOL POLLUÉ PAR DES CITERNES DE GASOIL À DES FINS DE CHAUFFAGE

Chapitre 1^{er}. - Tâches et financement du Fonds

Article 14. - Tâches

§ 1^{er}. La Commission interrégionale de l'assainissement du sol autorise la constitution d'un Fonds, aux conditions qu'elle fixe, ayant pour mission:

1° En fonction des moyens financiers disponibles, d'intervenir dans l'Assainissement du sol de la Pollution du sol causée par l'exploitation de Citernes de gasoil et ce conformément aux dispositions des articles 17 à 22.

En ce qui concerne les priorités suivant lesquelles les Sites ou Terrains pollués devront être assainis durant l'année à venir, les Citernes de gasoil pour le chauffage d'immeubles avec fonction résidentielle sont assainies ou financées prioritairement. Des critères de priorité supplémentaires peuvent être adoptés en fonction des risques pour la santé, de la nécessité environnementale ou de considérations socio-économiques.

2° D'élaborer et, le cas échéant, la mise en œuvre un système permettant de souscrire des contrats d'assurance couvrant les dommages qui peuvent résulter de la Pollution du sol future du fait de l'exploitation d'une Citerne à gasoil.

§ 2. La Commission interrégionale de l'assainissement du sol agréée à cet effet un Fonds, aux conditions fixées aux articles 24 et 37, et

Het attest van het Fonds preciseert of het terrein voorwerp heeft uitgemaakt van een ontvankelijke aanvraag voor tussenkomst in het kader van Sluiting van een Tankstation, alsook in voorkomend geval de gedekte periode van het verbod zoals bedoeld in § 1.

Elke aanvraag voor een attest van het Fonds dient per aangetekend schrijven met bewijs van ontvangst ingediend te worden. Het Fonds reikt het attest uit per aangetekend schrijven aan de aanvrager binnen een termijn van dertig kalenderdagen te rekenen vanaf de ontvangst van de aanvraag.

TITEL III.: SPECIFIEKE BEPALINGEN INZAKE HET FONDS VOOR DE UITVOERING EN FINANCIERING VAN BODEMSANERING VAN GASOLIETANKS VOOR VERWARMINGSDOELEINDEN

Hoofdstuk 1. - Taakstelling en financiering van het Fonds

Artikel 14. – Taakstelling

§ 1. De Interregionale Bodemsaneringscommissie laat, onder de voorwaarden die zij bepaalt, een Fonds toe met als opdracht:

1° Binnen de voorziene financiële middelen tussen te komen in Bodemsanering van Bodemverontreiniging veroorzaakt door de exploitatie van Gasolietanks en dit conform het bepaalde in de artikelen 17 tot en met 22.

Met betrekking tot de prioriteit van de tijdens het werkingsjaar te saneren Verontreinigde Terreinen of Verontreinigde Sites worden Gasolietanks voor de verwarming van gebouwen met een woonfunctie prioritair gesaneerd of gefinancierd. Er kunnen bijkomende voorrangscriteria worden aangenomen in functie van de gezondheidsrisico's, de milieunoodzaak of socio-economische overwegingen.

2° Het uitwerken en desgevallend laten implementeren van een systeem dat het mogelijk maakt om verzekeringscontracten te sluiten tot dekking van de schade die uit de toekomstige Bodemverontreiniging door de exploitatie van een Gasolietank kan ontstaan.

§ 2. De Interregionale Bodemsaneringscommissie erkent daartoe, onder de voorwaarden als bepaald in de artikelen 24 en 37, een Fonds en oefent controle uit op zijn activiteiten

contrôle ses activités conformément aux conditions définies aux articles 29 et suivants.

Article 15. - Financement

§ 1^{er}. Le Fonds est financé initialement par les fonds que l'A.S.B.L. BOFAS acquiert ou a acquis grâce aux cotisations prévues à l'article 5 du Titre II.

Si le Fonds est une entité différente de l'A.S.B.L. BOFAS, l'A.S.B.L. BOFAS met ces ressources à la disposition du Fonds par des avancées dans le boni de liquidation. Lors de la liquidation de l'A.S.B.L. BOFAS, si le solde de liquidation n'a toujours pas été transmis à travers les avances au Fonds, l'A.S.B.L. BOFAS doit le transférer au Fonds à titre gratuit.

§2. Les Entreprises soumises à accises sont tenues de verser au Fonds les sommes nécessaires pour l'exécution de sa mission et pour la couverture de ses frais de fonctionnement.

§3. La cotisation obligatoire qui est prélevée par le Fonds à charge des Entreprises soumises à accises s'élève pour:

Le gasoil de chauffage (GN-code 27 10 19 41, 45 en 49): à 0,000 euro par litre de combustible qui est proposé à la consommation ou dont une pénurie est constatée.

§4. La cotisation visée à l'article 15, § 3 est portée en compte au moyen du contrat de programme relatif à un régime des prix de vente des produits pétroliers.

Si, pour l'une ou l'autre raison, les prix maximums des produits pétroliers ne sont plus fixés par la Convention-programme, l'État fédéral prend les mesures nécessaires pour que les cotisations totales prévues pour le Fonds restent disponibles dans les conditions initiales.

§ 5. Au plus tard 3 mois après la fin de la période visée à l'article 18 ou 21, et ensuite sur base semestrielle, le Fonds fait rapport de manière détaillée, auprès de la Commission interrégionale de l'assainissement du sol, sur les revenus et dépenses attendus concernant la période restante de l'agrément. La Commission interrégionale de l'assainissement du sol reprend ce rapport ainsi que son analyse dans son rapport annuel tel que visé à l'article 29, § 4.

§ 6. Au plus tard six mois après réception du rapport visé au §5, la Commission interrégionale de l'assainissement du sol envoie pour décision aux

overeenkomstig de voorwaarden als bepaald in de artikelen 29 en volgende.

Artikel 15. – Financiering

§1. Het Fonds wordt in eerste instantie gefinancierd door de financiële middelen die de vzw BOFAS verwerft of verworven heeft via de bijdragen opgenomen in artikel 5 van Titel II.

Indien het Fonds een andere rechtspersoon is dan vzw BOFAS, stelt vzw BOFAS deze middelen via voorschotten op het vereffeningssaldo ter beschikking van het Fonds. Bij de vereffening van de vzw BOFAS moet het vereffeningssaldo, voor zover nog niet via de voorschotten aan het Fonds overgedragen, aan deze laatste om niet worden overgedragen.

§2. De Accijnsplichtige ondernemingen zijn gehouden aan het Fonds de stortingen te verrichten die nodig zijn voor het volbrengen van zijn opdracht en voor de dekking van zijn werkingskosten.

§3. De verplichte bijdrage die door het Fonds lastens de Accijnsplichtige ondernemingen wordt geheven, bedraagt voor:

Gasolie voor verwarming (GN-code 27 10 19 41, 45 en 49): 0,000 euro per liter brandstof die tot verbruik wordt uitgeslaan of waarvan een tekort wordt vastgesteld.

§4. De in artikel 15, § 3, bedoelde bijdrage zal worden verrekend via de Programma-overeenkomst betreffende de regeling van de verkoopprijzen van de aardolieproducten.

Indien voor een of andere reden, de maximumprijzen van de aardolieproducten niet langer door de Programmaovereenkomst worden vastgelegd, treft de Federale Staat de nodige maatregelen opdat de totale bijdragen die voor het Fonds voorzien zijn, beschikbaar zouden blijven onder de aanvankelijke voorwaarden.

§ 5. Ten laatste 3 maanden na het einde van de periode bedoeld in artikel 18 of 21, en vervolgens op semestriële basis rapporteert het Fonds aan de Interregionale Bodem-saneringscommissie op gedetailleerde wijze over zijn te verwachten inkomsten en uitgaven betreffende de resterende periode van de erkenning. De Interregionale Bodemsanerings-commissie neemt deze rapportering en een analyse ervan op in haar jaarverslag zoals bedoeld in artikel 29, §4.

§ 6. Ten laatste zes maanden na ontvangst van de rapportering bedoeld in §5, stuurt de Interregionale Bodemsaneringscommissie aan de

gouvernements régionaux et aux ministres fédéraux de l'Économie et de l'Énergie un dossier documenté contenant au moins les éléments suivants:

1. Un aperçu des moyens financiers à attendre encore disponibles du Fonds au moment de la fin de l'agrément du Fonds approuvé conformément à l'article 4;
2. Un aperçu des revenus totaux attendus par le Fonds, notamment ceux provenant de la cotisation obligatoire visée à l'article 15, §3;
3. Un aperçu des dépenses totales attendues par le Fonds à compter de l'agrément du Fonds;
4. Un aperçu des dépenses déjà réalisées du Fonds jusqu'au moment de la constitution de ce dossier;
5. Un aperçu de la ventilation attendue des dépenses encore à réaliser sur la période restante jusqu'à la fin de l'agrément du Fonds ;
6. Une conclusion qui indique que le Fonds dispose des moyens suffisants, insuffisants ou excédentaires afin de financer toutes les dépenses à réaliser jusqu'à la fin de l'agrément et une proposition de non-modification, augmentation ou réduction de la cotisation visée à l'article 15, §3

Tous les deux ans à compter du premier dossier documenté, la Commission interrégionale de l'assainissement du sol actualise le dossier documenté et l'envoie pour décision aux gouvernements régionaux et aux ministres fédéraux de l'Économie et de l'Énergie.

§ 7. Si aucune décision unanime n'est prise par les gouvernements régionaux et les ministres fédéraux de l'Economie et de l'Energie endéans les 6 mois après la date de transmission du dossier documenté visé à l'article 15, §6, la conclusion est acceptée et la cotisation visée à l'article 15, §3 est automatiquement augmentée de 0,002 euro par litre de combustible en cas de conclusion mettant en évidence des moyens financiers insuffisants ou automatiquement réduite de 0,002 euro par litre de combustible en cas de conclusion mettant en évidence des moyens financiers excédentaires.

gewestregeringen en de federale ministers bevoegd voor Energie en Economie een gedocumenteerd dossier ter beslissing dat minstens de volgende elementen bevat:

1. Een overzicht van de te verwachten nog beschikbare financiële middelen op het ogenblik van het einde van de erkenning van het Fonds erkend overeenkomstig artikel 4;
2. Een overzicht van de te verwachten totale inkomsten van het Fonds, in het bijzonder deze afkomstig van de verplichte bijdrage bedoeld in artikel 15, §3;
3. Een overzicht van de te verwachten totale uitgaven van het Fonds te rekenen vanaf de erkenning van het Fonds;
4. Een overzicht van de reeds gedane uitgaven van het Fonds tot op het moment van het opstellen van dit dossier;
5. Een overzicht van de verwachte spreiding van de nog te realiseren uitgaven over de resterende periode tot het einde van de erkenning van het Fonds;
6. Een conclusie die aangeeft of het Fonds over voldoende, onvoldoende of te veel financiële middelen beschikt om alle verdere uitgaven tot het einde van haar erkenning te kunnen financieren en een voorstel van respectievelijk niet-aanpassing, verhoging of verlaging van de bijdrage bedoeld in art 15,§3

Elke twee jaar te rekenen vanaf het eerste gedocumenteerde dossier actualiseert de Interregionale Bodemsaneringscommissie dit dossier en stuurt ze dit ter beslissing naar de gewestregeringen en de federale ministers bevoegd voor Energie en Economie.

§ 7. Indien er door de gewestregeringen en de federale ministers bevoegd voor Energie en Economie geen unanieme beslissing genomen wordt binnen een periode van 6 maanden na datum van het doorsturen van het gedocumenteerde dossier bedoeld in artikel 15,§6, wordt de conclusie aanvaard en de bijdrage bedoeld in artikel 15,§3 automatisch verhoogd met 0,002 euro per liter brandstof bij een conclusie van onvoldoende financiële middelen of verlaagd met 0,002 euro per liter

§ 8. La modification de la cotisation visée à l'article 15, §3 est effectuée conformément à la procédure mentionnée à l'article 35, §6 et 35, §7.

Article 16. - Cas particuliers

Sans préjudice des obligations générales d'un Fonds agréé par la Commission interrégionale de l'assainissement du sol, telles que prévues à l'article 25, le Fonds qui est agréé en vertu de l'article 14 doit respecter les obligations particulières suivantes:

- 1° En cas d'Intervention curative pour un assainissement du sol encore à exécuter : réaliser et/ou financer de manière non discriminatoire l'Assainissement du sol de la Pollution en son nom propre mais pour le compte de la Société Pétrolière Enregistrée, avec un maximum de 200.000,00 euros par Terrain pollué ou Site pollué dans le cas d'interventions pour les Citernes de gasoil pour le chauffage de bâtiments utilisés à des fins domestiques et avec un maximum de 100.000,00 euros par Terrain pollué ou Site pollué dans le cas d'interventions pour les Citernes de gasoil pour le chauffage de bâtiments avec d'autres fonctions que domestique, et ce conformément aux conditions mentionnées aux articles 17 à 22, et en fonction et tout au plus des moyens financiers disponibles;
- 2° En cas d'Intervention curative pour un assainissement du sol à titre de mesure transitoire : financer de manière non discriminatoire l'Assainissement du sol de la Pollution du sol par le demandeur avec un maximum de 200.000,00 euros par Terrain pollué ou Site pollué dans le cas d'interventions pour les Citernes de gasoil pour le chauffage de bâtiments utilisés à des fins domestiques et avec un maximum de 100.000,00 euros par Terrain pollué ou Site pollué dans le cas d'interventions pour les Citernes de gasoil pour le chauffage de bâtiments avec d'autres fonctions que domestique, et ce conformément aux conditions mentionnés aux articles 17 à 22, et en fonction et tout au plus des moyens financiers disponibles;
- 3° Déposer trimestriellement auprès de la Commission interrégionale de l'assainissement du sol, pendant la période d'inscription de trois ans, un aperçu détaillé des demandes d'intervention reçues, des Assainissements du sol déjà exécutés et à exécuter avec une estimation du coût, dans

brandstof bij een conclusie van te veel financiële middelen

§ 8. De aanpassing van de bijdrage bedoeld in art 15,§3 gebeurt overeenkomstig de procedure vermeld in art 35,§6 tot en met art 35,§7.

Artikel 16. - Bijzondere verplichtingen

Onverminderd de algemene verplichtingen van een door de Interregionale Bodemsaneringscommissie erkend Fonds, zoals bepaald in artikel 25, moet het Fonds, dat erkend is uit hoofde van artikel 14 de volgende bijzondere verplichtingen in acht nemen:

- 1° In het geval van een Curatieve tussenkomst bij een nog uit te voeren Bodemsanering: de Bodemsanering van Bodemverontreiniging in eigen naam maar voor rekening van de Geregistreerde Aardoliemaatschappij op niet discriminatoire wijze bewerkstelligen en/of financieren met een maximum van 200.000,00 euro per Verontreinigd terrein of Verontreinigde site in geval van tussenkomst voor Gasolietanks voor verwarming van gebouwen met een woonfunctie, en met een maximum van 100.000,00 euro per Verontreinigd terrein of Verontreinigde site in geval van tussenkomst voor Gasolietanks voor verwarming van gebouwen met een andere dan een woonfunctie, en dit overeenkomstig de voorwaarden vermeld in artikel 17 tot en met 22, en in functie en tot beloop van de beschikbare financiële middelen;
- 2° In het geval van een Curatieve tussenkomst bij een Bodemsanering bij wijze van overgangsmaatregel: de Bodemsanering van Bodemverontreiniging door de aanvrager op niet discriminatoire wijze financieren met een maximum van 200.000,00 euro per Verontreinigd terrein of Verontreinigde site in geval van tussenkomst voor Gasolietanks voor verwarming van gebouwen met een woonfunctie, en met een maximum van 100.000,00 euro per Verontreinigd terrein of Verontreinigde site in geval van tussenkomst voor Gasolietanks voor verwarming van gebouwen met een andere dan een woonfunctie, en dit overeenkomstig de voorwaarden vermeld in artikel 17 tot en met 22, en in functie en tot beloop van de beschikbare financiële middelen;
- 3° Het gedurende de aanmeldingsperiode van drie jaar trimestrieel bij de Interregionale Bodemsaneringscommissie neerleggen van een gedetailleerd overzicht van de ontvangen aanvragen tot tussenkomst, reeds uitgevoerde en uit te voeren Bodemsaneringen met raming van de

les délais fixés et dans la forme prescrite par la Commission interrégionale de l'assainissement du sol;

- 4° Dans le mois suivant la publication au Moniteur belge de l'agrément du Fonds, soumettre pour approbation à la Commission interrégionale de l'assainissement du sol, un schéma décisionnel permettant de déterminer l'ordre et les critères de priorité, en tenant compte de l'article 14 §1^{er} 1° et de l'article 17 §1^{er} 2°.
- 5° Le rapport biennuel à la Commission interrégionale de l'assainissement du sol de l'état d'avancement de l'élaboration et la mise en œuvre du système permettant de souscrire des contrats d'assurance couvrant les dommages qui peuvent résulter de la Pollution du sol future du fait de l'exploitation d'une Citerne à gasoil;
- 6° Dans le mois suivant la publication au Moniteur belge de l'agrément du Fonds, soumettre pour approbation à la Commission interrégionale de l'assainissement du sol, les conditions que le Demandeur doit satisfaire pour assainir lui-même son sol;
- 7° Sur son site internet et dans toutes ses autres communications relatives aux activités du Fonds ainsi que sur les accusés de réception de la demande et le cas échéant dans la déclaration de recevabilité de la demande, de mentionner que l'intervention du Fonds est effectuée selon les dispositions de l'Accord de coopération, en vigueur à la date de la demande sur base de la liste des priorités du Fonds et en fonction et tout au plus des moyens financiers disponibles.

Chapitre 2. - Fonctionnement du Fonds

Section 1.: dispositions communes en cas d'intervention du Fonds

Article 17

§ 1er.

- 1° En cas d'Intervention curative dans un Assainissement encore à exécuter, le Fonds finance intégralement ou partiellement cet Assainissement du sol et fait également exécuter lui-même les travaux,

kostprijs, binnen de termijnen bepaald door en in de vorm voorgeschreven door de Interregionale Bodemsaneringscommissie;

- 4° Het binnen één maand na publicatie in het Belgisch staatsblad van de erkenning van het Fonds ter goedkeuring voorleggen aan de Interregionale Bodemsanerings-commissie van een beslissingsschema om de prioriteitsstelling en de voorrangscriteria te bepalen, dit rekening houdende met artikel 14, §1 1° en artikel 17, §1 2°;
- 5° Het zesmaandelijks rapporteren aan de Interregionale Bodemsaneringscommissie van de voortgang van het uitwerken en implementeren van een systeem dat het mogelijk maakt om verzekeringscontracten te sluiten tot dekking van de schade die uit de toekomstige Bodemverontreiniging door de exploitatie van een Gasolietank kan ontstaan;
- 6° Het binnen één maand na publicatie in het Belgisch staatsblad van de erkenning van het Fonds ter goedkeuring voorleggen aan de Interregionale Bodemsanerings-commissie van de voorwaarden waaraan de Aanvrager moet voldoen om zelf over te gaan tot Bodemsanering;
- 7° Op haar website en in al haar andere mededelingen met betrekking tot de werkzaamheden van het Fonds alsook op de ontvangstbevestigingen van de aanvraag en in voorkomend geval bij het ontvankelijk verklaren van de aanvraag, te vermelden dat de tussenkomst van het Fonds plaatsvindt onder de bepalingen van het Samenwerkingsakkoord, zoals van kracht is op datum van de aanvraag, op basis van de prioriteitenlijst van het Fonds en in functie en tot het beloop van de beschikbare financiële middelen van het Fonds.

Hoofdstuk 2. - Werking van het Fonds

Afdeling 1.: gemeenschappelijke bepalingen in geval van tussenkomst van het Fonds

Artikel 17.

§ 1.

- 1° In het geval van een Curatieve tussenkomst bij een nog uit te voeren Bodemsanering financiert het Fonds deze Bodemsanering geheel of gedeeltelijk en doet ook de werken zelf uitvoeren.

Toute autre Pollution du sol que celle concernée par l'exploitation de la Citerne de gasoil est exclue de la présente intervention.

Pour les demandes d'intervention relatives à des Citernes de gasoil pour le chauffage de bâtiments à fonction d'habitation, une franchise de 1.000,00 euros est applicable dans les dossiers dans lesquels il est question de Reconversion, dont le montant sera à charge du Demandeur.

Pour les demandes d'intervention relatives à des Citernes de gasoil pour le chauffage de bâtiments ayant une autre fonction que l'habitation, une franchise de 2.000,00 euros est applicable dans les dossiers dans lesquels il est question de Reconversion, dont le montant sera à charge du Demandeur.

2° Le Fonds autorise à ses conditions, approuvées par la Commission interrégionale de l'assainissement du sol, le Demandeur à procéder lui-même à l'Assainissement du sol, si le Demandeur souhaite assainir plus tôt que ce qui est requis suivant la priorité.

3° En cas d'Intervention curative pour un assainissement du sol à titre de mesure transitoire, la tâche du Fonds est limitée à une intervention financière, de contrôle et, dans la mesure où cela est pertinent, de conseil, pour autant que les conditions cumulatives suivantes soient remplies:

- L'Assainissement du sol d'un Terrain ou d'un Site pollué a déjà été exécuté, ou l'exécution des mesures pour le traitement de la Pollution des sols a débuté au plus tard trois mois après la date de publication de l'agrément du Fonds au Moniteur belge;
- La Pollution du sol était telle qu'il existait une nécessité de prendre des mesures complémentaires en matière d'Assainissement du sol.

Toute autre Pollution du sol que celle concernée par l'exploitation de la Citerne de gasoil est exclue de la présente intervention.

§ 2. Sans préjudice des dispositions de l'article 17 § 1^{er}, n'entrent pas en ligne de compte pour une intervention du Fonds:

1° Les frais de mise hors d'usage, d'enlèvement et/ou d'inertage de Citernes de gasoil qui ne sont pas nécessaires dans le cadre de l'exécution de l'Assainissement du sol d'un Terrain ou d'un Site pollué;

Elke andere Bodemverontreiniging dan deze ingevolge de exploitatie van een Gasolietank wordt van deze tussenkomst uitgesloten.

Voor aanvragen voor tussenkomst voor Gasolietanks voor verwarming van gebouwen met een woonfunctie geldt er een franchise van 1.000,00 euro in de dossiers waarbij er sprake is van Overschakeling, waarvan het bedrag ten laste komt van de Aanvrager.

Voor aanvragen voor tussenkomst voor Gasolietanks voor verwarming van gebouwen met een andere dan woonfunctie geldt er een franchise van 2.000,00 euro in de dossiers waarbij er sprake is van Overschakeling, waarvan het bedrag ten laste komt van de Aanvrager.

2° Het Fonds laat onder haar voorwaarden, goedgekeurd door de Interregionale Bodemsaneringscommissie, toe dat de Aanvrager zelf overgaat tot Bodemsanering, indien de Aanvrager eerder wenst te saneren dan volgens de prioriteit vereist is.

3° In het geval van een Curatieve tussenkomst bij een bodemsanering bij wijze van overgangsmaatregel is de taak van het Fonds beperkt tot een financiële-, controlerende-, en voor zover als relevant, adviserende tussenkomst voor zover aan volgende cumulatieve voorwaarden is voldaan:

- De Bodemsanering van een Verontreinigd terrein of Verontreinigde site werd reeds uitgevoerd, of de uitvoering van de maatregelen ter behandeling van Bodemverontreiniging is opgestart uiterlijk drie maanden na de publicatiedatum van de erkenning van het Fonds in het Belgisch Staatsblad.
- De Bodemverontreiniging was dermate dat daarvoor een noodzaak was tot het nemen van verdere maatregelen inzake Bodemsanering.

Elke andere Bodemverontreiniging dan deze ingevolge de exploitatie van een Gasolietank wordt van deze tussenkomst uitgesloten.

§ 2. Onverminderd het bepaalde in artikel 17, §1, komen niet in aanmerking voor een tussenkomst van het Fonds:

1° De kosten van buitengebruikstelling, verwijdering en/of inertisatie van Gasolietanks die niet noodzakelijk zijn in het kader van de uitvoering van een Bodemsanering van een Verontreinigd terrein of Verontreinigde site;

- 2° Les frais relatifs à l'Assainissement du sol de la Pollution du sol causée délibérément à un Terrain ou un Site pollué;
- 3° Les frais relatifs à l'Assainissement du sol suite à une Pollution du sol graduelle et/ou accidentelle démontrable qui est survenue après l'inscription auprès du Fonds;
- 4° Les frais relatifs à l'Assainissement du sol qui peuvent être récupérés auprès d'un tiers;
- 5° Les frais que le Demandeur peut revendiquer dans le cadre d'une assurance environnementale spécifique conclue ou sous la couverture d'une assurance incendie conclue offrant une couverture en cas de fuite d'une Citerne à gasoil;
- 6° Les frais relatifs à l'Assainissement du sol de la Pollution du sol qui est étrangère à l'exploitation d'une Citerne à gasoil;
- 7° Les frais déjà payés ou encore à payer par des tiers responsables ou des assureurs dans le cadre d'une Intervention curative pour un Assainissement à titre de mesure transitoire;

§3.

- 1° Peut bénéficier de l'Intervention curative du Fonds pour un Assainissement du sol encore à exécuter ou pour un Assainissement du sol à titre de mesure transitoire: le Demandeur qui démontre qu'il remplit les conditions énoncées à l'article 2, 21° ou à l'article 2, 23°;
- 2° En cas d'Intervention curative du Fonds pour un Assainissement du sol à titre de mesure transitoire, le Demandeur doit en outre, dans le cadre d'une intervention financière, apporter la preuve que les frais d'Assainissement ont été payés.

§ 4. L'intervention du Fonds dans l'Assainissement du sol d'un Terrain ou d'un Site pollué – que ce soit ou non à titre de mesure transitoire – est toujours limitée aux frais réels d'Assainissement du sol avec un montant maximum de 200.000,00 euros par Terrain ou Site pollué dans le cas d'interventions pour les Citernes de gasoil pour le chauffage de bâtiments utilisés à des fins domestiques et avec un maximum de 100.000,00 euros par Terrain pollué ou Site pollué dans le cas d'interventions pour les Citernes de gasoil pour le chauffage de bâtiments avec d'autres fonctions que domestique. Et cela si le Terrain ou Site pollué n'a pas déjà fait l'objet d'une demande antérieure.

- 2° De kosten inzake Bodemsanering van de met opzet veroorzaakte Bodemverontreiniging van een Verontreinigd terrein of Verontreinigde site;
- 3° De kosten inzake Bodemsanering als gevolg van een aantoonbare graduele en/of accidentele Bodemverontreiniging die is opgetreden na aanmelding bij het Fonds;
- 4° De kosten inzake Bodemsanering die kunnen verhaald worden op een derde;
- 5° De kosten waarop een Aanvrager aanspraak kan maken in het kader van een specifieke afgesloten milieuverzekering of binnen de dekking van een afgesloten brandverzekering die dekking biedt in het geval van een lekkende Gasolietank;
- 6° De kosten inzake Bodemsanering van de Bodemverontreiniging die vreemd is aan de exploitatie van een Gasolietank;
- 7° De in het kader van een Curatieve tussenkomst bij een Bodemsanering bij wijze van overgangsmaatregel reeds betaalde en nog te betalen kosten door aansprakelijke derden of verzekeraars;

§3.

- 1° Kan van de Curatieve tussenkomst van het Fonds bij een nog uit te voeren Bodemsanering of bij een Bodemsanering bij wijze van overgangsmaatregel genieten: de Aanvrager die aantoonst dat hij voldoet aan de voorwaarden zoals vermeld in artikel 2, 21° of artikel 2, 23°;
- 2° Bij een Curatieve tussenkomst van het Fonds bij een Bodemsanering bij wijze van overgangsmaatregel moet de Aanvrager in het kader van een financiële tussenkomst tevens het bewijs leveren dat de kosten van Bodemsanering betaald zijn.

§ 4. De tussenkomst van het Fonds bij een Bodemsanering van een Verontreinigd terrein of Verontreinigde site – al dan niet bij wijze van overgangsmaatregel –, is steeds beperkt tot de reële kosten voor Bodemsanering met een maximumbedrag van 200.000,00 euro per Verontreinigd terrein of Verontreinigde site in geval van tussenkomst voor Gasolietanks voor verwarming van gebouwen met een woonfunctie, en met een maximum van 100.000,00 euro per Verontreinigd terrein of Verontreinigde site in geval van tussenkomst voor Gasolietanks voor verwarming van gebouwen met een andere dan een woonfunctie. En dit voor zover het Verontreinigd terrein of Verontreinigde site niet het voorwerp uitmaakt van een reeds ingediende aanvraag.

Section 2.: Intervention curative du Fonds pour un Assainissement du sol encore à exécuter

Article 18.

§1^{er}. Le Demandeur qui souhaite faire valoir son droit à l'Intervention curative du Fonds, pour un assainissement du sol encore à exécuter dispose, sous peine de déchéance, d'une période de trois ans à compter de la publication au Moniteur belge de l'agrément du Fonds, pour introduire sa demande d'intervention par lettre recommandée ou sur un e-guichet mis à disposition.

§ 2. Le Demandeur qui souhaite faire valoir son droit à l'intervention du Fonds, joint à sa demande d'intervention:

- 1° Le nombre requis d'exemplaires signés de la Convention, tel que fixé dans la convention-type approuvée par la Commission interrégionale de l'assainissement du sol conformément à l'article 37, § 2, 3° et § 3;
- 2° Un Rapport de recherche;
- 3° Un questionnaire complété dont le modèle est établi par le Fonds comprenant les informations relatives tant à la nouvelle Citerne à gazoil qu'à celle mise hors d'usage.

Le Fonds déclare la demande d'intervention recevable et complète dans un délai de trois mois suivant sa réception. Dans ce cas, le Fonds transmet au Demandeur le nombre requis d'exemplaires de la Convention, dûment signés.

Si le Fonds déclare la demande d'intervention irrecevable et/ou incomplète, il en informera le Demandeur par lettre recommandée dûment motivée.

Le cas échéant, le Fonds accorde au Demandeur un nouveau délai de deux mois dans lequel les documents et/ou l'information faisant défaut devront lui être soumis.

Après la réception de ces documents et/ou de l'information faisant défaut, un nouveau délai de trois mois prend cours.

À défaut de présentation des documents et/ou de l'information faisant défaut dans le délai prévu, la demande d'intervention du fonds est, de plein droit, réputée irrecevable et incomplète.

Afdeling 2.: Curatieve tussenkomst van het Fonds bij een nog uit te voeren Bodemsanering

Artikel 18.

§ 1. De Aanvrager die van zijn recht op Curatieve tussenkomst van het Fonds bij een nog uit te voeren Bodemsanering wenst gebruik te maken, beschikt op straffe van verval over een periode van drie jaar vanaf de datum van publicatie van de erkenning van het Fonds in het Belgisch Staatsblad om per aangetekend schrijven of via een ter beschikking gesteld e-loket een aanvraag in te dienen.

§ 2. De Aanvrager die van zijn recht op tussenkomst van het Fonds wenst te genieten, voegt bij zijn aanvraag tot tussenkomst:

- 1° Het vereiste aantal ondertekende exemplaren van de Overeenkomst, zoals bepaald in het model dat door de Interregionale Bodemsaneringscommissie wordt goedgekeurd overeenkomstig artikel 37, §2, 3° en §3;
- 2° Een Onderzoeksverslag;
- 3° Een ingevulde vragenlijst waarvan het model door het Fonds opgemaakt is met informatie met betrekking tot zowel de nieuwe als de buiten gebruik gestelde Gasolietank;

Het Fonds verklaart de aanvraag tot tussenkomst ontvankelijk en volledig binnen een termijn van drie maanden na ontvangst ervan. In dat geval maakt het Fonds het vereiste aantal door haar medeondertekende exemplaren van de Overeenkomst over aan de Aanvrager.

Indien het Fonds de aanvraag tot tussenkomst onontvankelijk en/of onvolledig verklaart, deelt het de redenen daarvan, per aangetekend schrijven aan de Aanvrager mee.

Zo nodig kent het Fonds aan de Aanvrager een nieuwe termijn van twee maanden toe binnen dewelke de ontbrekende stukken en/of informatie hem moeten worden meegedeeld.

Na ontvangst van deze ontbrekende stukken en/of informatie start een nieuwe termijn van drie maanden.

Bij gebrek aan mededeling van de ontbrekende stukken en/of informatie binnen de voorziene termijn, wordt de aanvraag tot tussenkomst van het Fonds van rechtswege geacht onontvankelijk en onvolledig te zijn.

Les délais prévus au présent paragraphe prennent cours le jour suivant la réception de la lettre recommandée ou la notification via le e-guichet..

§ 3. La Convention, dont le modèle est approuvé par la Commission interrégionale de l'assainissement du sol conformément à l'article 37, § 2, 3° et § 3, doit comporter au moins les obligations suivantes:

1° Dans le chef du Demandeur qui souhaite faire valoir son droit à l'intervention du Fonds:

- le mandat exprès en faveur du Fonds pour entreprendre, en son nom propre mais pour le compte de l'Entreprise pétrolière enregistrée, toutes les démarches nécessaires à la réalisation de l'Assainissement du sol;
- l'obligation, en cas d'application de l'article 20 du présent accord, de rembourser au Fonds les frais d'Assainissement du sol de la Pollution du sol étrangère à l'exploitation de la Citerne à gasoil, dans un délai de trois mois après la réception de la part du Fonds des documents nécessaires à cet effet;
- l'obligation, en cas d'application de l'article 20 du présent accord et si le Fonds le demande, de constituer une garantie financière en faveur du Fonds afin de garantir le remboursement de l'Assainissement du sol de la Pollution du sol étrangère à l'exploitation de la Citerne à gasoil, et ce au plus tard dans un délai de trois mois après la demande émanant du Fonds;
- l'obligation de rembourser au Fonds tous les frais engagés, dès qu'il mettra fin unilatéralement au mandat du Fonds, quel qu'en soit le motif;
- l'obligation, dans le cas où le Demandeur procède lui-même à l'Assainissement du sol, de le faire conformément aux modalités fixées par le Fonds et approuvées par la Commission interrégionale de l'assainissement du sol;
- l'obligation d'autoriser le contrôle de la part du Fonds de la réalisation de l'Assainissement du sol par le Demandeur.

De termijnen bedoeld in deze paragraaf vangen aan de dag na ontvangst van het aangetekend schrijven of de melding via het e-loket.

§ 3. De Overeenkomst, waarvan het model door de Interregionale Bodemsaneringscommissie overeenkomstig artikel 37, §2, 3° en §3 moet worden goedgekeurd, bevat minstens de volgende verbintenissen:

1° In hoofde van de Aanvrager, die van zijn recht op tussenkomst van het Fonds gebruik wenst te maken:

- het uitdrukkelijk mandaat ten gunste van het Fonds om in haar eigen naam maar voor rekening van de Geregistreerde Aardoliemaatschappijen alle stappen te zetten die vereist zijn voor de realisatie van Bodemsanering;
- de verbintenis om, in geval van toepassing van artikel 20 van huidig samenwerkingsakkoord, de Bodemsaneringskosten van de Bodemverontreiniging die vreemd is aan de uitbating van de Gasolietanks aan het Fonds terug te betalen, binnen een termijn van drie maanden na ontvangst van de nodige documenten daartoe vanwege het Fonds;
- de verbintenis om, in geval van toepassing van artikel 20 van huidig samenwerkingsakkoord, en indien het Fonds hierom verzoekt, een financiële zekerheid te stellen ten voordele van het Fonds tot garantie van de terugbetaling van de kosten inzake Bodemsanering van de Bodemverontreiniging die vreemd zijn aan de uitbating van een Gasolietank en zulks uiterlijk binnen de drie maand na het verzoek daartoe van het Fonds;
- de verbintenis om alle reeds gemaakte kosten, aan het Fonds terug te betalen van zodra hij, om welke reden ook, het mandaat van het Fonds eenzijdig beëindigt;
- de verbintenis om, in geval de Aanvrager zelf tot Bodemsanering overgaat, dit te doen overeenkomstig de modaliteiten zoals bepaald door het Fonds en goedgekeurd door de Interregionale Bodemsaneringscommissie;
- de verbintenis om controle vanwege het Fonds op de realisatie van de Bodemsanering door de Aanvrager toe te laten.

À cette fin, toutes les informations relatives au suivi de l'Assainissement du sol doivent être transmises au Fonds dans le mois qui suit la lettre recommandée dans lequel le Fonds le demande, et les avis éventuels relatifs à l'amélioration doivent être suivis.

S'il est constaté que le Demandeur n'a pas respecté – ou n'a pas respecté en temps utile – les engagements en matière de garanties financières ou qu'il apparaît que la demande ou tout autre document comporte des données fausses ou inexactes, tout droit à l'intervention du Fonds et le mandat, dans la mesure où il n'a pas encore été exécuté, est réputé avoir pris fin de plein droit.

Dans ce cas, le Fonds peut réclamer au Demandeur le remboursement de tous les frais, y compris les frais de gestion, déjà exposés, majorés des intérêts légaux.

2° Dans le chef du Fonds:

- L'obligation d'entreprendre, dans le cadre du mandat qui lui a été donné à cet effet, en son nom propre mais pour le compte de l'Entreprise pétrolière enregistrée, toutes les démarches nécessaires à la réalisation de l'Assainissement du sol, moyennant le respect de ce qui précisé à l'article 17;
- L'obligation de rembourser au Demandeur les frais déjà exposés par le Demandeur pour l'Assainissement du sol, tels que prévus à l'article 17, pour autant que ceux-ci aient été effectués conformément aux modalités fixées par le Fonds et approuvées par la Commission interrégionale de l'assainissement du sol;
- Exercer le contrôle sur le respect des obligations du Demandeur.

§ 4. Tout Demandeur qui exploite à nouveau une Citerne à gasoil sur le terrain assaini à l'intervention du Fonds, est tenu de souscrire un contrat d'assurance couvrant les dommages pouvant résulter de la pollution future causée par la Citerne à gasoil.

Article 19.

Le Fonds intervient directement, dans les limites telles que visée à l'article 17, dans les frais pour l'Assainissement du sol, y compris le démantèlement des Citernes de gasoil pour autant

Met het oog daarop alle informatie m.b.t. de opvolging van de Bodemsanering, binnen een termijn van een maand na aangetekend verzoek door het Fonds, haar over te maken en de eventuele adviezen m.b.t. de vooruitgang op te volgen.

Wanneer vastgesteld wordt dat de Aanvrager de verbintenissen inzake financiële zekerheid niet of niet tijdig heeft nageleefd of indien blijkt dat de in de aanvraag of in enig ander toegevoegd document vermelde gegevens foutief of onwaar zijn, vervalt elk recht op tussenkomst van het Fonds en wordt het mandaat, indien het desgevallend nog in uitvoering is, van rechtswege geacht beëindigd te zijn.

In dat geval kan het Fonds alle reeds gemaakte kosten, m.i.v. de beheerkosten, vermeerderd met de wettelijke interest, van de Aanvrager terugvorderen.

2° In hoofde van het Fonds:

- de verbintenis om, binnen het kader van het haar daartoe verleende mandaat, in eigen naam maar voor rekening van de Geregistreerde Aardoliemaatschappijen, alle stappen te zetten die vereist zijn voor de realisatie van Bodemsanering, mits eerbiediging van hetgeen in artikel 17 is bepaald;
- de verbintenis om de reeds door de Aanvrager gemaakte kosten voor Bodemsanering, voor zover deze werden uitgevoerd overeenkomstig de modaliteiten zoals bepaald door het Fonds en goedgekeurd door de Interregionale Bodemsaneringscommissie, aan de Aanvrager terug te betalen, zoals voorzien in artikel 17;
- controle uit te oefenen op de naleving van de verbintenissen van de aanvrager.

§ 4. Elke Aanvrager die op het gesaneerde terrein opnieuw een Gasolietank uitbaat is gehouden een verzekeringscontract te sluiten tot dekking van de schade die uit de toekomstige Bodemverontreiniging door de Gasolietank kan voortkomen.

Artikel 19.

Het Fonds komt rechtstreeks tussen, binnen de perken als bepaald in artikel 17, in de kosten voor Bodemsanering, met inbegrip van de ontmanteling van Gasolietanks voor zover deze

que cela s'avère nécessaire dans le cadre de l'Assainissement du sol, étant entendu que:

- l'intervention du Fonds se limite toujours aux frais réels qui sont nécessaires à la réalisation de l'Assainissement du sol conformément au principe BATNEEC - Best Available Techniques Not Entailing Excessive Cost - repris dans les législations régionales;
- en cas d'assainissement du sol par enlèvement et traitement des terres polluées, l'intervention du Fonds se limite en tout cas aux frais réels:

1° De neutralisation ou d'enlèvement de la Citerne à gasoil;

2° De déblai de la terre polluée;

3° De transport et de traitement de la terre de déblai polluée vers et dans une installation de traitement de déchets agréée ou autorisée conformément à la législation régionale concernée;

4° D'apport de terre non-polluée;

5° De mesures de réparation qui permettent l'utilisation fonctionnelle du site/terrain en fonction et conformément à l'utilisation au début de l'Assainissement du sol.

Les frais de déblai de la terre polluée sont calculés sur base de la quantité de terre traitée et d'un prix unitaire par m³ de terre excavée, fixé préalablement par le Fonds. S'il est nécessaire, pour pouvoir traiter la terre polluée, d'enlever au préalable une quantité de terre pour laquelle aucune autre mesure n'est requise, un supplément par unité de terre enlevée qui ne doit pas être assainie, déterminé sur une base forfaitaire par le Fonds, peut être imputé au Fonds;

- En cas de surveillance, l'intervention du Fonds se limite aux frais de la surveillance pendant une période de cinq ans à compter de la notification par l'autorité d'un rapport approuvé après l'exécution de l'Assainissement du sol, et pour autant que la surveillance y soit reprise.

Article 20.

§ 1^{er}. Dans le cas où l'Assainissement du sol d'un Site pollué ou d'un Terrain pollué peut être techniquement dissocié de l'Assainissement d'une pollution du sol étrangère à l'utilisation de la Citerne à gasoil, mais que l'assainissement séparé

noodzakelijk is in het kader van Bodemsanering, met dien verstande dat:

- de tussenkomst van het Fonds steeds beperkt is tot de reële kosten die noodzakelijk zijn om Bodemsanering overeenkomstig het in de wetgevingen van de Gewesten opgenomen BATNEEC - Best Available Techniques Not Entailing Excessive Cost -beginsel uit te voeren;
- in geval van bodemsanering door uitgraving en verwerking van de grond, is de tussenkomst van het Fonds in alle geval beperkt tot de reële kosten van:

1° Neutraliseren of verwijderen van de Gasolietank;

2° Uitgraving van verontreinigde grond;

3° Vervoer naar en verwerking van de afgegraven verontreinigde grond in een daartoe overeenkomstig de wetgeving van de Gewesten erkende of vergunde afvalverwerkingsinrichting;

4° Aanbrengen van niet-verontreinigde grond.

5° Herstelmaatregelen die het functionele gebruik van de site/terrein toelaten in functie van en overeenkomstig het gebruik bij de start der Bodemsanering.

De kosten voor uitgraving van verontreinigde grond worden verrekend op basis van de hoeveelheid verwerkte grond en een vooraf door het Fonds vastgestelde eenheidsprijs per m³ uitgegraven grond. Indien een hoeveelheid grond waarvoor er geen verdere maatregelen nodig zijn, voorafgaandelijk moet afgegraven worden om de verontreinigde grond te kunnen verwerken, kan een door het Fonds op forfaitaire wijze bepaalde toeslag per eenheid afgegraven niet te saneren grond op het Fonds worden aangerekend;

- de tussenkomst van het Fonds, in geval van nazorg, beperkt is tot de kosten van nazorg gedurende een periode van vijf jaar te rekenen vanaf de betekening door de overheid van een goedgekeurd verslag na de uitvoering van de Bodemsanering en voor zover hier nazorg is opgenomen.

Artikel 20.

§ 1. In zoverre de Bodemsanering van de Verontreinigde site of het verontreinigde terrein technisch afsplitsbaar is van de Bodemsanering van de Bodemverontreiniging die vreemd is aan het gebruik van de Gasolietank en de

donnerait lieu à des surcoûts, le Fonds n'est pas tenu d'assainir simultanément l'ensemble des pollutions et d'avancer les frais supplémentaires liés à la pollution étrangère que si le Demandeur en fait la demande expresse.

§ 2. En cas d'application du § 1^{er} du présent article, le Fonds réclame au Demandeur le remboursement des surcoûts de l'Assainissement du sol d'une Pollution du sol étrangère à l'utilisation de la Citerne à gasoil. Si les surcoûts n'excèdent pas les 2.500,00 euro, ils restent à charge du Fonds.

§ 3. En cas d'application du § 1^{er} du présent article, le Fonds peut uniquement avancer les frais d'Assainissement du sol d'une Pollution du sol étrangère à l'utilisation de la Citerne à gasoil, si le Demandeur a constitué, à la demande du Fonds et préalablement à l'assainissement, une garantie financière en faveur du Fonds afin de garantir le remboursement de ces frais. La garantie financière doit être expressément acceptée par le Fonds conformément aux dispositions du § 4 du présent article.

§ 4. La garantie financière doit couvrir les coûts de l'Assainissement du sol visé au § 1^{er} du présent article, tels qu'ils auront été estimés par le Fonds.

Le Fonds examine sans retard les propositions des garanties financières et informe le Demandeur de sa décision par lettre recommandée avec accusé de réception dans le mois qui suit la réception des propositions du Demandeur. Le Fonds pourra demander que ces propositions soient complétées ou modifiées. Si le Fonds rejette en tout ou en partie les garanties proposées, il somme l'intéressé à lui fournir des propositions de garanties adaptées dans le mois. Il fixe en outre la nature et l'importance des garanties à constituer.

§ 5. En cas d'application des §§ 1^{er} à 4 du présent article, tout droit à l'intervention du Fonds est suspendu aussi longtemps que le Demandeur n'a pas constitué de garantie financière.

Section 3.: Intervention curative pour un assainissement du sol à titre de mesure transitoire

Article 21.

§1^{er}. Le Demandeur qui souhaite faire valoir son droit à l'Intervention curative du Fonds, pour un Assainissement à titre transitoire dispose, sous peine de déchéance, d'une période de trois ans à

afzonderlijke Bodemsanering ervan tot meerkosten leidt, is het Fonds enkel gehouden voornoemde Bodemverontreiniging mee te saneren en de eruit voortkomende meerkosten voor te schieten indien de Aanvrager uitdrukkelijk om de tussenkomst van het Fonds verzoekt.

§ 2. In geval van toepassing van § 1 van dit artikel vordert het Fonds de voorgeschoten meerkosten van de Bodemverontreiniging die vreemd is aan het gebruik van de Gasolietank terug van de Aanvrager. Indien de meerkosten evenwel minder dan 2500,00 euro bedragen, dan blijven zij ten laste van het Fonds.

§ 3. Het Fonds kan, in geval van toepassing van § 1 van dit artikel, de kosten van de Bodemsanering van een verontreiniging die vreemd is aan het gebruik van de Gasolietank slechts voorschieten indien de Aanvrager, na verzoek van het Fonds en voorafgaandelijk aan de sanering, ten voordele van het Fonds een financiële zekerheid heeft gesteld tot garantie van de terugbetaling van die kosten en de financiële zekerheid door het Fonds uitdrukkelijk aanvaard is overeenkomstig de bepalingen van § 4 van dit artikel.

§ 4. De financiële zekerheid moet betrekking hebben op het bedrag van de kosten van de Bodemsanering bedoeld in § 1 van dit artikel, zoals deze door het Fonds geraamd worden.

Het Fonds onderzoekt de voorgestelde financiële zekerheden onverwijld en betekent de Aanvrager zijn beslissing bij een ter post aangetekend schrijven met ontvangstbewijs binnen een termijn van 1 maand na ontvangst van het voorstel van de Aanvrager. Het Fonds kan aanvullingen of wijzigingen voorstellen. Als het Fonds de zekerheden geheel of gedeeltelijk verwerpt, maant het Fonds de betrokkene aan om binnen een maand aangepaste zekerheden te stellen. Het bepaalt daarbij de aard en de hoogte van de zekerheden die moeten gesteld worden.

§ 5. In geval van toepassing van §§ 1 tot 4 van dit artikel, wordt elk recht op tussenkomst vanwege het Fonds opgeschort tot zolang de Aanvrager geen financiële zekerheid heeft gesteld.

Afdeling 3.: Curatieve tussenkomst bij een Bodemsanering bij wijze van overgangsmaatregel

Artikel 21.

§ 1. De Aanvrager die van zijn recht op Curatieve tussenkomst van het Fonds bij een Bodemsanering bij wijze van overgangsmaatregel wenst gebruik te maken beschikt, op straffe van

compter de la publication au Moniteur belge de l'agrément du Fonds, pour introduire sa demande d'intervention par lettre recommandée ou sur un e-guichet mis à disposition.

§ 2. Le Demandeur qui souhaite faire valoir son droit à l'intervention du Fonds, joint à sa demande d'intervention:

- 1° Le nombre requis d'exemplaires signés de la Convention, tel que fixé dans la convention-type approuvée par la Commission interrégionale de l'assainissement du sol conformément à l'article 37, § 2, 3° et § 3;
- 2° Un projet d'assainissement du sol déclaré conforme, un plan d'assainissement approuvé et un Permis d'environnement pour autant que la réglementation régionale en vigueur l'exige ou l'exigeait et/ou, dans les autres cas, un rapport ou une attestation approuvée par l'autorité régionale compétente d'où il ressort que l'autorité a donné son approbation préalablement à l'Assainissement du sol. Une attestation, si elle est déjà disponible, d'où il ressort que les travaux d'assainissement du sol ont été effectués conformément au projet d'assainissement, au plan d'assainissement ou au Permis d'environnement pour autant que cette dernière l'exige ou au moins en conformité avec l'approbation préalable de l'autorité compétente, ou au moins la preuve que les travaux d'assainissement ont effectivement débuté conformément aux conditions précitées, dans les deux cas au plus tard dans les trois mois qui suivent la date de publication de l'agrément du Fonds au Moniteur belge.
- 3° Un rapport établi par un expert agréé en assainissement de sol ou un document délivré par les autorités compétentes sur les mesures d'assainissement déjà effectuées et sur les mesures qui sont encore prévues telles que connues à la date de la demande.

§ 3. Le Fonds déclare la demande d'intervention recevable et complète dans un délai de trois mois suivant sa réception. Dans ce cas, le Fonds communique le nombre requis d'exemplaires de la Convention, dûment signés.

Si le Fonds déclare la demande d'intervention irrecevable et/ou incomplète, il en informe le Demandeur par lettre recommandée et dûment motivée.

verval, over een termijn van drie jaar te rekenen vanaf de datum van publicatie in het Belgisch Staatsblad van de erkenning van het Fonds om per aangetekend schrijven of via een ter beschikking gesteld e-loket een aanvraag tot tussenkomst in te dienen.

§ 2. De Aanvrager die van zijn recht op tussenkomst van het Fonds wenst te genieten, voegt bij zijn aanvraag tot tussenkomst:

- 1° Het vereiste aantal ondertekende exemplaren van de Overeenkomst, zoals bepaald in het model dat door de Interregionale Bodemsanerings-commissie wordt goedgekeurd overeenkomstig artikel 37, §2, 3° en §3;
- 2° Een conform verklaard bodemsanerings-project, goedgekeurd saneringsplan en een Milieuvergunning voor zover de geldende gewestelijke regelgeving dit vereist of vereiste en/of in de andere gevallen een door de bevoegde gewestelijke overheid goedgekeurd rapport of attest waaruit blijkt dat de overheid voorafgaand aan de Bodemsanering haar goedkeuring heeft gegeven, en indien reeds beschikbaar, een attest waaruit blijkt dat de bodemsaneringswerken conform het bodemsaneringsproject, het saneringsplan of de Milieuvergunning voor zover de geldende Milieuvergunning dit vereist of op zijn minst in overeenstemming met de voorafgaandelijke goedkeuring van de bevoegde overheid, zijn uitgevoerd of op zijn minst het bewijs dat de effectieve bodemsaneringswerken overeenkomstig voorgaande vereisten zijn gestart, in beide gevallen uiterlijk drie maand na de publicatiedatum van de erkenning van het Fonds in het Belgisch Staatsblad;
- 3° Een door een erkend bodemsanerings-deskundige opgesteld verslag of een document afgeleverd door de bevoegde overheden van de reeds uitgevoerde en verder voorziene saneringsmaatregelen zoals die bekend zijn op datum van de aanvraag.

§ 3. Het Fonds verklaart de aanvraag tot tussenkomst ontvankelijk en volledig binnen een termijn van drie maanden na ontvangst ervan. In dat geval maakt het Fonds het vereiste aantal door haar medeondertekende exemplaren van de Overeenkomst over.

Indien het Fonds de aanvraag tot tussenkomst onontvankelijk en / of onvolledig verklaart, deelt het de redenen daarvan, per aangetekend schrijven met ontvangstbewijs mee aan de Aanvrager

Le cas échéant, le Fonds accorde au Demandeur un délai de deux mois dans lequel les documents faisant défaut devront lui être soumis. Le Fonds peut décider de proroger ce délai si le Demandeur donne une raison motivée du fait qu'il ne dispose pas des documents faisant défaut.

Après la réception de ces documents et/ou de l'information faisant défaut, un nouveau délai de trois mois prend cours pour déclarer la demande d'intervention recevable et complète.

À défaut de présentation des documents faisant défaut dans le délai précité, la demande d'intervention du Fonds est, de plein droit, réputée irrecevable.

Les délais prévus au présent paragraphe prennent cours le jour qui suit la réception de la lettre recommandée ou la notification via le e-guichet.

§ 4. La Convention, dont le modèle a été approuvé par la Commission interrégionale de l'assainissement du sol conformément à l'article 37, § 2, 3° et § 3, doit contenir au moins les obligations suivantes:

1° Dans le chef du Demandeur:

1. L'engagement ou la preuve que les investissements requis en application de la législation régionale applicable en la matière sont ou ont été exécutés à ses frais afin d'éviter toute nouvelle Pollution du sol du site ou du terrain;
2. L'obligation d'autoriser le contrôle de la part du Fonds de la réalisation de l'assainissement de sol et de l'éventuelle surveillance. À cette fin, toutes les informations relatives au suivi de l'Assainissement du sol doivent être transmises au Fonds dans le mois qui suit la lettre recommandée dans lequel le Fonds le demande, et les avis éventuels relatifs à l'amélioration doivent être suivis;

S'il est constaté que le Demandeur de l'Intervention curative pour un Assainissement à titre de mesure transitoire n'a pas respecté les obligations précitées, le droit à toute intervention du Fonds s'éteint et la Convention est réputée résolue de plein droit. Dans ce cas, le Fonds peut réclamer au Demandeur le remboursement de tous les frais déjà exposés, majorés des intérêts légaux.

2° Dans le chef du Fonds:

1. L'obligation de rembourser les frais réels d'Assainissement du sol du Site ou du

Zo nodig kent het Fonds aan de Aanvrager een nieuwe termijn van twee maanden toe binnen dewelke de ontbrekende stukken hem moeten worden meegedeeld. Het Fonds kan beslissen om deze termijn te verlengen indien de Aanvrager een gemotiveerde reden opgeeft voor het niet beschikken over de ontbrekende stukken.

Na ontvangst van deze ontbrekende stukken en/of informatie start een nieuwe termijn van drie maanden om de aanvraag tot tussenkomst ontvankelijk en volledig te verklaren.

Bij gebrek aan mededeling van de ontbrekende stukken binnen de voornoemde termijn, wordt de aanvraag tot tussenkomst van het Fonds van rechtswege geacht onontvankelijk te zijn.

De termijnen bedoeld in deze paragraaf vangen aan de dag na ontvangst van het aangetekend schrijven of de melding via het e-loket.

§ 4. De Overeenkomst, waarvan het model door de Interregionale Bodemsaneringscommissie, overeenkomstig artikel 37, §2, 3° en §3 wordt goedgekeurd, dient minstens de volgende verbintenissen te bevatten:

1° In hoofde van Aanvrager:

1. De verbintenis of het bewijs dat op eigen kosten de vereiste investeringen werden of worden verricht die, in toepassing van de gewestelijke wetgeving, noodzakelijk zijn om nieuwe Bodemverontreiniging van de site of het terrein te vermijden;
2. De verbintenis om controle vanwege het Fonds op de realisatie van de Bodemsanering en de eventuele nazorg toe te staan. Met het oog daarop op verzoek alle informatie m.b.t. de opvolging van de Bodemsanering, binnen een termijn van een maand na aangetekend verzoek door het Fonds, haar over te maken en de eventuele adviezen m.b.t. de vooruitgang op te volgen;

Wanneer vastgesteld wordt dat de Aanvrager van een Curatieve tussenkomst voor een Bodemsanering bij wijze van overgangsmaatregel voornoemde verbintenissen niet heeft nageleefd, vervalt het recht op elke tussenkomst van het Fonds en wordt de Overeenkomst geacht van rechtswege ontbonden te zijn. In dat geval kan het Fonds alle reeds gemaakte kosten, alsmede de wettelijke interest, van de Aanvrager terugvorderen.

2° In hoofde van het Fonds:

1. De verbintenis om, binnen het kader van de grenzen bepaald in artikel 17 en

Terrain pollué, dans les limites fixées à l'article 17 et tenant compte de l'article 20, dans les six mois qui suivent la réception des attestations visées au présent article;

2. Dans la mesure où l'Assainissement du sol du Site pollué ou du Terrain pollué portait techniquement aussi sur l'Assainissement du sol d'une Pollution du sol étrangère à l'utilisation de la Citerne à gasoil, le Fonds n'est tenu qu'au remboursement des frais liés à la dépollution de sol qui se rapporte à l'utilisation de la Citerne à gasoil;

3. Exercer le contrôle du respect des obligations du Demandeur.

§5. La Convention doit comprendre les modalités qui permettent un contrôle du respect de l'exécution des obligations du Demandeur, afin de limiter l'intervention du Fonds au remboursement des frais d'Assainissement réels et acceptés dans les limites de l'Accord de coopération.

§6. Dans le cas d'une Intervention curative pour un assainissement de sol à titre de mesure transitoire, dont les travaux pour mettre en œuvre les mesures pour le traitement de la Pollution des sols ont déjà démarré avant la date de la publication de l'agrément du Fonds au Moniteur belge, le Demandeur a aussi la possibilité de transmettre le dossier d'assainissement au Fonds.

Le cas échéant, une Convention reprenant les obligations conformément aux dispositions visées aux articles 18 à 20, dont le modèle a été approuvé par la Commission interrégionale de l'assainissement du sol conformément à l'article 37, § 2, 3° et § 3 est jointe.

De même, le Fonds peut rembourser les frais d'Assainissement du sol déjà effectués qui ont été payés par le Demandeur, conformément au principe BATNEEC - Best Available Techniques Not Entailing Excessive Cost.

§7. Le Fonds rembourse, dans les limites fixées à l'article 17, les frais d'Assainissement du sol qui se rapportent directement au Site pollué ou au Terrain pollué, étant entendu que:

rekening houdend met artikel 20, de reële kosten van Bodemsanering van de Verontreinigde site of het Verontreinigde terrein terug te betalen binnen een termijn van zes maanden na ontvangst van de attesten bedoeld in dit artikel;

2. In zoverre de Bodemsanering van de Verontreinigde site of het Verontreinigde terrein technisch ook betrekking heeft gehad op Bodemverontreiniging die vreemd is aan het gebruik van de Gasolietank, is het Fonds enkel gehouden terugbetaling te verrichten voor de kosten die verbonden zijn aan Bodemverontreiniging die eigen zijn aan het gebruik van de Gasolietank;

3. Controle op de naleving van de verbintenissen van de Aanvrager uit te oefenen.

§ 5. De Overeenkomst moet de modaliteiten bepalen die een controle op de naleving van de verbintenissen van de Aanvrager toelaten, met als doel de tussenkomst van het Fonds te beperken tot de vergoeding van de reële en aanvaarde kosten inzake Bodemsanering, binnen de grenzen van het Samenwerkingsakkoord.

§ 6. In het geval van een Curatieve tussenkomst bij een Bodemsanering bij wijze van overgangsmaatregel, waarvan de werken ter uitvoering van de maatregelen ter behandeling van Bodemverontreiniging reeds zijn gestart vóór de datum van de publicatie van de erkenning van het Fonds in het Belgisch Staatsblad, heeft de Aanvrager ook de mogelijkheid om het saneringsdossier aan het Fonds over te dragen.

In voorkomend geval wordt een Overeenkomst bijgevoegd waarvan het model door de Interregionale Bodemsaneringscommissie overeenkomstig artikel 37, §2, 3° en §3 werd goedgekeurd, toegevoegd waarin de verbintenissen conform de bepalingen in artikels 18 tem 20 worden opgenomen.

Tevens kunnen de reeds uitgevoerde kosten inzake de Bodemsanering die door de aanvrager werden betaald, door het Fonds terugbetaald worden, conform het BATNEEC- Best Available Techniques Not Entailing Excessive Cost - principe.

§ 7. Het Fonds betaalt, binnen de perken als bepaald in artikel 17, de kosten voor Bodemsanering die rechtstreeks betrekking hebben op de Verontreinigde site of het Verontreinigde terrein, terug met dien verstande dat:

- l'intervention du Fonds se limite toujours aux frais réels qui sont nécessaires pour exécuter l'Assainissement du sol conformément au principe BATNEEC - Best Available Techniques Not Entailing Excessive Cost - repris dans les législations régionales;
- en cas d'assainissement du sol par enlèvement et traitement des terres polluées, l'intervention du Fonds se limite en tout cas aux frais réels:
 - 1° De neutralisation ou d'enlèvement de la Citerne à gasoil;
 - 2° De déblai de la terre polluée;
 - 3° De transport et de traitement de la terre de déblai polluée vers et dans une installation de traitement de déchets agréée ou autorisée conformément à la législation régionale concernée;
 - 4° D'adjonction de terre propre;
 - 5° De mesures de réparation qui permettent l'utilisation fonctionnelle du site ou du terrain en fonction et conformément à l'utilisation au début de l'Assainissement du sol.

Les frais de déblai de la terre polluée sont calculés sur base de la quantité de terre traitée et d'un prix unitaire par m³ de terre excavée, fixé préalablement par le Fonds. S'il est nécessaire, pour pouvoir traiter la terre polluée, d'enlever au préalable une quantité de terre pour laquelle aucune autre mesure n'est requise, un supplément par unité de terre enlevée qui ne doit pas être assainie, déterminé sur une base forfaitaire par le Fonds, peut être imputé au Fonds;

- en cas de surveillance, l'intervention du Fonds se limite aux frais de la surveillance pendant une période de cinq ans à compter de la notification par l'autorité d'un rapport approuvé qui suit l'exécution de l'Assainissement du sol et pour autant que la surveillance y soit reprise;
- le remboursement des frais s'effectue uniquement sur présentation:
 - 1° De toutes les factures qui se rapportent à l'exécution de l'Assainissement du sol; les factures présentées devront toutes être justifiées à la lumière de l'état des dépenses détaillé rédigé par l'expert en Assainissement du sol préposé;
 - 2° D'une attestation, d'une déclaration de bonne fin ou d'un autre document, établi par

- de tussenkomst van het Fonds steeds beperkt is tot de reële kosten die noodzakelijk zijn om de Bodemsanering overeenkomstig het in de wetgevingen van de Gewesten opgenomen BATNEEC - Best Available Techniques Not Entailing Excessive Cost - beginsel uit te voeren;
- in geval van bodemsanering door uitgraving en verwerking, is de tussenkomst van het Fonds in alle geval beperkt tot de reële kosten van:
 - 1° Het neutraliseren of verwijderen van de Gasolietank;
 - 2° De uitgraving van verontreinigde grond;
 - 3° Het vervoer naar en verwerking van de afgegraven verontreinigde grond in een daartoe overeenkomstig de wetgeving van de Gewesten erkende of vergunde afvalverwerkingsinrichting;
 - 4° De aanvulling met propere grond;
 - 5° De herstelmaatregelen die het functionele gebruik van de site/terrein toelaten in functie van en overeenkomstig het gebruik bij de start der sanering.

De kosten voor uitgraving van verontreinigde grond worden verrekend op basis van de hoeveelheid verwerkte grond en een vooraf door het Fonds vastgestelde eenheidsprijs per m³ uitgegraven grond. Indien een hoeveelheid grond waarvoor er geen verdere maatregelen nodig zijn, voorafgaandelijk moet afgegraven worden om de verontreinigde grond te kunnen verwerken, kan een door het Fonds op forfaitaire wijze bepaalde toeslag per eenheid afgegraven niet te saneren grond op het Fonds worden aangerekend;

- de tussenkomst van het Fonds, in geval van nazorg, beperkt is tot de kosten van nazorg gedurende een periode van vijf jaar te rekenen vanaf de betekening door de overheid van een goedgekeurd verslag na de uitvoering van de Bodemsanering en voor zover hier nazorg is opgenomen;
- de terugbetaling van de kosten slechts plaatsgrijpt na voorlegging:
 - 1° Van alle facturen die betrekking hebben op de uitvoering van Bodemsanering; de voorgelegde facturen dienen alle verantwoord te zijn in het licht van een gedetailleerde rekeningstaat opgesteld door de aangestelde Bodemsaneringsdeskundige;
 - 2° Van een attest, eindverklaring of akteneming, opgesteld door de bevoegde

l'autorité régionale compétente, faisant apparaître que l'Assainissement du sol a été exécuté conformément aux législations et codes de bonne pratique applicables dans cette Région;

- 3° D'une attestation ou de toute autre preuve que le Demandeur qui exploite à nouveau une Citerne à gasoil sur le terrain assaini a souscrit un contrat d'assurance couvrant les dommages pouvant résulter de la pollution future causée par la Citerne à gasoil.

Tous les frais doivent être soumis à l'approbation du Fonds. S'il estime que les frais ne sont pas conformes ou ne sont pas entièrement conformes à la réalité ou au principe BATNEEC - Best Available Techniques Not Entailing Excessive Cost - le Fonds peut refuser son intervention, en indiquant les raisons de son refus.

Section 4.: Frais de gestion pour le traitement des demandes

Article 22.

§ 1^{er}. Le Fonds impute des frais d'administration pour la gestion des dossiers. Les frais d'administration pour le traitement et la gestion des demandes d'intervention du Fonds dans le cas d'un Assainissement de sol encore à exécuter et d'un Assainissement de sol à titre de mesure transitoire s'élèvent à 25,00 euro pour la demande et à 10 pour cent des dépenses du Fonds pour le dossier concerné, avec un maximum par demande de:

- 500,00 euros pour les demandes d'intervention pour des Citernes de gasoil pour le chauffage d'immeubles avec fonction résidentielle;
- 1.500,00 euros pour les demandes d'intervention pour des Citernes de gasoil pour le chauffage d'immeubles avec fonction autre que résidentielle.

§ 2. Les frais de gestion mentionnés au § 1^{er} sont soumis à la TVA et ils sont dus en plus de toute franchise.

gewestelijke overheid, waaruit blijkt dat de Bodemsanering overeenkomstig de in dat Gewest toepasselijke normen en codes van goede praktijk werd uitgevoerd;

- 3° Van een attest of elk ander bewijs dat de Aanvrager die op het gesaneerde terrein opnieuw een Gasolietank uitbaat een verzekeringscontract heeft afgesloten tot dekking van de schade die uit de toekomstige verontreiniging door de Gasolietank kan voortkomen.

Alle kosten moeten ter goedkeuring van het Fonds worden voorgelegd. Deze kan zijn tussenkomst op gemotiveerde wijze weigeren, zo hij van oordeel is dat deze kosten niet of niet geheel aan de werkelijkheid beantwoorden of niet overeenstemmen met het BATNEEC- Best Available Techniques Not Entailing Excessive Cost - principe.

Afdeling 4.: Beheerkosten voor de behandeling van aanvragen

Artikel 22.

§ 1. Het Fonds rekent voor het beheer van de dossiers een beheerkost aan. De beheerkosten voor de behandeling en het beheer van de aanvragen tot tussenkomst van het Fonds bij een nog uit te voeren Bodemsanering en bij een Bodemsanering bij wijze van overgangsmaatregel bedragen 25,00 euro voor de aanvraag en 10procent van de uitgaven van het Fonds voor het desbetreffende dossier met een maximum per aanvraag van:

- 500,00 euro voor aanvragen voor tussenkomst voor Gasolietanks voor verwarming van gebouwen met een woonfunctie;
- 1.500,00 euro voor aanvragen voor tussenkomst voor Gasolietanks voor verwarming van gebouwen met een andere dan woonfunctie.

§ 2. De in § 1 vermelde beheerkosten worden nog onderworpen aan BTW en komen bovenop elke franchise.

TITRE IV. DISPOSITIONS COMMUNES AUX TITRES II ET III

Chapitre 1^{er}. - Perception des cotisations

Article 23.

§1^{er}. Sans préjudice du contenu de l'article 25, le Fonds signifie aux Entreprises soumises à accises et ce au plus tard le dernier jour ouvrable du troisième mois suivant chaque trimestre, les paiements dont elles sont redevables en vertu de l'Accord de coopération et ce, sur la base des quantités délivrées à la consommation dans le courant de ce trimestre, telles qu'elles ont été arrêtées dans le cadre de la législation sur les accises.

Le Fonds pour l'Analyse des Produits pétroliers communique au Fonds, sur la base des données dont il dispose, et ce au plus tard le quinzième jour ouvrable du troisième mois qui suit chaque trimestre, les quantités que chaque Entreprise soumise à accises a offertes à la consommation dans le courant du trimestre.

§2. Les cotisations obligatoires seront versées au plus tard le dernier jour ouvrable du mois suivant la signification visée au § 1^{er}.

L'Entreprise soumise à accises dispose d'un délai d'un mois, à compter de la date de réception de la signification visée au § 1^{er}, pour envoyer une réclamation par lettre recommandée adressée à l'Administration fédérale compétente contestant le montant signifié.

Les réclamations envoyées par recommandé après l'expiration du délai mentionné à l'alinéa précédent, ou qui ont trait à des différences moindres ou égales à vingt-cinq euros, ne sont pas recevables.

L'Administration fédérale compétente statue sur la réclamation introduite dans un délai d'un mois, à partir de la date de réception de la réclamation. A défaut de décision dans ce délai, la réclamation est réputée avoir été rejetée.

§3. Les Entreprises soumises à accises devront apurer les montants signifiés, par versement au compte du Fonds, dans le délai fixé au § 2.

Chapitre 2. - Reconnaissance et obligations d'un fonds

TITEL IV. BEPALINGEN GEMEEN AAN TITELS II EN III

Hoofdstuk 1. - Inning van de bijdragen

Artikel 23.

§1. Onverminderd het bepaalde in artikel 25 betekent het Fonds de Accijnsplichtige ondernemingen, uiterlijk op de laatste werkdag van de derde maand volgend op ieder kwartaal, welke stortingen zij krachtens het Samenwerkingsakkoord verschuldigd zijn en dit op basis van de hoeveelheden die in de loop van dat kwartaal ter verbruik werden aangegeven, zoals deze zijn vastgesteld in het kader van de Accijnswetgeving.

Het Fonds voor de Analyse van Aardolieproducten meldt, op basis van de gegevens waarover het beschikt, uiterlijk op de 15^e werkdag van de derde maand die volgt op een kwartaal, aan het Fonds, de hoeveelheden die iedere Accijnsplichtige onderneming in de loop van dat kwartaal in verbruik heeft gesteld.

§2. De verplichte bijdragen worden uiterlijk op de laatste werkdag van de maand volgend op de betekening bedoeld in § 1 betaald.

De Accijnsplichtige onderneming beschikt over een termijn van één maand, te rekenen vanaf de datum van ontvangst van de betekening bedoeld in § 1, om per aangetekend schrijven bij de Bevoegde Federale Administratie bezwaar aan te tekenen tegen het betekende bedrag.

Bezwaren die aangetekend worden verzonden na het verstrijken van de termijn, bedoeld in het vorig lid, of die betrekking hebben op een verschil kleiner of gelijk aan vijftientig euro, zijn niet ontvankelijk.

De Bevoegde Federale Administratie doet over het aangetekende bezwaar uitspraak binnen een termijn van één maand, te rekenen vanaf de datum van ontvangst van het bezwaar. Bij gebreke van uitspraak binnen de voornoemde termijn, wordt het bezwaar geacht stilzwijgend te zijn afgewezen.

§3. De Accijnsplichtige ondernemingen moeten de betekende bedragen aanzuiveren door storting op de ontvangstrekening van het Fonds, binnen de termijn vastgelegd in § 2.

Hoofdstuk 2. - Erkenning en verplichtingen van een fonds

Article 24. - Conditions d'agrément d'un Fonds

Une personne morale peut uniquement être reconnue en tant que Fonds par la Commission interrégionale de l'assainissement du sol sur le pied de l'article 4 ou de l'article 14 si elle répond aux conditions suivantes:

- 1° Le Fonds doit être constitué en association sans but lucratif conformément à la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations, telle que modifiée notamment par la loi du 2 mai 2002;
- 2° Le Fonds doit avoir comme objet statutaire: l'exécution de la mission décrite à l'article 4 ou à l'article 14, suivant les modalités déterminées dans l'Accord de coopération;
- 3° Les administrateurs et les personnes pouvant représenter la personne morale doivent jouir de leurs droits civils et politiques et ne pas avoir été condamnés par un jugement ou par un arrêt d'un collège juridictionnel en force de chose jugée pour infraction aux législations sur l'environnement fédérales, régionales ou d'un État membre de l'Union européenne;
- 4° Le Fonds doit disposer des moyens nécessaires à l'accomplissement de sa mission et à la prise en charge de ses frais de fonctionnement initiaux, préalablement à l'entrée en vigueur de l'article 5, § 1er ou de l'article 15, § 2;
- 5° Le Fonds doit être suffisamment représentatif des secteurs concernés.

Article 25. - Obligations générales d'un Fonds

Un Fonds est tenu:

- 1° De se conformer aux conditions fixées dans l'agrément;
- 2° De percevoir, de manière non discriminatoire et non individualisée, les cotisations des Entreprises soumises à accises concernées, afin de couvrir le coût réel et complet des obligations qui sont à sa charge en vertu de l'Accord de coopération;

À cette fin, le Fonds fait appel à l'Administration fédérale compétente qui peut faire usage des

Artikel 24. - Erkenningsvoorwaarden voor een Fonds

Een rechtspersoon kan enkel door de Interregionale Bodemsaneringscommissie uit hoofde van artikel 4 of van artikel 14 als Fonds worden erkend indien zij aan de volgende voorwaarden voldoet:

- 1° Het Fonds moet opgericht zijn als een vereniging zonder winstoogmerk overeenkomstig de wet van 27 juni 1921 betreffende de verenigingen zonder winstoogmerk, de internationale verenigingen zonder winstoogmerk en de stichtingen, zoals onder meer gewijzigd door de wet van 2 mei 2002;
- 2° Het Fonds moet als statutair doel hebben: de uitvoering van de opdracht omschreven in artikel 4 of artikel 14, volgens de modaliteiten bepaald in het Samenwerkingsakkoord;
- 3° De bestuurders van de rechtspersoon en de personen die de rechtspersoon kunnen vertegenwoordigen, dienen hun burgerlijke en politieke rechten te bezitten en mogen niet bij een in kracht van gewijsde gegaan vonnis of arrest van een rechtscollege veroordeeld zijn voor een inbreuk op de milieuwetgeving van de Federale Overheid, de Gewesten of van een lidstaat van de Europese Unie;
- 4° Het Fonds moet over de nodige middelen beschikken om, voorafgaand aan de inwerkingtreding van artikel 5, §1 of artikel 15, §2 de uitvoering van zijn opdracht voor te bereiden en zijn initiële werkingskosten te dekken;
- 5° Het Fonds moet voldoende representatief zijn voor de betrokken sectoren.

Artikel 25. - Algemene verplichtingen van een Fonds

Een Fonds is verplicht:

- 1° De voorwaarden van de erkenning na te leven;
- 2° De bijdragen van de Accijnsplichtige ondernemingen op niet-discriminerende en niet-geïndividualiseerde wijze te innen, teneinde de reële en volledige kosten van de verplichtingen die het Fonds ten laste vallen overeenkomstig het Samenwerkingsakkoord te dekken.

Het Fonds doet daartoe een beroep op de Bevoegde Federale Administratie die gebruik

données du Fonds pour l'Analyse des Produits pétroliers.

L'Administration fédérale compétente peut, en contrepartie de ses services, demander au Fonds le remboursement des frais occasionnés. Le cas échéant, ce remboursement des frais fait l'objet d'une convention entre le Fonds et l'État belge;

- 3° De fournir en temps utile aux Exploitants, aux Utilisateurs et/ou aux Propriétaires des informations suffisantes à propos des modalités d'intervention du Fonds;
- 4° De conclure un contrat d'assurance couvrant les dommages susceptibles d'être causés par les activités envisagées;
- 5° De désigner des réviseurs d'entreprises, chargés du contrôle de la perception des cotisations obligatoires, ainsi que du contrôle de la comptabilité et des comptes annuels du Fonds;
- 6° D'élaborer et de soumettre à l'approbation de la Commission interrégionale de l'assainissement du sol un programme d'assainissement annuel, et ce au plus tard le 31 décembre de l'année qui précède l'année de réalisation, selon les modalités prévues à l'article 29, 3°.

Le programme d'assainissement annuel doit contenir au moins:

- une liste des sites ou terrains pollués devant faire l'objet d'un assainissement durant l'année de réalisation;
- une évaluation de la priorité des sites ou terrains pollués devant faire l'objet d'un assainissement durant l'année de réalisation, en fonction des risques pour l'homme et l'environnement résultant de la pollution constatée, à moins que dans le titre II ou le titre III de l'accord de coopération, concernant la priorisation, des tâches ou des obligations spécifiques sont incluses;
- une estimation du coût global des assainissements à réaliser durant l'année de réalisation;
- un rapport circonstancié sur l'exécution du programme d'assainissement précédent, le cas échéant avec une note explicative sur les éventuelles dérogations à ce programme;

- 7° De déposer chaque année auprès de la Commission interrégionale de l'assainissement

kan maken van de gegevens van het Fonds voor de Analyse van Aardolieproducten.

De Bevoegde Federale Administratie kan voor haar diensten aan het Fonds een onkostenvergoeding aanrekenen. Desgevallend maakt deze onkostenvergoeding het voorwerp uit van een overeenkomst tussen het Fonds en de Belgische Staat;

- 3° Afdoende en tijdige informatie te verstrekken aan de Exploitanten, Gebruikers en/of Eigenaars betreffende de modaliteiten van tussenkomst van het Fonds;
- 4° Een verzekeringscontract af te sluiten tot dekking van de schade die uit de voorgenomen activiteiten kan voortvloeien;
- 5° Bedrijfsrevisoren aan te stellen voor de controle van de inning van de verplichte bijdragen, alsmede de controle van de balansen en de jaarrekeningen van het Fonds;
- 6° Uiterlijk op 31 december van het jaar dat voorafgaat aan het werkingsjaar, een jaarlijks saneringsprogramma opmaken en het ter goedkeuring voorleggen aan de Interregionale Bodemsaneringscommissie overeenkomstig de modaliteiten bepaald in artikel 29, 3°.

Het jaarlijks saneringsprogramma dient minstens te bevatten:

- een lijst van de tijdens het werkingsjaar te saneren Verontreinigde sites of terreinen;
- een evaluatie van de prioriteit van de tijdens het werkingsjaar te saneren Verontreinigde sites of terreinen, gesteund op het risico van de vastgestelde verontreiniging voor mens en milieu, tenzij er in titel II of titel III van het Samenwerkingsakkoord met betrekking tot de prioriteitsstelling specifieke taken of bijzondere verplichtingen zijn opgenomen;
- een raming van de globale kostprijs van de tijdens het werkingsjaar uit te voeren Bodemsaneringen;
- een omstandig verslag betreffende de tenuitvoerlegging van het vorig saneringsprogramma, m.i.v. een toelichting betreffende de eventuele afwijkingen van dit programma;

- 7° Jaarlijks de balansen en resultaatrekeningen van het voorbije jaar en de begroting voor het

du sol son bilan et son compte de résultats pour l'année écoulée et le budget pour l'année suivante, dans les délais déterminés et les formes fixées par cette Commission;

8° De déposer périodiquement auprès de la Commission interrégionale de l'assainissement du sol toutes les données utiles à propos de l'exécution et du financement de l'Assainissement du sol des Sites ou Terrains pollués, dans les délais déterminés et les formes fixées par cette Commission;

9° De communiquer à la Commission interrégionale de l'assainissement du sol toute modification aux statuts, à la composition de l'assemblée générale ou du conseil d'administration.

Chapitre 3. - La Commission interrégionale de l'assainissement du sol

Article 26.

§ 1^{er}. Les Régions instituent une Commission interrégionale de l'assainissement du sol en tant qu'institution commune visée à l'article 92bis de la loi spéciale du 8 août 1980 sur les réformes institutionnelles. La Commission interrégionale de l'assainissement du sol est dotée de la personnalité juridique.

La Commission interrégionale de l'assainissement du sol est composée de six membres effectifs et de six membres suppléants. Chaque gouvernement régional nomme et révoque deux membres effectifs et deux membres suppléants qui remplacent les membres effectifs absents.

§ 2. Les membres de la Commission interrégionale de l'assainissement du sol mis à disposition par les gouvernements régionaux restent soumis aux dispositions statutaires qui leur sont applicables.

§ 3. Le Ministre fédéral de l'Énergie désigne un observateur effectif et un observateur suppléant. L'observateur est invité aux réunions de la Commission interrégionale de l'assainissement du sol.

Article 27.

La Commission interrégionale de l'assainissement du sol se réunit au moins deux fois par an, à la demande d'un membre, et chaque fois que le

volgend jaar, binnen de termijnen bepaald door en in de vorm voorgeschreven door de Interregionale Bodemsaneringscommissie, bij deze laatste neerleggen;

8° Periodiek alle nuttige gegevens respectievelijk prognoses betreffende de uitvoering en de financiering van de Bodemsanering van Verontreinigde sites of terreinen, binnen de termijnen bepaald door en in de vorm voorgeschreven door de Interregionale Bodemsaneringscommissie aan deze laatste mededelen;

9° Elke wijziging van de statuten, samenstelling van de algemene vergadering of van de raad van bestuur mededelen aan de Interregionale Bodemsaneringscommissie.

Hoofdstuk 3. - De Interregionale Bodemsaneringscommissie

Artikel 26.

§ 1. De Gewesten richten een Interregionale Bodemsaneringscommissie op als een gemeenschappelijke instelling, bedoeld in artikel 92bis van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 op de hervorming van de instellingen. De Interregionale Bodemsaneringscommissie heeft rechtspersoonlijkheid.

De Interregionale Bodemsaneringscommissie is samengesteld uit zes effectieve leden en zes plaatsvervangende leden. Elke gewestregering duidt aan en trekt de aanduiding in van twee effectieve leden en twee plaatsvervangende effectieve leden die de effectieve leden vervangen in geval van afwezigheid.

§ 2. De leden van de Interregionale Bodemsaneringscommissie die ter beschikking gesteld zijn door de gewestelijke regeringen, blijven onderworpen aan de statutaire bepalingen die op hen van toepassing zijn.

§ 3. De federale minister bevoegd voor Energie duidt één effectief waarnemer en één plaatsvervangend waarnemer aan. De waarnemer wordt op elke vergadering van de Interregionale Bodemsaneringscommissie uitgenodigd.

Artikel 27.

De Interregionale Bodemsaneringscommissie komt ten minste twee maal per jaar samen, op vraag van een lid en telkens indien huidig samenwerkingsakkoord het vereist. Zij zetelt

présent accord l'exige. Elle ne siège valablement que si les trois Régions sont représentées.

Chaque année, les membres de la Commission interrégionale de l'assainissement du sol désignent en leur sein un président et un secrétaire, en respectant une alternance entre les Régions.

Tout avis, toute proposition ou toute décision de la Commission interrégionale de l'assainissement du sol doit être adopté par consensus. La présence d'au moins un représentant de chaque Région est requise pour l'adoption de tout avis, proposition ou décision.

Article 28.

Le budget annuel de la Commission interrégionale de l'assainissement du sol est provisionné par chaque Région conformément à la clé de répartition utilisée à l'article 16bis, § 1er, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions.

Article 29.

§ 1^{er}. La Commission interrégionale de l'assainissement du sol:

- 1° Octroie, suspend ou retire l'agrément d'un Fonds, tel que défini à l'article 2, 15°, ou modifie à tout moment, après avoir entendu le représentant du Fonds, les conditions d'agrément, pour des raisons d'intérêt général;
- 2° Approuve ou désapprouve la modification de la cotisation obligatoire, proposée par le Fonds et contrôle le financement du Fonds et prend à cette fin les actions nécessaires;
- 3° Evalue le programme annuel d'assainissement présenté par le Fonds conformément à l'article 25, 6° et donne le cas échéant son accord ou son refus dans un délai d'un mois après que le programme lui a été soumis. A défaut de décision dans ce délai, le programme annuel d'assainissement est considéré comme approuvé tacitement. En cas de refus, un programme d'assainissement modifié devra être introduit dans le délai fixé par la Commission interrégionale de l'assainissement du sol, et tiendra compte des remarques formulées par ladite Commission;

slechts geldig indien de drie Gewesten vertegenwoordigd zijn.

De leden van de Interregionale Bodemsaneringscommissie duiden jaarlijks in hun midden een voorzitter en een secretaris aan, waarbij een beurtrol wordt gerespecteerd tussen de Gewesten.

Elk advies, voorstel of beslissing van de Interregionale Bodemsaneringscommissie moet bij consensus worden genomen en vereist de aanwezigheid van minstens één vertegenwoordiger van elk Gewest.

Artikel 28.

Het jaarlijks budget van de Interregionale Bodemsaneringscommissie wordt ter beschikking gesteld door elk Gewest overeenkomstig de verdeelsleutel gebruikt in artikel 16bis, § 1 van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten.

Artikel 29.

§ 1. De Interregionale Bodemsaneringscommissie:

- 1° Verleent, schorst of heft de erkenning van een Fonds, zoals gedefinieerd in artikel 2, 15°, op of wijzigt op elk ogenblik, na de vertegenwoordiger van het Fonds te hebben gehoord, de erkenningsvoorwaarden, om redenen van algemeen belang;
- 2° Keurt de door het Fonds voorgestelde wijziging van de verplichte bijdrage goed of af en houdt toezicht op de financiering van het fonds en stelt daartoe de nodige handelingen;
- 3° Evalueert het jaarlijks saneringsprogramma dat haar door het Fonds overeenkomstig artikel 25, 6° wordt voorgelegd, en geeft in voorkomend geval haar goedkeuring of weigering binnen een termijn van een maand nadat het programma haar werd voorgelegd. Bij gebrek aan een beslissing binnen deze termijn, wordt het jaarlijks saneringsprogramma geacht stilzwijgend te zijn goedgekeurd. In geval van weigering moet een aangepast saneringsprogramma worden ingediend binnen de termijn bepaald door de Interregionale Bodemsaneringscommissie, dat rekening houdt met de door de Interregionale Bodemsaneringscommissie geformuleerde opmerkingen.

4° Impose au Fonds des amendes administratives, selon les modalités prévues aux articles 32 et suivants.

§ 2. La Commission interrégionale de l'assainissement du sol vérifie:

1° La manière dont le Fonds remplit les tâches qui lui ont été confiées;

2° Les informations qui doivent lui être communiquées en vertu de l'article 25.

§3. Les membres de la Commission interrégionale de l'assainissement du sol interrogent les réviseurs d'entreprise du Fonds, examinent les comptes conformément à l'article 25, 7° et se chargent du contrôle du respect des dispositions du présent accord de coopération.

§ 4. La Commission interrégionale de l'assainissement du sol établit chaque année un rapport sur ses activités à l'attention des gouvernements régionaux.

4° Legt administratieve geldboetes op aan het Fonds overeenkomstig artikel 32 en volgende.

§ 2. De Interregionale Bodemsaneringscommissie verifieert:

1° Hoe het Fonds de hem toevertrouwde taken waarneemt;

2° De informatie die aan haar moet meegedeeld worden krachtens het artikel 25.

§3. De leden van de Interregionale Bodemsaneringscommissie ondervragen de bedrijfsrevisoren van het Fonds, onderzoeken de rekeningen overeenkomstig 25, 7° en zijn gelast met het toezicht op de bepalingen van huidig samenwerkingsakkoord.

§ 4. De Interregionale Bodemsaneringscommissie stelt jaarlijks een rapport op over haar activiteiten ten behoeve van de gewestregeringen.

Chapitre 4. - Contrôle, suspension et retrait du Fonds et amendes administratives.

Section 1^{ère}: contrôle

Article 30.

§ 1^{er}. Sans préjudice des compétences des officiers de police judiciaire, les membres de la Commission interrégionale de l'assainissement du sol, au sein de chaque administration régionale compétente, sont chargés du contrôle du respect des dispositions de l'Accord de coopération. Les procès-verbaux établis par eux font foi jusqu'à preuve du contraire.

§ 2. Le Fonds est tenu de produire, à la demande des personnes visées au § 1^{er}, tous documents et toute correspondance et de fournir verbalement ou par écrit tous renseignements relatifs à l'exécution de ses obligations en vertu de l'Accord de coopération.

Lorsque ces renseignements sont tenus, établis, délivrés, reçus ou conservés au moyen d'un système informatique, les personnes visées au § 1^{er} ont le droit de se faire communiquer les données enregistrées sur des supports informatiques, sous forme lisible et intelligible. Les personnes visées au § 1^{er} peuvent également requérir du Fonds d'effectuer en leur présence, et sur son matériel, des copies, dans la forme qu'elles souhaitent, de tout ou partie des données

Hoofdstuk 4. - Toezicht, schorsing en opheffing van het Fonds en administratieve geldboetes.

Afdeling 1: toezicht

Artikel 30.

§ 1. Onverminderd de bevoegdheden van de officieren van gerechtelijke politie, zijn de leden van de Interregionale Bodemsaneringscommissie belast met het toezicht op de bepalingen van het Samenwerkingsakkoord. De door hen opgestelde processen-verbaal hebben bewijskracht tot bewijs van het tegendeel.

§ 2. Het Fonds is gehouden om, op verzoek van de in de eerste paragraaf vernoemde personen, alle documenten en briefwisseling ter beschikking te stellen en mondeling of schriftelijk alle inlichtingen met betrekking tot de uitvoering van haar verplichtingen krachtens het Samenwerkingsakkoord te verstrekken.

Wanneer de documenten en briefwisseling door middel van een geïnformatiseerd systeem worden gehouden, opgemaakt, uitgereikt, ontvangen of bewaard, hebben de in de eerste paragraaf vernoemde personen het recht zich de op informatiedragers geplaatste gegevens in een leesbare en verstaanbare vorm ter inzage te doen voorleggen. De in de eerste paragraaf vernoemde personen kunnen eveneens het Fonds verzoeken om in hun bijzijn en met zijn uitrusting kopieën te

précitées, ainsi que les traitements informatiques jugés nécessaires à la vérification du respect des obligations de l'Accord de coopération.

§ 3. Le Fonds est tenu d'accorder, à tout moment et sans avertissement préalable, le libre accès des locaux où sont exercées ses activités, aux fins de permettre aux personnes visées au § 1^{er} de contrôler le respect des dispositions de l'Accord de coopération.

Les bureaux, usines, ateliers, magasins, garages et terrains servant de bureau, d'usine, d'atelier ou de dépôt constituent notamment des locaux où une activité est exercée.

§ 4. La Commission interrégionale de l'assainissement du sol peut interroger les réviseurs d'entreprises du Fonds pour obtenir toutes les informations qu'elle souhaite. Si le Fonds n'a pas désigné de réviseurs, la Commission interrégionale de l'assainissement du sol peut faire examiner la comptabilité du Fonds par un réviseur d'entreprises qu'elle désigne. Cette mission est exécutée aux frais du Fonds.

Les membres de la Commission interrégionale de l'assainissement du sol sont entendus, à leur demande, par le conseil d'administration du Fonds. Ils peuvent, à tout moment, interroger le réviseur d'entreprises et prendre connaissance de la comptabilité, de la correspondance, des procès-verbaux et, d'une façon générale, de tous les documents et de toutes les écritures du Fonds. Ils peuvent requérir des administrateurs et des préposés du Fonds toutes les explications et informations, et procéder à toutes les vérifications qui leur paraissent nécessaires à l'exécution des missions qui leur sont attribuées par les articles 30, 31, 32, 33 et 34.

Section 2: suspension et retrait de l'agrément du Fonds

Article 31.

§ 1^{er}. Au cas où il n'est pas satisfait à l'une des obligations visées aux articles 6, 16 ou 25, la Commission interrégionale de l'assainissement du sol peut adresser un avertissement au Fonds par lettre recommandée.

§ 2. La Commission interrégionale de l'assainissement du sol peut procéder à la

making under the door hen gewenste vorm van het geheel of een deel van de voormelde gegevens, evenals om de informaticabewerkingen te verrichten die nodig worden geacht om de controle uit te oefenen op de naleving van de verplichtingen van het Samenwerkingsakkoord.

§ 3. Het Fonds is gehouden om op elk tijdstip en zonder voorafgaande verwittiging, vrije toegang te verlenen tot de ruimten waar het zijn activiteit uitoefent teneinde de in de eerste paragraaf vernoemde personen in staat te stellen de naleving van de bepalingen van het Samenwerkingsakkoord te controleren.

Als ruimte waar een activiteit wordt uitgeoefend, moeten onder meer worden beschouwd burelen, fabrieken, werkplaatsen, winkels, garages en terreinen die als bureel, fabriek, werkplaats of opslagplaats gebruikt worden.

§ 4. De Interregionale Bodemsaneringscommissie kan de bedrijfsrevisoren van het Fonds ondervragen met het oog op het verkrijgen van elke informatie die zij wenst. Indien het Fonds geen bedrijfsrevisoren heeft aangeduid, kan de Interregionale Bodemsaneringscommissie de boekhouding laten nazien door een bedrijfsrevisor die zij aanstelt. Deze opdracht wordt uitgevoerd op kosten van het Fonds.

De vertegenwoordigers van de Interregionale Bodemsaneringscommissie worden, op hun verzoek, gehoord door de raad van bestuur van het Fonds. Zij kunnen op elk moment de bedrijfsrevisor ondervragen en kennis nemen van de boeken, de briefwisseling, de processen-verbaal en, in het algemeen, van alle documenten en alle geschriften van het Fonds. Zij kunnen van de bestuurders en de personeelsleden van het Fonds alle toelichting en elke informatie verzoeken en overgaan tot elk onderzoek dat door hen noodzakelijk wordt geacht bij de uitoefening van hun bevoegdheden als bepaald in de artikelen 30, 31, 32, 33 en 34.

Afdeling 2: schorsing en opheffing van de erkenning van het Fonds

Artikel 31.

§ 1. In geval één van de verplichtingen voorzien in de artikelen 6, 16 of 25 niet wordt nagekomen, kan de Interregionale Bodemsaneringscommissie per aangetekend schrijven een waarschuwing richten aan het Fonds.

§ 2. De Interregionale Bodemsaneringscommissie kan overgaan tot schorsing of opheffing van de erkenning van het Fonds indien:

suspension ou au retrait de l'agrément du Fonds lorsque:

- 1° Aucune suite satisfaisante n'a été donnée au premier avertissement;
- 2° Le Fonds ne satisfait pas ou ne satisfait pas suffisamment aux obligations énumérées aux articles 6, 16 ou 25;
- 3° Le Fonds ne respecte pas les lois, les réglementations ou ses statuts;
- 4° Un détournement de fonds est constaté.

L'agrément peut uniquement être suspendu ou retiré dans la mesure où le(s) représentant(s) du Fonds a ou ont été préalablement entendu(s) par la Commission interrégionale de l'assainissement du sol.

§ 3. Si l'agrément du Fonds est retiré, la Commission interrégionale de l'assainissement du sol peut prendre toutes les mesures appropriées pour sauvegarder les droits des Entreprises soumises à accises, des Exploitants concernés, des Utilisateurs et/ou Propriétaires concernés et des personnes lésées.

Dans l'hypothèse où l'agrément serait suspendu, la cotisation obligatoire prévue aux articles 5, §1^{er} ou 15, § 2 sera suspendue.

Dans l'hypothèse où l'agrément serait retiré, la cotisation obligatoire prévue aux articles 5, §1^{er} ou 15, § 2 sera retirée.

La suspension et le retrait de l'agrément sont publiés dans les meilleurs délais au Moniteur Belge.

§ 4. La Commission interrégionale de l'assainissement du sol nomme un liquidateur spécial aux fins de liquidation.

Aussi longtemps que se poursuit la liquidation des activités du Fonds, ce dernier reste soumis au contrôle de la Commission interrégionale de l'assainissement du sol.

Section 3. Amendes administratives

Article 32.

§ 1^{er}. Au cas où le Fonds ne communique pas dans les délais requis le plan annuel d'assainissement visé à l'article 25, 6°, ou communique à plus d'une reprise un plan d'assainissement jugé insuffisant par la Commission interrégionale d'assainissement du sol, ladite Commission peut, conformément aux dispositions de l'article 33, infliger au Fonds une amende administrative de 25.000,00 euros pour

1° Geen voldoende gevolg aan de eerste waarschuwing werd gegeven;

2° Het Fonds niet of onvoldoende voldoet aan de verplichtingen opgesomd in de artikelen 6, 16 of 25;

3° Het Fonds niet handelt overeenkomstig de wetten, verordeningen of haar statuten;

4° Afwijking van gelden wordt vastgesteld.

De erkenning kan alleen geschorst of opgeheven worden indien de vertegenwoordiger(s) van het Fonds door de Interregionale Bodemsaneringscommissie voorafgaandelijk werd(en) gehoord.

§ 3. Indien de erkenning van het Fonds wordt opgeheven, kan de Interregionale Bodemsaneringscommissie alle passende maatregelen nemen ter vrijwaring van de rechten van de Accijnsplichtige ondernemingen, de betrokken Exploitanten, Gebruikers en/of Eigenaars en de benadeelden.

In geval de erkenning wordt opgeschort, wordt de bijdrageplicht bedoeld in de artikelen 5, §1 of 15, §2 opgeschort.

In geval de erkenning wordt opgeheven, wordt de bijdrageplicht bedoeld in de artikelen 5, §1 of 15, § 2 opgeheven.

Van de opschorting en opheffing wordt onverwijld in het Belgisch Staatsblad melding gemaakt.

§ 4. De Interregionale Bodemsaneringscommissie benoemt voor de vereffening een bijzonder vereffenaar.

Zolang de vereffening van de verrichtingen van het Fonds duurt, blijft het Fonds aan de controle van de Interregionale Bodemsaneringscommissie onderworpen.

Afdeling 3. Administratieve geldboeten

Artikel 32.

§ 1. Indien het Fonds het jaarlijkse saneringsprogramma, bedoeld in artikel 25, 6° niet binnen de opgelegde termijnen neerlegt of bij herhaling een door de Interregionale Bodemsaneringscommissie onvoldoende geacht saneringsprogramma neerlegt, dan kan de Interregionale Bodemsaneringscommissie aan het Fonds overeenkomstig de regelen bepaald in artikel 33, een administratieve geldboete

chaque programme non communiqué ou l'ayant été hors des délais ou qui a, à plus d'une reprise, été jugé manifestement insuffisant.

§ 2. Au cas où le Fonds n'observe pas ou tardivement les autres obligations visées aux articles 6, 16 ou 25, la Commission interrégionale de l'assainissement du sol peut, sur base des informations disponibles, lui infliger une amende administrative dont le montant ne peut pas être supérieur à 25.000,00 euros, moyennant le respect des dispositions de l'article 33.

Article 33.

§ 1^{er}. Les amendes administratives visées à l'article 32 sont fixées conformément aux articles 2 à 10 et 12ter à 13 de la loi du 30 juin 1971 relative aux amendes administratives applicables en cas d'infraction à certaines lois sociales, compte tenu des règles suivantes:

- pour l'application des articles 2, 3, 6 à 8 et 13 de la loi précitée, il y a lieu d'entendre par « employeur » le Fonds;
- pour l'application des articles 5, 7 et 13 de la loi précitée, il y a lieu d'entendre par « auditeur du travail », le procureur du Roi;
- par fonctionnaire visé aux articles 4, 6 et 10 de la loi précitée, il y a lieu d'entendre le ou les membres de la Commission interrégionale d'assainissement du sol;
- pour l'application des articles 8 et 9 de la loi précitée, il y a lieu d'entendre par « tribunal du travail » et « juridiction du travail », le Tribunal de première instance;
- pour l'application de l'article 12ter de la loi précitée, il y a lieu d'entendre par « l'article 1^{er} et 1^{er} bis », l'article 32 de l'Accord de coopération.

§ 2. L'amende administrative doit être acquittée dans un délai de trois mois à compter du jour de la notification de la décision infligeant cette amende. L'amende administrative est acquittée par versement ou virement au compte de la Commission interrégionale d'assainissement du sol avec mention des références indiquées dans la décision infligeant l'amende.

§ 3. Le produit des amendes administratives revient à la Commission interrégionale de l'assainissement du sol.

opleggen van 25.000,00 euro voor elk programma dat niet of niet tijdig werd meegedeeld of bij herhaling kennelijk onvoldoende geacht wordt.

§ 2. Indien het Fonds de overige verplichtingen bedoeld in de artikelen 6, 16 of 25 kennelijk niet of niet tijdig naleeft, dan kan de Interregionale Bodemsaneringscommissie, op basis van de beschikbare gegevens, overeenkomstig de regelen bepaald in artikel 33, een administratieve geldboete opleggen waarvan het bedrag niet hoger kan zijn dan 25.000,00 euro.

Artikel 33.

§ 1. De administratieve geldboetes bedoeld in artikel 32 worden vastgesteld overeenkomstig de artikelen 2 tot en met 10 en 12ter tot en met 13 van de wet van 30 juni 1971 betreffende de toepasbare administratieve geldboetes bij inbreuk op sommige sociale wetten, met dien verstande dat:

- voor de toepassing van de artikelen 2, 3, 6 tot en met 8 en 13 van de voornoemde wet met "werkgever" het Fonds wordt bedoeld;
- voor de toepassing van de artikelen 5, 7 en 13 van de voornoemde wet met "arbeidsauditeur" de Procureur des Konings wordt bedoeld;
- de ambtenaar bedoeld in de artikelen 4, 6 en 10 van voornoemde wet, het lid (de leden) van de Interregionale Bodemsaneringscommissie is (zijn);
- voor de toepassing van de artikelen 8 en 9 van de voornoemde wet met "arbeidsrechtbank" en "arbeidsgerecht" de Rechtbank van eerste aanleg wordt bedoeld;
- voor de toepassing van artikel 12ter van de voornoemde wet met "artikel 1 en 1bis" het artikel 32 van het Samenwerkingsakkoord wordt bedoeld.

§ 2. De administratieve geldboete dient te worden voldaan binnen een termijn van drie maanden te rekenen vanaf de dag van de betekening van de beslissing die de administratieve geldboete oplegt. De administratieve geldboete is voldaan door storting of overschrijving op rekening van de Interregionale Bodemsaneringscommissie met de referenties uit de beslissing die de administratieve geldboete oplegt.

§ 3. De opbrengst van de administratieve geldboete komt toe aan de Interregionale Bodemsaneringscommissie.

Article 34.

Le Fonds qui conteste la décision de la Commission interrégionale de l'assainissement du sol peut introduire un recours par requête auprès du tribunal de première instance, conformément à l'article 8 de la loi du 30 juin 1971 relative aux amendes administratives applicables lors d'infractions à certaines lois sociales. L'exécution de la décision n'est pas suspendue par l'introduction du recours.

Chapitre 5. - Adaptation des cotisations au Fonds

Article 35.

§1^{er}. Si le Fonds est d'avis qu'il y a lieu d'augmenter la cotisation obligatoire prévue à l'article 5, § 2, ou à l'article 15, § 3, si cela s'avère nécessaire pour l'accomplissement de sa mission et pour la couverture de ses frais de fonctionnement, soit de la diminuer, si cela n'empêche pas l'exécution de sa mission et la couverture de ses frais de fonctionnement, elle en fera la demande auprès de la Commission interrégionale pour l'assainissement du sol.

§2. La demande tendant à l'obtention d'une adaptation, telle que visée au § 1^{er}, doit être introduite en sept exemplaires, par lettre recommandée avec accusé de réception, auprès de la Commission interrégionale de l'assainissement du sol.

§3. Le dossier de demande doit comporter un plan financier et un budget pour la durée restante de l'agrément. Il comprend notamment les données suivantes:

- une note motivée démontrant la nécessité d'adapter la cotisation obligatoire;
- l'estimation des recettes requises;
- la façon dont les recettes sont attribuées au profit des activités du Fonds, entre autre par la constitution d'éventuelles réserves;
- l'estimation des dépenses, en ce compris les dépenses de fonctionnement;
- le mode de financement des déficits éventuels.

Artikel 34.

Het Fonds dat de beslissing van de Interregionale Bodemsaneringscommissie betwist, kan bij verzoekschrift beroep aantekenen bij de rechtbank van eerste aanleg overeenkomstig artikel 8 van de wet van 30 juni 1971 betreffende de toepasbare administratieve geldboeten bij inbreuk op sommige sociale wetten. Dit beroep schorst de uitvoering van de beslissing niet.

Hoofdstuk 5. - Aanpassing van de bijdragen aan het Fonds

Artikel 35.

§1. Indien het Fonds van oordeel is dat de in artikel 5, §2, respectievelijk artikel 15, § 3, bedoelde verplichte bijdrage verhoogd moet worden indien zulks noodzakelijk is voor het volbrengen van zijn opdracht en voor de dekking van zijn werkingskosten, dan wel verlaagd kan worden indien zulks de uitvoering van zijn opdracht en de dekking van zijn werkingskosten niet verhindert, dient zij hiertoe een aanvraag in bij de Interregionale Bodemsaneringscommissie.

§2. De aanvraag tot het bekomen van een aanpassing zoals bedoeld in § 1 wordt in 7 exemplaren en per aangetekend schrijven met ontvangstbewijs bij de Interregionale Bodemsaneringscommissie ingediend.

§3. Het aanvraagdossier dient een financieel plan en een begroting voor de resterende duur van de erkenning te bevatten waarin onder meer de volgende gegevens zijn opgenomen:

- een gemotiveerde nota waaruit de noodzaak tot aanpassing van de verplichte bijdrage blijkt;
- de schatting van de vereiste inkomsten;
- de wijze waarop de opbrengsten worden toegewezen ten voordele van de werking van het Fonds, onder meer door de samenstelling van de eventuele reserves;
- de schatting van de uitgaven, inclusief werkingskosten;
- de financieringswijze van de eventuele tekorten.

§4. Si la Commission interrégionale de l'assainissement du sol émet un avis positif sur l'augmentation ou la diminution de la cotisation proposée, elle transmet le dossier de demande avec son avis pour décision aux gouvernements régionaux et les Ministres fédéraux de l'Économie et de l'Énergie.

§5. Si aucune décision unanime n'est prise par les gouvernements régionaux et les ministres fédéraux de l'Economie et de l'Energie endéans les 6 mois après la date de transmission du dossier de demande avec son avis visé à l'article 35, §4, la cotisation visée à l'article 5, §2 ou à l'article 15, §3 est automatiquement augmentée de 0,002 euro par litre de carburant ou combustible en cas de proposition d'augmentation de la cotisation ou automatiquement réduite de 0,002 euro par litre de carburant ou combustible en cas de proposition de réduction de la cotisation.

§6. En cas d'augmentation ou réduction de la cotisation visée à l'article 5, §2 ou l'article 15, §3, celle-ci entre en vigueur le premier jour du trimestre suivant la période de 6 mois après la date de transmission par la Commission interrégionale de l'assainissement du sol du dossier de demande visé à l'article 35, §4 ou du dossier documenté visé à l'article 15, §6 et elle est portée en compte par le Contrat de programme visé à l'article 5, §3, ou à l'article 15, §4, selon les modalités déterminées par les signataires du Contrat de programme.

§7. Toute modification de la cotisation implique une modification de l'article 5, §2, ou à l'article 15, §3.

Article 36.

§1^{er}. A la demande du Fonds, le Fonds pour l'Analyse des Produits pétroliers lui communiquera toutes les informations dont il dispose et qui sont nécessaires pour permettre de contrôler si les Entreprises soumises à accises satisfont aux obligations prévues à l'article 5, §1, ou à l'article 15, §2, du présent accord de coopération.

§2. Lorsqu'il est établi que l'Entreprise soumise à accises méconnaît gravement l'obligation qui lui est imposée conformément à l'article 5, §1, ou à l'article 15, §2, que ce soit à la demande du Fonds ou non, mais sur proposition de la Commission interrégionale d'assainissement du sol visée à l'article 26, le Ministre fédéral des Finances ou son représentant peut retirer l'autorisation dont doit disposer toute Entreprise

§4. Indien de Interregionale Bodemsanerings-commissie een positief advies geeft over de voorgestelde verhoging of verlaging van de bijdrage, stuurt zij het aanvraagdossier met haar advies ter beslissing naar de gewestregeringen en de federale Ministers bevoegd voor Economie en Energie.

§5. Indien er door de gewestregeringen en de federale ministers bevoegd voor Energie en Economie geen unanieme beslissing genomen wordt binnen een periode van 6 maanden na datum van het doorsturen van het aanvraagdossier met advies bedoeld in artikel 35, §4, wordt de bijdrage bedoeld in artikel 5, §2 of artikel 15, §3 automatisch verhoogd met 0,002 euro per liter brandstof bij een voorstel van verhoging van de bijdrage of verlaagd met 0,002 euro per liter brandstof bij een voorstel van verlaging van de bijdrage.

§6. In geval van verhoging of verlaging van de bijdrage bedoeld in artikel 5, §2 of artikel 15, §3, treedt deze in werking op de eerste dag van het kwartaal volgend op een periode van 6 maanden na datum van het doorsturen door de Interregionale Bodemsaneringscommissie van het aanvraagdossier bedoeld in artikel 35, §4 of het gedocumenteerde dossier bedoeld in artikel 15, §6, en wordt die verrekend via de Programma-overeenkomst bedoeld in artikel 5, §3, respectievelijk artikel 15, §4, volgens de modaliteiten die bepaald worden door de ondertekenaars van de Programmaovereenkomst.

§7. Elke wijziging van de bijdrage zal aanleiding geven tot een wijziging van artikel 5, §2, respectievelijk artikel 15, §3.

Artikel 36.

§1. Het Fonds voor de Analyse van Aardolieproducten deelt aan het Fonds, op zijn verzoek, alle noodzakelijke gegevens mee waarover het beschikt die moeten toelaten te onderzoeken of de Accijnsplichtige ondernemingen aan de verplichting bedoeld in artikel 5, §1, respectievelijk artikel 15, §2, van huidig samenwerkingsakkoord voldoen.

§2. De vergunning waarover een Accijnsplichtige onderneming overeenkomstig de Accijnswetgeving, dient te beschikken teneinde haar activiteiten te kunnen uitoefenen, kan, al dan niet op verzoek van het Fonds, doch op voorstel van de Interregionale Bodemsaneringscommissie bedoeld in artikel 26, door de federale Minister bevoegd voor Financiën of zijn afgevaardigde worden opgeheven, indien vastgesteld wordt dat

soumise à accises en vertu de la législation relative aux Accises aux fins de pouvoir exercer ses activités.

La sanction administrative visée à l'alinéa 1^{er} ne peut être infligée qu'après que l'Entreprise soumise à accises concernée a été préalablement entendue par le Ministre fédéral des Finances ou son représentant, ainsi que par la Commission interrégionale de l'assainissement du sol.

Sans préjudice des alinéas précédents, les dispositions de la législation relative aux Accises sont applicables aux modalités de retrait éventuel de l'autorisation visée à l'alinéa premier.

Chapitre 6. - Procédure pour la demande d'agrément en tant que Fonds.

Article 37.

§1^{er}. La demande tendant à l'obtention d'un agrément au sens de l'article 4 ou 14 doit être introduite en sept exemplaires, par lettre recommandée avec accusé de réception, auprès de la Commission interrégionale de l'assainissement du sol.

La Commission interrégionale de l'assainissement du sol transmet le dossier de demande pour information aux Ministres fédéraux ayant l'Economie et l'Energie dans leurs attributions.

§2. La demande contient les informations suivantes:

- 1° Une copie des statuts tels que publiés au Moniteur belge;
- 2° Un plan financier et un budget pour la durée de l'agrément, comprenant notamment les données suivantes:
 - les modes de perception de la cotisation obligatoire;
 - les conditions et les modalités de révision des cotisations obligatoires;
 - la façon dont les recettes sont attribuées au profit du fonctionnement du Fonds à agréer, entre autre par la constitution d'éventuelles réserves;
 - l'estimation des dépenses, en ce compris les dépenses de fonctionnement;
 - le mode de financement des déficits éventuels;

de la betrokken Accijnsplichtige onderneming op grove wijze tekort schiet aan haar verplichting als bedoeld in artikel 5, §1, respectievelijk artikel 15, §2.

De in lid 1 bedoelde administratieve sanctie kan slechts worden getroffen indien de betrokken Accijnsplichtige onderneming voorafgaandelijk gehoord wordt door de federale Minister bevoegd voor Financiën of zijn afgevaardigde en de Interregionale Bodemsaneringscommissie.

Onverminderd de voorgaande leden zijn de bepalingen van de Accijnswetgeving van toepassing op de modaliteiten waaronder de in het eerste lid vermelde vergunning kan worden opgeheven.

Hoofdstuk 6. - Procedure voor de aanvraag voor de erkenning als Fonds.

Artikel 37.

§1. De aanvraag tot het bekomen van een erkenning in de zin van artikel 4 respectievelijk 14 moet per aangetekend schrijven met ontvangstbewijs in 7 exemplaren worden ingediend bij de Interregionale Bodemsaneringscommissie.

De Interregionale Bodemsaneringscommissie maakt ter informatie een exemplaar van het aanvraagdossier over aan de federale Ministers bevoegd voor Economie en Energie.

§2. De aanvraag bevat volgende informatie:

- 1° Kopie van de statuten zoals gepubliceerd in het Belgisch Staatsblad;
- 2° Een financieel plan en een begroting voor de duur van de erkenning waarin onder meer de volgende gegevens zijn opgenomen:
 - de wijze waarop de inning van de verplichte bijdrage gebeurt;
 - de voorwaarden en de modaliteiten van herziening van de verplichte bijdragen;
 - de wijze waarop de opbrengsten worden toegewezen ten voordele van de werking van het te erkennen Fonds, onder meer door de samenstelling van de eventuele reserves;
 - de schatting van de uitgaven, inclusief werkingskosten;
 - de financieringswijze van de eventuele tekorten;

3° En cas d'agrément du Fonds au sens de l'article 4: les projets de Conventions que le Fonds à constituer doivent être conclus avec les Exploitants, les Utilisateurs et/ou les Propriétaires de terrains pollués afin de réaliser l'Assainissement du sol des sites ou des terrains pollués.

En cas d'agrément du Fonds au sens de l'article 14, les projets de Conventions que le Fonds à constituer doivent être conclus avec les Demandeurs ou de Citernes de gasoil afin de réaliser l'Assainissement du sol des sites ou des terrains pollués.

§3. En cas d'agrément du Fonds au sens de l'article 4, la Commission interrégionale de l'assainissement du sol statuera dans les quatre mois à compter de la réception de la demande. A défaut de décision dans le délai précité, la demande est réputée accordée pour une période de dix ans. Dans ce cas, le Fonds est tenu de se conformer aux données du dossier de demande d'agrément et aux dispositions du présent accord.

En cas d'agrément du Fonds au sens de l'article 14, la Commission interrégionale de l'assainissement du sol statuera dans les quatre mois à compter de la réception de la demande. A défaut de décision dans le délai précité, la demande est réputée accordée pour une période de vingt ans. Dans ce cas, le Fonds est tenu de se conformer aux données du dossier de demande d'agrément et aux dispositions du présent accord de coopération.

Si le dossier de demande n'est pas complet ou s'il ne comprend pas tous les points mentionnés aux §§ 1er et 2, ou si la Commission interrégionale de l'assainissement du sol demande des informations complémentaires, ce délai sera suspendu jusqu'au moment où, par une lettre recommandée à la poste avec accusé de réception, la Commission informera le demandeur de ce que le dossier est complet ou du caractère satisfaisant de la réponse à la demande d'information.

§4. En cas d'agrément du Fonds au sens de l'article 4, l'agrément vaut pour un délai maximal de dix ans. Il peut être prorogé pour une ou plusieurs périodes renouvelables de cinq ans au maximum. L'agrément peut être soumis à des conditions.

3° In geval van de erkenning als Fonds in de zin van artikel 4: de ontwerpen van Overeenkomsten die door het op te richten Fonds met de Exploitanten, Gebruikers en/of Eigenaars van verontreinigde terreinen moet worden afgesloten om de Bodemsanering van de Verontreinigde sites of de Verontreinigde terreinen te bewerkstelligen.

In geval van erkenning als Fonds in de zin van artikel 14 de ontwerpen van Overeenkomsten die door het op te richten Fonds met de Aanvragers van verontreinigde terreinen of Gasolietanks moet worden afgesloten om Bodemsanering van de Verontreinigde sites of de verontreinigde terreinen te bewerkstelligen

§3. In geval van de erkenning als Fonds in de zin van artikel 4 treft de Interregionale Bodemsaneringscommissie een beslissing binnen vier maanden na ontvangst van de aanvraag. Bij gebrek aan beslissing binnen voornoemde termijn, wordt de aanvraag geacht stilzwijgend verkregen te zijn voor een termijn van tien jaar. In dat geval is het Fonds gehouden zich te gedragen naar de gegevens van het aanvraagdossier dat het heeft ingediend en naar de bepalingen van het huidige samenwerkingsakkoord.

In geval van erkenning als Fonds in de zin van artikel 14 treft de Interregionale Bodemsaneringscommissie een beslissing binnen vier maanden na ontvangst van de aanvraag. Bij gebrek aan beslissing binnen voornoemde termijn, wordt de aanvraag geacht stilzwijgend verkregen te zijn voor een termijn van twintig jaar. In dat geval is het Fonds gehouden zich te gedragen naar de gegevens van het aanvraagdossier dat het heeft ingediend en naar de bepalingen van het huidige samenwerkingsakkoord.

Indien het aanvraagdossier onvolledig is, of indien het niet alle punten vermeld in §§1 en 2 bevat of indien de Interregionale Bodemsaneringscommissie bijkomende informatie vraagt, wordt deze termijn geschorst tot op het ogenblik dat de Interregionale Bodemsaneringscommissie, per aangetekend schrijven met ontvangstbewijs, de aanvrager meedeelt dat het dossier volledig is of de verstrekte informatie voldoende is.

§4. In geval van de erkenning als Fonds in de zin van artikel 4 geldt de erkenning voor een termijn van maximum tien jaar. De erkenning kan voor één of meerdere hernieuwbare termijn(en) van maximum 5 jaar worden verlengd. De beslissing kan de erkenning aan voorwaarden onderwerpen.

En cas d'agrément du Fonds au sens de l'article 14, l'agrément vaut pour un délai maximal de vingt ans. Il peut être prorogé pour une ou plusieurs périodes renouvelables de maximum cinq ans. L'agrément peut être soumis à des conditions.

Toute décision d'agrément est publiée au Moniteur belge.

Chapitre 7. - Dispositions pénales

Article 38.

Est puni d'un emprisonnement d'une semaine à deux mois et d'une amende équivalent à 10 fois le montant de la cotisation obligatoire éludée, avec un minimum de 250,00 euros, ou d'une de ces peines, celui qui ne respecte pas les prescriptions relatives au paiement des cotisations visées aux articles 5 et 15 du présent Accord de coopération.

En cas de récidive, l'amende est doublée.

Est puni d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 25,00 euros à 50.000,00 euros ou d'une de ces peines, celui qui ne respecte pas les prescriptions des articles 6, 16 ou 25.

Est puni d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 2,50 euros à 25.000,00 euros ou d'une de ces peines celui qui entrave, d'une quelconque manière, le contrôle tel qu'organisé par le présent Accord de coopération.

Article 39.

Les personnes physiques et morales sont civilement responsables des amendes et frais, en ce compris des frais de justice, auxquels sont condamnés leurs préposés, administrateurs, gérants, liquidateurs ou mandataires.

TITRE V.: DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 40.

Aux fins de trancher les conflits pouvant survenir lors de l'interprétation et de l'exécution du présent accord, il est institué une juridiction de coopération composée d'un représentant de chaque Région, désigné par leurs gouvernements respectifs.

In geval van de erkenning als Fonds in de zin van artikel 14 geldt de erkenning voor een termijn van maximum twintig jaar. De erkenning kan voor één of meerdere hernieuwbare termijn(en) van maximum 5 jaar worden verlengd. Deze beslissing kan de erkenning aan voorwaarden onderwerpen.

Elke beslissing inzake de erkenning wordt in het Belgisch Staatsblad gepubliceerd.

Hoofdstuk 7. - Strafbepalingen

Artikel 38.

Hij die de voorschriften inzake de plicht tot betaling van bijdragen bedoeld in de artikelen 5 en 15 van huidig samenwerkingsakkoord overtreedt, wordt gestraft met een gevangenisstraf van één week tot twee maanden en met een geldboete van 10 maal de ontdoken bijdrage, met een minimum van 250,00 euro, of met één van deze straffen alleen.

In geval van herhaling wordt de geldboete verdubbeld.

Hij die de voorschriften van de artikelen 6, 16 of 25 overtreedt, wordt gestraft met een gevangenisstraf van één maand tot één jaar en met een geldboete van 25,00 euro tot 50.000,00 euro of met één van deze straffen alleen.

Hij die op welke manier dan ook het toezicht zoals bepaald in huidig samenwerkingsakkoord verhindert, wordt gestraft met een gevangenisstraf van één maand tot één jaar en met een geldboete van 2,50 euro tot 25.000,00 euro of met één van deze straffen alleen.

Artikel 39.

De natuurlijke persoon of rechtspersoon is burgerrechtelijk aansprakelijk voor de geldboetes en de kosten, met inbegrip van de gerechtskosten, waartoe zijn aangestelden, beheerders, vertegenwoordigers, vereffenaars of lasthebbers veroordeeld zijn.

TITEL V.: ALGEMENE BEPALINGEN

Artikel 40.

Teneinde de betwistingen inzake de interpretatie en de uitvoering van huidig samenwerkingsakkoord te beslechten, wordt een samenwerkingsgerecht opgericht samengesteld uit een vertegenwoordiger van elk Gewest, aangeduid door hun respectieve regeringen.

Les frais de fonctionnement de la juridiction de coopération sont pris en charge par chaque gouvernement régional conformément à la clé de répartition utilisée à l'article 16bis, § 1er, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions.

La procédure devant cette juridiction est conduite conformément aux dispositions en la matière de la loi du 23 janvier 1989 sur la juridiction visée aux articles 92bis, §§ 5 et 6, et 94, § 3, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

Article 41.

L'Accord de coopération 2002 est abrogé.

Article 42

L'abrogation de l'Accord de coopération 2002 n'affecte pas la reconnaissance qui a été accordée au fonds conformément l'article 3, §2 de l'Accord de coopération 2002 pour la mission spécifiée dans l'article 3, §1^{er} de l'Accord de coopération 2002 pour la durée mentionnée dans la décision de reconnaissance ou dans une décision ultérieure par lequel la durée est prolongée.

L'abrogation de l'Accord de coopération 2002 ne met pas fin à la personnalité civile de la Commission interrégionale de l'assainissement du sol, qui est fondée conformément l'article 18 de l'Accord de coopération 2002. Après l'entrée en vigueur de l'Accord de coopération la personnalité civile de la Commission interrégionale de l'assainissement du sol continue à exister dans le même état et elle trouve sa base dans l'article 26 de l'Accord de coopération.

L'abrogation de l'Accord de coopération 2002 ne met pas fin à la juridiction de coopération qui a été fondée conformément l'article 29 de l'Accord de coopération 2002.

L'abrogation de l'Accord de coopération 2002 n'a pas d'influence sur la légitimité des décisions et actes juridiques qui ont été pris, respectivement élaborés, sur base de l'Accord de coopération 2002, de la Commission interrégionale de l'assainissement du sol ou de la juridiction de coopération, et ne met pas fin aux engagements existants à la date de l'entrée en vigueur, nonobstant leur genre, qui ont été conclus par le Fonds ou au sujet du Fonds.

De werkingskosten van het samenwerkingsgerecht worden ten laste genomen door elke gewestregering overeenkomstig de verdeelsleutel gebruikt in artikel 16bis, §1 van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten.

De procedure van dit rechtscollege wordt gevoerd overeenkomstig de bepalingen ter zake van de wet van 23 januari 1989 op het rechtscollege bedoeld bij artikel 92bis, §§5 en 6, en artikel 94, §3, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

Artikel 41.

Het 2002 Samenwerkingsakkoord wordt opgeheven.

Artikel 42.

De opheffing van het 2002 Samenwerkingsakkoord laat de erkenning die aan het Fonds overeenkomstig artikel 3, §2 van het 2002 Samenwerkingsakkoord is verleend voor de opdracht bepaald in artikel 3, §1 van het 2002 Samenwerkingsakkoord onverlet voor de duur vermeld in het erkenningsbesluit of in een later besluit waarmee deze duur wordt verlengd.

De opheffing van het 2002 Samenwerkingsakkoord stelt geen einde aan de rechtspersoonlijkheid van de Interregionale Bodemsaneringscommissie, die opgericht is overeenkomstig artikel 18 van het 2002 Samenwerkingsakkoord. Na de inwerkingtreding van het Samenwerkingsakkoord blijft de rechtspersoonlijkheid van de Interregionale Bodemsaneringscommissie onveranderd voortbestaan en vindt hij zijn grondslag in artikel 26 van het Samenwerkingsakkoord.

De opheffing van het 2002 Samenwerkingsakkoord stelt geen einde aan het samenwerkingsgerecht dat overeenkomstig artikel 29 van het 2002 Samenwerkingsakkoord werd opgericht.

De opheffing van het 2002 Samenwerkingsakkoord heeft geen invloed op de rechtsgeldigheid van de besluiten en rechtshandelingen die op basis van het 2002 Samenwerkingsakkoord werden genomen respectievelijk gesteld door het Fonds, de Interregionale Bodemsaneringscommissie of het samenwerkingsgerecht, en stelt geen einde aan de op datum van inwerkingtreding bestaande verbintenissen ongeacht hun aard die in het raam van het 2002 Samenwerkingsakkoord werden

Le fonctionnement du Fonds mentionné dans le premier alinéa de la Commission interrégionale de l'assainissement du sol et de la juridiction de coopération est géré par l'Accord de coopération à partir de son entrée en vigueur.

Article 43.

Le présent accord de coopération entre en vigueur le jour de la publication au Moniteur belge.

Fait à *Bruxelles* le *25 juillet 2018* en
quatre exemplaires originaux.

aangegaan door het Fonds of ten aanzien van het Fonds.

De werking van het Fonds vermeld in het eerste lid, van de Interregionale Bodemsaneringscommissie en van het samenwerkingsgerecht wordt vanaf de inwerkingtreding van het Samenwerkingsakkoord beheerst door dit Samenwerkingsakkoord.

Artikel 43.

Dit samenwerkingsakkoord treedt in werking op de dag van de publicatie in het Belgisch Staatsblad.

Gedaan te *Brussel* op
25 juli 2018 in vier originele
exemplaren

Pour l'État fédéral,

Voor de Federale Staat,

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Emploi, de l'Économie et des Consommateurs, chargé du Commerce extérieur

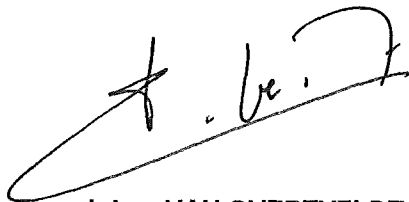
De Vice-Eerste Minister en Minister van Werk, Economie en Consumenten, belast met buitenlandse handel

K. PEETERS

Kris PEETERS

Le Ministre des Finances

De Minister van Financiën,



Johan VAN OVERTVELDT

La Ministre de l'Énergie, de l'Environnement et du
Développement durable

De Minister van Energie, Leefmilieu en Duurzame
Ontwikkeling,

Marie Christine MARGHEM



Pour la Région flamande,

Voor het Vlaams Gewest,

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

De Minister-President van de Vlaamse Regering,



Geert BOURGEOIS

La Ministre flamande de l'Environnement, de la
Nature et de l'Agriculture

De Vlaamse Minister van Omgeving, Natuur en
Landbouw





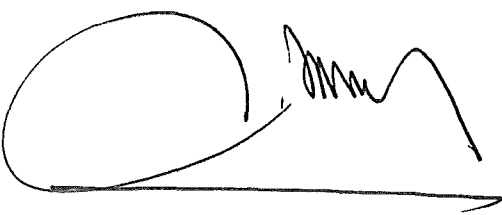
Joke SCHAUVLIEGE

Pour la Région Wallonne,

Voor het Waalse Gewest,

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,

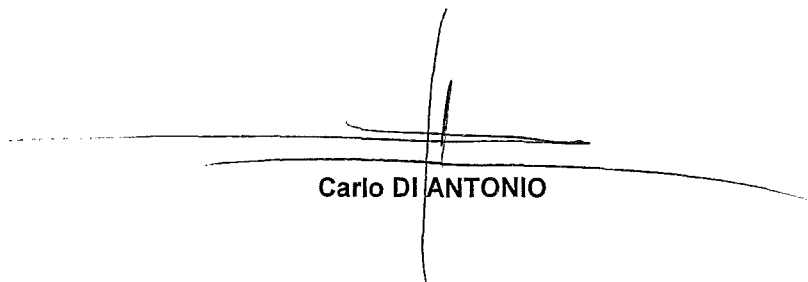
De Minister-President van de Waalse Regering,



Willy BORSUS

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition
Ecologique, de l'Aménagement du Territoire, des
Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du
Bien-être animal et des Zonings

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening,
Openbare Werken, Mobiliteit, Transport,
Dierenwelzijn en Industriepark



Carlo DI ANTONIO

Pour la Région de Bruxelles-Capitale

Le Ministre-Président du Gouvernement de la
Région de Bruxelles-Capitale,

Voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,

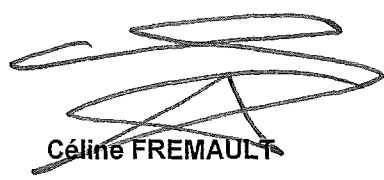
De Minister-President van de Brusselse
Hoofdstedelijke Regering,



Rudi VERVOORT

Ministre du Gouvernement de la Région de
Bruxelles-Capitale, chargée du Logement, de la
Qualité de Vie, de l'Environnement et de l'Energie

Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke
Regering, belast met Huisvesting, Levenskwaliteit,
Leefmilieu en Energie



Céline FREMAULT